

سكرا من المرحلي

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

RE 1995 / 15

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15812 - 7 F -

MARDI 28 NOVEMBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'Europe et les Etats du sud de la Méditerranée à la recherche d'un partenariat

RÉUNIS à Barcelone, les 27 et 28 novembre, les ministres des affaires étrangères des quinze pays membres de l'Union européenne et leurs homologues des Etats du sud de la Méditerranée, auxquels se sont joints Yasser Arafat, le chef de l'Autorité palestinienne, et le représentant de la Mauritanie, vont tenter de redéfinir, pour les dix ans à venir, l'ensemble de leurs relations politiques et économiques, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler un « partenariat global ». Vaste ambition qui ne manque pas de créer des malentendus entre futurs associés dans la mesure où ils ne partagent pas les mêmes intérêts, les nations du Proche-Orient et du Maghreb se moquant beaucoup plus intéressées par l'aide économique que peuvent leur procurer leurs voisins du nord que par les contraintes démocratiques que ces derniers voudraient leur imposer. Reste que l'absence d'une paix globale entre Israël et les nations arabes limite encore pour le moment les ambitions de la « déclaration de Barcelone ».

Lire page 2

Un nouveau président pour EDF



EDMOND ALPHANDÉRY

LA NOMINATION de l'ancien ministre de l'économie du gouvernement Balladur (1993-1995) à la tête d'EDF devrait être confirmée, mercredi 29 novembre, par le conseil des ministres. Edmond Alphandéry remplace Gilles Méda, ancien directeur du cabinet de François Mitterrand à l'Elysée, qui, à la demande du gouvernement, a démissionné samedi de la présidence de la première entreprise publique française. Le conseil d'administration d'EDF devait porter M. Alphandéry à sa présidence lundi 27 novembre. Celui-ci aura pour objectif de ramener la sérénité dans la hiérarchie et de redéfinir les axes de développement d'une entreprise qui fêtera son cinquantième anniversaire l'an prochain. Cet universitaire de cinquante-deux ans, proche de Raymond Barre, a annoncé sa démission de la présidence du conseil général de Maine-et-Loire, qu'il occupe depuis septembre 1994.

Lire page 18

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 F; Belgique, 25 F; Canada, 25 \$ CAN; Danemark, 200 F; Espagne, 220 Ptas; France, 200 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 200 F; Italie, 200 L; Japon, 200 ¥; Royaume-Uni, 200 £; Suède, 200 Kr; Suisse, 200 F; Tunisie, 100 F; USA, 200 \$.

M 0147 - 1128 - 7 00 F



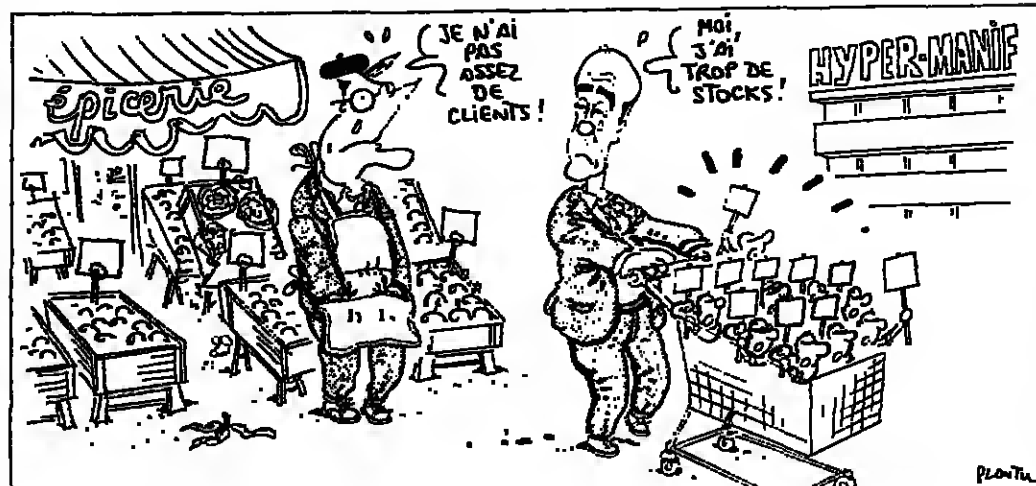
M. Juppé lance un plan d'aide aux PME alors que la situation sociale se durcit

Le développement des grandes surfaces sera plus étroitement contrôlé

LES DERNIERS arbitrages sur le plan que le gouvernement prépare depuis plusieurs semaines en faveur des petites et moyennes entreprises ont été rendus, lundi 27 novembre dans la matinée, par Alain Juppé, qui devait présenter lui-même ces mesures, dans l'après-midi, à Bordeaux.

Il s'agit de simplifier les procédures administratives pour les petites entreprises et d'instituer en leur faveur des dérogations aux règles sociales et fiscales. Le plan concerne aussi la concurrence que les grands groupes de distribution font au petit commerce et la pression qu'ils exercent sur les petits producteurs. L'ouverture de nouveaux magasins à grande surface, gelée depuis 1993, sera soumise à un contrôle renforcé.

Ces mesures destinées aux petits patrons sont annoncées alors que la situation sociale reste tendue du fait de la décision des syndicats de la SNCF de continuer leur grève contre la réforme des retraites et contre le projet de contrat de plan avec l'Etat. Lundi matin, le trafic était très perturbé sur les grandes lignes et quasi nul sur le réseau ban-



lieu. En outre, à la RATP, moins de 40 % des autobus circulaient sur le réseau de Paris et de la banlieue. L'ensemble du trafic - bus et métro - devrait être perturbé mardi, jour d'une grève interprofessionnelle contre le plan Juppé pour la Sécurité sociale, à l'appel de FO, de la CGT et

de la FSU. A EDF-GDF, les syndicats appellent à la grève jeudi 30 novembre, alors que l'Assemblée nationale débattait de l'ouverture des services publics de l'énergie à la concurrence.

Pour sa part, le monde universitaire reste mobilisé. De nouvelles

manifestations doivent avoir lieu jeudi 30. Les présidents d'université s'apprêtent, pour la première fois, à faire front commun avec les syndicats d'étudiants et d'enseignants.

Lire pages 6, 8, 10 et 17

« Flagellation de feu » contre un ministre israélien

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Après Itzhak Rabin, Amnon Rubinstein ? Moins d'un mois après l'assassinat du premier ministre par un forcené religieux du « Grand Israël », plusieurs rabbins d'extrême droite, rapportent des journalistes israéliens, se sont réunis dimanche 26 novembre, en un lieu secret à Jérusalem, pour prononcer une *pousa denara*, une « flagellation de feu » en araméen biblique, c'est-à-dire une malédiction mortelle à l'encontre du ministre de l'éducation et de la culture.

Issue de la tradition cabalistique juive, cette antique « prière », qui s'apparente à un véritable appel au meurtre, avait été lue sept fois de suite, et à haute voix, devant la résidence officielle de M. Rabin par un groupe de dix rabbins cabalistes revêtus, comme il se doit, du chape de prière. C'était un peu plus de trois semaines avant l'assassinat du 4 novembre. Au terme de la cabale, le cble de la *pousa denara* meurt dans les trente jours qui suivent la prononciation.

Le « crime » d'Amnon Rubinstein ? Le mi-

nistre, un ténor de la gauche laïque Meretz, a autorisé, la semaine dernière, la poursuite de fouilles archéologiques sur un site asmonéen, le premier jamais mis au jour en Israël. Les Asmonéens, plus connus en Israël sous l'appellation de Macchabées, du nom de la famille de prêtres hébreux qui les conduisirent, se révolterent, environ deux siècles avant Jésus-Christ, contre l'hellénisation forcée de la région par le régime gréco-syrien d'Antioche IV.

Problème, le site, découvert par hasard à la fin novembre, contenait vingt-trois petits cercueils de pierre gravés, dont un au moins porte la mention « asmonéen ». Pour éviter les manifestations des « hommes-en-noir », les Juifs observants qui croient au sacrifice chaque fois que des ossements humains réputés Juifs sont déplacés, les autorités archéologiques ont caché leur découverte pendant quelques jours, avant de remettre au grand rabbinat les ossements trouvés afin qu'ils soient réensevelis dans la religion.

Cela n'a pas suffi. Dimanche, après qu'une centaine d'observants eurent attaqué les archéologues à coups de pierres et incendié une

partie de leur matériel, plus de 20 000 « barbus », appelés à manifester par diverses sectes, dont celle des loubavitch, se sont réunis à Mea-Shearim, « leur » quartier à Jérusalem, pour crier leur colère. Les orateurs, des rabbins, ont appelé le Très-Haut à « couper les mains des scélérats » qui osent « déranger les restes de nos pères dans leurs tombeaux ».

Coupable d'un autre « crime », celui d'avoir dédaigné, après le meurtre d'Itzhak Rabin, la fin des subsides publics pour les écoles religieuses qui prônent l'extrémisme politique, le ministre Rubinstein n'est « pas inquiet » des malédictions diverses qui pèsent dorénavant sur lui. Son porte-parole, Yossi Amichay, s'est beaucoup plus « Cessons de considérer tout cela comme du folklore », invite-t-il. « Ces gens n'attendent pas seulement mon ministre, ils s'en prennent régulièrement au sionisme, à la démocratie, à Israël. Je ne comprends pas que la police laisse faire sans réagir. Prononcer des paroles comme celles-ci dans cette période, avertit-il, c'est froter une allumette près d'un baril de poudre. »

Patrice Claude

L'Irlande dit « oui » au divorce

Les Irlandais se sont prononcés, vendredi 24 novembre, à une courte majorité, en faveur de la légalisation du divorce. p. 4 et notre éditorial p. 16

Belfast entre guerre et paix

Un peu plus d'un an après la suspension d'une guerre de vingt-cinq ans et à la veille d'une visite de M. Clinton, l'Irlande du Nord s'interroge sur son avenir. p. 14

Préretraites à mi-temps à France Télécom

En pleines discussions sur la réforme des retraites de certaines catégories sociales « privilégiées », France Télécom proposera, dès l'an prochain, à ses agents âgés d'au moins cinquante-huit ans et totalisant au moins 37,5 années d'activité, de travailler à temps partiel pour une rémunération de base de 60 % de leur salaire. p. 17

Un entretien avec Paul Garde sur l'ex-Yougoslavie



Spécialiste de l'ex-Yougoslavie, Paul Garde estime, dans un entretien au Monde, que l'unité de la Bosnie est menacée par le plan de paix arrêté le 22 novembre à Dayton (Ohio). p. 15 et nos informations p. 4

Les enfants moins friands de jouets

Après les premières années d'école primaire, les enfants préfèrent aux jouets des cadeaux - vêtements, articles de sport, produits vidéo ou informatiques - mieux adaptés à la place qui est désormais la leur dans la société. p. 21

La mort de Léon Zitrone

L'homme qui incarna longtemps la télévision française est mort à Paris, samedi 25 novembre, à l'âge de quatre-vingt-un ans. p. 29 et notre chronique p. 30

International	2	Agenda	24
France	6	Abonnements	24
Société	10	Météorologie	24
Carnet	12	Mots croisés	24
Horizons	14	Loto et lotto sportif	24
Entreprises	17	Culture	25
Finances/marchés	19	Communication	25
Aujourd'hui	21	Radio-Télévision	30

PUBLICITÉ

AEROSPATIALE

Il y a 30 ans, la première pierre de l'aventure spatiale française était un Diamant. page 32

Cartier

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Cartier, un officier attestant leur authenticité les accompagne.

13, RUE DE LA PAIX - 42 18 53 70
51, RUE FRANÇOIS 1^{ER} - 40 74 61 85

Guy Herzlich
Lire la suite page 16

les toutes
t pour les
de cent à
acté d'in-
Les em-
et plus
x des so-
est dans
llemagne,
ennes en-
s impres-
ent pour
et destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
1 lui de-
s sur les
me mais
tique ao-
voulait
emploi et
être exi-
als aussi
l'accueil,
je et so-
te.

hfeld

37

ricains et
res de la
s ont dé-
i tendant
gue offi-
cra l'un
le prési-
Robert
é au Sé-
rme que
ment de
semble.
ent qui
ast une
liberté,
acun de
x.

ÉINE

uverne-
hirc de
s les six
n prési-
ut faire
chemi-
à voir
ité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
'a qu'à

es so-
maine,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci oe
apure-
icits fi-
la mo-
que, la
aide à
ités et

BARCELONE Les ministres des affaires étrangères des quinze pays membres de l'Union européenne et leurs homologues des onze États du sud de la Méditerranée, auxquels se

sont joints les représentants de l'Autorité palestinienne et de la Mauritanie, sont réunis, lundi 27 et mardi 28 novembre, à Barcelone, pour jeter les bases d'un « partenariat glo-

bal » pour les dix ans à venir. • CE PARTENARIAT a l'ambition de couvrir les questions de droits de l'homme et de sécurité, de culture et d'économie. Si, pour les pays du

Nord, il s'agit d'un ensemble d'orientations liées les unes aux autres, les pays du Sud se montrent beaucoup plus intéressés par le volet proprement financier de cette

coopération. • LE MAROC, qui entend jouer un rôle de premier plan dans le cadre de ce partenariat, doit au préalable remettre sur pied une économie très mal en point.

Pays européens et méditerranéens tentent de redéfinir leurs relations

Réunis, lundi 27 et mardi 28 novembre, à Barcelone, leurs ministres des affaires étrangères vont s'efforcer, au-delà des promesses d'aides et de prêts, de coordonner l'ensemble de leurs stratégies pour les dix ans à venir

BARCELONE de notre envoyé spécial
La difficulté du projet est à la mesure de son ambition. Mardi 28 novembre, les ministres des affaires étrangères des quinze pays de l'Union européenne (UE) et leurs homologues des onze pays du sud de la Méditerranée, de l'Autorité palestinienne et de la Mauritanie (associée à la demande de la France) doivent annoncer, à Barcelone, l'acte de naissance d'un « partenariat global » euro-méditerranéen, censé guider leurs pas au moins dans les dix prochaines années.

Ambitieux, le projet l'est par sa prétention à englober tous les aspects des échanges entre les deux partenaires, puisqu'il concerne les questions politiques et de sécurité, l'économie et les finances, et les domaines social, culturel et humain. Un peu à l'image des trois « corbeilles » de l'acte final d'Hel-sinki, qui, en 1975, avait lancé la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe.

Comme le dit Hervé de Charette, « les Méditerranéens ont des choses à se dire », ils ont intérêt « à travailler ensemble, à constituer une communauté d'hommes ». Mais ce constat n'implique pas que les choses iront de soi. D'abord, parce que s'il existe une coordination entre les pays de l'UE, il n'y en a aucune entre les pays du sud de la Méditerranée. En second lieu, parce qu'on ne convertit pas du jour au lendemain des régimes

du Sud - dont le libéralisme économique est souvent à ses débuts, qui sont plus ou moins répressifs et intolérants, à la culture politique européenne acquise au libre-échange, aux droits et aux libertés promues par la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'acte final de Barcelone, même s'il est souscrit sur une base volontaire, est en principe un tout, que les partenaires ne pourront pas choisir à la carte : c'est-à-dire que s'ils entendent bénéficier de l'assistance financière de l'UE, dont le montant a été fixé, en juin, à Cannes, à 4,685 milliards d'euros (30 milliards de francs) par le Conseil européen, et de la somme équivalente mise à disposition par la Banque européenne d'investissements, les pays méditerranéens non européens doivent aussi souscrire aux volets politique, culturel, social et humain de la « déclaration de Barcelone ».

• MOUVEMENT DE L'HISTOIRE •

Les nouveaux accords d'association proposés par l'UE - dont les prototypes sont ceux qui ont été conclus avec la Tunisie et Israël - qui « mettront en musique » la « déclaration de Barcelone », prévoient un tel garde-fou, affirmant des sources diplomatiques. Le Parlement européen devrait aussi savoir se montrer intransigeant avec les récalcitrants, comme il l'a fait avec la Turquie, à propos de la ratification de l'accord d'union douanière. Aussi n'est-ce pas un hasard si les



principales réserves émises lors de la préparation de la déclaration ont essentiellement porté, côté Sud, sur le refus de se voir imposer des valeurs qui ne tiennent pas compte des « particularismes » locaux.

Même s'il a fallu se livrer à des dosages pour satisfaire tout le monde, le texte n'en dispose pas moins que les contractants devront « développer l'état de droit et la démocratie dans leur système politique », respecter « les droits de l'homme et les libertés fondamentales », voire favoriser « une formation adéquate en la matière ».

Qui plus est, dans son volet économique, le plus important et le plus séduisant pour les pays du Sud - celui qui a impulsé « ce mouvement de l'histoire », selon un diplomate, « a fait que tous les partenaires se sont trouvés, à un moment donné, marchant dans le même sens » -, le partenariat euro-méditerranéen pose des conditions qui

recouperont forcément celles qui sont requises en matière de respect des droits de l'homme.

La libéralisation des économies exigée par l'instauration, si « progressive » soit-elle, d'une zone de libre-échange n'ira pas sans troubles sociaux plus ou moins graves, que la quasi-majorité des pays du Sud sont habitués à réprimer. C'est pour atténuer les risques d'émigration qu'un pays comme l'Égypte, déjà sous la pression du Fonds monétaire international, a décidé de mener sa libéralisation à son propre rythme.

TRAITEMENTS

C'est sans doute aussi parce qu'elle anticipe les risques de déstabilisation qu'engendrerait une brutale libéralisation de son économie que la Syrie a refusé de souscrire à une date-but, proposée pour 2010. Du coup, cette échéance a été convertie en « date-

objectif pour instaurer cette zone qui couvrira l'essentiel des échanges dans le respect des obligations découlant de l'Organisation mondiale du commerce ». La liberté d'expression n'est pas non plus le fort de la Syrie ni de la Tunisie, pour ne parler que d'eux, et la Turquie n'est pas le paragon du respect de la « diversité », du « pluralisme » et de « la tolérance entre les groupes », prônés par le document de Barcelone.

Les Européens, la France en particulier, disent sur tous les tons que ce nouveau partenariat ne vise pas à ouvrir un nouveau forum pour favoriser l'instauration de la paix israélo-arabe. Ces assurances étaient nécessaires, d'une part pour que la Syrie et le Liban - dont les négociations de paix avec Israël n'avancent pas - acceptent de venir, et d'autre part pour rassurer les États-Unis, qui voyaient dans la conférence de Barcelone une initiative concurrente de la leur. Cette précaution était aussi nécessaire pour garantir un minimum de succès à un projet à long terme.

Mais, quoi qu'il en soit, les futurs partenaires se heurteront ici ou là à l'état d'avancement des pourparlers en cours entre Israël et ses voisins arabes. Comment envisager en effet des projets régionaux aussi longtemps par exemple que la paix n'aura pas été conclue entre Israël, la Syrie et le Liban ? A moins de faire le pari de M. de Charette que « l'économie peut parfois précéder la politique ». Ce serait toutefois mal connaître le président syrien, Hafez El Assad, pour qui rien ne peut bouger tant que les conditions de la paix avec l'État juif ne sont pas réunies.

C'est déjà sur l'insistance de la Syrie qu'il a fallu inclure dans la déclaration de Barcelone une allusion à « l'occupation des territoires par la force », qu'il est aussi ques-

tion d'une paix au Proche-Orient « basée sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies ». Le problème des armes nucléaires israéliennes a aussi fait l'objet de traitements.

Ces difficultés n'ont pas empêché les nouveaux partenaires de signer leur contrat. C'est que les uns et les autres en ont besoin. L'UE parce que la Méditerranée est son arrière-cour et les pays du Sud

Le cas libyen

La Ligue arabe et l'Union du Maghreb arabe (UMA) sont présents à Barcelone en tant qu'invités spéciaux. En sa qualité de membre de l'un et de l'autre groupe, la Libye, exclue du Forum de Barcelone, y sera quand même présente. L'admission de Tripoli au nouveau partenariat euro-méditerranéen ne pourra se faire que lorsque le gouvernement libyen aura satisfait deux requêtes du Conseil de sécurité des Nations unies : livrer les Libyens tenus pour responsables de l'attentat commis, en décembre 1988, contre un Boeing de la Panam au-dessus de Lockerbie en Écosse (270 morts), et coopérer avec les autorités françaises dans l'enquête sur l'attentat contre un DC 10 d'UTA en septembre 1989 au-dessus du Niger (171 morts).

parce que cette nouvelle approche et les promesses d'aides et de prêts leur offrent la possibilité d'entrer de plain-pied dans le nouvel ordre économique mondial. Les uns et les autres doivent aussi faire face aux mêmes problèmes : chômage, migrations, terrorisme, trafics en tout genre.

Mouna Naïm

COMMENTAIRE

QUERELLES DE MOTS

Il y a des mots qui déclenchent des alarmes, des nuances qui fondent toute la valeur politique d'un document. Et s'il est une certitude, c'est qu'Israéliens et Syriens sont des experts en la matière. Les diplomates chargés d'élaborer le texte définitif de la déclaration de la Conférence euro-méditerranéenne de Barcelone, en ont fait, dimanche 26 novembre, l'amère expérience.

Dites « terrorisme » et vous les retrouvez face à face pour une querelle homérique. Préconisez, comme le prévoit le projet de déclaration, une coopération pour « prévenir et combattre le terrorisme » par toute mesure appropriée, et vous mettez les Syriens en émoi, qui refusent que soient assimilés terrorisme et résistance à l'occupation. Insistez, comme le demande Damas, sur « le respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes » ou à « l'autodétermination » et vous suscitez la colère non seulement des Israéliens, mais de nombre de participants à la Conférence qui

craignent que soient remises en question les frontières actuelles des États du sud de la Méditerranée.

Aussi est-ce avec une patience et une discipline exemplaires que la trilogie européenne a fait la navette, dimanche, entre les Quinze de l'Union européenne (UE) et leurs treize vis-à-vis du sud de la Méditerranée pour trouver la formulation qui, calibrée à la voyelle près, pourrait convenir à tous, et qui serait un moyen terme entre les adjectifs « légitime » et « légal » à propos de l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sans parler de l'appellation exacte à donner au comité du suivi de la Conférence de Barcelone.

Au pire, commentait, de guerre lasse, un diplomate occidental, faute de formule-miracle, Israël et la Syrie pourraient émettre des réserves sur l'un ou l'autre paragraphe de la déclaration finale. Quand on pense que l'un des sous-cis principaux des Quinze de l'UE est de rester à distance maximale du processus de paix au Proche-Orient !

M. Na.

Les déconvenues marocaines d'un libéralisme mal assimilé

RABAT

de notre envoyé spécial
« Le ciel est à la misère », disent les Marocains. Depuis des semaines, les pluies d'automne devraient tomber avec insistance. Mais le ciel est vide. « Ça fait deux ans qu'il ne pleut pas », ajoutent les Marocains. Le pays a la vague à l'âme. « La sécheresse du siècle » affecte une population qui, pour moitié, vit de l'agriculture, et fait vaciller l'économie du royaume. Le revenu par habitant va dégringoler de 6 % cette année. Pour un pays qui, l'an dernier, grâce aux caprices du ciel, avait enregistré une croissance « à l'asiatique », le réveil est brutal.

L'agriculture n'est pas la seule en cause. L'argent des travailleurs immigrés se fait plus rare depuis deux ans. Le Maroc ne fait plus recette auprès des touristes étrangers. Au cours du premier semestre, les revenus du tourisme ont chuté de près de 20 %, accentuant une tendance amorcée en 1993. L'interminable conflit avec l'Union européenne (UE) n'a rien arrangé, en privant le pays des dividendes versés par Bruxelles pour les prises des pêcheurs espagnols et portugais dans les eaux marocaines.

Année noire pour l'économie, 1995 le sera par contre pour les finances publiques. Les impôts rentrent moins bien que prévu ; les privatisations déçoivent par leur rythme trop lent. Résultat, le déficit budgétaire se creuse. En hausse continue depuis 1992, il sera proche de 5 % du PIB, cette année, alors même que le pays est déjà lourdement endetté vis-à-vis de l'étranger.

Grossi des rumeurs sur l'état de santé de Hassan II, dont la visite officielle aurait dû se dérouler en France du 22 au 24 novembre, le flot de mauvaises nouvelles est d'autant plus perturbant que le royaume, au sortir de dix ans de « politique d'ajustement » patiemment endurée, pensait avoir atteint

son économie et rejoint le peloton des « pays émergents ». La déconvenue est à la hauteur des espoirs. Certes, le royaume - en quasi-faillite au milieu des années 80 - peut se targuer d'avoir remis de l'ordre dans ses affaires. L'inflation a baissé ; l'état dispose d'un très copieux matériel de devises ; le poids de la dette comparé au PIB diminue d'année en année ; le cours du dirham, la monnaie nationale, est stabilisé. Et le pays a su attirer des firmes symboles des industries d'avenir : le fabricant de microprocesseurs SGS Thomson, demain le coréen Daewoo.

TOURISME EN BAISSE

Comparé aux autres pays arabes, le Maroc a bien tiré son épingle du jeu. Mais de quel prix ce retour à l'orthodoxie a-t-il été payé ? Contraint de se serrer la ceinture depuis des années, l'état a relâché son effort d'investissement. Les infrastructures du royaume sont à la traîne. Le fossé entre les grandes agglomérations côtières et les campagnes - délaissées - ne cesse de se creuser. Le sens civique a déserté l'administration. La classe moyenne peine à s'imposer. Et l'enseignement est un échec patent.

C'est vrai dans le primaire, où le Maroc fait figure de mauvais élève, comme dans l'enseignement supérieur. En témoigne l'exaspération de cette armée de « diplômés chômeurs » qui, pour se faire entendre des pouvoirs publics, ont organisé une grève de la faim, il y a quelques semaines, à Rabat. « L'enseignement ne correspond pas aux besoins du pays. Quant au bilinguisme (français-arabe), il est devenu un « nullinguisme », constate Hafida, licenciée de psychologie et sans emploi depuis six ans.

Que vaudront les points distribués par le FMI si l'on compare le Maroc à ses véritables concurrents, les pays asiatiques ? Année après année, l'industrie textile de l'Inde et

du Pakistan grignotent des parts de marché au royaume sur le Vieux Continent. Lorsque, d'ici à dix ans, les barrières mises en place à l'ombre de la nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC) pour contrer la concurrence asiatique auront été démantelées, c'est un pan entier de l'industrie marocaine qui risque de disparaître. Idem pour le tourisme. Que la Thaïlande, l'Indonésie, le Vietnam captent les flots de vacanciers européens qui naguère arpentèrent Marrakech ou les témoins des fêtes marocaines alors que le tourisme mondial explosait. « Le Maroc n'est pas là où il devrait être », résume un expert de la Banque mondiale.

Le salut ne viendra pas des grandes entreprises marocaines, trop rares et trop frileuses. A la Bourse de Casablanca, qui s'enorgueillit d'être la deuxième plus importante du continent africain, la dernière introduction de société - hors entreprises privatisées - remonte à l'automne 1993. « Nos élites ne réalisent pas l'importance d'un marché financier moderne pour faire décoller l'économie d'un pays. On privilégie les mariages consanguins ou risque de favoriser le maccartisme », observe Aboubakar Jamal, le directeur d'Upline Securities, une jeune société de courtage en Bourse.

LUTTES DE POUVOIR

Au-delà des exportations agricoles, les dirigeants marocains savent que le royaume, s'il continue sur sa lancée, ne décollera jamais. Dans un pays où le chômage frappe, estime-t-on, près d'un actif sur cinq et où la solidarité familiale tient lieu de protection sociale, une croissance de 7 % par an, année après année, est un minimum. La toute prochaine entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne, si laborieusement conclu, en novembre, après des années de négociations, et la

mise en œuvre des accords de l'OMC ne vont pas faciliter le rattrapage. L'ouverture des frontières qu'ils impliquent ne sera pas un cadeau pour une économie marocaine encore bien fragile.

Le gouvernement discrédité et brouillon, l'opposition tenue en laisse, ce paradoxe du Maroc laisse, en outre, le pays en garde sur la fausse bonne santé du pays, son risque de marginalisation. Première étape d'une opération bien orchestrée, la publication, à l'automne, par *La Vie économique*, d'un livre blanc rédigé par des ministres - dont celui de l'Intérieur, Driss Basri, l'homme fort du régime - qui propose « une stratégie économique et financière à moyen terme » pour que le royaume rejoigne le camp des « pays émergents ».

Quelques semaines plus tard, des études de la Banque mondiale commandées par le monarque - sur le thème « Comment favoriser la croissance économique et l'emploi » - ont été mises sur la place publique. Ouverture des frontières, ouverture du marché du travail, priorité au secteur privé... Libérales à souhait, les recettes préconisées par la Banque d'ont rien d'original. Mais elles masquent mal la lutte qui oppose, au sein de la classe dirigeante, les tenants d'un Maroc « moderne », obéissant à des règles de transparence admises par tous, aux défenseurs du système actuel, féodal et obscur.

L'issue reste incertaine. « Le roi vient de tirer sa dernière cartouche. S'il est responsable des problèmes de la société marocaine, il n'est plus un facteur de blocage. Hassan II est l'un des rares à mesurer l'ampleur du changement à opérer », assure un diplomate occidental. Et de conclure : « Mais est-ce que la patience du peuple se mesure en mois ou en années ? »

Jean-Pierre Tuquoi

Lisbonne - Porto - Faro
à partir de

1390 *

abonnement

+ 2 jours de location de voiture groupe A gratuits

Pour complément d'informations, contactez
TAP Air Portugal: PARIS 44 86 89 89 ou
NICE 93 21 34 35, ou votre agence de voyages

AVIS

*Sauf période du 20 au 31 Décembre 1995

TAP AIR PORTUGAL
Chaque jour davantage

سك ان الفضل

150

FRANCE

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 2

LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995 / 3

RE 1995 / 15

Pékin cherche à intimider Taïwan par de nouvelles manœuvres militaires

A la veille d'élections législatives, la télévision chinoise a diffusé des images d'un débarquement

La télévision chinoise a diffusé, samedi 25 novembre, des images de manœuvres militaires qui visent à intimider Taïwan, à une semaine

d'élections législatives et à quatre mois de l'élection présidentielle, dont le favori est l'actuel chef de l'Etat, Lee Teng-hui, « bête noire »

de Pékin. C'est la première fois que les médias officiels mettent à ce point l'accent sur la simulation d'une opération de débarquement.

PÉKIN

de notre correspondant

Une certitude commode gagnerait à être réexaminée à la lumière des dernières manœuvres aux- quelles vient de se livrer - pour la quatrième fois depuis l'été - l'armée chinoise en vue d'intimider Taïwan : à jouer symboliquement avec le feu, Pékin ne risque pas de franchir, même involontairement, la limite entre gestualité et opération militaire effective vis-à-vis de l'île « renégate », au moment où Taipei en arrive à parfaire sa démocratie, de facto autonome du continent.

A la différence des précédents exercices, les toutes récentes manœuvres, rendues publiques samedi 25 novembre avec force images télévisées, ne procédaient pas seulement d'une démonstration à caractère général illustrant les progrès technologiques accomplis par l'armée continentale au cours des dernières années : tirs de missiles incluant des engins de moyenne portée, déploiement de larges unités navales en haute mer.

UN SABRE À DEUX TRANCHANTS

Le résumé qui en a été présenté au public, centré sur un débarquement côtier, était plutôt articulé comme un mini-scénario d'invasion, incluant toute la panoplie d'un véritable « jour le plus long » à la chinoise : bombardements au

missile, entrée en action de la chasse aérienne - on a pour la première fois vu voler quatre des Su-27 achetés par Pékin à la Russie -, ballet d'hélicoptères d'attaque dont certains de construction française, action coordonnée des troupes aéroportées et des unités navales de débarquement à l'aide d'engins amphibies.

« bête », précise le communiqué officiel. Pour la première fois, en outre, les unités engagées ont été identifiées comme relevant du commandement non pas d'une « région militaire », terme administratif usuel, mais du « théâtre d'opérations de Nankin » (en chinois, *zhangu*, littéralement « zone de guerre »), expression

Bruits de bottes et offensive de charme commerciale

Tout en multipliant les provocations militaires à l'encontre de Taïwan, Pékin s'est engagé dans une offensive de charme dans le but de se faire admettre au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dévoilant un plan de réforme à l'issue de son forum Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), réuni, à la mi-novembre, à Osaka, le président Jiang Zemin avait déclaré que les droits de douane seraient réduits de 30 % en moyenne sur 4 000 des 6 000 produits taxés. De 35 % en moyenne, ils devraient être ramenés à 15 % d'ici quelques années.

D'autre part, selon les prévisions gouvernementales, la croissance de l'économie chinoise devrait légèrement se ralentir en 1996 pour atteindre un taux de 9 %. Il s'agirait d'un début d'« atterrissage adouci », après la surchauffe actuelle : le PNB a crû de 11,8 % en 1994, et de 9,8 % au cours des neuf premiers mois de 1995. (AFP, Reuters.)

La manœuvre, faite au nord de la ville de Xiamen (Amoy), sur la côte du Fujian, face à Taïwan, aura « démontré que les forces chinoises [continentales] sont capables de défendre à la fois la souveraineté de l'Etat et son intégrité territoriale, et de préserver l'unité de la mère-pa-

nettement plus précise sur le registre de la menace.

Taïwan a, dans un premier temps, réagi avec calme à ce simulacre d'apocalypse. Des commentateurs ont fait valoir que Pékin ne semblait pas conscient de manier de la sorte un sabre à deux

Les talibans ont bombardé la population civile de la capitale afghane

Les autorités perdent du terrain autour de Kaboul

TRENTE-NEUF civils, dont treize enfants, ont été tués et plus de cent quarante ont été blessés, dimanche 26 novembre, dans le raid aérien le plus meurtrier lancé contre Kaboul par les talibans (étudiants en religion), qui intensifient leur pression aux portes de la capitale. Trois avions, venus apparemment de Kandahar, bastion de ce mouvement ultra-traditionnaliste dans le sud de l'Afghanistan, ont lâché neuf bombes dans des quartiers résidentiels de Kaboul, en milieu de matinée, alors que les rues étaient grouillantes de monde.

Une bombe de 1 000 kg est tombée sur le quartier diplomatique de Wazir Akbar Khan, déserté depuis longtemps par la plupart de ses diplomates, tuant douze personnes et pulvérisant plusieurs maisons. Une autre bombe de 500 kg, munie d'un parachute, a atterri dans un quartier commerçant du centre, tuant sept personnes. Sous les amas de débris, des voix étouffées de survivants appelant à l'aide étaient audibles alors que des secouristes se hâtaient de creuser au milieu des débris.

Deux bombes à fragmentation ont frappé le bâtiment qui abrite la Cour suprême et une route adjacente, tuant sept personnes, dont trois enfants qui ramassaient du bois en prévision de l'hiver. « J'attendais le bus quand les bombes ont commencé à tomber. Après, il n'y avait plus que la

poussière et les débris partout. Quand j'ai ouvert les yeux, j'ai vu trois enfants dans une mare de sang avec leurs franges de bois éparpillées autour d'eux. C'est la chose la plus tragique que j'aie jamais vue », témoigne Mahmoud, trente-cinq ans, employé de bureau.

« ACTE DE GÉNOCIDE »

Un porte-parole taliban à Peshawar, au Pakistan, a revendiqué, dimanche, la responsabilité de ce raid, tout en précisant que les bombardements ne visaient que des objectifs militaires et non civils. Masoud Ahmad Jan a déclaré que les avions n'avaient pas pris pour cible des quartiers résidentiels, contrairement à ce qu'on pu constater de nombreux témoins. A Kaboul, un porte-parole du gouvernement a dénoncé le « cynisme » des talibans, accusés d'avoir perpétré « un acte de génocide » contre des populations civiles. Kaboul a en outre mis en cause, une nouvelle fois, le Pakistan pour son soutien dispensé aux talibans, accusation qu'Islamabad a toujours rejetée.

Ce nouveau bombardement a eu lieu alors que les « étudiants en religion » et leurs suppléants ont avancé, la semaine dernière, de plus de 20 kilomètres sur le front à l'est de Kaboul, capturant, mercredi, l'importante base militaire de Pul-i-Charki. Les talibans exigent la démission du président Burhanuddin Rabbani et veulent instaurer un régime intégralement islamique. (AFP)

L'Inde veut contrer l'achat de Mirage 2000 français par le Pakistan

EN RÉPONSE à l'achat - en cours de discussion - par le Pakistan d'appareils de combat Mirage 2000-5 français, l'Inde envisage de se doter d'avions-radar aptes à détecter des raids aériens adverses. Il s'agirait soit d'acquérir cinq avions Avacs (neufs ou d'occasion) auprès d'un pays étranger, soit d'installer sur des cellules existantes des équipements de détection que l'industrie aéronautique indienne produirait elle-même.

Au début de novembre, une mission française de la délégation générale pour l'armement s'est rendue à Islamabad afin de discuter, avec les autorités pakistanaises, des modalités d'un contrat qui porte sur l'achat d'une quarantaine de Mirage 2000-5 armés du nouveau missile air-air Mica. Depuis l'embargo mis par les Etats-Unis sur la livraison de F-16, le Pakistan a sélectionné l'avion de combat français, après avoir considéré l'opportunité d'acquérir des Mig 29 russes et des JAS 39 Gripen suédois.

UNE DOUBLE OPTION

Entre les deux pays, les questions de financement ont longtemps été des obstacles à l'ouverture des négociations. Le Pakistan fait partie de ces pays qui sont considérés « à risque » par les bailleurs de fonds. Mais, malgré ses difficultés de trésorerie et sa récente dévaluation de la roupie, Islamabad s'efforce de régler ses commandes d'armement selon les échéances prévues. Ainsi a-t-il agi, récemment encore, pour ce qui concerne l'acquisition en France de trois sous-marins classiques, de la classe Agos, équipés du dernier-né des missiles français, le SM 39.

Les quinze premiers stagiaires du chantier pakistanais KSEW viennent d'arriver à l'arsenal de Cherbourg pour y être formés. D'ici à 1999, deux cent quarante Pakistanais passeront par l'arsenal. L'accord prévoit que le premier sous-marin sera construit à Cherbourg. La coque du deuxième bâtiment sera livrée en tronçons montés par le client. Des sections du troisième sous-marin seront assemblées dans des chantiers au Pakistan.

C'est dans ce climat que l'Inde, qui n'a pas apprécié l'ouverture de ces négociations avec Islamabad, a fait savoir qu'elle cherchait à se doter d'avions-radar pour

contrer ce qu'elle estime être une menace aérienne du Pakistan. L'Inde a déjà acquis, quelque trente-cinq avions Mirage 2000, dans une version moins élaborée que le Mirage 2000-5.

Le projet de New Delhi comprend une double option. Soit l'Inde achète, neufs ou d'occasion, des avions-radar à l'étranger (aux Etats-Unis, en Russie ou en Suède), soit elle monte sur une cellule d'avion existant - il s'agit de l'Ilonchine-76, du Boeing-737, du Fokker 50 ou du Hercules C-130 - un radar et des systèmes de détection conçus, sur place, par un bureau d'études dénommé CABS. Des techniciens indiens travaillent à ce projet de radar aéroporté pour lequel le gouvernement entend investir de l'ordre de 300 millions de dollars (environ 1,5 milliard de francs).

Jacques Isnard

L'opposante birmane Suu Kyi critique le projet de Constitution

BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

Reportée d'un mois, la cinquième session de la Convention nationale chargée par la junte au pouvoir en Birmanie de rédiger une Constitution, est convoquée, mardi 28 novembre, à Rangoun. Ouverte, le 2 septembre 1994, la précédente session avait connu plusieurs temps morts avant de se clore sans aboutir, le 7 avril 1995, trois mois avant la libération de l'opposante Aung San Suu Kyi. La nouvelle session présente donc d'autant plus d'intérêt que, parmi les quelque 700 délégués à la Convention, dont plus de 500 nommés par la junte, figurent une douzaine de représentants de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), dont M^{me} Suu Kyi est redevenue secrétaire générale, le 10 octobre - nomination que les autorités ne reconnaissent pas.

Après trois mois d'observation, que M^{me} Suu Kyi a surtout consacré à remettre sur pied la LND, les généraux ont continué de faire la sourde oreille aux appels au dialogue de leur ex-prisonnière. Si des « politiques » ont été libérés, deux militants de la LND et un étudiant ont été condamnés, le 22 novembre, à deux ans de détention pour « obstruction » sur la voie publique. Ils avaient, apparemment,

demandé à la police d'enlever, ce qui a été fait plus tard, des barrières placées autour de la propriété de M^{me} Suu Kyi, où ses partisans, depuis sa libération, se réunissent le week-end pour prier.

Fin septembre, les commentateurs des médias, sous contrôle du pouvoir, ont commencé à se durcir envers M^{me} Suu Kyi sans la nommer, accusant « certaines personnes » d'émouvoir des critiques qui peuvent « égarer la jeunesse ». De son côté, tout en continuant de prêcher la patience, le Prix Nobel de la paix 1991 a, lors d'une conférence de presse, le 22 novembre, pris plus nettement ses distances à l'égard de la Convention en déclarant que ni ses « procédures » ni certains « principes fondamentaux » du projet de Constitution n'étaient vraiment démocratiques.

« DROIT D'URGENCE »

Ces principes prévoient que l'armée bénéficiera de 25 % des sièges au sein d'une représentation populaire, que la gestion de ses affaires sera autonome et qu'elle disposera d'un « droit d'urgence » aux contours encore mal définis. Quant aux minorités ethniques, qui ont presque toutes signé des cessez-le-feu provisoires avec les militaires, elles seront réparties en « divisions, zones ou secteurs » en fonction du degré d'autonomie qui leur sera ac-

cordé - point crucial qui n'a pas encore été réglé. La Convention avait été convoquée, le 9 janvier 1993, pour remplacer l'Assemblée élue en 1990 au cours d'élections décidées par la LND avec 85 % des suffrages. Cette Assemblée n'a jamais été autorisée à siéger. A l'origine, la Convention comptait 702 délégués, dont 546 nommés par la junte et 156 représentants élus partis, dont un tiers d'étus de 1990. La LND avait été, entre-temps, réorganisée par les militaires et M^{me} Suu Kyi avait été expulsée. Mais la poignée de délégués de la LND à la Convention, dont on ignore s'ils participeront aux travaux, seraient des partisans de la célèbre opposante.

Cette session de la Convention constitue donc un test qui pourrait se jouer de manière feutrée, les généraux ne souhaitant pas d'éclats avant la réunion, les 14 et 15 décembre, d'un sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) à laquelle la Birmanie - sans attendre son adhésion - participera pour la première fois, faisant sa rentrée dans le concert régional. De son côté, M^{me} Suu Kyi doit sans doute calculer que la perspective de ce sommet élargit, au moins provisoirement, sa marge de manœuvre.

Jean-Claude Pomonti

L'emprisonnement du demi-frère du roi illustre les dissensions au sein du pouvoir cambodgien

BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

en Asie du Sud-Est

« moi ne gouverne pas » selon la Constitution, et son gouvernement. Lors de la restauration de la monarchie, la nomination du prince Sirivudh, esprit indépendant et qui n'est âgé que de quarante-quatre ans, à la tête de la diplomatie du royaume, avait fait l'objet d'un compromis entre le palais, le prince Ranariddh, premier ministre et président du Funchpec dont Sirivudh est toujours le secrétaire général, et le PPC, deuxième partenaire de la coalition gouvernementale. Cet accord a fait long feu puisque le demi-frère du roi a démissionné de ses fonctions, à la fin de 1994, peu après le limogeage du ministre des finances Sam Rainsy.

LES MENACES D'ASSASSINAT D'HUN SEN

Norodom Sirivudh, dont l'immunité parlementaire a été levée, le 21 novembre, à main levée et à l'unanimité des députés présents, n'a pas pour autant rallié le Parti de l'otao khmère, non reconnu par les autorités, formé le 9 novembre par Sam Rainsy, lequel est franchement dans l'opposition. Mais il est connu pour ne pas ménager ses critiques, à sa manière sarcastique, et son arrestation s'appellerait notamment sur l'enregistrement d'une conversation

privée au cours de laquelle il aurait menacé de « tuer Hun Sen ».

Sans préjuger des résultats de l'enquête en cours sur son éventuelle part de responsabilité dans un complot contre Hun Sen, il reste que la décision de Sirivudh de demeurer sur place a un peu calmé le jeu. A la demande du roi, son demi-frère, qui a refusé la solution de l'exil, est ainsi incarcéré dans les locaux du ministère de l'Intérieur et oon dans le tristement célèbre prison T-3 de Phnom Penh où il avait été conduit au départ.

Un représentant de l'ONU a fait valoir que l'enregistrement de conversations privées était interdit par la loi cambodgienne, et les Etats-Unis, entre autres, ont exprimé le vœu que le procès du prince, s'il a lieu, respecte les procédures légales. Quoi qu'il advienne, le dénouement de cette affaire donnera la mesure de l'influence de la Constitution de 1993 dont l'article 1^{er} énonce que « le Cambodge est un royaume où le roi exerce ses fonctions d'après la Constitution et le principe de la démocratie libérale pluraliste ».

J.-C. P.

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents Since 1980
114 Sansome Street ■ San Francisco, CA 94104

Université à San Francisco
California state APPROVED
fully ACCREDITED W.A.U.C.

MBA Master of Business Administration
in International Management

■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.

■ Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

Autres programmes de l'Université : Bachelor, et DOCTORATE of Business Administration

Main European Information Center :
17-25, rue de Chaillot, 75116 PARIS
Tél. : (1) 40-70-10-00 - Fax : (1) 40-70-10-10
Tél. : U.S.A. (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052
E-Mail : IUA@IUA.EDU

IUA
SAN FRANCISCO

Radovan Karadzic ne peut plus compter que sur le soutien des Serbes de Sarajevo

Les Américains excluent toute renégociation de l'accord de Dayton

Plusieurs responsables américains ont rejeté de façon catégorique, dimanche 26 novembre, la demande de renégociation des dispositions de

l'accord de Dayton portant sur Sarajevo, avancée par le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic. Le président américain Bill Clinton

devait plaider, lundi soir, pour l'envoi de 20 000 GI en ex-Yougoslavie, dans un discours télévisé.

SARAJEVO
de notre correspondant
Les séparatistes serbes tentent d'organiser, jour après jour, la contestation de l'accord de Dayton, qu'ils ont accepté. Radovan Karadzic, le « président » de la « République serbe » réclame la révision du chapitre concernant le statut de Sarajevo, capitale « réunifiée » en faveur des Bosniaques dans l'accord de Dayton. Quotidiennement, des « manifestations spontanées » sont orchestrées par les autorités serbes, qui ne mobilisent toutefois qu'une infime partie de la population. M. Karadzic, déstabilisé, isolé de la vie diplomatique par Washington et par Belgrade, semble en fait utiliser la question de Sarajevo pour tenter

de revenir sur le devant de la scène internationale. Dimanche 26 novembre, dans un cimetière d'Ilidza, des milliers de Serbes ont été tués sur le front ont promis de se suicider collectivement si leur quartier est restitué aux troupes gouvernementales bosniaques. Samedi, entre les immeubles gris du quartier de Gornjavica, déserté au fil de la guerre, environ cinq cents personnes avaient manifesté. Les enfants brandissaient des pancartes réclamant la reconnaissance d'un « Sarajevo serbe ». Un portrait du général Mladic, commandant en chef de l'armée, apparaissait au-dessus des têtes. On a chanté des airs nationalistes et bu de la slivovica pour se réchauffer. Des journalistes étrangers avaient, exceptionnellement, été autorisés à circuler dans le secteur, pour ne rien perdre de la mobilisation des Serbes de Sarajevo.

« Sarajevo a toujours été une ville à moitié serbe, à moitié musulmane », a indiqué Radovan Karadzic dans un entretien à la BBC, nous réclame soit une renégociation de l'accord concernant la ville, soit un statut spécial et une protection de la communauté internationale pendant les cinq prochaines années au moins. Les séparatistes serbes, conscients que ni les Américains ni les Bosniaques ne permettront une modification du plan de paix, insistent désormais sur cette idée d'un protectorat pour les quartiers serbes de Sarajevo. Une police internationale veillerait à la sécurité de la population et surtout à ce qu'aucun policier bosniaque n'y pose le pied. Le gouvernement de Sarajevo n'a pas encore réagi à cette proposition, mais il est peu probable qu'il permette à Pale de poser ainsi des conditions. Les Bosniaques font valoir notamment que près de vingt mille Serbes vivent actuellement du côté assiégré de la capitale, avec Musulmans et Croates, et qu'ils ne réclament pas de troupes étrangères pour garantir leur sécurité.

Les Bosniaques ne sont pas prêts de céder sur le statut de Sarajevo -

leur principal succès diplomatique à Dayton. Radovan Karadzic, promis à la retraite politique par un plan de paix qui prévoit la mise à l'écart des personnes accusées de crimes de guerre, paraît jouer sa dernière carte. Le « commandant suprême » des séparatistes est coupé de Belgrade et même des autorités de Banja Luka, dans le nord du pays, qui ont accepté l'accord de Dayton sans réserve. Ses seuls partisans demeurent donc les trente mille à quarante mille Serbes des quartiers de Sarajevo contrôlés par les soldats de Pale. Des rumeurs - démenties par Pale - font déjà état de plusieurs départs précipités de familles de ces quartiers, mais le mot d'ordre officiel reste la « résistance » et la

luta armée contre le gouverne-

ment bosniaque, voire contre les soldats de l'OTAN si nécessaire. M. Karadzic, au cours de son interview télévisée, a tenté de s'inviter à la conférence de Paris, prévue pour début décembre. « Je suis prêt à me rendre à Paris afin de signer l'accord final, une fois que ces obstacles seront résolus et éliminés », a-t-il indiqué. Interrogé sur le risque qu'il courrait de se faire arrêter par la police française, en raison de sa mise en accusation par le Tribunal pénal international (TPI), il a répondu : « Personne ne peut m'arrêter, car il y aurait beaucoup de sol-

Une « chance » pour l'Europe...

« Une nouvelle ère s'ouvre dans les Balkans. C'est une chance qui s'offre à l'Union européenne », écrit Edouard Balladur, au lendemain de l'accord de Dayton, qui solda quatre ans de massacres dans l'ex-Yougoslavie et d'impuissance de l'Europe. L'ancien premier ministre se félicite, dans *Le Figaro* du 27 novembre, que ce texte « consacre l'existence de la Bosnie-Herzégovine sur la scène internationale, tout en prenant en compte la répartition actuelle des minorités », autrement dit qu'il entérine le nettoyage ethnique et les déplacements de population qui en ont résulté.

On blâme ses propres réticences devant l'engagement français lorsqu'il était chef du gouvernement, ainsi que sa décision de retirer les soldats français de l'enclave musulmane de Bihać, puis ses appels à un retrait des « casques bleus », M. Balladur affirme que la paix « est l'aboutissement d'un effort que les Européens, et en particulier notre pays, mènent depuis plusieurs années ».

Radovan Karadzic, le fatigué joueur de poker, a mis sa fortune sur la guerre, depuis quatre ans. Aujourd'hui, Slobodan Milosevic emporte la mise nationale, après avoir peu à peu écarté ses

enfants terribles, en Croatie et en Bosnie. M. Karadzic et Mladic sont encore présents à la table, mais plus pour longtemps. Si l'accord de paix est respecté. En soutenant publiquement les quartiers serbes de Sarajevo et en menaçant l'Occident, Radovan Karadzic tente un dernier bluff.

Rémy Ourdan

Le « oui » pour le divorce l'emporte de justesse en Irlande

OUBLIN

de notre envoyé spécial
Les électeurs irlandais se sont prononcés - à une infime majorité - en faveur de la légalisation du divorce lors du référendum du vendredi 24 novembre. Les résultats définitifs n'ont été connus que dans la nuit de samedi à dimanche, après un second décompte des voix. 818 852 votants se sont prononcés en faveur de l'abolition de la clause de la Constitution de 1937 interdisant le divorce, soit 50,3 % des suffrages exprimés contre 49,7 % (809 723). Le second décompte décidé pour éviter une contestation de la part des partisans du « non » a fait grimper l'avance des « oui » d'un million huit cent quatre-vingt-neuf voix sur 1 628 580 votants.

Le suspense aura duré jusqu'au résultat des deux dernières circonscriptions de Dublin, à l'issue d'une campagne extrêmement tendue. Après avoir dépassé les trente points, l'avance des partisans du droit à se remarier avait fondu comme neige au soleil, en particulier depuis le début du mois, et les deux camps étaient au coude à coude dans les sondages. Il aura fallu que tous les partis représentés au Dail (Parlement), l'ensemble de la presse nationale et de nombreux artistes se mobilisent pour contrebalancer le poids de la hiérarchie catholique, qui avait obtenu le renfort du pape en personne. Deux mouvements prônaient le « non », l'un traditionaliste, l'autre plus fondamentaliste et soutenu par Human Life International, une organisation intégriste américaine anti-avortement.

Il va désormais falloir panser les blessures au sein de cette société conservatrice coupée en son milieu. Comme l'a remarqué le premier ministre, John Bruton, ce n'était pas seulement l'Irlande qui

était divisée, « mais chocant d'entre nous, certains étant, au fond d'eux-mêmes, 60 % pour un camp et 40 % pour l'autre ». Le *Irish Echo* - premier ministre - a montré, dans ce débat, une grande hauteur de vue, tout comme le chef de l'opposition, Bertie Ahern - ce qui n'a pas été le cas de tous leurs partisans, comme ce ministre affirmant qu'un des porte-parole du « non » était « malin, tout comme l'avait été Hitler ». De l'autre côté, un parti d'extrême droite a fait allusion à l'origine juive du ministre chargé de la réforme, et la responsable des Jeunes contre le divorce a dénoncé la victoire des « échangeurs

Scrutin et scrutateurs

Le système de vote irlandais est particulièrement complexe et original, y compris pour un référendum. Vendredi à 22 heures, les urnes ont été scellées pour la nuit. Samedi matin, les bulletins de vote ont d'abord été comptés pour voir si leur nombre correspondait aux listes d'émargement. Pendant ce temps, les « tallymen » (littéralement : « scrutateurs »), une institution typiquement irlandaise représentant les principaux partis, ont suivi d'un œil attentif le décompte pour en déduire une première tendance. Particulièrement entraînés dans ce qui est une sorte de sport national, ils ont été capables de prédire les résultats à un demi-point près. Dans l'après-midi, le dépouillement a repris, les bulletins marqués d'une croix en faveur du oui ou du non étant déposés dans des caisses séparées. Le premier résultat a été connu au moment du thé. Le second décompte s'est achevé peu avant minuit, soit avant la fermeture des pubs.

Patrice de Beer

Des militants ogonis risquent la peine de mort au Nigeria

PORT HARCOURT. Dix-neuf militants ogonis devraient comparaître en janvier 1996 devant le tribunal militaire qui a envoyé Ken Saro-Wiwa et ses camarades à la potence, annonce le *Guardian* de Londres, dans son édition du samedi 25 novembre. Selon le quotidien britannique, les 19 dirigeants ogonis sont accusés d'avoir participé au lynchage de quatre chefs traditionnels. Ken Saro-Wiwa a été pendu pour avoir « incité » à ces meurtres. L'envoyé spécial du *Guardian* en pays ogoni décrit une région en proie à une répression militaire féroce, où tous les acteurs susceptibles d'influencer l'opinion - chefs traditionnels, religieux, journalistes - sont soumis à la menace permanente d'arrestations ou de passage à tabac. Selon les autorités militaires « le Mosop [Mouvement pour la survie du peuple ogoni, fondé par Ken Saro-Wiwa] n'existe plus ici ».

EUROPE

■ **TURQUIE** : la torture est encore systématiquement pratiquée dans les centres de détention envers des personnes gardées à vue, selon un rapport publié, dimanche 26 novembre, par la fondation des droits de l'homme de Turquie (TIHV). Outre la bastonnade, les chocs électriques, la suspension du corps par les épaules et le harcèlement sexuel sont couramment utilisés, selon les témoignages recueillis en 1994 de 429 personnes. - (AFP)
■ **SEIZE DÉPUTÉS** du Parti-social démocrate (CHP) de Deniz Baykal, partenaire de la coalition gouvernementale, ont démissionné de leur parti depuis lundi 20 novembre. Huit d'entre eux ont annoncé leur intention de rejoindre le Parti de la gauche démocratique (DSP) de Bulent Ecevit à la veille des élections législatives anticipées prévues pour le 24 décembre. - (AFP)
■ **RUSSIE** : le président Boris Eltsine a quitté lundi 27 novembre l'hôpital central du Kremlin à Moscou, où il était hospitalisé depuis un mois pour des problèmes cardiaques, afin d'achever sa convalescence dans une maison de repos des environs de Moscou. - (AFP)
■ **UN DÉPUTÉ LIBÉRAL** a été abattu, dimanche 26 novembre, par son garde du corps, après une soirée bien arrosée et alors qu'il faisait campagne en Sibirie orientale pour les élections législatives du 17 décembre. Sergueï Markidonov, trente-quatre ans, est le quatrième député tué en dix-neuf mois. - (AFP)
■ **VATICAN** : le sénateur à vie italien Giulio Andreotti, dont le procès pour association avec la mafia reprend, lundi 27 novembre à Palerme, a présidé samedi une journée d'étude organisée au Vatican sur le thème de « l'éthique et la médecine ». Longuement applaudi, M. Andreotti a eu droit à une poignée de mains du pape. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **CISJORDANIE** : dix officiers palestiniens sont arrivés à Naplouse, dimanche 26 novembre, pour préparer le retrait israélien de cette ville de Cisjordanie. L'autonomie doit être étendue à Naplouse à la mi-décembre. Israël a déjà transmis le contrôle de Jérusalem aux Palestiniens, et doit se retirer de cinq autres villes de Cisjordanie avant la fin de l'année. - (AFP)
■ **ISRAËL** : deux rabbins ont été interrogés par la police israélienne, pendant plus de huit heures, dimanche 26 novembre. Ils sont soupçonnés d'avoir donné leur bénédiction à l'assassinat de Rabin. L'un réside dans une colonie israélienne en Cisjordanie, l'autre enseigne dans une école talmudique fréquentée par l'assassin de l'ancien premier ministre, Yigal Amir. Ce dernier a affirmé avoir été « très influencé » par certains rabbins. - (AFP)

AFRIQUE

■ **ALGÉRIE** : Liamine Zeroual a prêté serment, lundi 27 novembre, comme sixième chef de l'Etat. Il devait aussi prononcer un discours à la nation très attendu, dix jours après sa large élection suivie d'une série d'appels au « dialogue » de l'opposition et des islamistes. - (AFP)
■ **MAURITANIE** : Nouakchott devait reconnaître Israël, lundi 27 novembre, première étape vers l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. En marge de la conférence de l'Union européenne et des pays méditerranéens, les ministres des affaires étrangères des deux pays devaient annoncer leur intention d'ouvrir des sections d'intérêt dans les ambassades d'Espagne à Nouakchott et à Tel Aviv. - (AFP)
■ **BÉNIN** : l'arrestation d'un ancien ministre du général Kerekou, annoncée samedi 25 novembre à Cotonou, confirme que l'attentat à la roquette contre le siège du prochain Sommet de la francophonie était le fait de Béninois et non pas, comme on l'a affirmé, d'islamistes algériens. Le colonel Soule Dankoro, plusieurs fois ministre sous le régime de M. Kerekou, a été accusé d'avoir transporté les munitions qui ont servi à l'attentat. Plusieurs autres arrestations ont été effectuées dans les milieux proches de l'ancien président. - (AFP)
■ **OUA** : plusieurs pays ont été interdits de vote et de parole lors des réunions de l'Organisation de l'Unité africaine pour non-paiement de leurs cotisations, a annoncé l'OUA vendredi 24 novembre. Ces neuf pays qui doivent au total 14 millions de dollars sont : le Tchad, les Comores, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone, Sao Tomé et Principe, le Niger et les Seychelles. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ **CHILI** : le général Augusto Pinochet, chef de l'armée de terre, a affirmé pour la première fois, samedi 25 novembre, qu'il regrette la mort de ses opposants politiques durant les dix-sept années (de 1973 à 1990) où il a été à la tête du régime militaire. A l'occasion d'un banquet offert pour ses quatre-vingts ans il a déclaré que, si « l'histoire se répétait », il refait « la même chose ». « Comme tout bon militaire, j'ai aussi de la peine pour ceux de mes adversaires qui ont perdu la vie pendant ces années-là », a ajouté le général Pinochet. On estime à 3 000 le nombre des morts et disparus pendant la période de la dictature. - (AFP, Reuters)
■ **CUBA** : le gouvernement a décidé la création de plusieurs impôts qui affecteront notamment les personnes ayant des revenus en devises étrangères, les propriétaires de bateau et les travailleurs indépendants, a-t-on appris, samedi 25 novembre, de source officielle. L'impôt sur les revenus en devises s'élèvera de 10 % pour des revenus n'excédant pas 12 000 francs annuels, à 50 % pour des revenus supérieurs à 300 000 francs. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ **SLOVÉNIE** : Ljubljana a adhéré à l'accord de libre-échange centre-européen (Cefta), a annoncé l'agence slovène STA. L'accord a été signé le 26 novembre avec des représentants des gouvernements des quatre pays du groupe de Visegrad signataires du Cefta (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie), selon STA. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1996. - (AFP)
■ **CANADA-CHILI** : Ottawa est prêt à négocier un traité commercial avec Santiago, même si les Etats-Unis continuent de freiner l'extension de l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain, qui regroupe les Etats-Unis, le Canada et le Mexique), a annoncé, vendredi 24 novembre, le ministre canadien du commerce, Roy MacLaren. - (AFP)
■ **SUÈDE** : le gouvernement envisage d'intégrer la couronne au Système monétaire européen (SME) au début de l'année prochaine, dès qu'elle aura atteint les 4,30 pour un mark (contre environ 4,60 actuellement), selon le journal économique *Dagens Industri* du samedi 27 novembre. Le traité de Maastricht exige, pour l'adhésion à la future monnaie commune de 1999, une participation d'au moins deux ans au SME. - (Reuters)

Denis Hautin-Guiraut

Dans une grande Université
CALIFORNIE FLORIDE
Stages linguistiques ou Etudes.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in
America
CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS
(1) 45 50 28 28

سید بن المجلد

Les Etats-Unis envisageraient de prolonger leur présence en Haïti

Les intentions de M. Aristide restent obscures

PRÉOCCUPÉS devant la récente vague de violences en Haïti et perplexes devant les propos contradictoires du président Jean-Bertrand Aristide, les Etats-Unis, le Canada et la France envisageraient de prolonger leur présence militaire après la fin, prévue pour le 29 février 1996, du mandat de la mission des Nations unies en Haïti (Minau). Commentant ces informations parues dimanche 26 novembre dans le *Washington Post*, Anthony Lake, conseiller de M. Clinton pour la sécurité nationale, a toutefois indiqué qu'aucune décision n'a été prise à ce sujet.

A l'issue d'un entretien de trois heures avec le président Aristide à Port-au-Prince, jeudi 23 novembre, M. Lake a dit avoir « eu l'impression » que M. Aristide tiendrait sa promesse – réitérée à plusieurs reprises devant la communauté internationale – de quitter le pouvoir le 7 février 1996, après l'élection de son successeur prévue pour le 17 décembre. C'est ce que prévoit l'actuelle Constitution du pays, qui interdit au président sortant de

briguer immédiatement un second mandat.

Le chef de l'Etat haïtien a cependant brouillé les cartes le lendemain de cet entretien, en déclarant qu'il souhaitait une « consultation » sur l'idée défendue par ses sympathisants d'une prolongation de trois ans de son mandat (correspondant à ses trois ans d'exil forcé après le putsch qui l'avait renversé). Ces propos ont été qualifiés de « très ambigus » par les Etats-Unis, conscients que le président Aristide pourrait obtenir, grâce à sa large majorité parlementaire issue des élections législatives de juin, un amendement constitutionnel.

La démocratie haïtienne apparaît d'autant plus fragile que de nouveaux heurts ont éclaté, jeudi, à Port-au-Prince, entre les forces de l'ordre et des habitants du bidonville Cité Soleil. Au moins quatre personnes ont été tuées, dont une fillette. Ces incidents tendent à renforcer l'impression que les jeunes forces de police haïtiennes ne sont pas assez expérimentées pour maintenir l'ordre. – (APR/Reuters)

L'ex-président du Mexique et son frère sont accusés de trafic de narcodollars

MEXICO

de notre correspondant
Romant le long silence qu'il s'était imposé à la suite de l'arrestation, le 28 février, de son frère Raul pour sa possible implication dans un crime politique, l'ancien président du Mexique, Carlos Salinas, a réagi, dimanche 26 novembre, aux spéculations de la presse locale et de l'opposition, laissant entendre qu'ils avaient tous deux participé à des opérations de blanchiment de narcodollars.

Dans un bref communiqué envoyé par fax aux médias, M. Salinas, qui vit entre les Etats-Unis et le Canada depuis le mois de mars, estime que son frère « doit expliquer clairement l'origine des fonds » confisqués par les autorités suisses.

Le 15 novembre, l'épouse de Raul Salinas, Paulina Castanon, a été arrêtée à Genève, pour usage de faux documents, au moment où elle s'apprêtait à retirer une somme non précisée sur un des comptes de son mari (Le Monde daté 26-27 novembre). La police mexicaine a confirmé que le frère de l'ex-président Salinas utilisait une fausse identité et disposait, sous le nom de Juan Guillermo Gomez, de près de 400 millions de francs dans divers comptes. Les autorités belges ont ouvert

une enquête pour déterminer si ces fonds proviennent d'activités liées au blanchiment de l'argent de la drogue.

Prenant ses distances à l'égard de son frère aîné, dont les frasques et l'enrichissement suspect alimentent la chronique depuis de nombreuses années, l'ancien chef de l'Etat, qui exerça ses fonctions de 1988 à 1994, demande que Raul Salinas soit « puni fermement par les autorités compétentes s'il a commis un délit ». Ce dernier soutient qu'il prouvera prochainement que sa fortune n'est « pas le produit d'activités illégales ».

Carlos Salinas réaffirme cependant sa « conviction » que Raul n'est pas l'instigateur, comme l'en accuse le ministère public, de l'assassinat du secrétaire général du parti au pouvoir, José Ruiz-Masieu, abattu en pleine rue le 28 septembre 1994. Les preuves présentées par les autorités judiciaires dans cette affaire paraissent en effet bien fragiles et les défenseurs de la famille Salinas sont convaincus qu'il s'agit d'une manœuvre de déstabilisation dans le cadre de la lutte féroce pour le pouvoir qui, depuis deux ans, oppose divers clans au sein du Parti révolutionnaire institutionnel, le PRI, à la tête du pays depuis 1929.

Bertrand de la Grange

Les Quinze élaborent déjà une politique monétaire

Les banques centrales s'emploient à surmonter leurs différences de doctrine et de méthodes

Les discussions – à la fois politiques et techniques – se poursuivent pour définir les modalités de passage à la monnaie unique. Moins vi-

sible pour le grand public, le travail des banques centrales pour aboutir dans quelques années à une politique monétaire dotée d'objectifs et de

moyens communs avance aussi, non sans quelques difficultés dues à des pratiques au départ très variées.

LE PAS EN AVANT qu'ont fait faire à la monnaie unique les deux rapports que viennent de publier l'Institut monétaire européen (IME) et la Commission de Bruxelles (Le Monde du 23 novembre) n'est pas seulement le résultat des assurances données aux Allemands que la démarche entreprise par les pays européens sera sérieuse jusqu'à son terme et même bien au-delà. Il est aussi dans la construction de la politique monétaire que mènera dans quelques années la Banque centrale européenne (BCE) entourée des banques centrales nationales.

Quand on sait à quel point sont encore éloignées les pratiques des uns et des autres, quand on connaît les certitudes inébranlables de leurs gouverneurs, le doute est plus que permis. Comment la BCE pourra-t-elle imposer aux pays du noyau dur de l'union monétaire des disciplines et des pratiques communes ? Actuellement, l'objectif assigné à la Banque d'Angleterre est de maintenir la hausse des prix à un bas niveau. La Bundesbank, elle, surveille en priorité la masse monétaire. Quant à la Banque de France – mais aussi dans une certaine mesure la Banque d'Espagne –, son objectif final est la stabilité. C'est-à-dire un taux d'inflation faible (2 % par an) s'appuyant sur des objectifs intermédiaires : masse monétaire et taux de change.

L'inconvénient d'une stratégie monétaire basée sur un taux d'inflation est la nécessité d'anticiper sans cesse, d'agir bien avant que la hausse des prix ne s'accroisse, tant sont lentes les réponses des agents économiques aux signaux envoyés par les autorités. Signaux parfois mal compris, comme on l'a vu outre-Atlantique à partir de février

1994, quand Alan Greenspan, patron de la Réserve fédérale (FED), a commencé à relever les taux d'intérêt à court terme, suscitant non pas la confiance des marchés mais, paradoxalement, leur méfiance. Si pourtant une banque centrale se laisse surprendre, si le phénomène inflationniste a pris de l'ampleur, seul un traitement de cheval peut encore avoir de l'effet. Ce fut la politique menée en 1980 par Paul Volcker, patron de la FED, qui fit grimper le taux de base des banques jusqu'à plus de 20 %, aggravant la récession et le chômage aux Etats-Unis. Un scénario qu'il faut éviter à tout prix.

L'autre inconvénient d'une stratégie monétaire basée sur un taux d'inflation à ne pas dépasser est que de nombreuses composantes de la hausse des prix échappent à la banque centrale, et par exemple les relèvements de taxes ou de tarifs publics comme viennent de le faire

la France, l'Italie et l'Espagne. La pratique allemande de surveillance attentive de la masse monétaire est-elle pour autant plus judicieuse ? Oui, si on était tout à fait certain qu'une croissance excessive de la masse monétaire provoque une accélération de l'inflation. A long terme, le lien n'est pas douteux. A court terme, il l'est beaucoup plus. Pour Alexandre Lamfalussy, qui préside l'IME, s'il est certain que la future Banque centrale européenne devra contrôler l'évolution des agrégats monétaires, le problème se pose encore de savoir si la masse monétaire sera un objectif ou seulement un indicateur. Réponse à venir.

Les divergences ne portent pas que sur la stratégie à mettre en œuvre. Elles sont également très fortes quand il s'agit de se mettre d'accord sur les moyens dont disposera la BCE pour stabiliser les taux d'intérêt du marché. La pra-

tique allemande – italienne aussi – est d'assécher une partie des liquidités en obligeant les banques à constituer des réserves. Une pratique reprise, avec beaucoup plus de légèreté, par la France et l'Espagne mais combattue par les Anglais qui n'y voient qu'un « gadget ». C'est en tout cas ce qu'a déclaré Eddie George, gouverneur de la Banque d'Angleterre, lors du congrès annuel des banques qui s'est tenu vendredi 17 novembre à Francfort.

Toutes ces divergences n'empêchent pourtant pas l'Europe monétaire de se faire. The Times daté du 22 novembre annonçait dans une interview qui sera publiée en décembre dans le magazine *Prospect* que Sir Leon Brittan, qui pour être commissaire à Bruxelles n'en est pas moins britannique, se dit convaincu que la monnaie unique sera bientôt une réalité. Ceux qui pensent que l'Europe est en train de se refroidir se trompent, ajoute le commissaire.

Dans quelques années, les divergences bien réelles qui existent encore sur les objectifs de la politique monétaire européenne et ses moyens n'apparaîtront probablement plus que comme d'importants détails. Une chose est sûre : le SEBC (Système européen des banques centrales) interviendra pour régler, par des opérations dites d'*open market*, les taux d'intérêt sur le marché monétaire. Ces taux, à court terme évolueront dans des limites : hautes et basses – fixées par le SEBC. Des pratiques qui existent déjà dans la plupart des pays européens et commencent à être imitées par les autres.

Alain Verhulst

Le pacte de stabilité allemand examiné par les ministres des finances de l'Union

Validation du scénario de passage à la monnaie unique en trois étapes, premier échange de vues officiel sur le pacte de stabilité proposé par le ministre allemand des finances, Theo Waigel : tels sont les deux sujets centraux dont devait débattre le conseil des ministres des finances de l'Union européenne, réuni lundi 27 novembre à Bruxelles. Dans une interview publiée le même jour par le journal *Les Echos*, Yves Thibault de Silgny, le commissaire européen aux affaires monétaires, réaffirme que la monnaie unique verra le jour au 1^{er} janvier 1999 et que le nom de cette monnaie – écu, euro, ducat, florin ? – devra être décidé au Conseil européen de Madrid de la mi-décembre. A partir de là, la Commission lancera une vaste campagne de communication. Au sujet du pacte de stabilité allemand renforçant la rigueur budgétaire, Yves Thibault de Silgny déclare qu'il « n'est pas question de créer de nouveaux critères ». Les Allemands n'ont aucune raison de s'inquiéter, ajoute-t-il, « la monnaie unique sera une bonne monnaie ».

L'élargissement de l'UE à l'Est imposera de nouvelles baisses des prix agricoles

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Dans la logique de la réforme de la PAC (politique agricole commune) décidée en 1992, l'Union européenne (UE) devra sensiblement baisser ses prix agricoles au cours des années à venir pour les rapprocher davantage des cours mondiaux. Un tel effort d'adaptation, qui concernera en particulier les céréales et la viande bovine, s'impose à la fin pour tenir compte de la réapparition d'excédents difficilement exportables au sein de l'Union et de la perspective de son élargissement à une dizaine de pays d'Europe centrale et orientale (les PECO). Telle est la principale conclusion d'un rapport que la Commission européenne s'apprête à soumettre aux Quinze sur la stratégie à mettre en œuvre pour intégrer dans les meilleures conditions possibles l'agriculture des PECO.

Depuis la réforme de 1992, les baisses des prix d'intervention, soit 29 % pour les céréales et 15 % pour la viande, ainsi que l'obligation faite aux agriculteurs de maintenir en jachère une fraction de leurs

terres cultivées, font l'objet de paiements compensatoires. Ces indemnités et primes devraient donc être relevées pour tenir compte – au-delà des hausses conjoncturelles actuelles – de nouvelles baisses de prix.

PLAFONNEMENT

La Commission semble vouloir plafonner les versements avec l'idée que les plus grandes fermes n'ont pas besoin d'être très aidées. Comme en 1992, la perspective que les baisses de prix pourraient ne pas être intégralement compensées, sera probablement mal accueillie par les organisations professionnelles. Mais la Commission ajoute immédiatement que l'Union devra réfléchir à la mise en place d'une politique de développement rural intégré : activités extra agricoles, infrastructures rurales... L'Union plafonnerait donc les aides aux « gros », mais consentirait un effort plus important pour maintenir l'activité agricole – et, au-delà, la présence paysanne – dans les régions moins favorisées.

Cette accélération de la réforme de 1992 aurait été nécessaire sans

même la perspective de l'élargissement. Pour différentes raisons, les prix, au sein de l'UE, ont moins baissé qu'il aurait fallu, si bien qu'à moyen terme, en raison aussi d'une progression des rendements, les risques de surproduction vont réapparaître. Par ailleurs, les experts prolongent la croissance actuelle de la demande mondiale de céréales et en particulier de blé, avec en corollaire le maintien de cours à un niveau élevé : « S'il en est bien ainsi, il serait essentiel que la Communauté, élargie ou non, soit capable d'exporter sans subventions afin d'être en mesure de participer à cet essor du marché mondial ».

Cette course à la compétitivité paraît d'autant plus nécessaire aux experts de Franz Fischler, le commissaire européen, qu'ils tablent sur un nouveau cycle de négociations multilatérales, à partir de 1999, avec à la clé, une libéralisation supplémentaire du commerce international. Autrement dit avec la perspective de nouvelles restrictions à la possibilité d'accorder des subventions à l'exportation et, en raison de nouvelles facilités d'accès au marché communautaire, d'avantage de

concurrence sur le territoire même de l'Union.

Selon Bruxelles, une telle stratégie orientée vers la compétitivité facilitera l'intégration des PECO où la restructuration de l'agriculture s'opère lentement. En dépit d'un potentiel important, les experts ne tablent que sur une augmentation très progressive de leur production. Une même évolution très lente est attendue s'agissant des prix à la production, lesquels demeurent très inférieurs aux prix communautaires actuels.

Baisser les prix au sein de l'Union, les rapprocher des prix mondiaux, avant l'élargissement, permettra de réduire, voire d'apaiser l'écart les séparant des prix pratiqués dans les PECO. Du coup, explique la Commission, si on évite un relèvement des prix des PECO (par alignement sur les prix de l'UE), on s'épargnera aussi, pour la suite, des versements compensatoires lorsque, par souci d'équilibrer les marchés (la surproduction est programmée pour 2005-2010), il faudra à nouveau baisser ces prix.

Philippe Lemaître

Une AirJetCard
Paris Charles de Gaulle
London City Airport
achetée,
un vol offert*.

Let's go!

* Offre valable jusqu'au 31/12/95.
Prix de l'AirJetCard de 5 vols + 1 gratuit = 6 000 F.
Information et Vente : agences de voyage
ou votre AirJetClub (1) 49 19 88 88.

AIR JET

NOUS ALLONS CHANGER LE VOYAGE AERIEN. Mieux que jamais.

Pour la première fois à l'écran, l'aventure inconnue du poète qui n'écrivait plus



L'Homme
aux
Semelles
de vent
ARTHUR RIMBAUD

L'histoire de Rimbaud, au bout du monde, au bout de lui-même, dans les déserts d'Abyssinie...

Avec Laurent Malet, Jacques Bonnet, Thierry Frémont, Samuel Labarthe, Florence Pernel, Emmanuelle Riva
Un film de Marc Rivère, produit pour FRANCE 2 par Jean Hatric
Coproducteur : FRANCE 2 / SEPTEMBRE PRODUCTIONS / SFP PRODUCTIONS / CITÉ AMÉRIQUE

Lundi 27 novembre à 20h50 sur France 2

سكينة الشرح

FRANCE

LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995

ENTREPRISES Alain Juppé devait présenter lundi 27 novembre à Bordeaux le plan PME du gouvernement. Ce plan comporte principalement des mesures destinées à alléger

les obligations administratives, fiscales et sociales pesant sur les petites entreprises. Celles-ci seraient aidées dans la recherche de financements et de nouveaux marchés. Le développe-

ment des grandes surfaces commerciales, qui faisait l'objet d'un moratoire depuis 1993, sera étroitement contrôlé. ● **MINISTRE** des PME, du commerce, de l'artisanat et du déve-

loppement économique, Jean-Pierre Raffarin souligne, dans l'entretien qu'il nous a accordé, la volonté du gouvernement de mettre les petites entreprises au niveau de leurs concu-

rentes européennes. ● **LA PROLIFÉRATION** des super et hypermarchés est particulièrement spectaculaire dans le département de la Marne, qui détient le record national en cette matière.

Le plan d'aide aux PME veut limiter l'ambition des grands distributeurs

Promises par Jacques Chirac durant sa campagne présidentielle, plusieurs mesures destinées à soutenir les petites et moyennes entreprises face aux grands groupes et à alléger leurs obligations administratives et sociales seront soumises au Parlement au début de 1996

LE PLAN en faveur des PME que devait rendre public Alain Juppé devant la convention nationale de la CGPME, lundi 27 novembre, à Bordeaux, est destiné à « donner de l'oxygène » aux entreprises de moins de cinq cents salariés, qui représentent 99 % des sociétés françaises et 70 % des effectifs salariés. Il vise plus particulièrement les plus petites d'entre elles, mais aussi les artisans, qui ont fait l'objet de mesures spécifiques annoncées le 12 octobre.

■ **Simplifications administratives** et allègements fiscaux et sociaux : en plus des simplifications arrêtées dans le cadre du collectif budgétaire de juin (déclaration sociale unique, déclaration unique d'embauche, cotrait unique d'apprentissage), il sera prévu, en 1996, de regrouper tous les organismes travaillant à la simplification. L'application des seuils sociaux et fiscaux (par exemple, la création d'un comité d'entreprise à partir de cinquante salariés) sera

suspendue à condition que les effectifs soient stabilisés pendant vingt-quatre mois et les seuls fiscaux pendant trente-six mois. Le seuil automatique de remise des pénalités en cas de première infraction à l'encontre de l'URSSAF sera porté, le 1^{er} janvier, de 650 francs à environ 5 000 francs. En cas d'erreur de l'URSSAF, les cotisants seraient indemnisés. Le chèque « premier salarié » sera mis en place au début de 1996. D'autres mesures seraient appliquées en 1997 : simplification du bulletin de salaire et fixation du plafond de la sécurité sociale une fois par an.

■ **Ressources financières** : le deuxième axe du plan concerne le financement des PME, qui souffrent d'une grave insuffisance de fonds propres et de prêts rares et chers. Désormais, les bénéfices réinvestis en fonds propres seraient soumis à un taux d'imposition de 19 % au lieu de 33,33 % pour un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions de francs et avec un plafond de

200 000 francs. 1 milliard de francs serait alloué en ressources codévi au Fonds national de développement des entreprises, et le CEPME recevrait un renfort financier de la Caisse des dépôts. Un observatoire des entreprises en difficulté serait créé.

Afin de favoriser le développement des entreprises à très forte croissance, le lancement de nou-

veaux marchés de capitaux - sur le modèle du Nasdaq américain - serait épaulé, par exemple, avec la garantie par l'Anvar des frais d'introduction en Bourse et l'exonération de l'impôt sur les opérations de Bourse. Enfin, le seuil du chiffre d'affaires annuel des entreprises exonérées de TVA serait porté de 70 000 à 100 000 francs.

■ **Nouveaux marchés** : un troi-

sième volet serait consacré à la conquête de nouveaux marchés, c'est-à-dire, d'abord, à une réforme qui faciliterait l'accès des PME aux marchés publics (700 milliards de francs par an) : affirmation de l'offre « mieux disant », élimination des offres « anormalement basses » et promotion des marchés en lots distincts et homogènes. Le gouvernement entend que le comptable public verse à l'entreprise contractante les sommes dues, sans que celle-ci ait à en faire la demande et avec les intérêts de retard au taux de base bancaire. Les crédits non indemnisés par la Coface seraient garantis par la Sofaris à hauteur de 50 %.

■ **Concurrence** : le gouvernement considère qu'avec 1,5 hypermarché pour cent mille habitants, contre 1,3 en Allemagne et 0,2 en Italie, la France a atteint la saturation. Un projet de loi serait présenté au printemps 1996 afin d'abaisser les seuils d'autorisation d'ouverture de nouvelles surfaces

de 1 000 mètres carrés à 400 ou 500 mètres carrés et de soumettre à la commission nationale d'équipement commercial les unités de plus de 6 000 mètres carrés. Les sanctions financières en cas de dépassement de surfaces seraient alourdies. Des schémas directeurs d'urbanisme commercial permettraient de revitaliser les centres-villes et les périphéries.

Le plan annoncé par le premier ministre prévoit la refonte de l'ordonnance de 1986 afin de sanctionner sévèrement les abus de dépendance économique. Seront visés en priorité les prix artificiellement bas, les promotions excessives et la vente à perte. Il serait également interdit aux distributeurs de pratiquer le déferement abusif, c'est-à-dire de cesser de se fournir auprès d'un producteur sans raison et sans préavis ; une négociation serait obligatoire.

Alain Faujas

La Marne détient le record des implantations d'hypermarchés

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

de notre envoyée spéciale

Carrefour, Leduc, Intermarché, Continet : ils sont tous installés dans ce département de la Marne, qui détient le record national d'implantations d'hypermarchés. Une étude de la direction du commerce intérieur montre que la densité des hypermarchés dans ce département est de 195,58 pour une moyenne nationale de 102,71. La situation est inverse pour les supermarchés : 105,75 dans la Marne pour 135,50 en France. Quant aux hard discounters, venus bouleverser ce paysage - Lidl, Aldi, Leader Price -, personne n'en mesure encore l'influence exacte.

Habités à vivre avec les ombres et enseignes qui se succèdent aux portes de leurs villes, les Marnais n'ont pas d'explications précises à cette spécificité. Elle est probablement la conséquence de plusieurs phénomènes. Certains évoquent l'histoire : la Marne est le département où sont nées les entreprises à succursales multiples. En 1945, les Goulet-Turpin, Comptoirs français, Familistère et autres employaient quelque trois mille personnes. Il existait une tradition

d'entreposage, de conditionnement et de transports, qui a peut-être ouvert la voie à l'implantation des mastodontes de la distribution.

C'est dans les années 80-85 que ces derniers ont pris position. Au 1^{er} février 1995, il y avait quatorze hypermarchés dans ce département de 558 000 habitants. Reims (206 500 habitants) arrive en tête avec huit enseignes ; Châlons (61 500 habitants) et Epemay (34 000 habitants) en ont trois chacune.

CONCENTRATION URBAINE

Entre 1990 et 1994, la commission départementale d'équipement commercial (CDEC) a délivré des autorisations pour 26 900 mètres carrés à Châlons, 43 100 mètres carrés à Reims et 2 500 mètres carrés à Epemay. En matière de nombre d'enseignes, les conséquences ne sont guère réjouissantes : entre 1982 et 1990, celui-ci a progressé de 3,6 % dans le commerce alimentaire, mais il a régressé de 6,1 % dans les autres formes de négoce.

Le pouvoir d'achat des châlonsiens de ce département est un autre facteur favorable au développement du commerce. Le taux de

chômage y est légèrement inférieur à la moyenne nationale. A Châlons-en-Champagne, préfecture et capitale de la région Champagne-Ardenne, les fonctionnaires représentent 40 % de la population, et à Reims, capitale économique, les retombées du champagne font exploser toutes les statistiques de revenu moyen. Les entreprises telles qu'Essilor, Mannesmann, Béghin-Say n'ont pas de graves difficultés. Quant à l'agriculture, celle de la betterave, des céréales et de la luzerne, elle assure aux exploitants des revenus confortables. En revanche, très mécanisée, elle n'a pas contribué au maintien des habitants dans les campagnes.

Dans la Marne, la plupart des bouges ont disparu. 551 communes se partagent 150 000 habitants, alors que cinq grandes villes en hébergent 300 000. Cette concentration urbaine a sans doute contribué au développement des grandes surfaces. Dans ce pays où « tout est plat et tout est droit », les déplacements sont d'autant plus faciles que le réseau routier et autoroutier est excellent.

Les élus du département ne semblent pas trop inquiets de cette hypertrophie

commerciale. A Reims, Jean Falala, député et maire (RPR) depuis 1983, a toujours été réticent à de nouvelles implantations, mais il n'y a pas grand-chose, car la plupart d'entre elles ne se font pas sur le territoire de sa commune, mais dans sa périphérie, à Tinqueux, Saint-Brice, Cormontreuil et Champigny, alléchées par les perspectives de taxe professionnelle.

COMPLÉMENTARITÉ

« Ce voisinage n'est pas simple à gérer. Conformément, pour les fêtes de fin d'année, à des demandes d'ouverture le dimanche de la part des grandes surfaces, les élus des petites communes ont dit oui. « Nous ne pouvons pas nous désolidariser de ce qui détermine les autres. Autrement, cela aurait abouti à dévaloriser les magasins qui sont chez nous », explique Serge Kochman, adjoint au maire, chargé du développement économique.

Les élus sont obligés de se préoccuper de l'avenir du petit commerce, victime de la concurrence des grandes surfaces et de la mauvaise conjoncture. A Châlons, le nouveau maire, Bruno Bourg-Broc, avec son éti-

quette RPR, est mieux placé que son prédécesseur communiste pour établir le contact avec cette catégorie socioprofessionnelle. Il peut s'appuyer sur quelques jeunes commerçants et une chambre de commerce dynamique pour secourir un milieu qui beaucoup trouvent un peu endormi. Cette année, pour la première fois, les commerçants de Châlons ont accepté de cesser leur tiédeur pour organiser une animation pour Noël. Il est vrai que ceux qui se sont installés dans la galerie que Carrefour vient de rénover déboursent 25 000 francs par an pour les actions d'animation.

L'objectif des responsables politiques et économiques est de trouver une complémentarité entre la grande distribution et le commerce de détail, notamment dans leurs fonctions d'aménagement du territoire. « Il faudrait d'ailleurs, estime Yves Renard, président de la chambre de commerce et d'industrie de Reims, que les commerces de proximité puissent toucher une rémunération indirecte de leur rôle d'animation des centres-villes et des quartiers. »

Françoise Chivot

Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat

« Les promotions commerciales ne doivent plus promouvoir le chômage »

« Pourquoi le gouvernement est-il si attentif aux petites et moyennes entreprises, au point de leur consacrer un nouveau plan après avoir baissé les charges sociales sur les bas salaires au mois de juin et avoir adopté un plan pour l'artisanat le 12 octobre ?

— Les petites et moyennes entreprises correspondent à une économie humaine, décentralisée et diversifiée, dans laquelle chaque entrepreneur peut exprimer sa capacité d'initiative. Elles sont suffisamment petites pour trouver des marchés maîtrisés et suffisamment grandes pour parvenir à élaborer des stratégies. L'observation de notre économie nous a conduits à penser que, dans la bataille contre le chômage, les PME peuvent être un moteur essentiel, car elles créent des emplois. Sur le seul mois de septembre, il y a eu sept mille six cents créations d'entreprises artisanales.

— Votre plan est donc essentiellement protecteur ?

— Non, il doit être libérateur. Notre objectif est de multiplier les petites entreprises, en général de moins de cinquante salariés, en leur donnant un environnement économique, fiscal, social, juridique qui soit voisin de la moyenne européenne. Il faut les aider à se structurer, à accéder à une politique d'innovation, de qualité, d'exportation, et à développer un projet social. Dans ce dernier domaine, il existe une forte spécificité de la petite entreprise, comme l'ont reconnu le patronat et les syndicats dans leur ac-

cord du 31 octobre sur la représentation du personnel dans les sociétés sans délégués syndicaux ; mais il n'est pas question que cette spécificité débouche sur une régression sociale : il y a trop de différence entre une petite entreprise qui exporte des logiciels aux États-Unis et une entreprise de maçonnerie. Notre politique vise à fédérer ces entreprises dans une même dynamique.



JEAN-PIERRE RAFFARIN

— Le gouvernement prépare-t-il des « cadeaux » pour les petites entreprises ?

— Le fait que les finances publiques ne soient pas en très bon état impose des réformes structurelles, seul moyen de les protéger, certes, mais surtout de les dynamiser, d'alléger les lourdes contraintes qui pèsent sur elles, de tenir compte de leur diversité.

— La simplification administrative sera à l'honneur, n'est-ce pas ?

— Ce que le président de la République appelle l'« impôt-formulaire »

dépend des pouvoirs publics et c'est, effectivement, le premier allègement qu'il nous faut obtenir ; mais le terme de « simplification » est ambigu, car il fait croire que nous nous dirigeons vers une société simple ; or il suffit de lire Edgar Morin pour savoir que la complexité l'emportera. Je préfère parler de « libération administrative », car limiter les formalités, c'est encore les maintenir. Nous réduisons bientôt de vingt-huit millions le nombre de ces formulaires, grâce à la déclaration sociale unique. C'est bien, mais il en restera huit millions.

« Il nous faut aller plus loin pour éviter à la petite entreprise de se voir transférer par l'administration la charge de sa propre complexité ou, par la grande entreprise, la gestion des stocks. Car les forts sont tentés d'obliger les petits à faire leur travail à leur place. Il faut que la PME puisse refuser de donner à une administration une information qu'elle a déjà communiquée à une autre. Il faut qu'elle puisse passer outre lorsqu'une administration ne lui a pas délivré une autorisation dans un délai déterminé.

— Pourquoi souhaitez-vous réduire la concurrence ?

— Nous sommes favorables à la vie « pas chère », mais pas lorsqu'elle conduit à des destructions d'emplois. La compétitivité est créatrice ; l'agressivité est destructrice. Les promotions commerciales ne doivent plus promouvoir le chômage. Nous aimerions réveiller chez le consommateur la dimension du citoyen et mettre en cause les pra-

tiques déloyales, notamment les prix anormalement bas, qui portent atteinte à l'existence même de la concurrence. Nous ne voulons pas d'une économie administrée où la loi remplacerait le contrat, mais nous entendons rééquilibrer les rapports de forces et corriger les abus.

— Lesquels ?

— Le déferement abusif, par lequel le distributeur exclut de ses rayons, sans motif et sans délai, les produits d'un fabricant. On m'a signalé le cas d'un hypermarché qui a pratiqué ainsi à l'égard des produits d'un industriel qui avait voté en commission contre ses projets d'extension... Je note, aussi, que l'administration abuse de sa position de force en imposant à ses fournisseurs des délais de paiement excessifs : l'Assistance publique de Paris bat tous les records, avec près de trois cent quatre-vingt jours. Le premier ministre a ouvert le dossier de la réforme des marchés publics.

« D'une manière générale, nos entreprises sont soumises à un excès de rapports de forces. Par exemple, la « ratiocratie » développée par certains cadres de banque conduit à des choix jugés arbitraires par les PME. Je ne peux me satisfaire d'une situation où l'on entend les patrons se plaindre du manque de crédits pour leurs projets et les banquiers, du manque de projets valables à financer. Je connais le cas d'un artisan dont le prêt a été refusé au motif qu'il était en train de divorcer ! Nous travaillons avec les banquiers et les PME au développement d'un dialogue de qualité.

« D'autre part, nous réfléchissons avec la chancellerie sur les moyens de déterminer dans le patrimoine du petit entrepreneur une part protégée des salaires des créanciers, afin qu'il ne se retrouve pas à la rue avec femme et enfants. C'est le dossier de l'affectation du patrimoine.

— Nous allons encourager le renforcement des capitaux propres des PME, l'amélioration des garanties ou des cautions mutuelles dont elles pourraient bénéficier. Le développement d'un Observatoire national des entreprises en difficulté permettra aux pouvoirs publics, aujourd'hui mal informés, de mieux percevoir les problèmes des PME.

« Nous voulons engager la reconquête des centres-villes avec le petit commerce »

— Pourquoi bloquez-vous le développement des grandes surfaces ?

— Il s'agit, là encore, de corriger des abus. Nos villes ont été déstructurées par un développement commercial non maîtrisé, comme, par exemple, dans l'agglomération toulousaine. Et, puisque la plupart de ces désordres sont légaux, il nous faut changer la loi. Nous voulons donc sévèrement maîtriser l'urbanisme commercial en périphérie urbaine et engager la reconquête

commerciale des centres-villes avec le petit commerce, mais aussi avec ceux qu'on qualifie de grands magasins ou de magasins populaires. Nous voulons rééquilibrer en trois ans le commerce au profit des PME par l'élaboration de schémas locaux d'urbanisme commercial qui seront précédés d'études d'impact désormais possibles dans le cadre de l'Observatoire national d'équipement commercial.

— Les associations de consommateurs seront-elles associées à cette démarche ?

— Leur avis est très important, et aucun schéma local ne sera élaboré sans elles.

— Michel-Edouard Leduc avait menacé d'installer les centres de décision de son groupe ailleurs qu'en France si le gouvernement bloquait les grandes surfaces.

— Il est bien possible qu'il proteste et il peut y avoir, ici ou là, un geste de mauvaise humeur. Je salue, par ailleurs, la dernière réalisation Leduc, en Pologne. Au total, nous croyons qu'il faut faire de la PME une valeur économique, donc sociale et culturelle.

— Nous instaurerons une conférence annuelle des PME au mois de mai, conçue sur le modèle de la conférence qui a tant aidé l'agriculture à se faire entendre. C'est la preuve que le plan du gouvernement en leur faveur n'est ni conjoncturel ni catégoriel, mais bien stratégique et structurel.

Propos recueillis par Alain Faujas

صلى الله عليه وسلم

150

FRANCE

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 3

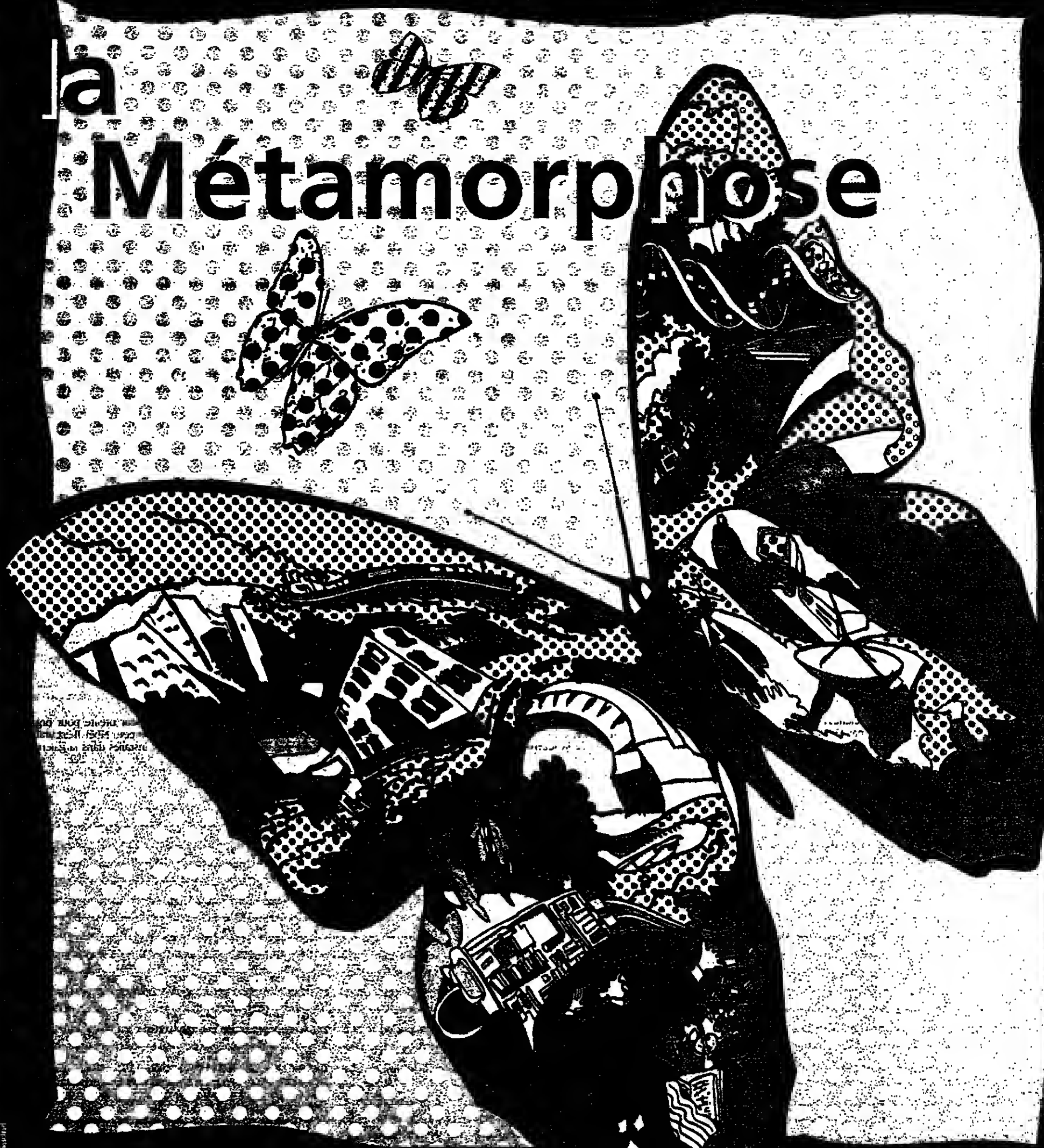
LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995 / 7

RE 1995 / 15

es grands distributeurs

promouvoir le chômage

la Métamorphose



SUIVEZ L'ETOILE QUI MONTE: LA RUHR.

Au bord de la Ruhr, toute une région s'est métamorphosée de manière fascinante: le plus grand parc d'Europe voit le jour pour l'exposition internationale «IBA Enscher Park»; la monostructure

fondée sur le charbon et l'acier laisse la place à une nouvelle base très prometteuse, alliant économie et recherche, culture et éducation. Quand changerez-vous l'image que vous avez de la Ruhr?



Pour de plus amples informations, contactez:
KVR - La Ruhr, D-45032 Essen

FAX +49-201-2069-555

les tomes
t pour les
de cent à
acté d'in-
Les em-
es et plus
ix des so-
est dans
lemagne,
ennes en-
s impres-
rent pour
et destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
1 lui de-
s sur les
me mais
lique au
vouloir
emploi et
être ex-
des pro-
ais aussi
l'accueil,
se et so-
ée.

hfeld

ricains et
res de la
s ont dé-
tendant
que offi-
est pro-
séra l'un
se prési-
Robert
é au Sé-
me que
ment de
semble.
nent qui
est une
liberté,
acun de
x.

INE

uverne-
hirac de
s les six
n prési-
ut faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maïne,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
apure-
icits fi-
la mo-
que, la
aide à
rités et

MM. Blondel et Viannet manifesteront côte à côte contre le plan Juppé

Le secrétaire général de FO accuse M. Chirac de lui avoir « menti par omission »

La CGT et la FSU manifesteront aux côtés de Force ouvrière (FO), mardi 28 novembre, lors d'une nouvelle journée d'action sur la Sécurité

sociale. Pour la première fois depuis la scission de 1947, les secrétaires généraux de la CGT et de FO défilent côte à côte à Paris. M.

Blondel a accusé Jacques Chirac de lui avoir « menti par omission » sur le plan du gouvernement sur la Sécurité sociale.

LORSQUE Marc Blondel avait pris l'initiative de manifester le 14 novembre pour peser sur les choix du gouvernement coconstruisant la Sécurité sociale, les autres organisations syndicales l'avaient rejoint. Il a ensuite choisi la date du 28 novembre, mais il a bien failli se retrouver tout seul. Sans le secours de la CGT, qui, à une semaine de son congrès, est à la recherche de la dynamique syndicale la plus large possible, la manifestation du mardi 28 novembre promettait d'être bien maigrelette.

Pour ne pas s'expanser à un échec et bien préparer la journée du 28 novembre, le secrétaire général de FO n'a pas ménagé ses efforts en coulisse et a mené des tractations qui ont dû coûter cher à son amour-propre. Il a téléphoné à Louis Viannet, pour lui demander son soutien. Lors du comité confédéral national de la CGT, mardi 21 novembre, ce dernier, goguenard, n'avait pas résisté aux délices de raconter à son entourage qu'étant donné que M. Blondel lui avait demandé de

« sauver sa manifestation » la CGT, bonne âme, viendrait à la rescousse de sa sœur ennemie.

Mais M. Blondel a dû boire le calice jusqu'à la lie et demander, par l'entremise de Claude Jenet, secrétaire confédéral à l'organisation, à Jacques Mairé, le patron de l'union départementale FO de Paris et son principal appasant au sein de la confédération, de couvrir des contacts avec la CGT Ile-de-France pour la journée du 28. Pour la première fois depuis la scission de 1947, les secrétaires

général de FO et de la CGT se rendront côte à côte dans le carré de tête de la manifestation parisienne. Après avoir échangé une poignée de main devant les photographes, ils défilent sous une bannière commune, « salariés, actifs, chômeurs, retraités, assurés sociaux, contre le plan Juppé, pour sauver la Sécurité sociale », mais ne comportant aucun sigle. Une situation surtout gênante pour M. Blondel, qui a expliqué, dimanche 26 novembre, sur France 2, que Jacques Chirac lui « a menti par omission » sur le plan du gouvernement sur la Sécurité sociale.

ti par omission » sur le plan du gouvernement sur la Sécurité sociale, lors de leur entretien « amical et courtois » du 10 novembre. « Je ne peux pas pardonner », a-t-il ajouté, illustrant par cette double référence à des valeurs chrétiennes plus communes à la CFDT qu'à FO à la fois l'ampleur de son désarroi et l'échec de sa stratégie, face au gouvernement.

A la CFDT, Nicole Notat, invitée du « Grand jury RTL-Le Monde », dimanche, a recherché l'apaisement au sein de sa confédération. Pour atténuer son soutien au plan Juppé, M^{me} Notat a indiqué que la CFDT réfléchit à « l'idée de mettre en place un comité de vigilance pour l'application de la réforme » de la Sécurité sociale. Elle a aussi affirmé que la CFDT « ne sera pas candidate à la présidence de la CNAM [assurance-maladie], ni aujourd'hui ni demain », car « la CFDT n'a pas vocation à avoir le monopole de gestion sur tous les organismes sociaux ».

Alain Beau-Méry

Messages de soutien à M^{me} Notat

Prise à partie vendredi 24 novembre par des militants de son organisation lors de la manifestation parisienne contre le plan Juppé, Nicole Notat, la secrétaire générale de la CFDT a reçu, samedi, de nombreux messages de soutien d'organisations départementales et de fédérations qui approuvent, comme elle, le plan de réforme de l'assurance-maladie. La fédération de la chimie juge que ces comportements « contrastent avec la démarche de débats chassée par la confédération ». La fédération de la métallurgie s'inquiète d'une période « où la démagogie, les corporatismes, les conservatismes et le populisme risquent de nous conduire dans une impasse irrémédiable ». De son côté, Marc Blondel, secrétaire général de FO a estimé que « cela ne grandit pas le syndicalisme ».

M. Jospin : « Il faut nous préparer aux responsabilités »

« ON EST FACE à un mouvement profond, et je crois que le gouvernement aurait tort de le négliger », a affirmé Lionel Jospin, vendredi 24 novembre à Bordeaux, avant de tenir un meeting qui a réuni plus de trois mille personnes. « Avec le PS, le seul parti à disposer d'une image positive, la renaissance est amorcée », a souligné le premier secrétaire du Parti socialiste. L'image de la gauche se reconstruit. Mais il nous reste du travail à accomplir, sur nos propositions, dans tous les domaines. « Après 1993, a poursuivi M. Jospin, (...) nous avons eu tendance à vivre notre passage au pouvoir comme un fardeau. Il faut aujourd'hui le regarder comme un bagage. Non pas comme quelque chose qui nous pèse, mais qui nous lève. Il faut nous préparer avec sérieux, méthodiquement, aux responsabilités. Si les Français décident de nous faire à nouveau confiance en 1998, il faut que nous soyons prêts. »

M. Jospin a également ironisé sur la transformation du CDS en Force démocrate : « S'il est basé sur Jacques Barrot, qui est chargé du saccage de la Sécurité sociale, et sur François Bayrou, de celui de l'Université, je ne suis pas sûr que ce mouvement ait un grand avenir. » - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **RETRAITES** : le président de la commission de réforme des régimes spéciaux de retraite sera Dominique Le Vert, conseiller d'Etat, ancien directeur général de l'administration et de la fonction publique, a indiqué l'hôtel Matignon, dans un communiqué, samedi 25 novembre. La commission siègera auprès de Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Elle sera installée au début du mois de décembre.

■ **VERTS** : le conseil national interrégional des Verts a élu, dimanche 26 novembre, à Paris, le nouveau collège exécutif du mouvement écologiste. Avec cinq membres favorables à l'actuelle majorité, sur onze, sa composition reflète l'ancrage à gauche du mouvement. Guy Hascoët, vice-président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et chef de file de la minorité favorable à un rapprochement accéléré avec les partis de gauche, remplace Gérard Onesta à l'un des quatre postes de porte-parole, aux côtés de Dominique Voynet, Yves Cochet et Marie-Anne Isler-Beguin.

■ **CNI** : le comité directeur du Centre national des indépendants, réuni samedi 25 novembre, s'est « réjoui que le gouvernement Juppé pratique une politique libérale », mais a regretté « que les véritables libéraux que sont les indépendants ne soient pas mieux associés à l'action gouvernementale ».

■ **SPORTS** : le Sénat a adopté, dimanche 26 novembre, les crédits du ministère de la jeunesse et des sports (2,933 milliards de francs, en baisse de 1,35 % par rapport au budget de 1995). RPR et UDF ont voté pour, PS et PCP contre. Guy Druet, ministre de la jeunesse et des sports, a précisé que les 38,5 millions de francs d'économies décidées par l'Assemblée nationale se traduiraient par la suppression d'environ 500 postes sur le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP), la suspension de la subvention à l'école de sports de Font-Romeu et la fermeture de la direction de la jeunesse et des sports de Paris.

■ **CORSE** : le FLNC-canal historique a revendiqué, lundi 27 novembre, un attentat à la bombe qui a dévasté, dans la nuit de samedi à dimanche, la cité administrative de Sartène. Le FLNC-canal historique avait déjà revendiqué plusieurs attentats commis ces dernières semaines contre des services de l'Etat. Deux nationalistes interpellés après l'un de ces attentats, le mitraillage, mercredi, du palais de justice d'Ajaccio, ont été mis en examen et écroués, samedi, par le juge d'instruction Jean-François Ricard, spécialisé à Paris dans le traitement des dossiers terroristes. Christian Jean et Patrice Murati avaient été interpellés par des policiers à l'issue de la course poursuivie qui avait suivi le mitraillage.

Quatre élections cantonales partielles

AIN

Canton de Montrevel-en-Bresse (2^e tour).

L. 8 913 ; V. 5 249 ; A. 41,10 % ; E. 5 149.

Bernard Fonteneau, div. g., m. d'Amnat, 3 462 (67,23 %)... ELLI.

Gérard Gallet, RPR, 1 687 (32,76 %).

[Bernard Fonteneau, à qui il n'avait manqué que cinq voix pour être élu dès le premier tour, n'a eu aucun mal à succéder au second à Louis Jannet (div. g.), dont l'élection avait été annulée par le Conseil d'Etat. Il rallie sur son nom une grande part des voix des Verts et du PC, mais aussi des suffrages obtenus au premier tour par Patrice Théze (div. d.). La déroute est cuisante pour Gérard Gallet, secrétaire départemental du RPR, attaché parlementaire de Jacques Boyon, président de la commission de la défection de l'Assemblée nationale, souvent par la majorité départementale.]

19 novembre 1995 : L. 8 913 ; V. 5 249 ; A. 45,67 % ; E. 4 799 ; Bernard Fonteneau, 2 375 (49,90 %) ; Gérard Gallet, 1 300 (27,31 %) ; Patrice Théze, div. d., 674 (14,16 %) ; Jean-Gabriel Lapierre, FN, 204 (4,28 %) ; André Olivier-Henry, Verts, 114 (2,39 %) ; Jean-Pierre Bouilloux, PC, 92 (1,93 %).

27 mars 1994 : L. 8 813 ; V. 5 917 ; A. 32,86 % ; E. 5 725 ; Louis Jannet, c. s., div. g. sous PS-MRG, 2 864 (50,02 %) ; Gérard Gallet, RPR, 2 861 (49,97 %).

VAR

Canton du May (2^e tour).

L. 15 950 ; V. 5 904 ; A. 42,98 % ; E. 5 485.

Jean-Pierre Serra, div. d., m. de Roquebrune-sur-Argens, 3 528 (64,32 %)...

ELLI.

Jean-Pierre Rigalla, FN, 1 957 (35,67 %).

[Jean-Pierre Serra, qui était arrivé en tête au premier tour, remporte logiquement le second face au Front national Jean-Pierre Rigalla. Le candidat du Parti socialiste au premier tour, Jack Verrier, avait appelé à faire barrage au mouvement de Jean-Marie Le Pen, alors que le représentant du Parti communiste, Jean-Claude Privat, n'avait donné aucune consigne de vote. Cette élection faisait suite à la démission de Michel Hamade (UDF-FR).

19 novembre 1995 : L. 15 950 ; V. 5 899 ; A. 43,05 % ; E. 5 726 ; Jean-Pierre Serra, 2 679 (46,78 %) ; Jean-Pierre Rigalla, 1 684 (28,53 %) ; Jack Verrier, PS, 919 (16,04 %) ; Jean-Claude Privat, PC, 494 (8,62 %).

29 mars 1992 : L. 14 470 ; V. 9 474 ; A. 34,52 % ; E. 9 232 ; Michel Hamade, div. d., 3 609 (50,09 %) ; Emile Vernet de Joux, FN, 2 150 (28,28 %) ; Atzo Buila, PC, 1 950 (21,12 %) ; Jean-Paul Martin, écol., 1 523 (16,49 %).

LANDES

Canton de Montfort-en-Chalosse (1^{er} tour).

L. 7 242 ; V. 5 054 ; A. 30,21 % ; E. 4 960.

Alain Rivière, c. s., div. d., adj. m. de Montfort, 2 306 (46,49 %) ; Marie-Elisabeth Servières, PS, 2 014 (40,60 %) ; Yves Labadie, PC, 528 (10,64 %) ; Michel Prenat, FN, 122 (2,25 %)... BALLOTAGE

[Le second tour s'annonce à nouveau serré. En mars 1994, Alain Rivière (div. d.) avait été élu avec 21 voix d'avance sur son adversaire socialiste, Guy Gaudy, mais l'élection avait été invalidée pour vice de forme dans certaines procurations. Marie-Elisabeth Servières (PS) est cependant en recul par rapport à M. Gaudy.]

20 mars 1994 : L. 7 202 ; V. 5 162 ; A. 28,32 % ; E. 4 986 ; Guy Gaudy, PS, 1840 (37,27 %) ; Alain Rivière, div. d., c. m., 1 631 (33,04 %) ; Yves Labadie, PC, 823 (16,67 %) ; Marc Duches, UDF, 453 (9,17 %) ; Henri Navarro, FN, 189 (3,82 %).

GUADALOUPE

Canton d'Abymes 2 (1^{er} tour).

L. 5 844 ; V. 1 638 ; A. 71,97 % ; E. 1 517.

Marie-Françoise Foule, div. g., adj. m. des Abymes, 943 (62,16 %) ; Jean-Claude Stanislas, div. d., 206 (13,57 %) ; Fred Pallas, div. g., 203 (13,38 %) ; Annie Louis-Marie, PS, 165 (10,87 %)... BALLOTAGE

[Marie-Françoise Foule (div. g.) dirigeait, avec le soutien de la municipalité, le siège laissé vacant par le décès, en septembre dernier, de René-Serge Nabajoth (PS diss.), qui avait été élu maire des Abymes en juin et siégeait au conseil général depuis 1982. Elle n'a pu être élue dès le premier tour malgré l'important écart des voix par suite d'une très forte abstention.]

20 mars 1994 : L. 5 098 ; V. 2 339 ; A. 54,20 % ; E. 2 096 ; René-Serge Nabajoth (PS diss.), 1 025 (48,90 %) ; Fred Pallas (PS), 734 (35,02 %) ; Patrick Gouffan (RPR), 204 (3,73 %) ; Alain Pierre-Justin (PPDC), 88 (4,20 %) ; Maryse Toupe (PCG), 45 (2,15 %).

« Ça commence à bien faire, à chaque fois que Pierre part faire des courses, il ramène la même chose. »

Mme Lortigue.



MM. Lortigue (pilote) et Perin (capilote) vainqueurs de la coupe du monde des rallyes tout-terrain sur Citroën ZX (vainqueur constructeur) pour la 3^e année consécutive. (On les embrasse.)

CITROËN remercie TOTAL et MICHELIN pour leur participation à la victoire ainsi que AIS, Facom, Magneti-Marelli, SKF, Speedline, Valeo.

هك اصر الفصل

Opinion L.S.D

FRANCE

INTERNATIONAL

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 3

LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995 / 9

RE 1995 / 15

Le Sénat obtient du gouvernement une « rallonge » pour les communes

La seconde Assemblée assouplit en outre la transmission d'entreprises

Les sénateurs ont achevé, samedi 25 novembre, l'examen de la première partie du projet de loi de finances. A l'initiative du gouvernement, le déficit prévisionnel

LE SÉNAT a adopté, samedi 25 novembre, par 214 voix contre 96 (il y a eu 4 abstentions), la partie recettes du projet de loi de finances pour 1996. Le RPR et l'UDF ont voté pour, alors que le PS et le PCF se sont prononcés contre. Les sénateurs ont apporté plusieurs modifications au texte voté par l'Assemblée nationale, sans toutefois en mettre en cause l'économie générale. Lors du vote de l'article d'équilibre, qui fixe le montant global des recettes et des dépenses de l'Etat, le déficit budgétaire a été ramené à 286,196 milliards de francs, soit 1,2 milliard de francs de moins que dans le projet de loi de finances adopté en première lecture par l'Assemblée et 3,5 milliards de francs de moins que le texte initial du gouvernement.

Cette réduction supplémentaire n'a pas été obtenue sous la pression des parlementaires, comme au Palais-Bourbon. Les sénateurs se sont refusés, en effet, à adopter la technique de coupes budgétaires systématiques, qui avait eu la faveur de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

collectivités locales. *Primo*, il a accepté d'accorder 300 millions de francs supplémentaires pour la dotation de compensation de la taxe professionnelle. *Secundo*, il a proposé de relever de 67,5 millions à 97,5 millions de francs le montant de la compensation prévue par l'Etat au titre de la suppression de la franchise postale des mairies.

Tertio, M. Arthuis a fait un geste sur la dotation globale d'équipement (DGE), dont le projet de loi initial prévoyait de supprimer la première part pour les communes de plus de 10 000 habitants. Les députés avaient relevé ce seuil à 20 000 habitants. Le gouvernement a proposé aux sénateurs de conserver l'éligibilité à la DGE aux communes de plus de 10 000 habitants les plus modestes, dont le potentiel fiscal est inférieur de 50 % à la moyenne des communes comparables. Selon le ministre, cela concerne quarante-deux ou quarante-trois communes et représente 40 millions de francs de crédits en masse.

● **Transmission d'entreprises :** avec l'accord du gouvernement,

réintroduit la référence aux articles du code civil applicables au régime des donations, que les députés avaient supprimée.

● **Personnes âgées :** sur proposition de la commission des finances et avec l'accord du gouvernement, le Sénat a adopté un article additionnel précisant que les prestations liées à l'état de dépendance des pensionnaires de maisons de retraite seront soumises à la TVA au taux réduit de 5,5 % (au lieu de 20,6 %), comme c'est déjà le cas pour la fourniture de logement et de nourriture dans ces établissements. Cette disposition, d'un coût de 110 millions de francs, régleme un contentieux abondant entre les maisons de retraite et l'administration fiscale.

● **Frais funéraires :** le plafond des frais funéraires déductibles de l'actif des successions, incabangé depuis 1959, a été relevé, avec l'accord du gouvernement, de 3 000 francs à 6 000 francs. A l'Assemblée nationale, le gouvernement avait dû recourir à une deuxième délibération pour repousser un amendement semblable, qui relevait le plafond à 10 000 francs.

● **Logement locatif :** les sénateurs ont supprimé l'obligation de détention pendant deux ans pour les acquéreurs de logements locatifs anciens qui souhaitent bénéficier d'une exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit. Cette exonération avait été introduite dans le projet de loi de finances rectificative de juillet 1995.

● **Voitures neuves :** les sénateurs ont précisé que les cessons de titres d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) effectuées pour l'achat d'un véhicule neuf ne seront pas prises en compte dans l'appréciation du seuil au-delà duquel les plus-values mobilières sont imposables.

● **Eau :** à la suite d'un compromis entre le gouvernement et le Sénat, le montant de la redevance sur les consommations d'eau domestique, versée au Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE), a été augmenté de 1,5 centime.

Le gouvernement a dû recourir à une seconde délibération pour obtenir des sénateurs qu'ils renoncent à plusieurs dispositions qu'ils avaient adoptées, relatives notamment à l'augmentation de la taxation du gazole, à la possibilité offerte aux organismes collecteurs du 1 % logement d'accorder des prêts à taux zéro ou, encore, à la majoration du prélèvement de la Française des jeux affecté au Fonds national de développement du sport.

Gérard Courtois, Caroline Monnot et Jean-Baptiste de Montvalon

M. Bayrou veut faire de Force démocrate un parti de militants

A Lyon, samedi 25 novembre, le ministre de l'éducation nationale a prôné devant près de trois mille congressistes la défense d'une « troisième voie » chaque fois que possible

LYON

Aucun couac n'est venu perturber une représentation soigneusement préparée. En une petite journée, samedi 25 novembre, à Lyon, François Bayrou a mis en scène la transformation du Centre des démocrates-sociaux (CDS), qui s'était dissous la veille (Le Monde daté 26-27 novembre), en Force démocrate, nouveau concept de « parti non partisan ». Deux à trois mille militants centristes, acheminés par cars faute de trains, avaient traversé l'esplanade Jean-Paul-II pour assister à la laïcisation de la démocratie-chrétienne. On était évidemment loin des six mille participants un temps espérés par les organisateurs, mais le nombre, compte tenu de la grève, fut jugé suffisant pour assurer le succès du spectacle.

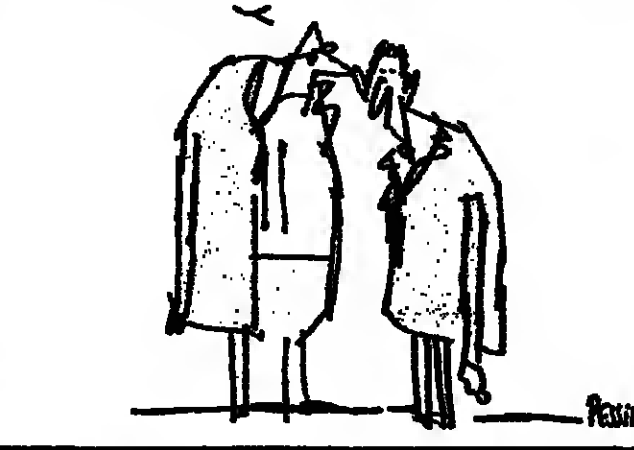
A vrai dire, le scénario, tout entier destiné à illustrer l'allant nouveau du centre, n'était pas conçu pour laisser place à l'improvisation. Président de bout en bout la séance, le ministre de l'éducation nationale a fait défiler à la tribune, sur un rythme soutenu, tout ce que la petite troupe centriste compte de premiers et de seconds rôles. La salle, à qui il ne fut donné l'occasion de s'exprimer que pour approuver la charte du mouvement et pour élire par acclamation M. Bayrou, était quant à elle, conviée à écouter.

CHAPELLES ET LOGES

A l'exception de Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, retenu au Sénat par la discussion budgétaire, les ministres centristes étaient tous au rendez-vous. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, n'a eu qu'à apparaître sur la scène pour déclencher les acclamations de la salle. « C'est une occasion qui commence », s'est-il exclamé à propos de Force démocrate, avant d'assurer que la réforme de la Sécurité sociale serait conduite « avec une détermination sans faille » et que « les défilés n'y changeront rien ».

Les nouveaux alliés des centristes ont connu des fortunes diverses. Venu expliquer les motifs qui ont conduit le petit Parti social-démocrate à rejoindre Force démocrate, André Santini, député des Hauts-de-Seine, a égayé l'auditoire en démentant, selon l'image qu'avait employée avant lui l'ancien député Bernard Stasi, que son alliance avec la famille démocrate-chrétienne scelle l'union « des chapelles et des loges ». Finalement présent après quelques tergiversations, Brice Lalonde n'a pas rencontré le même succès, et a même reculé quelques sièges, en expliquant « à quel point toutes les aspirations écologistes étaient représentées dans cette refondation ». Les témoins extérieurs s'acquittèrent de leur rôle avec une parfaite civilité.

... ET DANS LA BAISSE DES SONDAGES, ON EST ENCORE CDS DU DÉJÀ TOTTE DÉMOCRATIE ?



té. Raymond Barre, maire de Lyon, a certifié aux congressistes que, puisque centristes, ils avaient « voté à être un parti de gouvernement ». Karl Lammers, président du groupe de la CDU au Bundestag, a apporté « les vœux des chrétiens-démocrates allemands et de leur président, le chancelier Helmut Kohl, au parti frère français ». François Léotard, président du Parti républicain, a invité les centristes à « mettre fin non pas à la concurrence, mais à la défiance ». Il en a profité pour assurer que la participation de sa famille politique « à la majorité n'est ni à mi-temps ni à contretemps », et que « l'intelligence, le bon sens, la loyauté, mais peut-être aussi l'élégance politique, c'est de ne pas mesurer notre soutien

ou gouvernement dans l'épreuve qu'il traverse ». En revanche, Jean-Baptiste de Foucauld, ancien commissaire au Plan, dont l'entourage de M. Bayrou avait annoncé la venue, a fait savoir, lundi, qu'il n'en avait jamais été question.

Tout était donc réuni, y compris Pierre Pélissier, pour célébrer en grande pompe la naissance de Force démocrate. Restait aux dirigeants centristes à préciser la « lecture originale de l'avenir de la France » qu'ils entendent, selon les termes de M. Bayrou, proposer aux électeurs. De ce point de vue, les congressistes devaient attendre avant d'en savoir davantage, tant les orateurs s'en sont tenus à de prudentes généralités. Les proclamations de foi européennes, les appels à reconquérir l'opinion face au Front national, les exhortations à faire preuve de détermination dans le redressement de l'économie, n'ont pas manqué, mais en sont restés au stade des incantations.

M. Bayrou a, pour sa part, posé deux conditions à la réussite de son projet de grand centre : la « réconciliation entre les élites et le peuple », et la réinvention d'un « parti fait pour les militants ». En ce qui concerne les orientations de sa nouvelle formation politique, il s'est contenté de prôner la défense d'une « troisième voie » chaque fois que possible. En ce sens, la laïcité, que la « charte des valeurs » adoptée samedi définit comme « l'espace commun qui nous permet de constituer un même peuple et une République indivisible », est censée s'opposer à la fois aux partisans d'une république destructrice des identités et à ceux d'un régime sans partage des identités communautaires. Le lancement de Force démocrate n'est « pas la fondation d'un édifice achevé. Sa construction est devant nous », a précisé M. Bayrou.

Cécile Chambraud

M. Arthuis et la baisse de la consommation

Jean Arthuis a expliqué, samedi 25 novembre, au terme de la discussion budgétaire au Sénat, que la baisse de la consommation des ménages en octobre était due « à plusieurs aléas, jouant tous dans le sens négatif ». Le ministre de l'économie et des finances a cité « les conditions météorologiques très défavorables aux achats d'habillement de saison, la crainte des attentats, notamment dans les grands magasins, ainsi que le report des immatriculations automobiles afin de bénéficier de la nouvelle prime qualité ». M. Arthuis a souligné que « cette faiblesse de la consommation n'est pas spécifique à la France ».

Toutefois, a précisé le ministre, « si l'on considère les chiffres sur les premiers mois de l'année, la consommation en produits manufacturés demeure en hausse de 2,1 % par rapport à la même période en 1994 ».

C'est le gouvernement qui a pris l'initiative de cette nouvelle réduction du déficit. 1 milliard de francs seront récupérés sur un compte spécial de bonification destiné au financement des prêts d'accès à la propriété ; 600 millions de francs de plus seront prélevés au titre des dividendes versés par les entreprises publiques, en mettant principalement à contribution EDF. En revanche, le gouvernement a accepté quelque 500 millions de francs de dépenses nouvelles votées par les sénateurs, dont 370 millions de francs en faveur des collectivités locales.

Les principales modifications apportées par les sénateurs au projet de loi de finances pour 1996 sont les suivantes : ● **Collectivités locales :** Le pacte de stabilité financière entre l'Etat et les collectivités locales a fait l'objet d'une avalanche de critiques de la majorité comme de l'opposition. Face à ce front commun, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, a fini par faire trois gestes en faveur des

les sénateurs ont apporté des modifications à la réforme de la transmission anticipée d'entreprises, inscrite dans le projet de budget. Ils ont adopté une définition beaucoup plus souple de la notion de contrôle de l'entreprise : dans le texte initial du gouvernement, ce contrôle – ouvrant droit à l'abattement fiscal de 50 % en cas de transmission – était défini par une participation majoritaire en pleine propriété. Le Sénat a préféré définir le contrôle par la détention de « 50 % des droits de vote attachés aux actions émises par la société », ce qui, en outre, peut autoriser un certain dédoublement de la propriété des titres.

Le Sénat a étendu, par ailleurs, le bénéfice de la réforme aux cas où le contrôle de l'entreprise est assuré par l'intermédiaire d'une société holding. De plus, il a allongé d'une année supplémentaire (jusqu'au 31 décembre 1997) la période transitoire permettant aux chefs d'entreprise ayant dépassé l'âge limite (soixante-cinq ans) de pouvoir bénéficier de ce dispositif. Enfin, il a

Jusqu'au 31 décembre 1995

Abonnez-vous Carrefour !

Téléphonie mobile



229,14F TTC
160F TTC mensuel +
120 MINUTES GRATUITES de communication

Abonnement mensuel 160 FTTC jusqu'au 31/03/96.
120 minutes de communication nationale gratuites, soit 120 x 3,015 FTTC = 361,80 FTTC.
Grille tarifaire complète disponible au rayon photo et au stand services financiers Carrefour.

Avec Carrefour je positive!

les tonnes
t pour les
cent à
acté d'in-
Les em-
es et plus
x des so-
est dans
Allemagne,
ennes en-
s impres-
ent pour
t destiné
pas aux
créateurs

hfeld

37

icains et
res de la
s ont dé-
l tendant
gue offi-
ciers pro-
sers l'un
le prési-
Robert
au Sé-
me que
ment de
semble.
nent qu'
est une
liberté,
acun de
x.

31NE

uverne-
brac de
s les six
n prési-
ut faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'a

es so-
maime,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
cl ne
apure-
lics fi-
la mo-
que, la
aide à
rités et

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995

ÉDUCATION Les mouvements de grève et de protestation se poursuivaient, lundi 27 novembre, dans les universités. Les étudiants préparent la manifestation nationale

prévue à Paris, jeudi 30 novembre. ● LES TRACTATIONS se sont poursuivies durant le week-end au sujet de la « plate-forme commune » proposée par les présidents d'université. Si

l'UNEF-ID s'y est ralliée, non sans de vifs débats internes, l'UNEF et des syndicats enseignants demeurent réticents. Aucune négociation avec M. Bayrou ne s'ouvrira avant la jour-

née du 30 novembre. ● LA CONFÉRENCE des présidents d'université, pour la première fois, se retrouve ainsi en première ligne du conflit. L'engagement de cette instance peu

connue et qui ne s'était jamais engagée sur le terrain revendicatif, risque de compliquer la tâche du ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Le mouvement étudiant tente de s'organiser avant le 30 novembre

Alors que des syndicats hésitent à signer la « plate-forme commune » élaborée par les présidents d'université et soutenue par l'UNEF-ID, des assemblées générales devaient se tenir dans les établissements. Toute négociation est repoussée au lendemain de la manifestation de jeudi

UN PAS en avant, deux pas de côté, une pirouette. Un étrange ballet s'est déroulé, samedi 25 et dimanche 26 novembre, autour de la « plate-forme commune » proposée par la Conférence des présidents d'université (CPU) et soumise à l'approbation des organisations d'étudiants, d'enseignants et de parents (*Le Monde* daté 26-27 novembre). Avant lundi 17 heures, et non plus samedi, comme la CPU l'avait proposé dans un premier temps, ces organisations devaient avoir approuvé ou rejeté ce texte, destiné à présenter à François Bayrou une « base de négociations » selon les uns, un « front uni contre le ministre » pour les autres.

Rencontres discrètes, missives pressantes, rumeurs tenaces, rien n'a manqué, ce week-end, à la préparation d'une semaine qui s'an-

nonce décisive pour le mouvement étudiant. Signer ou ne pas signer, et avec quelle légitimité ? Telles étaient les questions débattues au sein des organisations étudiantes.

C'est sans doute à l'UNEF-ID, l'une des premières organisations à avoir souscrit au texte, que le débat s'est révélé le plus vif. Pris en tenaille entre sa volonté de sortir rapidement de la crise et la pression d'une partie des militants, qui estimaient déplacée une démarche commune avec la CPU, le président de l'UNEF-ID, Pauria Amirshahi, a dû infécher le cap pendant le week-end.

« Il n'y aura pas de négociations avec François Bayrou avant la manifestation du 30 novembre, car personne n'aurait de vraie légitimité pour le faire », annonce-t-il aujourd'hui. Son organisation re-

prend désormais deux revendications absentes du texte des présidents, mais qui figuraient dans l'appel de la coordination nationale. « Les 6 000 postes [à créer] restent légitimement la revendication du mouvement étudiant », affirme un communiqué publié lundi 27 novembre ; « l'UNEF-ID réaffirme sa revendication commune avec l'UNEF de la réduction de la fac Pasqua et de toutes les facs privées ».

PROBLÈME DE REPRÉSENTATIVITÉ « Le mouvement se développe encore, il n'y a aucune raison de brusquer les rythmes », analyse le vice-président de l'UNEF-ID, Alexis Corbière. Pour sa part, il juge difficile pour un syndicat étudiant de signer un texte avec une institution, la CPU, officiellement présidée par... François Bayrou. Néan-

moins, c'est sur un mandat voté par son bureau national (moins deux abstentions) que l'UNEF-ID s'est finalement jointe à la démarche de la CPU.

Une fois de plus, la représentativité des étudiants est au centre des débats. C'est ainsi que la rumeur de la création, à l'initiative de l'UNEF-ID, d'une seconde coordination a couru avec insistance samedi et dimanche ; rumeur énergiquement démentie par l'organisation étudiante le soir-même. Une telle initiative aurait probablement provoqué une coupure immédiate avec l'UNEF, qui tenait dimanche ses assises sur le statut de l'étudiant.

Prévues de longue date, celles-ci ont permis à cette dernière de se positionner sur des thèmes comme l'aide sociale, l'accès à

l'emploi, la recherche. Mais, en marge de ces débats, les conversations allaient bon train sur la poursuite du mouvement. De ces travaux, l'UNEF entend tirer un « cahier blanc diffusé et enrichi dans chaque fac, à la disposition du mouvement étudiant dès mardi ou mercredi ».

RADICALISATION POSSIBLE

Peu disposé à rejoindre le front commun, s'il se constitue, le syndicat, dont la majorité est proche des étudiants communistes, n'exclut pas, cependant, de discuter avec les présidents dès lundi, comme le lui demandait expressément une lettre de la CPU portée pendant les assises. Pour l'heure, l'attention des militants se polarise, comme à l'UNEF-ID, sur la préparation de la manifestation du 30 novembre, avec un mot

d'ordre à soumettre au vote dans les assemblées générales : « 2 milliards de francs tout de suite et une loi de programmation ».

Marche sur la fac Pasqua, occupation des Crous... les idées ne manquaient pas, lors de la clôture des assises de l'UNEF. Reste à savoir comment seront reçus et interprétés les événements des derniers jours dans les assemblées qui devaient se tenir, lundi, dans les différentes universités participant au mouvement. Une radicalisation de celui-ci, sans entente sur des mots d'ordre nationaux, ne manquera pas de compromettre la constitution d'une véritable coordination nationale au soir du 30 novembre. Et priverait ainsi le ministre François Bayrou d'un interlocuteur légitime.

Béatrice Gurrey

Le rôle inédit des présidents, propulsés en première ligne

LE CONFLIT qui agite, depuis sept semaines, les universités, devait entrer dans une phase nouvelle, ce lundi 27 novembre. Au siège de la Conférence des présidents d'université (CPU), en plein centre du quartier Latin, ses responsables devaient prendre connaissance, à 17 heures, des réponses des organisations d'étudiants, d'enseignants, de personnels et de parents d'élèves qui ont été invitées à signer une « plate-forme commune ».

Incitée par des responsables syndicaux à proposer ce texte, la CPU se retrouve de fait propulsée en première ligne dans un conflit actuellement dans l'impasse. Jusqu'ici, cette instance consultative, officiellement présidée par le ministre en personne, ne s'était jamais aventurée sur le terrain revendicatif. Les présidents d'université ont des positions les plus diverses. Et leur « conférence » avait pour habitude d'adopter des avis modérés, voire timorés, afin de rallier l'unanimité de ses membres.

Or, pour la première fois, la CPU est venue se ranger dans un « front commun » aux côtés des syndicats. Tantôt accusés de faire descendre les étudiants dans la rue, tantôt séquestrés dans leur bureau, les présidents d'université se retrouvent partagés entre le souci d'apaiser le mouvement et celui de soutenir les revendications « légitimes » des étudiants pour pallier les carences de leurs établissements. La CPU apparaît ainsi comme un acteur de premier plan et le « fédérateur » des attentes de la communauté universitaire.

Mission inédite, qui ne facilitera pas la tâche de M. Bayrou. Même si elle a repris les principaux thèmes de l'appel de la coordination des étudiants, sa plate-forme s'inspire largement des propositions adoptées à l'unanimité, moins quatre abstentions, lors de la réunion plénière de la CPU, jeudi 23 novembre, et aussitôt présentées par Bernard Alluin, son premier vice-président.

CHANGEMENT D'ATTITUDE

Car, en l'espace d'une quinzaine de jours, le ton a changé. Le 9 novembre, la commission permanente de la CPU « souscrivait sans réserve ou plan de rattrapage » proposé par M. Bayrou. Elle « prenait acte avec satisfaction » d'une démarche permettant de « réviser » la politique contractuelle entre l'Etat et l'université. Désormais, avec les syndicats, la CPU demande « un plan d'urgence et une loi de programmation » et détaille ses attentes. Une partie du chiffrage, jugé « raisonnable et réaliste » par Bernard Alluin, a même été reprise par les étudiants dans les AG.

Pour M. Alluin, trois éléments justifient ce changement d'attitude. En premier lieu, les présidents attendaient du ministre un geste supplémentaire « significatif » pour le budget de 1996, ainsi que des réponses précises à des questions qui ne l'étaient pas moins. Selon eux, la simple prise en compte des urgences dépasse le cadre strict d'enveloppes budgétaires que le premier ministre ne soubaite pas voir redéfinies. En clair, ils s'op-

posent à toute mesure de « redéploiement » entre les universités les plus riches et les plus pauvres.

La semaine de négociation avec Christian Forestier, directeur général des enseignements supérieurs, a confirmé cette impression, tant pour les emplois que pour les crédits de fonctionnement. Selon les calculs de la CPU, il faudrait « ou minimum » doubler les crédits de fonctionnement. La revendication des 2 milliards de francs pour la sécurité n'est autre que l'estimation d'un minimum énoncée par le prédécesseur de M. Bayrou au ministère de l'enseignement supérieur, François Fillon. Quant à la question des personnels de service, les IATOS, qui restent « la priorité des priorités », elle n'est qu'effleurée.

En second lieu, les présidents ne veulent pas se contenter de la « parole d'honneur » du ministre quant à un engagement pluriannuel. Pour eux, il est clair que l'origine du conflit de ces dernières semaines provient du non-respect des dispositions contractuelles qui a creusé les écarts entre universités. L'affaire de Rouen et son règlement par l'intermédiaire d'un médiateur ont, enfin, laissé des traces. Les étudiants ont obtenu plus que ce que les présidents s'échinaient à quémander auprès de l'administration centrale, quelques millions par ci, une poignée d'emplois par là. Lors de la réunion du 23 novembre, dans un climat plutôt tendu, ils l'ont exprimé sans ambages à François Bayrou, qui a subi le feu des critiques à propos de l'envoi de « médi-

teurs » dans tous les établissements. Pour les présidents, cette méthode court-circuite les instances traditionnelles du dialogue dans les établissements, fragilise leur position et ouvre la porte à toutes les surenchères.

Ces divergences ne sauraient masquer une attente fondamentale sur les choix du gouvernement à l'égard de l'enseignement supérieur. Certes, les présidents ont enregistré avec satisfaction le refus exprimé par M. Bayrou de toute sélection à l'entrée de l'université. Mais ce choix doit se traduire dans la réalité. Lors de son colloque annuel à Arras, au mois de mars, la CPU avait jeté les bases d'un débat sur l'avenir de l'enseignement supérieur en abordant, « sans tabou », les questions de financement (y compris les droits d'inscription), l'avenir des premiers cycles, la filière technologique et professionnelle, l'ouverture aux collectivités locales et aux milieux professionnels, le statut de l'étudiant. Des propositions avaient été élaborées après la consultation de l'ensemble des représentants de la communauté universitaire, mais aussi les élus et les responsables des organisations professionnelles.

Alors que François Bayrou semble découvrir l'ampleur des difficultés, les présidents tiennent à lui rappeler que, depuis six mois, la communauté universitaire ne craint pas d'affronter ce débat. A la faveur du conflit, elle se présente, cette fois, en un front uni pour crier plus fort son attente.

Michel Delberghe

Une coordination pour les élèves d'architecture

Une coordination nationale des élèves d'architecture s'est réunie à Bordeaux, dimanche 26 novembre, « pour se constituer en véritable partenaire ». Vingt et une écoles – sur vingt-deux, accueillant 18 500 étudiants – leurs représentants ont « élu une délégation de cinq membres pour la rencontre du 1^{er} décembre prochain avec un conseiller du ministre de la culture ». Les élèves – en grève « active » depuis deux semaines, ils ont manifesté avec les autres étudiants – protestent contre le transfert de l'architecture du ministère de l'équipement à celui de la culture, au sein de la direction du patrimoine.

La coordination attend du ministre qu'il crée une « direction autonome de l'architecture » et fournisse les « moyens indispensables à la réforme de l'enseignement ». Un rapprochement des écoles et des universités avait été impulsé depuis 1993, qu'élèves et professeurs veulent poursuivre. La conférence des directeurs d'école devait rencontrer Maryvonne de Saint-Pulgent, directrice du patrimoine, les 28 et 29 novembre.

Cinq ans plus tard, l'onde de choc qui avait parcouru les lycées en 1990 atteint les universités

INTERPELLÉ à l'Assemblée nationale, mercredi 22 novembre, par le député socialiste Michel Fromet, qui lui reprochait l'insuffisance des moyens consacrés par les gouvernements de droite, depuis 1993, à l'enseignement supérieur, le ministre de l'éducation nationale a contre-attaqué en déclarant : « Hier, le principal responsable de l'UNEF-ID est venu me voir et m'a dit en substance ceci : nous ne voulons pas connaître à nouveau ce qui s'est passé avec M. Mitterrand, qui nous avait pro-

mis 4,5 milliards, dont nous n'avons pas eu le premier franc. » La réponse de M. Bayrou se voulait habile. Elle pourrait bien, demain, apparaître comme une bourde. Non seulement parce qu'on ne jongle pas impunément avec les milliards face à un mouvement étudiant. Mais surtout parce que, en faisant référence au mouvement lycéen de l'automne 1990 – qui s'était effectivement apaisé après l'engagement du gouvernement socialiste de l'époque d'investir plus de 4 milliards de francs

supplémentaires dans les lycées –, François Bayrou esquive la filiation de l'actuelle agitation universitaire. Et une filiation difficile à assumer pour le ministre de l'éducation.

Chaque génération étudiante s'agace de se voir comparée à ses devancières, revendique la liberté d'affronter ses crises d'identité et ses révoltes sans références, sans parrainage, voire sans mémoire. Pourtant, les étudiants en colère de l'automne 1995 sont bien les lycéens rebelles de l'automne 1990. Ceux-ci étaient hier en première ou en terminale, ceux-là sont aujourd'hui en licence ou en maîtrise. Les éléments de similitude sont trop saisissants entre ces deux mouvements pour que les actuelles turbulences étudiantes n'apparaissent pas comme l'onde de choc des manifestations lycéennes d'il y a cinq ans.

Aujourd'hui comme hier, c'est de province que la contagion est partie. Lorsque, au début du mois d'octobre 1990, les lycéens du Mans descendent dans la rue pour dénoncer l'exiguïté des locaux, les files d'attente devant les réfectoires, les emplois du temps surchargés ou le manque de professeurs, chacun, parmi les responsables de l'éducation nationale, avoue son incompréhension devant cette éruption brutale. La surprise n'est pas moindre, un mois plus tard, lorsque les élèves des lycées de la région parisienne entrent dans la danse, sur fond de

banlieue, d'exclusion et d'insécurité. Le 24 octobre 1990, ils sont six mille à manifester à Paris, mais huit mille à Saint-Etienne, dix mille à Besançon. Les lycéens de province s'étaient rebiffés, il y a cinq ans, contre la capitale, ses rituels, ses coordinations et ses organisations syndicales nationales. Ce fort sentiment d'identité locale s'est retrouvé, cette année, chez les étudiants de Rouen, d'Orléans ou de Metz, en pointe bien avant ceux d'Ile-de-France.

En 1990 déjà, les lycéens faisaient passer ce message clair aux responsables politiques : puisque l'avenir est incertain, assurez au moins le présent

Aujourd'hui comme hier, le mouvement s'est développé sans ces revendications symboliques et mobilisatrices qui paraissent, jusqu'alors, l'ingrédient indispen-

sable de toute révolte de la jeunesse. Les slogans de l'automne 1990 sont simples : « Donne-nous les moyens d'avoir nos examens », « Du pognon pour l'éducation », ou encore cet autocollant qui résume le malaise lycéen : « Est-ce que j'ai une gueule de génération sacrificielle ? » La crise des lycées n'apparaît ni idéologique ni politique, mais bien sociale.

Les mêmes jeunes, avec cinq ans de plus et, en prime, l'expérience du refus, au printemps 1994, du CIP et du « SMIC-jeunes », n'emploient pas d'autres arguments pour réclamer de meilleures conditions d'études, de diplômes, d'insertion professionnelle. En 1990 déjà, les lycéens faisaient passer ce message clair aux responsables politiques : puisque l'avenir est incertain, assurez au moins le présent. Et, comme il y a cinq ans, le mouvement actuel s'est développé depuis plusieurs semaines sans pilone, sans leader, sans tête d'affiche. Privant le gouvernement d'une trop commode explication politique de ce mécontentement, mais également d'interlocuteurs représentatifs.

Le calendrier et le contexte politiques sont eux aussi comparables. Les lycéens de 1990 avaient fait monter la pression au moment de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. Les étudiants de 1995 ont fait de même, avec, en toile de fond, les mêmes interrogations lancinantes sur l'avenir du système de formation : comment

gérer et assumer l'enseignement de masse, comment prendre en compte la modification du profil des élèves et des étudiants, comment engager la nécessaire réforme des structures et de la pédagogie ? Enfin, aujourd'hui comme hier, le gouvernement doit faire face à la conjonction de la grogne de la jeunesse et du mécontentement social. En novembre 1990, c'était le débat à l'Assemblée sur la CSG dont Michel Rocard, alors premier ministre, redoutait qu'il ne soit perturbé. Alain Juppé peut craindre qu'il en soit de même, maintenant, avec le débat sur l'avenir de la protection sociale. Reste la manière de sortir de cette crise. Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, avait su patienter, laisser grossir le mouvement et émerger deux coordinations de lycéens, avant d'engager, deux jours durant, une négociation originale, directe et sérieuse avec les lycéens. Mais il avait pu mettre plus de 4 milliards de francs dans la balance et, n'en déplaise à son successeur actuel, il avait installé un dispositif rigoureux de suivi de la réalisation de ce plan de rénovation des lycées. Le précédent de 1990, qu'il a lui-même invoqué pour s'en moquer, impose à tout le moins à François Bayrou de faire preuve d'autant de doigté, de persuasion auprès du ministre du budget et de capacité de négociation.

Gérard Courtois

5èmes Rencontres Européennes de SANTE HOPITAL EUROPE

CONTRATS D'OBJECTIFS ET REFERENCES MEDICALES
Une nouvelle donne pour l'hôpital
Expériences et outils pour la réforme

6 et 7 décembre 1995

Paris-La Sorbonne

Renseignements : 45 81 52 09

صحة من الامل

سكرا من الامم

FRANCE

INTERNATIONAL

SOCIÉTÉ

Près de 30 000 personnes ont manifesté à Paris pour les droits des femmes

Des défilés ont eu lieu à Bordeaux et à Toulon

« DE PARIS À ALGER, l'intégrisme an en a assez ». « C'est aux femmes de décider, pas au pape ». « Désintéressons les intégristes ». Samedi 25 novembre à Paris, près de 30 000 manifestants (20 000 selon la police, 40 000 selon les organisateurs) ont défilé pour défendre les droits des femmes. Ils ont rappelé avec force leur attachement à « une République laïque et sociale », à « Ni Dieu ni maître », à « Jean Paul II, oublie-nous ». Les banderoles brandies de la Bastille à Richelieu-Drouot, dénonçaient les pouvoirs religieux qui cherchent à imposer leur ordre moral. Les groupes de soutien aux femmes algériennes ont trouvé tout naturellement leur place dans le cortège.

Cet attachement aux valeurs laïques et le refus de voir remises en cause la loi de 1975 légalisant l'avortement et celle de 1993 créant un délit d'enlèvement de grossesse, ont fédéré l'ensemble des manifestants. De l'avocate Gisèle Hallimi à Maya Soudut, fondatrice de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac), à l'initiative de la manifestation, en passant par les anciens ministres socialistes Véronique Nelertz et Yvette Roudy, Antoinette Fouque et Joëlle Brunerie-Kaufmann, les grandes figures du féminisme s'étaient données rendez-vous.

GÉNÉRATIONS

« Le Moyen Âge, c'est fini depuis 500 ans », « Liberté, égalité, fraternité », « Le recul des droits des femmes, c'est le recul de la démocratie » : ces slogans ont été scandés de la Bastille à Richelieu-Drouot par les manifestants dont nombre étaient venus de province malgré la grève de la SNCF, qui avait empêché certaines délégations de rejoindre la capitale. A défaut d'être à la Bastille, deux cents femmes sont allées protester devant la mairie de Bordeaux avant de se rendre à Salleboeuf, une commune où deux pharmaciens refusent depuis 1994 de vendre des préservatifs et des contraceptifs. Ils avaient été condamnés le 16 novembre pour refus de vente, mais ont fait appel de cette décision et maintiennent leur position.

Tout au long de la manifestation, plusieurs générations se sont côtoyées. Il y avait là celles qui s'étaient battues dans les années 70 pour obtenir des droits qu'elles estiment aujourd'hui menacés et des jeunes pour qui ces droits ne sont pas des conquêtes mais des acquis. Une femme d'une cinquantaine d'années s'était accrochée un écriteau dans le dos : « Je veux que ma fille aussi puisse choisir ». Une étudiante regrettait que sa mère ne soit pas à ses côtés. Une femme justifiait sa présence par la nécessité « d'assurer le service après-vente des luttes des années 70 » et déplorait la multiplicité des groupes syndicaux et politiques dans le cortège. « Chacun défend sous son propre bannier et moi je ne sais pas où me mettre », expliquait-elle. Bénédicte, trente ans, trouvait bizarre et sympathique de défiler dans la rue sous des affiches portant la mention « Mon corps m'appartient », « les mêmes que celles reproduites dans mes livres d'histoire », disait-elle. Marie, comptable, couvrait du regard son

fil de dix-huit mois dormant dans une poussette. « Les anti-avortement défilent toujours avec leurs enfants comme s'ils étaient les seuls à en avoir », expliquait cette jeune femme, au chômage depuis deux ans, qui se heurte aujourd'hui à la réticence des entreprises à embaucher une femme avec un bébé.

LES HOMMES AUSSI

Les hommes étaient plus que visibles dans le cortège. Michel Rocard jugeait sa présence « normale, car la cause est juste », non sans souligner que « les hommes doivent s'en mêler ». Bien qu'elle soit intervenue en pleine période d'agitation sociale, cette manifestation ne s'est pas transformée en mouvement de protestation contre le gouvernement, même si les cent vingt organisations qui y appelaient se situent pour l'essentiel dans l'opposition.

Quelques militants avaient bien chanté « Juppé ou foyé », personne n'a repris les mots d'ordre

Une maigre

contre-manifestation

Protégés par un double cordon de police, une centaine d'opposants à l'avortement ont manifesté, samedi 25 novembre, place de la Bastille, aux abords du cortège organisé par la Cadac. Une présence vécue comme une provocation et qui leur a valu quelques phylas d'écrou et des sifflets de désapprobation. Pour la Ligne pour la vie - association créée en juin par Guilhem de Tharlé, conseiller FN de la région Haute-Normandie, et Michel Bayet, membre du bureau politique du Front national -, organisatrice du rassemblement avec SOS-Tout petits et l'Alliance chrétienne, c'était la première manifestation officielle. Le service d'ordre était d'ailleurs assuré par des membres du Front national de la jeunesse. Parmi les psaumes et les slogans sur le thème « avorter c'est tuer » on « mères, enfants, tous vivants », on pouvait entendre aussi des proclamations telles que « Avorteurs, fachos » ou « Avorteurs, nazis ».

de la veille sur la Sécurité sociale ou la retraite des fonctionnaires. Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, était venu dénoncer la « précarisation actuelle des femmes », tout comme les leaders des partis d'opposition comme Dominique Voynet, des Verts, et Arlette Lagullier, de Lutte ouvrière.

A Toulon, seule ville de France de plus de cent mille habitants à être dirigée par un maire Front national, près de 2 000 personnes, dont l'ancienne ministre socialiste Martine Aubry, ont également manifesté samedi pour la sauvegarde du droit à l'avortement et à la contraception. M^{me} Aubry s'était rendue à Toulon afin de participer à la fête du livre financée par la municipalité. L'équipe de Jean-Marie Le Chevalier, maire FN de la ville, avait exigé que soient présents des auteurs « amis », défendant des thèses d'extrême droite.

Michèle Aulagnon

La longue traque du clandestin Kingsley Ofusu dans la cale n° 3 du porte-conteneurs « MC Ruby »

Qui a donné l'ordre du massacre des huit passagers africains, qui y a participé et pourquoi ?

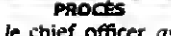
Devant la cour d'assises de la Seine-Maritime, Kingsley Ofusu, un jeune Ghanéen de vingt-cinq ans, a raconté les circonstances dans lesquelles il

est devenu le seul rescapé de la terrible odyssee de neuf Africains embarqués à bord du « MC Ruby » et assassinés au large des côtes portugaises.

Un procès hors normes, qui, jusqu'à présent, n'a pas permis de comprendre ce qui s'est exactement passé à bord du porte-conteneurs

ROUEN

de notre envoyé spécial
« Je suis sorti et j'ai vu un homme avec du sang sur sa chemise. J'ai dit à mon frère : attention, peut-être ces gens ont-ils tué nos amis ! J'avais peur. A l'entrée de la cale n° 2, j'ai passé une jambe à travers la porte. J'ai vu en face le chef officier avec une arme de poing : sur la gauche, un homme m'a frappé avec une barre de fer. Je suis tombé. Mais j'ai pu me relever et, en courant, j'ai vu deux hommes : l'un avait un couteau, l'autre je ne l'ai pas reconnu. Alors, j'ai entendu crier mon frère. Il m'appela. Je me suis retourné. Les deux hommes ont jeté mon frère à l'eau. »



PROCES
Le chef officier avec une arme de poing : sur la gauche, un homme m'a frappé avec une barre de fer. Je suis tombé. Mais j'ai pu me relever et, en courant, j'ai vu deux hommes : l'un avait un couteau, l'autre je ne l'ai pas reconnu. Alors, j'ai entendu crier mon frère. Il m'appela. Je me suis retourné. Les deux hommes ont jeté mon frère à l'eau. »

Maintes et maintes fois ressassée dans la presse, dans des livres et bientôt dans un film britannique, l'aventure de Kingsley Ofusu a défilé cette fois à la barre de la cour d'assises de Seine-Maritime (Le Monde du 16 novembre). En anglais, dans un flot continu de souvenirs détaillés, ce jeune Ghanéen de vingt-cinq ans a raconté, mercredi 19 novembre, aux jurés, comment il devint, à l'automne 1992, le seul rescapé de la terrible odyssee de neuf Africains embarqués clandestinement à bord du porte-conteneurs MC Ruby, et assassinés quelque part au large des côtes portugaises, entre Takoradi et Le Havre.

Tout a été dit : la phylle battante et le regroupement des huit Ghanéens, cale n° 3, le 24 octobre à Takoradi ; la rencontre avec un Camérounais, présumé Andoué, embarqué lui aussi clandestinement à Douala ; les conversations,

la maigre pitance, les jeux et le sommeil à fond de cale. « Dans mon rêve, je voulais être quelque chose comme ingénieur. Avoir un avenir meilleur. » Puis ce fut le manque d'eau et leur découverte au bout de six jours par l'équipage ukrainien ; puis le transfert vers le peak avant du navire, un réduit aéré et éclairé, mais bouillonné sous le magasin du maître d'équipage ; puis trois jours encore, sans manger. Et cette nuit du 2 au 3 novembre : « Ils nous ont demandé de sortir par trois, puis par deux... »

Kingsley a raconté la traque qui s'ensuivit, dans la cale n° 3, trois jours durant : lui, perché sur les sacs de cacao, les lueurs des lampes-torches de ses geôliers, les fils tendus pour le piéger, l'urine bue à deux reprises dans sa chaussette. Et les prières, les moteurs qui s'arrêtèrent enfin, la lueur à l'intérieur de la manche à air par laquelle il s'évada, les papiers d'identité qu'il laisse dans la cale pour preuve de son passage sur le bateau, le port du Havre au petit matin, le 6 novembre, et ce bâtiment au loin : « C'était marqué "police", et j'ai dit "merci mon

Dieu » ». Mais dans ce procès hors-normes, désespérément étiré par les problèmes de traduction et l'infinie curiosité, presque taillonnée, du président Jean Reynaud, un climat étrange s'est installé. Après deux semaines de débats, nulle vérité n'a encore émergé du navire, et les énigmes demeurent. Kingsley Ofusu n'a pas directement assisté aux scènes meurtrières, excepté celle où il a vu disparaître son frère. Qui a donné l'ordre du massacre, qui y a participé et pourquoi ? Aucune confirmation n'a encore réellement eu lieu à l'audience, et les accusés sont appelés à s'expliquer seulement en ce début de semaine.

Wladimir Ilinskiy, le commandant, ne reconnaît pas avoir donné d'instructions en vue de liquider les clandestins. Artemenko, le second, qui a chargé tardivement son supérieur, ne reconnaît pas sa participation aux assassinats. Mikhaïlevskiy, le cuisinier, dit « avoir exécuté un ordre », mais nie avoir tué. Boudarenko et Romashenko reconnaissent les homicides, mais réfutent la préméditation. Arakhamiya plaide son innocence d'au-

« Deadly Voyage », le film

Le procès n'est pas fini, les accusés ne se sont pas expliqués, les culpabilités ne sont pas établies, Kingsley Ofusu, l'unique survivant de la tragique odyssee du MC Ruby, a tout juste témoigné, mais le tournage a déjà commencé. Depuis le 4 novembre, une équipe de la Union/Viva films production, compagnie britannique de production cinématographique, a entrepris le tournage sur sept semaines au Ghana de l'aventure d'Ofusu pour le compte de la chaîne de télévision BBC. Le film, intitulé Deadly Voyage (« voyage mortel »), au scénario, on l'imagine, encore nécessairement aléatoire, devrait être achevé en janvier 1996. Sur le banc des parties civiles, aux côtés du survivant, un avocat britannique spécialement dépêché par les producteurs avec lesquels Ofusu a signé un contrat, note scrupuleusement les débats. Nul doute qu'il soit là pour veiller à ce que la fiction ne dépasse pas la réalité, là où la réalité semble parfois dépasser la fiction.

Jean-Michel Dumay

Les vertus antalgiques de la prise orale de morphine

LES CONCEPTIONS sur la prise en charge collective de la douleur évoluent à grande vitesse. Dernier symptôme en date : le document que vient de rendre public l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (Andem), dernières recommandations actualisées sur la prise en charge à domicile par des médecins généralistes des phénomènes douloureux dont souffrent les malades atteints de sida. Jamais avant ce document - dont le contenu sera diffusé à l'ensemble du corps médical - une instance officielle n'avait pris une position aussi claire, aussi courageuse. Il s'agit là d'un événement dans un domaine où la pratique médicale ne parvient pas, en particulier dans les pays latins, à s'affranchir des carcans culturels et religieux qui, sous de multiples visages, confèrent encore à la douleur humaine une valeur rédemptrice.

En une dizaine de pages, les auteurs du document de l'Andem disent tout ce qu'un médecin, ce qu'un malade concerné, devraient depuis longtemps savoir. On peut ainsi lire que « la morphine prise oralement est la pièce maîtresse du traitement symptomatique de la

douleur du cancer, quel que soit le stade évolutif de la maladie », que « des douleurs intenses justifient d'emblée le recours à la morphine » et que l'utilisation de cette dernière ne réclame pas d'attendre les derniers instants de la vie des malades cancéreux ou sidéens.

Ces recommandations détaillent les formes de morphine que les médecins doivent choisir, les posologies recommandées et les possibles effets indésirables. On ose écrire qu'il n'y a pas de limite supérieure à la consommation de morphine dès lors que ses effets indésirables peuvent être contrôlés. L'Andem précise aux médecins comment rédiger leurs ordonnances, comment s'entendre avec les pharmaciens d'officine et ne pas grossir les contraintes réglementaires dont il est impossible, dans ce domaine, de faire l'économie.

Le document détaille les caractéristiques propres à la prise en charge de la douleur à domicile chez le cancéreux, le sidéen, le toxicomane ou la personne âgée. « La morphine est un médicament comme les autres. Bien que de multiples expériences aient démontré que cette molécule pouvait être administrée de manière efficace et en toute sécurité pour la plupart des malades, des conceptions erronées persistent aujourd'hui, expliquent les auteurs de ces recommandations officielles. Rappelons que la morphine si elle est correctement administrée, ne provoque ni dépression respiratoire, ni somnolence prolongée, ni confusion persistante, ni occlusion intestinale, ni toxicomanie. De plus, contrairement aux idées reçues, la morphine n'accroît en aucun cas les décès mais améliore considérablement le confort du patient : la morphine n'est en rien le médicament de la fin de vie. »

Les temps changent. Le discours de l'Eglise aussi qui, par la voix du cardinal Lustiger, estimait que « la dignité de l'homme était de ne pas accepter la souffrance ».

Jean-Yves Nèze

Alain Carignon fait appel de sa condamnation pour corruption

L'ANCIEN MAIRE (RPR) de Grenoble a annoncé, dimanche 26 novembre, dans Le Dauphiné libéré, son intention d'interjeter appel de la condamnation prononcée le 16 novembre à son encontre pour corruption. Le tribunal correctionnel de Lyon lui a infligé une peine de cinq ans de prison - dont deux avec sursis -, 400 000 francs d'amende et cinq ans d'interdiction (Le Monde du 18 novembre). « Je ferai officiellement appel du jugement ce lundi, mais je réfléchis aux moyens de faire savoir, même si ce n'est juridiquement pas possible, que je récusé la cour d'appel de Lyon et que je réclame la délocalisation du procès en appel », a déclaré M. Carignon, qui a sollicité l'assistance d'un troisième avocat, M^{re} Alex Ursulet, qui devrait le défendre aux côtés de M^{re} Guy Danet et André Buffard. M. Carignon a par ailleurs annoncé qu'il démissionnerait de son mandat de président du conseil général de l'Isère « dès qu'un accord politique sera réalisé » au sein de la majorité départementale sur le nom de son successeur.

■ DÉTOURNEMENTS : le président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Perpignan a été mis en examen, le 20 novembre, pour « ingérence, abus de confiance, complicité et recel ». Guy Lormand est soupçonné d'avoir pris part, alors qu'il était l'un des dirigeants de la CCI, au détournement de fonds destinés à l'aménagement de l'aéroport. Selon son avocat, il aurait lui-même demandé sa mise en examen « pour arrêter la campagne de calomnies déclenchée contre lui ». Au moment des faits, le président de la CCI était l'ancien député (UDF-PR) Jacques Farran, condamné en 1994 à deux ans de prison, dont un ferme, et à 2 millions de francs d'amende, pour avoir détourné en trois ans plus de 500 000 francs des recettes du parking de l'aéroport.

■ INGÉRENCE : le maire (RPR) de Saint-Raphaël (Var), Georges Ginesta, a été mis en examen la semaine dernière pour « prise illégale d'intérêt » par le doyen des juges d'instruction de Draguignan. Agent d'assurances, M. Ginesta est soupçonné d'avoir profité, au début des années 90, de ses fonctions d'adjoint au maire pour obtenir plus de la moitié des contrats d'assurance de la ville. Le conseil municipal avait déposé plainte au mois de mars, quelques semaines avant l'élection à la mairie de M. Ginesta, lors du dernier scrutin municipal.

■ ORDONNANCES : un pharmacien de Saint-Bonnet-le-Château (Loire), a été mis en examen et placé en détention pour s'être fait rembourser par la Sécurité sociale, durant plusieurs années, des fausses ordonnances. Agé de quarante-deux ans, le pharmacien est soupçonné d'avoir détourné près de 1 million de francs pour la seule année 1995. Accusé d'escroquerie et de faux et usage de faux, le pharmacien a été écroué à la maison d'arrêt de La Taubardière, près de Saint-Etienne. L'affaire avait été mise au jour au mois de novembre, après la découverte de demandes de remboursement de médicaments prescrits à des personnes décédées.

■ RADIOACTIVITÉ : la mairie de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) a proposé, jeudi 23 novembre, la fermeture provisoire de l'école maternelle Marie-Curie, en raison des « mesures élevées en gaz radon » enregistrées sur place. Située sur les lieux du premier laboratoire d'extraction du radium et de l'uranium, au début du siècle, l'école Marie-Curie est au centre d'une polémique vieille de plusieurs années. Dimanche 26 novembre, les représentants de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) se sont déclarés favorables à la proposition du maire, Estelle Debaecker (DVD). Celle-ci devrait décider le 30 novembre, « si tous les parents en sont d'accord », de mettre à la disposition de l'école de nouveaux locaux.

FILIÈRES COTONNIÈRES D'AFRIQUE FRANCOPHONE

LES RISQUES D'UN DÉMANTÈLEMENT

Face aux menaces de démantèlement qui pèsent sur les filières cotonnières africaines une réunion a été organisée à Abidjan en décembre 1994. L'ensemble des discussions est regroupé dans une publication de 20 pages disponible gratuitement.

Pour toute information, écrire à :

Service Information et Relations Extérieures
Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles
13, rue de Monceau
75008 Paris

FILIÈRES COTONNIÈRES D'AFRIQUE FRANCOPHONE

LES RISQUES D'UN DÉMANTÈLEMENT



les toutes
t pour les
t cent à
acté d'in-
Les em-
s et plus
ix des so-
est dans
llemagne,
ennes en-
s impres-
rent pour
it destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
1 lui de-
s sur les
me mais
lique au
voulait
mplin et
être ex-
des aussi
accueilli,
je et so-
cée.

hfeld

27

icaïns et
res de la
5 ont dé-
lendant
que offe-
sera l'un
le prési-
Robert
à au Sé-
rme que
ment de
semble.
nent qui
est une
liberté,
acun de
x.

INE

uverne-
hitrac de
s les six
n prési-
ur, fait
faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
à qu'à

tes so-
maïne,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
apure-
lits fi-
la mo-
que, la
aide à
rités et

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

— Marco et Adrien, Hélène, Yann et Stanislas, fêtent et embrassent leur papa et bon-papa.

Gérard WATTEL, pour ses quatre-vingt ans.

Mariages

— Couleurs d'outre-mer à la place de faire part du mariage de son président.

Gérard PORQUET, avec la responsable de l'association à Madagascar.

Odienne MORA, qui s'est dévouée, le 14 octobre 1995, à Mahajanga (Madagascar).

44, rue de Montreuil, 94300 Vincennes. Ambassadeur, 401 - Mahajanga.

Décès

— Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, Mgr Pierre Pican, évêque de Bayeux-Lisieux. Les prêtres et diacres de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul, Paris-10^e, Le Père Jean Hardy, son cousin, et sa famille, font part du deuil au Père du

Père Pierre BELLEGO, prêtre du diocèse de Bayeux-Lisieux.

ancien membre de la paroisse universitaire et des étudiants de Caen, curé émérite de Saint-Séverin-Saint-Nicolas, Paris-6^e, vicar à Saint-Vincent-de-Paul, Paris-10^e, décédé le 22 novembre 1995, dans sa quatre-vingt-troisième année et sa cinquante-septième de sacerdoce.

On pourra prier à ses côtés, le vendredi 1^{er} décembre, de 14 heures à 22 heures, au presbytère de sa paroisse, 17, rue Fénélon, Paris-10^e.

Une consécration sera présidée par Mgr Georges Soubrier, évêque auxiliaire de Paris, le samedi 2 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Vincent-de-Paul, Paris-10^e et une autre présidée par Mgr Pierre Pican, en l'église Saint-Sauveur de Condé-sur-Noireau, Calvados, le samedi 2 décembre, à 15 heures.

L'inhumation aura lieu ensuite dans le cimetière de Condé, auprès de ses parents.

Merci de l'apporter ni fleurs ni couronnes et de remplacer par des messes.

« Fais paraître ton jour, et le temps de ta grâce ».

— Lyon.

M^{me} Marthe Benoit, Bertrand, Véronique et Julie Perrin, Bruno, Joëlle, Guillaume et Pauline Benoit, ont la tristesse de faire part du décès de

Félix BENOIT, grand chancelier de l'Ordre du Clo, commandeur exécutif de l'Ordre de la Grande Gidouille.

— M^{me} Lucien Dumas, M^{me} Maurice Dumas, et leurs familles, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Hélène DUMAS, relieur d'art.

le 30 novembre 1995, dans sa centième année.

Son souvenir restera lié à celui de Germaine de Coster à travers leur œuvre commune.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Paulette Kopac, Laurence Kopac, ont la tristesse de faire part du décès de leur époux et père.

Slavko KOPAC, survenu à Clichy, le jeudi 23 novembre 1995.

— Sidney Lecort, son fils, Christiane Lecort, sa belle-sœur, Christophe, Dominique et Jacques-Olivier, ses neveux. Toute la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves LECORT, le 22 novembre 1995, à l'âge de soixante-trois ans.

Le service religieux sera célébré mercredi 29 novembre, à 15 heures, en la chapelle Saint-Bernard, 34, place Raoul-Dautry, Paris-15^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Henri PEDELUCQ, ingénieur agronome INA Paris, survenu le 21 novembre 1995, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église de Peyrehorade (Landes) le samedi 25 novembre, à 11 heures.

L'inhumation a eu lieu, le lundi 27 novembre, au cimetière de Cannelle (Landes) dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

150

FRANCE
INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 3

LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995 / 13

RE 1995 / 15

NRJ PASSE LE CAP DES 5 MILLIONS D'AUDITEURS QUOTIDIENS.



5 031 000
auditeurs
(+ 552 000)

EUROPE 1
4 611 000
auditeurs
(- 523 000)



Tél. 40 71 40 00

2^{ème} RADIO COMMERCIALE DE FRANCE AVEC 5 031 000 AUDITEURS QUOTIDIENS.

Source : 75 000 Radio Médiamétrie, septembre-octobre 95 (versus septembre-octobre 94), audience cumulée moyenne l.-v. 5H - 24 H.

les toutes
t pour les
de cent à
acité d'in-
: Les em-
es et plus
de des so-
est dans
Allemagne,
emmes en-
s impres-
rent pour
n destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
1 lui des
s sur les
rue mais
lique an
vouloir
emploi et
être ex-
des pro-
als aussi
l'accueil,
ie et so-
ée.

hfeld

32

dcains et
res de la
s ont dé-
i tendant
que offi-
est pro-
séra l'un
le prési-
Robert
é au Sé-
rme que
ment de
semble.
nent qui
est une
i liberté,
acun de
x.

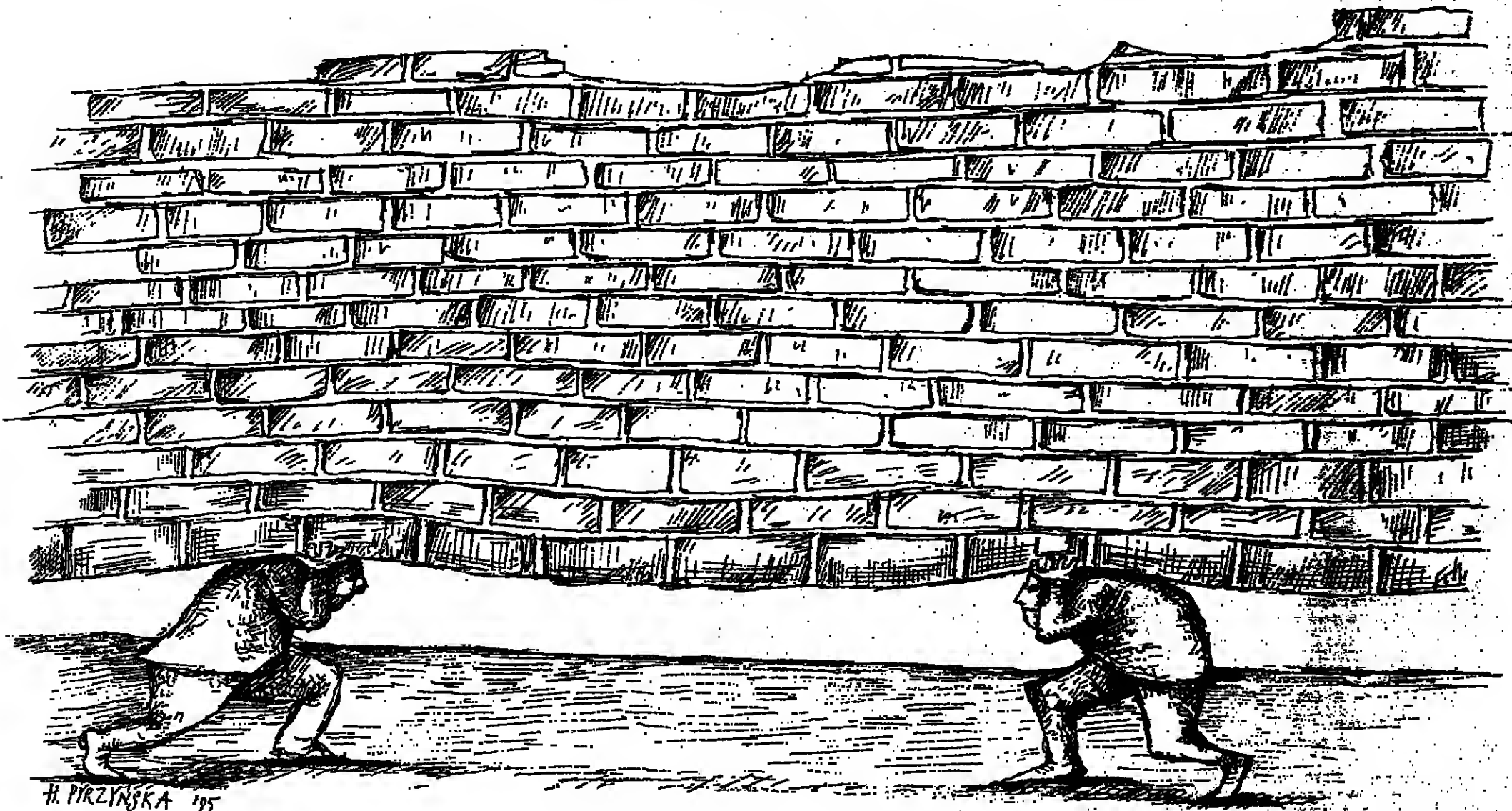
EINE

uverne-
hirac de
s les six
n prési-
ut faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maïne,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
apure-
icits si-
la mo-
que, la
aide à
ités et

HORIZONS

ENQUÊTE



SURRÉALISTE, la scène semble sortie tout droit d'un film de Bunuel. Dans le quartier déshérité de Falls Road, à l'ouest de Belfast, des chiens errants croisent des silhouettes furtives. Entre des maisons et des fenêtres murées par des moellons, se faufile un « cab » noir, vieux et élégant, du meilleur folklore britannique. Pas loin de la frontière, ironiquement appelée *peace line*, qui sépare ce quartier catholique de son rival protestant, Shankill, les façades peintes des maisons de briques noircies, tassées en enfilade comme dans les corridors miniers, racontent les vingt-cinq années de haïe, d'amertume et de guerre qui ont fait, en Irlande du Nord, trois mille deux cents morts et trente-sept mille blessés.

« Il faut dissoudre la RUC », clament encore les graffitis hostiles à la Royal Ulster Constabulary, police détestée des quartiers catholiques. Au nom de l'Internationale terroriste, d'autres murs exaltent les liens entre l'IRA et... l'ETA basque, alors que des colonnes de noms suivent des hommages aux jeunes combattants « martyrs », « tués par les forces de la Couronne et par les gangs loyalistes ». Des paniers à salade quadrillent Falls Road, équipés d'un *confidential telephone* où, aujourd'hui encore, toute dénonciation ou toute information sur une éventuelle menace terroriste est la bienvenue.

Les soldats britanniques ont levé le siège. Il n'y a plus de voiture blindée, ni de couvre-feu, ni de fouille dans les rues catholiques. Cet été, des touristes s'y sont même aventurés. « Depuis le cessez-le-feu, la tension avec la police a presque disparu », reconnaît une habitante de Falls Road. Mais, quand on lui demande s'il est temps d'abattre le mur de huit mètres de haut qui bouche l'arrière de sa maison, elle hausse les épaules : « Vous n'y pensez pas. C'est beaucoup trop tôt ».

L'absence de guerre n'est pas la paix. Falls, Shankill et Ormeau Road vivent encore sous pression. Caroline, assistante sociale, ajoute, pince-sans-rire : « Les gens ne se font plus tuer, mais ça n'a rien changé, puisqu'on manque toujours d'argent, d'emplois, d'avenir. Pour moi, peu importe que le pouvoir soit à Londres, à Belfast ou à Dublin. Ce qui compte, c'est de pouvoir refaire des projets ».

Un an après le cessez-le-feu décrété unilatéralement le 31 août 1994 par l'IRA, imitée le 14 octobre par les forces paramilitaires protestantes (« loyalistes »), Belfast vit entre guerre et paix. Les slogans guerriers n'ont pas non plus disparu des peintures murales de Shankill la protestante. « *Compromis ou conflit ?* », menacent deux combattants cagoules et armés du 1^{er} bataillon de l'Ulster Volunteer Force.

Vendredi soir 13 octobre, dans les roulements de tambours, le déploiement des drapeaux et des caillots réclamant la libération de prisonniers et le concert student des pipeaux collés à des joues rouges par l'alcool et la pluie, quelques milliers de loyalistes ont encore paradé dans les rues de Belfast, à l'appel de deux petits partis, le DUP (Popular Unionist Party) et l'UDUP (Ulster Democratic Party) qui regroupent des paramilitaires recyclés et qui inquiètent les formations unionistes traditionnelles.

PARADOXE tragique de la paix. L'Irlande du Nord doit reconstruire, d'une part, les paramilitaires déseuillés depuis le cessez-le-feu, d'autre part, tous ceux qui faisaient profession de s'opposer à eux. Vingt mille emplois qui étaient liés à la sécurité dans les banques, dans les grands magasins ou les bâtiments publics ont été perdus en un an. Or l'économie reste toujours aussi déprimée. Et si les actions du terrorisme sont à la baisse, celles de la criminalité sont à la hausse. Au racket organisé dans les bars, les bus ou les taxis a succédé le commerce de la drogue, dont la ville de Belfast, longtemps préservée, devient une place forte.

La nuit, les *jay-riders*, ces courses folles de voitures cambriolées avant d'être incendiées, sont monnaie courante, ainsi que les *punishment-beatings*, ces tournées punitives de petites « polices parallèles » qui mûrissent de basses de base-ball et de barres de métal, font régner l'ordre ou maintiennent en éveil des communautés qui risqueraient de s'assoupir à l'idée de la paix. « Les paramilitaires respectent le cessez-le-feu. Autrement, ils tiraient dans les jambes », dit cyniquement Paul McEdean, membre du parti multi-confessionnel Alliance. Maintenant, ils rouent de coups les délinquants ».

Plus grave encore, l'amertume qui domine les esprits. Même si le bruit des armes s'est tu, on ne se relève pas sans dommage d'un quart de siècle de guerre civile. L'Irlande aujourd'hui souffre de « décompensation ». Elle refait, inlassablement, le récit des crimes d'hier et d'avant-hier, des opérations militaires et des attentats.

Elle crée des associations d'aide, surtout psychologique, aux victimes restées en vie. Elle fait le compte des familles endeuillées, des maisons incendiées, des hommes et des femmes tués ou blessés.

La guerre aussi tient ses registres : 1941 protestants tués par l'IRA, 964 catholiques par des « loyalistes », 361 dans des accrochages avec l'armée britannique. « Les deux communautés sont également meurtries, mais, quand on souffre, on ignore que le voisin souffre aussi », dit, d'un ton las, John Dunlop, pasteur presbytérien. « Mon petit village comptait deux cent cinquante habitants. L'IRA en a tué huit. Ce n'est pas beaucoup, mais essayez de transporter ces chiffres à l'échelle de la France », ajoute George Paton, officier de l'ordre d'Orange.

Est-il plus difficile de bâtir la paix que de faire la guerre ? Même les plus jeunes peinent à se débarrasser de réflexes de peur, qui étaient déjà ceux de leurs pères et de leurs grands-pères. « Il m'est impossible de monter dans ma voiture sans regarder s'il n'y a pas une bombe dessous », dit Antony Alcock, professeur, responsable politique unioniste. Qui ajoute : « Tant mieux s'il y a un cessez-le-feu, mais croyez-vous vraiment qu'on va oublier ce qui s'est passé et aller au pub boire une Guinness avec le Sinn Féin ? Ce sont ceux qui n'ont pas souffert, aux États-Unis, en Europe, qui nous pressent de faire la paix ».

Ils sont nombreux comme lui, dans le camp unioniste, à penser que tant que l'IRA et sa branche politique, le Sinn Féin de Gerry Adams, n'auront pas fait amende honorable – à l'exemple du fameux « *We have remorse* » de Gustav Spence, coupable de l'un des premiers attentats anticatholiques en 1966 – il sera vain d'espérer quoi que ce soit d'une négociation politique. Ainsi une dynamique de la paix est-elle en route en Irlande du Nord, avec la perspective d'un nouveau constitutionnel de toute l'Ile, mais il lui manque, pour avancer, les principaux carburants : la connaissance mutuelle, le réalisme politique, la confiance.

Sans doute les faiseurs de paix sont-ils ici légion. On les appelle, un peu ironiquement, les *peace-nicks*. Belfast ruisseait aujourd'hui de bonnes intentions, d'initiatives généreuses pour créer telle petite entreprise, pour lutter contre la drogue, pour encadrer les jeunes déseuillés dans les quartiers

chands, pour tisser des liens entre deux communautés qui, jusqu'à présent, faisaient tout pour s'ignorer.

Sister Anna, la Mère Teresa locale, a créé l'un des premiers collèges intégrés protestants-catholiques, le Lagan College, qui compte désormais un millier d'élèves, dont Rachel, une presbytérienne de dix-sept ans qui n'avait jamais vu de catholique en chair et en os, assure t-elle, avant d'être admise dans l'établissement. L'Irlande du Nord compte ainsi une trentaine de collèges « intégrés », lourdement subventionnés par l'État. Ils restent toutefois une goutte d'eau dans la mer.

Compromis ou conflit ? Un peu plus d'un an après la suspension d'une guérilla qui a fait 3 200 morts en 25 ans, l'Irlande du Nord ne sait pas encore à quel destin elle se voue

Les Églises excellent dans ce rôle d'exorcisme des violences et de rapprochement des communautés. A Ormeau Road, où la parade annuelle des orangistes, chaque 12 juillet, provoque des incidents avec les catholiques, le Père Paul Simmons, vicaire de paroisse, a cooduit symboliquement, cette année, le chemin de croix du vendredi saint jusque dans l'église presbytérienne voisine.

Mais, si les initiatives œcuméniques, les « cultes pour la paix », les groupes mixtes de prières ne sont pas rares, ces ecclésiastiques francs-tireurs sont parfois désavoués par une base qui traîne les pieds. A la fin d'une homélie consacrée à la dénonciation des attentats de l'IRA, le Père Simmons se souvient encore d'avoir entendu de la bouche de l'un de ses paroissiens : « Cessez donc d'appeler terroristes nos combattants de la paix ». Dans son église de Springfield Road, un jeune pasteur méthodiste montre les bancs incendiés et les carreaux cassés.

Si les tirades anti-papistes du révérend Ian Paisley ne sont plus guère prises au sérieux, le conservatisme de la hiérarchie catholique irlandaise n'est guère rassurant

pour les protestants de bonne volonté qui, à la limite, seraient acquis à la perspective d'une Irlande réunifiée, mais à condition de rester dans un cadre strictement pluraliste et délégué du poids d'une Église catholique dont les récentes affaires de moeurs, touchant des prêtres, ont aggravé le discrédit. De là à penser que l'une des raisons de l'opposition à toute réconciliation est la crainte d'une Irlande sans contraception, sans divorce, sans avortement et où les moeurs et la loi sont contrôlées par la hiérarchie catholique, il y a un pas de franchi à Belfast, y compris chez les catholiques du Nord, plus ouverts que ceux du Sud.

Le parti unioniste de David Trimble, n'entend commencer à discuter, et persiste la moindre menace de pression terroriste. L'unique dure-dupon des mois, dont la seule issue serait la création d'une commission internationale indépendante, rééquilibrant l'équilibre, mais qui n'a encore pas vu le jour.

L'autre préalable porte sur le champ de la négociation. Pour le SDLP, celle-ci doit porter sur l'avenir constitutionnel de l'Irlande du Nord, mais aussi sur ses liens avec l'Irlande du Sud et le Royaume-Uni, alors que pour le parti unioniste, comme nous dit Jim Nicholson, député européen, « on ne pourra changer la Constitution de l'Irlande du Nord qu'avec les seuls Irlandais du Nord ». Il admet le principe d'une plus grande coopération entre les deux Irlandes, mais il exclut tout projet, envisagé même par Londres, de « commission » permanente organisant, secteur par secteur, cette coopération, dont les nationalistes font grand cas, à l'image d'Alban McGinness, un proche de John Hume, pour qui elle pourrait avoir des pouvoirs exécutifs transfrontaliers, analogues à ceux de la Commission de Bruxelles, sans porter atteinte à la souveraineté des États.

C'est Londres qui garde la maîtrise du jeu. Or, s'il est vrai que le cabinet Major doit sa survie aux voix unionistes, l'Irlande du Nord, année après année, est aussi traitée comme un boulet. Les unionistes ne l'ignorent pas et sont sans illusion. Leur hostilité actuelle à une participation du Sinn Féin de Gerry Adams aux négociations n'a d'égal que leur peur d'un « lâchage » de Londres. Les seules dépenses de sécurité pour l'Irlande du Nord s'élèvent, par an et par tête en Grande-Bretagne, à 68 livres (527 francs). La majorité des Irlandais du Nord – retraités, chômeurs, étudiants, universitaires, etc. – ne vivent même que du concours financier du gouvernement britannique. La Grande-Bretagne paie quatre milliards de livres par an pour « entretenir » l'Irlande. Jusqu'à quand un tel soutien pourra-t-il durer ? « On mettra peut-être vingt ans à trouver une solution », dit Alban McGinness, mais n'est-ce pas mieux que se faire la guerre pendant vingt ans ? Certes, mais les extrémistes attendront-ils aussi longtemps ?

Henri Tincq

Unité

السلامة العامة

1500

FRANCE

INTERNATIONAL

HORIZONS-ENTRETIEN

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 3

LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995 / 15

RE 1995 / 15

Paul Garde, spécialiste de l'ex-Yougoslavie

L'unité de la Bosnie menacée par l'accord de Dayton

elon le professeur émérite à l'université d'Aix-en-Provence, le plan de paix signé à Dayton consacre, pour une large part, la victoire de Slobodan Milosevic. Il tend à favoriser l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine plutôt que le maintien d'un Etat unitaire

« Le plan de Dayton signifie-t-il le retour de la paix en Bosnie ? »

Dans l'immédiat, on peut espérer qu'il signifie une période de paix. Un cessez-le-feu fonctionne depuis quelques semaines, nous entrons dans une période de trêve. Mais la paix définitive n'est pas pour tout de suite, car les antagonismes existent toujours. Le compromis qui a été réalisé à Dayton et qui revient, à quel détail près, à aviser les serbes, ne satisfait personne. Par conséquent, les risques d'une reprise de la guerre ne sont pas écartés. D'autant que les accords paraphés le 21 novembre à Dayton par les présidents de Serbie, de Croatie et de Bosnie aboutissent à un partage très complexe de la Bosnie. Un partage avec toutes sortes de corridors. Et l'histoire nous a prouvé que les corridors étaient dangereux.

Quels sont les principaux écueils qui risquent de compromettre les chances d'un retour à la paix en Bosnie ?

De nombreux points de l'accord de Dayton sont restés incomplets. La proclamation de la Bosnie en tant qu'Etat unifié, écartant l'union de deux entités avec des institutions communes, risque de rester lettre morte parce que les vrais pouvoirs sont entre les mains de entités. C'est-à-dire de la République serbe, d'une part, et d'autre part, de la Fédération croato-bosniaque, et, au sein même de cette Fédération, de l'entité bosniaque d'un côté et de l'entité croate de l'autre. Nos avons théoriquement un compromis entre l'unité et le partage, mais tout ce qui tend au partage est réel et tout ce qui tend à l'unité est fictif.

Ensuite, le plan ne précise pas comment sera effectué le retour des réfugiés chez eux. Et on voit mal comment ce grand principe pourra être appliqué dans l'état actuel des choses, compte tenu de l'état d'esprit des gens et compte tenu des pouvoirs réels qui s'exercent et qui continueront à s'exercer dans chacune des entités. Très peu de gens, aujourd'hui, ont envie de vivre dans des régions où des représentants de leur propre peuple ne font pas la loi. Ils ont peur et ont quelques raisons d'avoir peur. On peut donc s'attendre que les déplacements continuent dans le même sens qu'aujourd'hui. C'est-à-dire que les gens quittent les régions où leur peuple n'est pas au pouvoir. Après l'épuration ethnique violente de ces dernières années, on risque d'assister non pas à l'annulation de cette épuration ethnique, mais à sa continuation, sous une forme larvée et spontanée.

Il faut vouloir réellement que les réfugiés rentrent chez eux, il faudrait que la force internationale pèse de tout son poids pour assurer leur sécurité. Pour cela, il faudrait qu'elle prenne effectivement le pouvoir dans certaines régions. Sa mission ne serait plus seulement d'administration militaire mais aussi d'administration civile. De toute évidence, la force internationale n'est pas outillée pour remplir un tel rôle.

Là où la coexistence des divers peuples a le mieux subsisté, c'est dans la zone gouvernementale bosniaque. Au moins dans certaines villes, comme Sarajevo ou Tuzla. On peut espérer qu'elle se maintiendra.

Quelles sont les perspectives pour la Bosnie : l'éclatement ou la réunification et la réconciliation ?

Malheureusement, je pense que ce sera l'éclatement, et vraisemblablement en trois parties. La réconciliation entre Croates et Bosniaques a été réalisée à mars 1994, avec les accords de Washington, qui ont donné naissance à la Fédération croato-bosniaque. Elle a très bien fonctionné en tant

qu'alliance militaire. Mais, dans la situation actuelle et à partir du moment où elle n'a plus lieu de fonctionner comme une alliance militaire, elle est réduite à son rôle politique. Or, jusqu'à présent, cela n'a jamais fonctionné. Il suffit de voir comment, à Mostar, les deux parties de la ville restent complètement hermétiques l'une à l'autre. Malgré tous les efforts de la Communauté européenne pour amener à la réconciliation, les résultats sont jusqu'à présent extrêmement maigres. Je pense que les trois entités vont être appelées à vivre chacune sa vie particulière, au moins sur le plan politique.

Sur le plan économique, si l'on pouvait parvenir à obtenir au moins le rétablissement des communications - ce qui est prévu par le plan - pour que les gens puissent traverser les zones « ennemies », même si ce n'est pas pour s'y installer, les relations commenceraient à se rétablir, les liens à se renouer. C'est peut-être le volet de l'accord le plus facile à réaliser et le plus prometteur. A condition qu'on se donne les moyens de le mettre en œuvre.

Qu'est-ce qui a décidé les trois signataires à se rallier à un plan qui est, selon l'expression d'Alain Juppé, le « jumeau » de celui qu'avait proposé les Européens il y a dix-huit mois et que les Bosno-Serbes avaient rejeté ?

Les signataires sont les mêmes que pour les plans précédents. Que ce soit le plan Vance-Owen en 1993, le plan du Groupe de contact en 1994 ou le plan actuel, tous les trois ont été signés par les Croates, les Bosniaques et Slobodan Milosevic pour la partie serbe. Et tous les trois ont été rejetés par les Bosno-Serbes. Ce qui a changé, c'est que Radovan Karadzic, le chef des Serbes de Bosnie, a accepté de déléguer ses pouvoirs à Milosevic. A supposer qu'un progrès ait été fait par rapport aux plans précédents et que les Bosno-Serbes appliquent l'accord, ce progrès est dû à l'évolution de la situation militaire. C'est-à-dire, d'une part, aux victoires militaires croates et croato-bosniaques et, d'autre part, aux bombardements effectués par l'Otan en août et septembre. Le basculement de la situation militaire a amené les Bosno-Serbes eux-mêmes à adopter une attitude, en apparence au moins, plus conciliante. Cette apparence se transformera-t-elle en réalité ? L'ambiguïté existe et elle a été cultivée, sans cesse, depuis le début. On saura vraiment à quel point on sera au pied du mur, notamment lorsque les hommes de Radovan Karadzic devront abandonner Grbavica, le quartier tenu par les Serbes face au centre de Sarajevo.

Y a-t-il un gagnant dans cette guerre ?

Milosevic, le président de la Serbie, est très content. Il a compris que le rapport de forces lui était devenu défavorable et, en signant maintenant, il sauve ce qui peut être sauvé. Grâce à la perspective d'accord, l'offensive croato-bosniaque du début de l'automne a été arrêtée devant Prijedor et Banja Luka et devant Doboj. Franjo Tudjman, lui aussi, est assez content puisque les Croates ont pris un très gros morceau. Même si personne ne sait ce qui se passera réellement en Slavonie orientale, où un accord a été signé sur le papier au début du mois à Dayton, sans que l'on puisse dire s'il sera suivi d'effets sur le terrain.

Les plus lésés sont évidemment les Bosniaques. Le vaincu, c'est Alija Izetbegovic, car la zone bosniaque est réduite à la portion congrue. La population musulmane est confinée sur un territoire exigu, surpeuplé en

raison de la présence de milliers de réfugiés. C'est une situation très défavorable. D'autant que l'énorme majorité des réfugiés bosniaques provient de Bosnie orientale et du nord du pays, des régions tenues aujourd'hui par les Serbes.

Slobodan Milosevic est-il finalement le principal vainqueur ?

Milosevic, en tant que dirigeant, est certainement vainqueur. Car il a gardé son pouvoir contre vents et marées, en changeant de politique, en appuyant d'abord les ultranationalistes contre les modérés et, ensuite, en faisant le contraire. Si l'on prend Milosevic en tant que champion de la Grande Serbie, on ne peut pas dire la même chose. Mais il a tout de même su sauver les meubles. Les Serbes gardent une grande partie de leurs conquêtes. Ils conservent des portions im-

n'est pas la très Grande Serbie, mais il y a un grignotage très important dont les Serbes bénéficient.

Le partage ethnique était-il la seule solution envisageable pour tenter de rétablir la paix ?

Non, bien sûr. Mais les autres solutions sont beaucoup plus difficiles à réaliser et supposent un engagement beaucoup plus important de la communauté internationale. Le partage ethnique est une solution de facilité, qui revient à aller dans le sens de la plus grande pente. Ce n'était pas la solution naturelle, au moins au commencement. Mais, à partir du moment où les gens ont été chassés de chez eux, où des civils ont été massacrés, où les haines se sont développées, chaque nouvel acte de violence a renforcé la pente menant vers le regroupement ethnique.

Les élections peuvent-elles

premier temps. En République serbe, les gens ont toujours voté en faveur de Karadzic, lors de tous les référendums. En Herzégovine croate, les gens sont également très excités. Plus on se rapproche des zones de conflit, plus les gens sont extrémistes, plus les haines sont fortes. C'est le cas de la Bosnie. C'est pour quoi je pense que les élections n'apporteront pas une solution.

En Bosnie, les problèmes se posent tous à long terme. Or la force internationale n'est là que pour un an. Et cela avec une mission pas encore très claire. Elle s'occupera de la prévention des conflits militaires, mais il faudrait qu'elle s'occupe aussi dans toutes sortes de problèmes civils et administratifs. Il faudrait une sorte de mise sous mandat international de la Bosnie, ce qui supposerait un engagement très important, non seulement militaire mais aussi civil, afin de veiller au moindre détail dans toute la Bosnie. Et je n'ai pas l'impression que ce soit la mission qui va être donnée à la

Or rien n'indique que ce sera le cas.

Quel est l'avenir politique des Musulmans ? Peut-on craindre une radicalisation de cette population ?

Tout dépendra des rapports avec les voisins et à l'intérieur même de la Bosnie. Une radicalisation est possible. C'est un danger qui existe mais qui n'est pas fatal. Plus il y a séparation et hostilité entre les différentes entités, plus les risques de radicalisation des Musulmans existent. Malgré tout, je ne pense pas que cela aille très loin parce que les Musulmans bosniaques sont très loin de ce que l'on appelle l'intégrisme. Quand on parle de radicalisation musulmane, on pense au développement d'un nationalisme bosniaque qui peut être très dur, très exclusif, mais pour qui l'islam est plutôt une sorte d'étiquette que quelque chose de très profond.

Le prix de la paix de Dayton est-il l'effacement de la responsabilité de ceux qui ont déclenché la guerre ?

Probablement. L'accord de Dayton ne pose pas le problème des responsabilités puisque c'est un compromis pratique. Tout le monde est mis sur le même plan. Mais le jugement historique n'éliminera pas cette question fondamentale, car il est porté par les historiens, par les chercheurs, etc. Sur le plan intellectuel, les responsabilités sont déjà bien reconnues, mais les conséquences ne sont pas tirées sur le plan juridique et institutionnel.

Quel est alors l'avenir du tribunal pénal international (TPI) qui siège à La Haye ?

Là encore, c'est une question d'engagement. Si des pressions très fortes étaient faites pour faire appliquer les décisions du TPI, si on obligeait à extraditer Karadzic, ça serait très bien. Mais on se contentera d'arrêter quelques lampistes. Il y aura, sans doute, une réprobation morale contre les principaux coupables ; mais, dans l'en-

semble, les principaux criminels échapperont à toute sanction. Sauf exception.

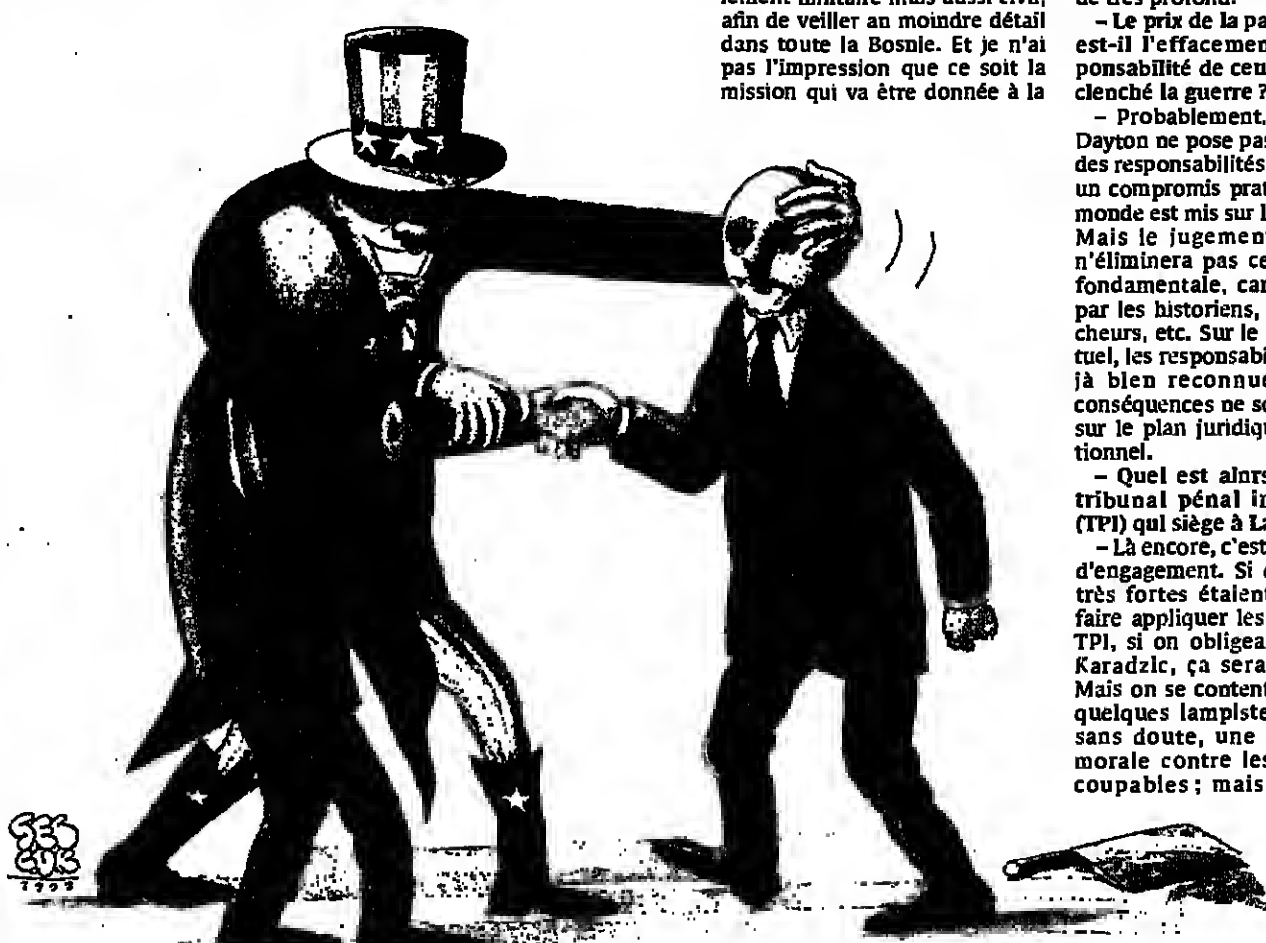
A ce stade, a-t-on une chance de voir la question des Balkans se régler ?

Heureusement, aucun des conflits potentiels n'a explosé d'une façon aussi épouvantable que le problème serbo-croate ou serbo-bosniaque. Peut-être cela aura-t-il quand même servi de leçon, surtout à la communauté internationale, en lui montrant qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Les Américains ont fait quelque chose d'extrêmement utile en suscitant l'accord gréco-macédonien. De même qu'un accord entre Roumains et Hongrois est en voie d'élaboration grâce à une initiative française.

Il faut espérer que personne n'imitera les dirigeants serbes, pour qui les problèmes ne pouvaient pas être réglés autrement que par une solution militaire, et ce fut là l'origine de la guerre en ex-Yougoslavie. Peut-être aujourd'hui les grandes puissances auront-elles compris qu'il faut décourager à l'avance ceux qui rêvent d'une solution militaire. Eh 1991, face aux Serbes, la communauté internationale fait exactement le contraire. Mais peut-être sait-elle désormais qu'il vaut mieux encourager des accords préventifs que d'attendre qu'il y ait eu 200 000 morts pour commencer à signer un accord. Mais rien ne prouve que cela sera entendu partout. Il y a de très graves problèmes, par exemple dans l'ex-URSS.

F. H.

Propos recueillis par Florence Hartmann



portantes de la Bosnie, c'est-à-dire des régions qui, aux termes du droit international, ne leur appartiennent pas. Et même si l'on se réfère au principe qu'ils proclament eux-mêmes, c'est-à-dire au principe ethnique, ils gardent certains territoires qui ne leur appartiennent pas. Ils conservent d'importantes régions à majorité non serbe avant la guerre, telles que l'est de la Bosnie, c'est-à-dire toute la vallée de la Drina, et le nord, le long de la Save. Des régions qui étaient à majorité bosniaque, dans un cas, croate dans l'autre, et où ont eu lieu de terribles massacres. Les résultats de ces massacres sont pour ainsi dire consacrés par le plan de paix. Ce

représenter un facteur d'espoir ?

Dans l'état actuel des choses, on a l'impression que les populations sont plus extrémistes que leur gouvernement. Quand les gens manifestent dans les rues, c'est pour protester contre des chefs, qu'ils considèrent comme trop conciliants. Clinton a dit que les gouvernements ont cédé à la pression de leur peuple pour se réconcilier, mais je pense que c'est une contrevérité. Je crois plutôt que les dirigeants ont cédé à la pression de Clinton et, pour ce faire, ont résisté à la pression de leur peuple. Les élections ne constituent pas une solution dans un

force internationale. Le fait qu'elle ne reste qu'un an me fait craindre que cette tâche ne puisse être remplie. Or c'est cela qu'il faudrait faire. Une implication complète, totale, de la communauté internationale : mettre au pas les récalcitrants, permettre le retour des réfugiés, donner de l'argent pour reconstruire. Un peu comme en 1948 en Allemagne.

L'engagement très fort des pays alliés, avec en outre l'argent du plan Marshall, a permis à l'Allemagne de devenir un pays démocratique. Il faudrait la même chose pour la zone serbe. Il faudrait que Karadzic et Mladic soient effectivement jugés.

Un linguiste saisi par l'urgence

LINGUISTE ET GRAMMAIRIEN, Paul Garde reconnaît n'être « ni historien ni politologue, et encore moins journaliste ». Cet éminent spécialiste des langues slaves n'a pas hésité pourtant à s'aventurer hors de sa spécialité et des bibliothèques. Dès 1951, il se lance sur les routes de la Yougoslavie d'alors aux commandes d'un scooter. Il fera une vingtaine de voyages, en touriste ou en conférencier. Aujourd'hui sexagénaire, l'universitaire n'a pas perdu le goût de l'aventure. C'est un homme en phase avec son temps, trop curieux pour renoncer à comprendre un conflit qui venait soudainement troubler une Europe en paix depuis quarante-cinq ans. Sac au dos, Paul Garde repart ainsi à la découverte d'un pays qu'il a toujours aimé, mais qu'il sait aujourd'hui meurtri.

Après avoir publié plusieurs ouvrages de linguistique générale, dont une grammaire de ce que l'on appelait autrefois le serbo-croate, Paul Garde se consacre à ce « scandale majeur » qu'est pour lui le conflit yougoslave. Saisi par l'urgence, il se livre en



rapporter à ses lecteurs des instantanés minutieux qui leur permettront de mieux comprendre le conflit. Professeur émérite à l'université d'Aix-en-Provence, Paul Garde reste aujourd'hui l'un des meilleurs connaisseurs de la question yougoslave. Et, en tant que tel, il nous prévient des dangers d'une paix bâclée.

les toutes
t pour les
cent à
acité d'in-
Les em-
es et plus
ix des so-
est dans
Allemagne,
ennes en-
s impres-
rent pour
it destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
1 Inl sur
sur les
me mais
lique au
voulait
mplot et
être ex-
des pro-
als aussi
accueilli,
je et so-
ée.

hfeld

37

icaits et
res de la
s ont dé-
lendant
gue offi-
sers l'un
le prési-
Robert
à au sé-
me que
ment de
semble.
nem qui
est une
i liberté,
acun de
x.

ENE

uverne-
hirc de
s les six
n prési-
nt faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maïne,
as ré-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
apure-
licits fi-
la mo-
que, la
aide à
rités et

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Auby, directeur général ;
Noël-Jean Bergeon, directeur de la rédaction
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction :
Thomas Fournier, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Cans, Pierre Georges, Laurent Goussier, Danièle Heymann,
Bernard Le Gendre, Jean-Paul Lorrain, Manuel Luchet, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Directeur de la gestion : Eric Walleux ; directeur délégué : Anne Chazotte
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : David Vermet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaut, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontana (1985-1991), Jacques Lescourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 885 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Beau-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire
RÉDACTION ET SÉJOUR SOCIAL : 15, RUE CAUCHOURT 75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46 45 25 25 Télécopieur : (1) 46 45 25 29 Tél : (1) 46 46 00 00
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Beau-Méry 75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46 45 25 25 Télécopieur : (1) 46 45 25 29 Tél : (1) 46 46 00 00

Les pays riches au secours de la protection sociale

Suite de la première page

Ce résultat tient en partie à la croissance économique au cours de cette période, la remontée des dépenses enregistrées en 1990-1993 le confirme. De même, le « cas » irlandais s'explique largement par la récession qui a frappé le pays (le PIB a baissé de 7,1 % entre 1980 et 1991, puis de 4 % en 1991-1992). Cependant il n'y a pas de vrai parallélisme entre l'évolution du PIB et le poids des dépenses sociales. Les mesures d'économie ont donc joué un rôle déterminant.

Jusqu'au début des années 70, les gouvernements étaient encore préoccupés d'améliorer les prestations, insuffisantes ou incomplètes. Ensuite, ils ont plutôt pensé à les bloquer. « Ça suffit », s'exclamait le chancelier allemand Helmut Schmidt en septembre 1977. On a tâtonné, surtout au départ : les difficultés apparaissent transitoires, et ce n'est qu'avec le deuxième choc pétrolier qu'on a compris qu'elles seraient durables – surtout dans les systèmes d'« assurances sociales » où la hausse du chômage réduisait le nombre de cotisants effectifs. La préoccupation ne s'est pas relâchée avec le temps : aujourd'hui, en effet, on estime que le financement des dépenses sociales pèse sur la croissance et les créations d'emplois, et leur masse en fait souvent les victimes désignées de la chasse aux économies. Le traité de Maastricht a renforcé le souci en fixant un plafond de déficit public.

Chaque pays a agi selon des modalités différentes, en fonction des systèmes de « couverture » et des situations politiques, mais on peut discerner des lignes communes. On a commencé par des « coups de gomme » dans les prestations, à effet immédiat : réduction des remboursements et blocage des allocations. Ensuite, sans renoncer aux économies immédiates, on a cherché le moyen de ralentir la croissance des dépenses. Aucun secteur de la protection sociale n'y a échappé, si tous n'ont pas été également touchés.

Pour l'aide à la famille, peu importante dans beaucoup de pays, on s'est souvent contenté d'une « négligence bienveillante » : la baisse de la natalité a fait le reste. En matière de santé, en revanche, les gouvernements ont agi par la contrainte, par exemple en imposant des « budgets globaux » où ils le pouvaient. Ils ont aussi joué

sur la rémunération des médecins, parfois de manière clandestine, en laissant celle-ci se dégrader par rapport à celle des cadres supérieurs. Mais progressivement les idées ont évolué : on s'est rendu compte, dans la plupart des pays, que la croissance de l'offre de soins (diversification des services, augmentation du nombre de médecins et de lits d'hôpital) stimulait la demande de soins – sans pour autant améliorer de façon sensible l'état de santé des populations – et qu'il fallait donc agir aussi sur elle.

Avec le temps, on a aussi visé une « efficacité microéconomique » : songer mieux pour le même prix. Ainsi a-t-on cherché, en même temps qu'on diminuait le nombre de lits d'hôpital, à réduire les durées de séjour et les listes d'attente ; on a instauré des paiements par pathologie – au Portugal, en Belgique, en Espagne ou en Irlande comme aux États-Unis –, créé des incitations pour responsabiliser les médecins ou les hôpitaux, donné un rôle d'orientation aux généralistes, ou introduit des systèmes de « marché » à l'intérieur du service public, comme en Grande-Bretagne.

LES TROUS DU « PARAPLUIE »

Les retraites sont venues plus tard, lorsque la maturation des systèmes a amélioré le montant des pensions perçues. Là encore, en dépit de dosages différents selon les pays, les principes ont été les mêmes : retard de l'âge de départ, changement du mode de calcul et d'indexation des pensions. L'Italie vient ainsi de suivre l'exemple des États-Unis au début des années 80, de l'Allemagne en 1989, de l'Australie en 1993, de la France et du Portugal en 1994. Enfin, on n'a pas moins pesé sur l'indemnisation du chômage, même si cette intervention est moins apparente : l'augmentation du nombre des chômeurs a compensé la réduction des prestations et, moins souvent, des durées de versement, qui restent parfois importantes.

Au regard des réalités, la dramatisation paraît donc excessive : il n'y a pas de fatalité des déficits. La France elle-même a su les éviter au cours des années 80. Si les dépenses d'assurance-maladie se sont envolées récemment, c'est parce que les derniers gouvernements ont non seulement tardé à suivre l'exemple des pays voisins mais ont même relâché la surveillance de naguère, alors qu'ils ont pris le tournant pour les retraites.

Pour autant, la croissance des dépenses sociales n'est pas maîtrisée une fois pour toutes. Les effets des mesures peuvent s'user avec le temps ou devenir pervers à terme. Surtout, le vieillissement de la population va peser à la fois sur les retraites et sur les dépenses de santé, à partir des années 2005-2010 lorsque les générations de l'après-guerre arriveront au « troisième âge ». Il faudra donc continuer à surveiller l'évolution des prestations et à s'interroger sur la nature des dépenses prises en charge et sur l'équité des systèmes (les trous du « parapluie » résultent autant des défauts de conception que des mesures d'économie). Et en matière de santé, au regard des experts, « les réserves de « gains de productivité » sont encore considérables », sans mettre en péril la qualité des soins.

Dans la plupart des pays, les gouvernements, sinon l'opinion, commencent à prendre conscience de la nécessité de cette révision périodique : c'est le cas en Allemagne, par exemple, même si, outre-Rhin, on s'inquiète du dérapage de l'assurance-maladie. En dépit des ambitions du plan Juppé, qui vise à la fois à consolider le financement de la Sécurité sociale, éponger son déficit et ralentir la croissance des dépenses de santé, la France devrait aussi s'y résigner.

Guy Herzlich

RECTIFICATIFS

« ERNEST » ET « ARMAND »

Contrairement à ce qui était indiqué dans notre article sur la défaite du « général » Blondel dans la bataille de la « Sécu » (Le Monde du 23 novembre), Alexandre Hébert, ancien dirigeant de l'union départementale FO de Loire-Atlantique, porte le pseudonyme d'« Armand » et non pas d'« Ernest » au bureau politique du Parti communiste internationaliste (PCI, trotskiste), que dirige Pierre Bousset, dit Lambert.

GRANDE-BRETAGNE

Une erreur de transmission dans l'article de notre correspondant à Londres sur l'intervention télévisée de la princesse de Galles (Le Monde du 22 novembre) nous a fait confondre le roi d'Angleterre George IV avec un Charles IV qui n'a jamais existé.

Le Monde

EDITORIAL

Le double échec de Jean Paul II

COMPARAISON n'est pas raison. Les expériences historiques de chaque peuple sont trop spécifiques pour qu'on puisse se livrer à des rapprochements définitifs. C'est un double revers que vient pourtant d'essuyer, la même semaine, dans les deux pays les plus catholiques d'Europe – l'Irlande et la Pologne – l'Eglise de Jean Paul II. La défaite de Lech Walesa a porté un nouveau coup au prestige d'une Eglise polonaise qui n'a pas su rentrer dans le rang après son affrontement victorieux avec le communisme et s'était muée en favori du président sortant. Même très étroite, la défaite du « non » au référendum irlandais sur le divorce rejette aussi sur une Eglise – et sur le pape, intervenu personnellement à la veille du scrutin – qui, bien qu'affaibli par des scandales touchant ses prêtres, avait également engagé son autorité dans la campagne.

Dans les deux cas, la fidélité au catholicisme s'était forgée dans la résistance à l'ennemi de « l'étranger », le colonisateur anglais et le communisme athée. L'entrée de l'Irlande républicaine dans la communauté européenne et de la Pologne dans le concert des nations démocratiques et plu-

ralistes a bouleversé la donne et pris à contre-pied des Eglises arc-boutées sur leur tradition et leur clergé. Il s'agit bien de deux Eglises dont le rôle historique n'est pas contesté, mais qui n'ont pas su tirer la leçon d'évolutions pourtant prévisibles et inscrites dans la lettre même du concile Vatican II, clos il y a trente ans, à savoir que le catholicisme devait perdre toute prétention à diriger la société.

A leur décharge, le pape ne les a pas aidés à faire cette conversion. Sans doute serait-il injuste d'oublier la part qu'il a prise à la défense de minorités oubliées, de pays privés de liberté religieuse, aux luttes de solidarité contre le racisme, l'intolérance, toute forme de guerre et de violence. Dans ses encycliques des années 90, il a dénoncé la prétention d'un certain libéralisme à vouloir faire main basse sur

les conquêtes démocratiques et alerté l'Europe sur les risques de rupture avec son héritage et ses références morales. Il a suffisamment affirmé les droits de la conscience pour qu'on ne puisse pas tomber dans la caricature d'un pape ennemi de la modernité.

Mais parce qu'il est issu de cette culture « intransigeante » du catholicisme polonais, parce qu'il a cru, après 1989, à la chute du communisme comme à la fin de la sécularisation, il a estimé possible une sorte de reconquête chrétienne, notamment à partir de bastions exemplaires, comme la Pologne et l'Irlande, aujourd'hui en train de s'effondrer.

Cette double stratégie à l'égard du monde moderne – engagement sans faille en faveur des droits de l'homme et reconquête morale de la planète à partir de la réaffirmation de normes chrétiennes – est en train d'exploser. Une réévaluation est-elle possible ? C'est plutôt une fuite en avant qui a commencé de se produire, dans une sorte de compensation de l'échec prophétique ou millénariste, la préparation de l'an 2000 devenant même, dans le discours de Jean Paul II, la « clé d'interprétation » de tout son pontificat.

Le critique acerbe par Philippe Bertrand



REVUE DE PRESSE

THE NEW YORK TIMES

Le président Aristide laisse entendre qu'il pourrait rompre ses engagements et prolonger son mandat au-delà de l'échéance de février 1996. Il est également revenu d'une manière inquiète au style démagogique qui a marqué sa présidence avant le coup d'Etat de 1991. (...) M. Aristide entend donner raison à ces critiques et détruire les chances de la démocratie à Haïti, il ne devrait pas bénéficier de l'aide américaine.

THE WALL STREET JOURNAL

Si M. Chirac donne l'impression de céder aux demandes des grévistes, il ne fera que renforcer les opposants aux réformes et affaiblir la capacité du gouvernement à promouvoir le changement. MM. Chirac et Juppé doivent tenir bon.

EUROPE 1

Alain Duhamel

La difficulté de la situation du gouvernement tient à la conjonction de facteurs contraires : capacité de mobilisation plus forte que les années précédentes dans le secteur public (...), échéance du contrat de plan Etat/SNC regardé comme le totem de l'avenir du service public ; montée des revendications universitaires, au moment même où la politique de rigueur limite étroitement la marge de manœuvre financière.

FRANCE-INTER

Pierre Le Marc

Quelle que soit la force de la contestation sociale, quelles que soient les pressions de son électorat ou de ses alliés, le gouvernement d'a droite a des stratégies possibles que celle de la fermeté (les précédents balladuriers et sa propre situation l'y obligent, mais il ne pourra d'évidence tenir cette ligne qu'à une double condition : maintenir la concertation en offrant d'autres perspectives aux forces sociales (...), donner un sens à son action.

RIL

Philippe Alexandre

En France comme en Pologne, en Irlande ou en Italie, où la souveraine démocratie chrétienne a sombré corps et biens, les nouvelles générations se sont peut-être aperçues que non seulement l'Eglise catholique n'avait rien à voir avec l'écologie, mais que par-dessus le marché tout son action politique avait tourné au fiasco.

Regards anglo-saxons sur la France

QUEL est l'état réel de la France ? Alors même que le pays se trouve plongé dans une grave crise sociale, les deux grands magazines du monde anglo-saxon – le britannique *The Economist* (600 000 exemplaires) et l'américain *Time* (30 millions de lecteurs) – publient cette semaine, chacun de son côté, un long dossier spécial consacré à la France. Le regard des deux rédactions est important car il est celui qui détermine, dans une large mesure, l'opinion des milieux économiques anglo-saxons sur la France. Il apporte aussi aux Français une vision distanciée de leur réalité.

S'il y a bien sûr, entre les deux magazines, quelques nuances, leurs diagnostics sont assez proches. La France est en crise. Mais elle va mieux que ce que croient les Français eux-mêmes. « La France peut-elle s'en sortir ? » A cette question – titre général de son dossier – *Time* répond par l'affirmative. Confrontée, comme les autres pays industriels, à de nécessaires adaptations, elle n'a, en réalité, qu'une seule issue possible, la construction européenne. Elle n'a « aucun échappatoire », selon le titre de *The Economist*.

La France est malade. Les deux magazines décrivent avec moult détails les symptômes de la mala-

die : l'insécurité, les attentats, les banlieues, la montée du chômage et celle du Front national, la crise financière de l'Etat-providence, la crise d'identité des intellectuels... L'idéologie libérale des deux magazines les conduit, l'un et l'autre, à voir dans l'Etat l'origine de tous nos maux. C'est l'Etat trop présent – *Time* compare, à ce propos, la France à l'URSS – et le SMIC qui seraient ainsi la cause d'un chômage explosif.

Mais la France ne va pas si mal. « Les Français sont abonnés au pessimisme », note, dans *Time*, Ezra Suleiman, professeur de sciences politiques à l'université de Princeton et auteur d'un livre sur *Les Ressorts cachés de la réussite française* (Seuil, 1995). « Sans l'emprise de leur crise d'identité, relève encore le magazine américain, les Français exagèrent tout ce qu'ils estiment aller mal dans leur pays ».

Comme *Time*, *The Economist* dresse la liste des atouts de la France. En termes macroéconomiques notamment, la France « se compare désormais tout à fait avantageusement à l'Allemagne », selon la rédaction britannique. Celle-ci s'émerveille aussi devant « des rues propres, des bâtiments publics bien entretenus, des parcs, des bus et des métros que l'on envie d'emprunter car ils ont l'air plutôt agréables... ».

Plus généralement, relève Steven Kaplan, professeur à l'université de Cornell, dans *Time*, « si nous prenons en considération les critères de ce qui constitue la puissance – la culture, l'économie, la politique, la défense – les Français, dans chacun de ces domaines, sont parmi les meilleurs ».

Il n'en reste pas moins que la France doit procéder à d'importantes réformes. La mutation ne se fera pas « sans d'atroces souffrances ». Elle passera par de réels « cataclysmes », le seul moyen pour la réforme en France. Pour les deux titres, il n'y a en tout cas qu'une seule voie possible, c'est celle de la construction européenne.

C'est ce que *The Economist* appelle « la vieille route nationale, familière, bordée de peupliers », celle sur laquelle la France s'est engagée depuis plus d'un demi-siècle déjà. « Vue de l'extérieur, la France semble n'avoir d'autre choix que d'assurer sa destinée européenne », note aussi *Time*, qui ajoute : « Qu'elle rejette ses partenaires d'Europe du Nord dans la pratique d'une politique pragmatique est aussi inévitable que souhaitable. En voie de banalisation, la France peut et doit néanmoins conserver beaucoup de ce qui fait « l'exception française ».

Les hésitations de sa classe poli-

tique en font visiblement partie. Les deux magazines ironisent sur les tergiversations de Jacques Chirac – « un bulldozer pygmée de la politique » – depuis son arrivée à l'Elysée. Ils sont pourtant convaincus que le président français ne prendra jamais « le risque d'être celui qui, dans l'histoire, aura jeté la France dans le fossé », hors de la route nationale.

Les débats sur le « fort fort » sont évoqués longuement par le magazine britannique : cette politique a eu un coût – en termes de croissance, de taux d'endettement, d'emplois – mais elle a aussi été une contrainte fort utile obligeant Paris à procéder à certaines réformes libérales.

Thomas Sanction, le chef du bureau parisien de *Time*, évalue en définitive que « l'originalité de la France et sa tendance à nager à contre-courant constituent le contrepoint salutaire à l'uniformité des modes de pensée dans un monde où les frontières estompent de plus en plus ».

Après avoir disséqué les ingrédients du « fait français », la rédaction de *The Economist* conclut, elle aussi, sur un « je la différencie », accablant ainsi l'idée qu'il existe encore, et bien, « un modèle français ».

Erik Trautwein

صحنه من العمل

onde
le échec
Paul II

1501

FRANCE

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 3

LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995 / 17

RE 1995 / 15

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995

SERVICES PUBLICS La troisième table ronde entre la direction de l'entreprise ferroviaire et les syndicats, avancée du lundi 27 novembre au dimanche, s'est achevée

sur un échec. Les syndicats appellent à la poursuite du mouvement et invitent les cheminots à se prononcer sur leur lieu de travail contre le contrat de plan en préparation. ● A

CHAMBERY, la CGT dénonce comme « une véritable provocation » la remise en cause du régime de retraite des cheminots. ● A PARIS, le trafic de bus de la RATP était fortement

perturbé lundi matin à la veille d'une mobilisation de l'ensemble de la Régie. ● LES SYNDICATS d'EDF-GDF devaient organiser une grève jeudi, jour d'un débat à l'Assemblée

sur la concurrence dans les services publics de l'énergie. ● PARALLÈLEMENT, France Télécom doit mettre en place des départs en retraite à temps partiel dès 57 ans.

Le conflit se durcit à la SNCF contre le contrat de Plan et la réforme des retraites

La réunion, dimanche, entre la direction et les syndicats s'est achevée sur un échec. Les cheminots dénoncent le contrat de Plan en préparation et réclament des garanties sur leurs retraites. De fortes perturbations devaient aussi affecter la RATP lundi et mardi et EDF-GDF jeudi

FORTS de la mobilisation de leurs troupes depuis jeudi 23 novembre, les syndicats de cheminots avaient répondu, dimanche après-midi, à l'invitation de la direction de la SNCF non pour négocier mais pour faire monter d'un cran la pression sur le gouvernement. Ils ont rejeté en bloc l'avant-projet de contrat de plan Etat-SNCF que leur a présenté, un jour avant la date prévue, Jean Bergougnoux le président de la société. Et ils ont, dans un communiqué intersyndical CGT-CFDT-FO-CFTC-FMC-CFE-CGC, appelé « les cheminots à décider démocratiquement des conditions de la poursuite et du renforce-

ment de leur action puisque le gouvernement et la direction les y contraignent ».

Lundi matin, le trafic était de nouveau très perturbé avec un train sur six sur les grandes lignes, TGV compris, et une circulation « quasi nulle » sur le réseau banlieue. Le trafic était nul sur les tronçons du RER gérés par la SNCF et aucun train n'était prévu dans les gares de l'Est, du Nord, de Lyon et d'Austerlitz.

Il est vrai que les grandes orientations du document présenté dimanche étaient attendues : régionalisation du transport local, cession d'actifs, maîtrise des coûts

d'exploitation, réduction des investissements, libéralisation tarifaire, organisation du travail (*Le Monde* du 19-20 novembre). Et qu'en revanche, la direction est restée muette sur la hauteur de la contribution de l'Etat au désendettement de la société nationale.

ASSURANCES INSUFFISANTES

Le premier ministre, Alain Juppé, devait lever cette inconnue « ou plus tôt lundi et plus vraisemblablement mardi », a précisé Jean Bergougnoux. De fait, le président de la SNCF devait se douter que cette troisième table ronde avec les syndicats, avancée à la dernière mi-

nute à dimanche, ne permettrait aucun déblocage. « Il manque à l'avant-projet présenté aujourd'hui la pièce maîtresse constituée par la contribution de l'Etat au désendettement », reconnaissait-il devant la presse. « Le ministre des transports, Anne-Marie Idrac, m'a toutefois donné l'assurance que le montant retenu permettrait de signer un bon contrat de plan pour l'entreprise », ajoutait-il. « Soit le président nous a utilisés pour faire monter la pression sur le gouvernement, soit il a fait preuve de méconnaissance de l'entreprise et de la détermination des cheminots », estimait Jean-Claude Guérin, représentant de la CFDT.

Loin de clarifier la situation, la réunion d'hier a souligné la difficulté de la position de Jean Bergougnoux. Les syndicats, unis, refusent de séparer le dossier du contrat de plan de celui de la réforme d'ensemble des retraites des fonctionnaires.

Sur ce dernier dossier, Jean Bergougnoux a expliqué qu'il s'agissait « d'une démarche et d'une réflexion d'urgence nationale », tout en assurant que la « SNCF aurait son mot à dire ». Il a par ailleurs cité Dominique Perben, le ministre de la fonction publique, qui avait déclaré la veille que « la commission de réforme des retraites des fonction-

naires avait notamment pour objectif de sauvegarder les régimes spéciaux ». Les syndicats ont jugé ces assurances insuffisantes.

Dès lors, Jean Bergougnoux devrait avoir bien du mal à déblocquer la situation mardi soir à 19 heures, lorsqu'il rencontrera à nouveau les syndicats, même si, dans le meilleur des cas, il peut leur annoncer un engagement substantiel de la société ferroviaire. Lundi sur *Europe 1*, il exprimait d'ailleurs le souhait que l'Etat « s'exprime et connaisse le débat » sur le sujet des retraites.

Christophe Jakubyszyn

Mobilisation générale à Chambéry

CHAMBERY
de notre envoyé spécial

Le train de 6 h 05, le seul départ programmé, n'a pas pointé le nez de sa motrice, lundi 27 novembre à la gare voyageurs de Chambéry-Challes-les-Eaux. Durant tout le week-end, la gare et ses alentours sont restés quasi déserts : le seul TGV à être passé, dimanche soir, a observé une halte symbolique de dix minutes. Mais une activité febrile a régné dans les locaux syndicaux de La Cassine qui jouxtent la célèbre rotonde et les ateliers. Après le vote de la reconduction du mouvement samedi matin (*Le Monde* daté 26-27 novembre), les militants sont constamment restés à l'écoute de Paris.

A l'annonce de l'échec de la table ronde de dimanche, les résolutions se sont raffermies et la machine à imprimer les tracts n'a cessé de tourner. « L'histoire d'une véritable provocation », titrait la CGT pour accompagner le communiqué commun de l'ensemble des syndicats (CGT-CFDT-FO-CFTC-FMC et CFE-CGC) qui souligne que « les perspectives et les ombres demeurent sur l'avenir de l'entreprise et des personnels dans l'ignorance des contributions de l'Etat ».

A la base, les roulements, traditionnellement nœud dur des actions revendicatives, particulièrement concernés par

les modifications du régime de retraite, parce qu'ils « décrochent » aujourd'hui à cinquante ans, paraissent prêts à s'installer dans un mouvement long et dur. Les représentants de FO et de la CFDT n'ont pas hésité samedi à s'associer à la CGT pour appeler à voter la reconduction de la grève. Le porte-parole de la FGAAC (autonomes) s'y associait plus timidement en faisant observer le risque d'usure d'une action isolée.

Lundi matin, le souci des syndicalistes et des conducteurs était d'élargir le mouvement. « Si aucun train ne circulait mais que seuls les agents de conduite étaient dans l'action, ce serait un échec », remarquait lucidement Louis Buet, responsable régional des cheminots CGT en faisant un premier point de la situation. A la gare, les contrôleurs en grève occupent leurs locaux, des piquets sont déjà en place dans certains ateliers et chantiers ou prêts à s'y mettre, en cas de besoin. En arrivant à leur poste, à 7 h 15, les sédentaires de l'entretien - qui ont débarrayé à plus de 60 % vendredi - se sont spontanément regroupés pour discuter en attendant l'assemblée générale de 10 heures. Restait à convaincre les administratifs de la direction régionale, en ville, de rejoindre le mouvement.

Robert Belleret

La RATP, EDF et GDF également en grève

SI LE CONFLIT de la SNCF est celui qui impressionne le plus les Français et le gouvernement, trois autres entreprises publiques vont prendre le relais : la RATP mardi 28 novembre, EDF et GDF jeudi prochain. A la RATP, cinq des vingt-deux dépôts de bus sont d'ores et déjà en grève contre le

plan Juppé sur la réforme de la Sécurité sociale. Mardi, la CGT ayant décidé de se joindre à la journée nationale d'action lancée par Force ouvrière (FO) contre ce même plan, le trafic sera considérablement perturbé. Si la CGT n'a formellement appelé les agents de la RATP qu'à débayer deux heures en fin de

service, elle les encourage à se joindre au mot d'ordre de grève de 24 heures, lancé par FO, et à participer en milieu de journée à la manifestation parisienne.

A EDF et GDF, ce n'est plus contre le plan Juppé que les agents feront grève, mais contre une proposition de résolution sur le service public, déposée en octobre à l'Assemblée nationale par Franck Borotra, alors député RPR. Celui-ci, devenu ministre de l'Industrie, va-t-il essayer de mettre en œuvre ses propositions ? Sans doute l'indiquera-t-il lors du débat à l'Assemblée nationale le jeudi 30 novembre. C'est pour faire pression sur celui-ci que quatre organisations syndicales (CGT, CFDT, FO et CFTC) appellent à la grève. Elles s'inquiètent en particulier de l'ouverture au privé du capital de Gaz de France, que préconise le rapport Borotra, ainsi que de l'attitude de Bruxelles, qui se montre toujours plus exigeante vis-à-vis d'EDF, sans garantir pour autant sa pérennité.

La grève devrait être très suivie. Constatant que la journée d'action du 24 novembre à EDF-GDF avait été éclipse par celle de la SNCF, les syndicats n'excluent pas de provoquer des coupures de courant, ce qui constituerait une première depuis 1987.

F. L.

France Télécom va proposer à son personnel des préretraites à mi-temps

APRÈS UNE PÉRIODE de gel de toute initiative, cet été et au début de l'automne, consécutive à l'incertitude sur la présidence de l'entreprise et à l'ouverture d'une période électorale interne, France Télécom relance ses projets de restructuration dans la perspective de la libéralisation totale de son marché début 1998. Alors même que la réforme du régime de retraite des fonctionnaires, inscrite dans le plan Juppé pour le « sauvetage de la Sécurité sociale », suscite un fort branle-bas de combat syndical, Michel Bon, le nouveau président de l'exploitant

des structures de l'entreprise en trois grandes entités, calées sur la typologie des clients : résidentiels, professionnels et entreprises.

Le plan de retraites à mi-temps ne consiste pas à mettre en place des préretraites au sens strict du terme, incompatibles avec le statut de fonctionnaire. Il s'agit, en l'état actuel du projet, de proposer dès l'an prochain aux personnes âgées d'au moins 58 ans et totalisant au moins 37,5 années de préretraite de temps partiels, rémunérés sur la base de 60 % du salaire. Les périodes d'activité, qui pourraient être regroupées

employait un peu plus de 156 900 personnes.

Ce programme arrive aussi à point nommé pour accompagner les restructurations dans lesquelles s'engagera, à compter de début 1996, France Télécom avec EOI. Les salariés d'au moins 57 ans pourraient, selon les syndicats, être preneurs d'un départ anticipé dans la mesure où « ils n'ont pas envie de revivre les déstabilisations occasionnées par la réforme précédente ».

Sur la nouvelle organisation, et particulièrement sur son volet social, les syndicats attendent la direction de pied ferme. Ils lui ont renvoyé sa première copie au début de l'automne. Une nouvelle version devrait être connue dès cette semaine. Les syndicats évoquent l'existence de sureffectifs, notamment dans l'encadrement. La direction assure qu'il n'y aura pas de fermeture d'établissements, que cette nouvelle organisation n'affectera pas le chiffre global des effectifs et que, s'il y a nécessité de redéploiements fonctionnels, du technique vers le commercial, il y aura peu de déplacements géographiques des personnels.

Il n'est pas exclu que les services de la direction générale soient concernés par les restructurations. Selon certains élus, Michel Bon pourrait décider de mener en parallèle EO2 et la réorganisation de ces services qui emploient quelque 2 400 personnes. « Les effectifs pourraient être ramenés à 800 ou 900 personnes », indique un élu.

Une chose est certaine : des signes sont attendus de la part de Michel Bon, notamment en termes de management. « Pour le moment il n'a pas apporté de grande originalité, mais sa période d'état de grâce est passée », relève un administrateur. Les premiers signes pourraient venir lors du renouvellement du conseil d'administration, mi-décembre.

Philippe Le Caer

Révision en baisse des bénéfices

Le conseil d'administration de France Télécom, qui s'est tenu jeudi 23 novembre, a procédé à une révision à la baisse des prévisions de bénéfices pour l'exercice 1995. Alors que le budget prévisionnel tablait sur un résultat net, au niveau de la maison-mère, de 9 milliards de francs, le chiffre définitif devrait être voisin de 7 milliards. La différence proviendrait de provisions pour dépréciations d'actifs, mais aussi des hausses de la taxe professionnelle et de l'impôt sur les sociétés : respectivement 500 millions et 700 millions de plus que prévu. Cette révision à la baisse des profits n'a pas pour autant conduit à un abaissement des prélèvements qu'opérera l'Etat au titre des dividendes. Une avance de 4,5 milliards sera versée courant décembre, soit un transfert identique à celui honoré en 1994 à la même date, les bénéfices de France Télécom, maison-mère, s'étant élevés l'an passé à 9,2 milliards.

téléphonique, a décidé de convoquer en séance plénière l'ensemble des organisations syndicales, le 29 novembre, afin que leur soit soumis le projet de préretraites à mi-temps initié par son prédécesseur, Marcel Roulet. Les syndicats, dont certains, comme la CFDT, FO, la CFTC et la CGC, étaient demandeurs, seront appelés à parapher ce projet dans les jours qui suivront.

La direction de France Télécom a également convoqué un comité technique paritaire, le 12 décembre, afin de présenter le programme « EO2 » (évolution de l'organisation deuxième phase). Celui-ci, initié lui aussi sous la présidence de Marcel Roulet, doit conduire à l'élargissement

dans l'année, consisteraient en des missions de soutien au sein de l'entreprise. « Les dernières réunions que nous avons eues montrent que, mercredi, la direction obaissera l'âge à 57 ans et portera la rémunération à 70 % », indique un syndicaliste.

RESTRUCTURATIONS

Ce programme vise à rajeunir la pyramide des âges (la moyenne d'âge est de 42 ans) et à anticiper sur les départs en retraite qui s'annoncent importants dans quelques années. Les retraites à mi-temps ne devraient cependant pas être massives. La direction table sur environ 1 000 personnes par an pendant trois ans. Fin 1994, France Télécom

COMMENTAIRE CONTRADICTIONS

France-Télécom et IBM aujourd'hui, la sidérurgie et les dockers hier, et l'ensemble de l'industrie de l'armement demain... alors que le gouvernement veut porter de 37 ans et demi à 40 ans la durée de cotisation nécessaire pour bénéficier d'une retraite à taux plein, les entreprises publiques comme privées ont tendance à raccourcir la durée de la vie active des salariés.

Les études de la caisse nationale d'assurance-vieillesse montrent qu'en 1993, au moment de la demande de pension, plus de 60 % des assurés sociaux étaient « inactifs » dont 23,5 % étaient au chômage ou en préretraite. Entre l'équilibre des comptes sociaux, qui incite les responsables politiques à retarder l'âge de la retraite, et les problèmes d'emplois, qui poussent les entreprises à se séparer de plus en plus tôt de leurs collaborateurs, le dilemme n'est pas nouveau. Mais

en ouvrant le dossier des régimes spéciaux, le Premier ministre place les directions d'entreprises publiques dans une situation délicate.

En multipliant les préretraites-maison pour ne pas avoir à licencier, IBM-France choisit de préserver son image, malgré le coût et la possibilité de réduire ses effectifs en se séparant de salariés plus jeunes. En revanche, les entreprises publiques n'ont pas le choix. Pour réduire ses effectifs de 5 000 personnes par an, la direction de la SNCF veut faire partir les cheminots dès 55 voire 50 ans. Reculer l'âge de la retraite comme le prévoit la réforme Juppé provoque non seulement des troubles sociaux mais prive la SNCF et d'autres entreprises publiques d'une des rares marges de manœuvre dont elles disposent pour alléger leurs effectifs. Du coup celles-ci sont obligées, comme France Télécom, de ruser avec le statut, en proposant aux salariés les plus âgés de passer à temps partiel.

Frédéric Lemaître



Modèles prêt-à-porter. Jeudi veau velours marron, volga mollesse liège, Unis country tabac. A partir de 2 200 F.
Paris: E. 51, rue François I^{er} Tél. 45 61 02 35. Paris: 226, boulevard St-Germain, Tél. 45 44 98 77.
Bordeaux: 6, place Gambetta, Tél. 56 51 00 05. Lyon: 17, rue du Plâtre, Tél. 78 28 00 40. Marseille: 34, rue Paradis, Tél. 91 55 51 00.
Toulouse: 1, rue Castaigne, Tél. 61 21 07 35. Et chez Hermès, 24, fg. St-Honoré, Paris 8^e, Tél. 40 17 47 17.

les tontes
pour les
de cent à
d'indus-
Les em-
et plus
ix des so-
est dans
Allemagne,
ennes en-
s impres-
rent pour
destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
1 ml de-
sur les
me mais
lique au
emploi et
être exi-
des pro-
aussi
accueil,
le et so-
ée.

hfeld

37

icains et
res de l'
s ont dé-
tendant
que offi-
pro-
séra l'un
le prési-
Robert
à au 56-
me que
ment de
semble-
nent qui
est une
liberté,
acun de
x.

EINE

uverne-
birc de
s les six
n prési-
t faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maine,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
spécu-
lics fi-
la mo-
que, la
aide à
ités et

A la tête de l'EDF, Edmond Alphandéry devra clarifier la stratégie et les rapports avec l'Etat

L'ancien ministre de l'économie devrait être nommé président en remplacement de Gilles Ménage

■ **ALCATEL CIT** : le fabricant français d'équipements de télécommunications, filiale d'Alcatel Alsthom, anticipe une forte baisse de son chiffre d'affaires en 1996 à 9,5 milliards de francs contre 10,9 milliards en 1995. En conséquence, il prévoit quelque 800 suppressions d'emplois en 1996. La contraction du chiffre d'affaires est due aux baisses de prix des équipements et à la nouvelle politique d'achat du principal client du groupe, France Télécom. A la suite de l'affaire des surfacturations chez Alcatel, ce dernier a décidé d'accroître ses approvisionnements auprès de Matsushita.

■ **INDOSUEZ** : Geneviève Gomez, aujourd'hui directrice chez EBF Aquitaine, est mise en examen depuis le 24 janvier 1994, révèle *Le Nouvel économiste* dans son édition du 24 novembre. Cette mise en examen fait suite à la plainte de deux marchands de biens, pour une affaire immobilière à Valenciennes qui remonte à l'époque où M^{me} Gomez présidait la filiale de promotion immobilière d'Indosuez, Satis. Les plaignants cherchent à démontrer qu'ils ont été lésés par Indosuez. La banque a elle-même porté plainte au civil contre ces deux associés pour non respect de leurs engagements.

■ **GAN** : la compagnie d'assurance française devrait enregistrer « des pertes de quelque centaine de millions de francs en 1995 » soit une très nette amélioration par rapport à l'an dernier (-5,3 milliards) grâce au redressement de l'assurance-dommages, selon son président, Jean-Jacques Bonnaud, dans un entretien à l'AFP le 25 novembre. Pour le patron du GAN, une privatisation, qu'il souhaiterait voir accompagnée d'une augmentation de capital de 2 à 3 milliards de francs, pourrait être envisagée vers mars-avril 1997.

■ **UAP** : l'agence de notation Standard and Poor's a abaissé de AA à A la note sur les engagements envers les assurés de UAP-Vie et UAP-IARD et a placé sous surveillance négative les notes de la banque Worms et de Sofapi, filiales à 100 % de l'assureur. L'agence indique toutefois que « les solides positions commerciales du groupe en Europe et le développement de sa présence en Extrême-Orient vient, dans une certaine mesure, contrebalancer ses faiblesses ».

■ **CREDIT LYONNAIS** : la Cour d'appel de Lyon a condamné le 3 novembre la banque publique à régler en partie les dettes d'une entreprise mise en liquidation judiciaire, soit 1 300 000 francs, à titre de dommages et intérêts pour avoir contribué à « l'aggravation » de son passif en lui accordant un « soutien abusif ». Cette sanction a été révélée le 27 novembre par l'avocat de la société Delfi Construction, fondée en mai 1989 et spécialisée dans la construction de maisons individuelles. Elle a été mise en liquidation judiciaire en juillet 1990 avec un passif estimé à plus de trois millions de francs.

■ **FORTE** : le groupe britannique botteller a recommandé à nouveau « fortement » à ses actionnaires de rejeter l'offre « totalement inadéquante » de rachat faite mercredi dernier par Granada, (*Le Monde* du 23 novembre), selon un communiqué de Forte publié dimanche. D'un montant de 3,4 milliards de livres, celle-ci constitue « une tentative d'appropriation du capital à un coût inférieur à sa valeur, afin de mettre en place un conglomérat qui aurait peu de logique industrielle », estime Forte.

CLARIFIER les rapports avec l'Etat et redéfinir les axes de développement de l'entreprise, tels sont deux des grands chantiers ouverts par Gilles Ménage que son successeur, Edmond Alphandéry, aura à mener à bien. L'ancien ministre de l'économie aura cependant pour priorité immédiate de ramener la sérénité dans la hiérarchie de l'entreprise, en traçant les lignes de partage des pouvoirs entre le président et le directeur général.

En trois ans, les relations au sein de l'état-major du groupe se sont fortement dégradées. La greffe n'a jamais pris entre Gilles Ménage, parachuté en 1992 de la direction du cabinet du chef de l'Etat et les ingénieurs dirigeant l'entreprise. Jean Bergougnoux, en tant que numéro deux, fut l'un des plus des plus farouches opposants et partit pour la présidence de la SNCF en mai 1994. Son successeur, François Ailleret, plus diplomate, tenta

de renouer les liens pendant plusieurs mois. Mais poussé par d'autres directeurs, il entra rapidement en conflit sur des questions de nominations avec un président autoritaire entendait jouer pleinement son rôle. Au début de l'année 1995 les tensions vont s'amplifier. Elles ne portent plus seulement sur la manière de gérer l'entreprise mais sur le fond, c'est-à-dire sur la place que peut avoir une entreprise publique née pour produire de l'électricité sur d'autres marchés, notamment internationaux.

Le conflit qui se joue entre le quatrième et le cinquième étage de la rue de Monceau à Paris, siège de la direction générale et de la présidence, se déplace progressivement sur la place publique. « On ne sort pas d'un tel conflit sans égratignures », reconnaît-il aujourd'hui dans l'entourage de l'un des protagonistes. Chacun craint la future cohabitation entre président et directeur général, et Ed-

mond Alphandéry devra rapidement préciser sa conception et confirmer ou modifier l'équipe dirigeante.

FORGER SA LEGITIMITE

M. Alphandéry est pressenti avant l'été pour prendre la tête de l'EDF. Le ministre de l'Industrie lui a confié une étude sur le développement à l'exportation des entreprises publiques du secteur de l'énergie et dans ce cadre il a travaillé avec l'état-major du groupe. La présidence lui a ouvert les portes et la direction générale l'a consulté régulièrement sur les grands dossiers, comme l'entrée dans le capital d'Elf. Il a reçu les syndicats et, selon la CGT, l'ancien ministre de l'économie a donné son image de libéral pour se présenter comme « un pragmatique ». La volonté affichée est claire. Il s'agit avant tout d'apaiser les esprits.

Edmond Alphandéry profitera

des dossiers préparés par son prédécesseur pour tenter de forger sa légitimité. Faute de temps, il devra peu s'impliquer dans le débat européen sur l'électricité prévu le 30 novembre à l'Assemblée en vue de la réunion du 14 décembre à Bruxelles. Cette négociation, qui dure depuis huit ans, a progressivement reconnu des thèses françaises, dont celle du droit pour un Etat de maîtriser sa politique énergétique à long terme et celle de la possibilité de réguler la concurrence. Un compromis serait même possible entre les ministres des Quinze.

Sa priorité portera sur la négociation du contrat de plan avec l'Etat et du plan stratégique d'entreprise (PSE) destiné à l'interne, tous deux devant être signés au cours des premiers mois de 1996. Profitant de la célébration de son cinquantième anniversaire, l'établissement public souhaite présenter ses ambitions pour le futur et

clarifier ses rapports avec son actionnaire. Echaudés par les prélèvements répétés et non prévus de l'Etat qui amputent le résultat et démotivent les salariés, les responsables d'EDF ont décidé, avec un an d'avance, de revoir leur contrat de plan.

Dans ce cadre, les modalités de la contribution financière devraient être arrêtées. Elles devraient se limiter au versement d'un dividende comme dans l'import-export quelle entreprise. Le nouveau contrat, comme le précédent, fixera les niveaux des baisses de tarifs à la clientèle et le rythme du désendettement. Il devrait en revanche être plus précis sur la question du développement international. Les missions d'EDF en ce domaine devraient être mieux définies au vu de l'expérience acquise ces dernières années dans cette nouvelle activité.

DIVERSIFICATION PRUDENTE

L'internationalisation est l'une des priorités du plan stratégique d'entreprise élaboré par le directeur général délégué Pierre Daurès à destination des salariés du groupe. Dans ce document, la notion de service public devrait être réaffirmée et l'électricité devrait être considérée comme le cœur du groupe. Des développements sont envisagés pour élargir la gamme des services proposés et surtout étendre le champ d'activité, en s'appuyant sur des partenariats, au-delà du compteur des particuliers et des industriels. Ayant tiré les leçons de son échec dans la diversification (vers les services aux collectivités), l'établissement public envisage d'y revenir, prudemment cette fois, en développant des associations avec les entreprises des secteurs concernés.

Enfin, EDF souhaite maintenir la logistique commune avec son allié Gaz de France au sein d'EDF-GDF Services. Mais, au-delà, le futur de cette direction mixte qui compte quatre-vingt mille personnes, dépendra de l'évolution des structures de GDF, qui devrait profiter de son cinquantième anniversaire pour ouvrir son capital au secteur privé.

Dominique Gallois

■ **INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE** : Pierre Chassigneux, préfet, devrait être nommé à la tête de l'IFP, un poste que le gouvernement a proposé à Gilles Ménage, écarté d'EDF, mais que celui-ci a refusé. Pierre Chassigneux, né le 25 décembre 1941, est un ancien élève de l'ENA. Il a été préfet de la Nièvre (1982-1983), directeur central des renseignements généraux (1983-1986), avant de devenir le directeur de cabinet de François Mitterrand, président de la République, de 1992 à 1995.

Eric Leser

Un universitaire reconnu, un ministre malchanceux

EDMOND ALPHANDÉRY, le centriste, n'est pas un modéré. Les anecdotes sur le caractère rugueux et emporté de cet universitaire de cinquante-deux ans, proche de Raymond Barre dont il a été l'élève, ne manquent pas. Son passage au ministère de l'économie, de 1993 à 1995, a été une expérience difficile. Le personnage surprend. Il n'est pas toujours là où on l'attend. Adversaire acharné de la première cohabitation, qu'il qualifie de « piège » dans un livre publié en 1986, il se laisse convaincre du contraire par Edouard Balladur et entre dans son gouvernement.

C'est précédé d'une réputation flatteuse de compétence - il est agrégé d'économie -, d'opiniâtreté et de courage qu'il arrive à Bercy. Il y laissera une partie de son crédit. Le *Financial Times*, qui faisait son portrait le 10 mai 1993, le présentait à la fois comme « chanceux » et « né sous une bonne étoile ». A Bercy, c'est plutôt la malchance qui va l'accompagner. Il le reconnaissait lui-même devant les membres de son cabinet : « Ces deux ans ont été un enfer ».

Tout d'abord parce que sa marge de manœuvre en tant que ministre de l'économie était faible. Il était flanqué d'un ministre du budget, Nicolas Sarkozy, qui disposait d'une ligne directe avec Edouard Balladur et qui est devenu la coqueluche des médias. Rapidement, les relations sont devenues difficiles avec Matignon et l'atmosphère s'est même dégradée au sein de son cabinet. Le caractère ombrageux et soupe au lait de M. Alphandéry n'a pas arrangé la situation. Ses gaffes, et notamment celle qui est à l'ori-

gine de la crise monétaire de l'été 1993, ont fini de le déstabiliser. En déclarant sur Europe 1 qu'il avait « conquis » le ministre de l'économie allemand et le président de la Bundesbank, M. Alphandéry avait provoqué un tollé outre-Rhin. Les marchés considérant qu'une faille venait d'apparaître au grand jour entre l'Allemagne et la France, les attaques contre le franc se sont alors déchaînées. Les opérateurs l'ont alors méchamment surnommé « Alphandérite ».

Mais il serait injuste de lui faire porter toute la responsabilité de la crise monétaire. Elle se serait sans doute produite tôt ou tard. Les rela-

tes de dérapage des comptes publics. Une lettre en date du 27 janvier 1994 (*Le Monde* du 14 mai 1995), adressée au premier ministre, soulignait le risque de dérive des déficits budgétaires et sociaux. Il concluait : « Le non-respect de nos engagements européens (...) entame la crédibilité de notre politique financière (...) Il faut donc impérativement réduire les dépenses ».

L'indépendance de la Banque de France est à mettre à son actif, tout comme l'idée - controversée - de l'aide de l'Etat à l'achat d'automobile (« balladurette »). La réussite du programme de privatisations, au moins jusqu'au début de 1994,

prises, le président du Lyonnais, Jean Peyrelevade, a obtenu à Matignon ce que Bercy lui refusait. Le ministre de l'économie a jusqu'au bout cherché à minimiser l'ampleur des pertes de la banque publique.

Compte tenu de l'état de ses relations avec Matignon, il n'est pas étonnant qu'il ait soutenu assez mollement la campagne présidentielle d'Edouard Balladur, même si M. Alphandéry était alors vice-président du Centre des démocrates sociaux (CDS, rebaptisé aujourd'hui Force démocrate). Il se ralliera sans états d'âme entre les deux tours à Jacques Chirac : il obtiendra aujourd'hui sa récompense.

Dès sa désignation comme administrateur du groupe le 26 novembre, M. Alphandéry a indiqué son intention de démissionner de la présidence du conseil général de Maine-et-Loire, qu'il occupe depuis septembre 1994.

En 1992, son nom avait déjà été évoqué pour prendre la tête d'EDF. Mais Gilles Ménage, le directeur de cabinet de François Mitterrand, obtiendra finalement le poste en dépit de sa mise en cause dans l'affaire des écoutes téléphoniques effectuées par la cellule antiterroriste de l'Elysée.

Rien ne le prédisposait vraiment à prendre la présidence d'une entreprise de cette taille, la première du secteur public, où il est attendu avec un certain scepticisme. Il est vrai qu'EDF a déjà été présidée avec succès par un économiste, Marcel Boiteux (1979-1987). Il sera un tout cas le premier patron d'EDF à avoir été ministre.

SA gestion du dossier lourd du Crédit lyonnais n'est pas exempte de tout reproche. A plusieurs re-

lations avec le premier ministre Edouard Balladur et son cabinet devenant de plus en plus mauvaises, il songe à plusieurs reprises à démissionner. Matignon avait projeté un remaniement au début de 1994, annulé à la suite des difficultés du lancement du CIP (Contrat d'insertion professionnelle). Il n'y aurait pas survécu. A l'époque, le directeur de cabinet d'Edouard Balladur, Nicolas Bazire, l'avait affublé du surnom d'« A.M. » (ancien ministre).

M. Alphandéry ne méritait peut-être pas tant de sarcasmes. Il avait été l'un des seuls à prévoir l'évolution de la conjoncture et le risque

quant la conjoncture boursière était favorable, lui revient, tout comme l'obstination à poursuivre dans un contexte devenu ensuite beaucoup plus difficile. Les nominations à la tête des entreprises publiques et autres jeux de chaises musicales lui ont le plus souvent échappé, mais il a obtenu, en mettant sa démission en jeu, la nomination d'Antoine Jaccout-Galliani à la présidence des Assurances générales de France (AGF).

A sa gestion du dossier lourd du

VERBA VOLANT, et c'est bien dommage lorsque les paroles enrichissent les débats d'actualité. Le Cercle des économistes, qui fournit au fil des semaines des chroniques à Radio-Classique, l'a heureusement compris. L'an dernier, il avait rassemblé en un livre la plupart des prestations-conférences groupées par thèmes et le résultat avait été coculant. Il renouveller l'opération avec ses *Chroniques économiques* 1995, et le lecteur aura plaisir à butiner à son gré au fil des pages.

L'économie s'interprète ici à plusieurs voix. On pourrait aussi bien écrire « à plusieurs voies » car le Cercle des économistes, présidé par Jean-Hervé Lorenzi, est composé d'une vingtaine d'universitaires, qui, outre l'enseignement, pratiquent souvent l'expertise, le conseil, voire la direction de services et couvrent un éventail de sensibilités politiques très large. La loi du genre veut que

l'on range au placard les instruments d'analyse trop pointus, et le grand public ne s'en plaindra pas. L'idée est d'interroger le groupe de spécialistes sur les grandes questions du jour. Elles sont classées en cinq rubriques : politique économique, problèmes sociaux, monnaie et finance, économie industrielle et d'entreprise et relations internationales. On s'arrêtera à la micro-économie. Sur l'éthique d'entreprise, Jean-Marie Chevallier insiste sur deux idées fondamentales : la transparence dans le fonctionnement de la firme et celle des contre-pouvoirs.

■ **POLITIQUE POUR L'INDUSTRIE** : De son côté, Dominique Roux souhaite qu'un cours d'éthique soit ouvert dans toutes les écoles de gestion alors que Christian Stofaas pense que « nous n'avons pas encore découvert toutes les règles qui vont avec la liberté ». Olivier Pastre estime qu'il faut plutôt des codes de bonne conduite que des lois. Marc Guillaume, enfin, note que la bonne gestion n'est pas une garantie de bonne conduite mais qu'il est excessif d'écrire comme le président du

CNPF que « les voleurs de l'entreprise doivent féconder la société française ».

Autre question : que signifie aujourd'hui une politique industrielle ? Les intervenants s'accordent pour dire qu'elle ne peut plus avoir aujourd'hui le sens que la France, sa championne, lui donnait auparavant et qui remonte au colbertisme. Mais Christian Stofaas lui attribue trois buts : favoriser l'éclosion de PME, moderniser les grands services publics (La Poste, la SNCF, EDF/GDF), « monuments de la société française », enfin, à l'échelle de l'Europe, consolider le socle industriel face à la concurrence des Etats-Unis, du Japon et des pays en développement, notamment dans les domaines de haute technologie. Pour Jean-Paul Bétbèze, tout le monde fait de la politique industrielle sans le dire : l'action sur les taux de change, la baisse du dollar sont largement politiques et ont un effet industriel (par exemple sur la concurrence entre Boeing et Airbus). De même, les obstacles non tarifaires, les commandes publiques, les rapports entre recherche publique et entreprises

privées ne disparaissent pas dans les pays de la libre concurrence. Et Michel Didier a le mot de la fin : « La France n'a pas besoin d'une politique industrielle, elle a besoin d'une politique pour l'industrie ».

Dans ce secteur des affaires, signalons encore deux questions intéressantes assorties de leurs réponses : « Peut-on imaginer une reprise économique sans relance de l'immobilier ? » et « Peut-on imaginer une évolution de la forme française de gouvernement d'entreprise ? ».

Le pli est pris. Le Cercle des économistes a trouvé le moyen de sortir... de son cercle, pour l'éducation du public.

Pierre Drouin

* *Chroniques économiques 1995*, par le Cercle des économistes. Ed. Descartes et Cie. 264 p., 120 F.

La bourse en direct
36 15 LE MONDE
2-23 F la minute

MAXIMA
L'EXPERTISE MANAGÉRIALE

Roland FITOUSSI
avec une équipe de
Solving International

**CONQUÉRIR
LES MARCHÉS
DU 21^e SIÈCLE**

Stratégies • Innovation
Compétitivité

208 p.
148 F

«Un point de vue d'experts
internationaux du management»

150

FRANCE

INTERNATIONAL

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995 / 19

RE 1995 / 15

● LA BOURSE de Tokyo a gagné 1,80 %, lundi 27 novembre. L'indice Nikkei a progressé de 327,91 points, soutenu par la fermeté du dollar face à la devise japonaise.

● LE MARCHÉ OBLIGATAIRE américain a terminé la séance en hausse, vendredi. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans s'est replié à 6,25 %, contre 6,27 % la veille.

● « NOTRE MONNAIE a un potentiel d'appréciation supplémentaire », a déclaré le gouverneur de la Banque de France Jean-Claude Trichet dans un entretien au Journal du dimanche.

● WALL STREET a établi, vendredi, un nouveau record malgré une séance écourtée pour cause de Thanksgiving. Le DJ a progressé de 0,14 % pour terminer à 5 048,84 points.

● LE FRANC était en hausse, lundi matin, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 3,4405 francs pour un deutschemark, aidé par la vigueur du billet vert.

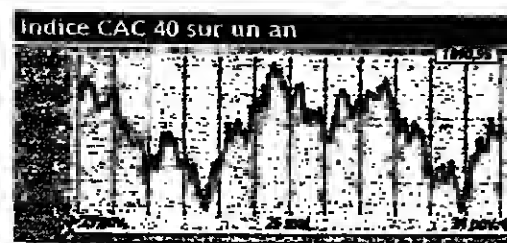
LES PLACES BORSIÈRES



Paris fait de la résistance

LA BOURSE de Paris faisait preuve d'une certaine résistance lundi 27 novembre en dépit de la poursuite des mouvements sociaux. En hausse de 0,13 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 gagnait 0,15 % une heure plus tard. A la mi-journée, les valeurs françaises cédaient un peu de terrain, s'effritant de 0,1 % à 1 888,63 points. Les transactions étaient peu étoffées, les échanges représentant 720 millions de francs pour les valeurs négociées sur le compartiment à règlement mensuel.

Dans un marché relativement calme, la Bourse se fait avant tout favorisée par la détente enregistrée sur les taux d'intérêt, a noté un intervenant. « Pour l'instant, le marché ne réagit pas aux mouvements sociaux, mais, si les protestations devaient se poursuivre et s'amplifier, on n'échapperait pas à une sanction de la part des marchés financiers », a ajouté un gestionnaire. Les taux ont poursuivi leur mouvement de détente et les taux à trois mois s'inscrivent lundi matin à 5,25 % contre



5,31 % vendredi. La Banque de France a piloté lundi une nouvelle fois une dérive sur le taux au jour le jour qui s'est établi à 5,18 % contre 5,25 % à la veille du week-end. Le

marché espère toujours la poursuite de la politique d'assouplissement monétaire, d'autant plus que les derniers statistiques sont peu satisfaisantes pour la consommation.

Crédit local de France, valeur du jour

LE CRÉDIT LOCAL DE FRANCE (CLF) a terminé la séance, vendredi 24 novembre, à la Bourse de Paris, en hausse de 0,69 % à 393 francs dans un volume de 143 000 titres. Selon les intervenants, le CLF n'a guère été affecté par l'adoption, jeudi, par l'Assemblée nationale, d'une proposition de loi qui étend aux collectivités locales l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les codévi aux seules PME. Les opérateurs justifient ce manque de



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2011	2011
UFS	130,20	+10,20
SPM	889	+3,75
Chirac	4,75	+1,27
UIC	61	+7,61
Dynacom	100	+4,61
Jean Leclerc	303,89	+3,27
Legros Indus	174	+2,95
Dassault Electron	185	+2,77
Dassault Aviation	352,30	+2,26
DFC (Dette Fin)	219,50	+2,25

BAISSES, 12h30

Cours au	Var. %	Var. %
SOV	610	-6,10
UIC	453,70	-3,40
Imposco	42,50	-3,50
Cosycom (B)	438	-3,59
Worms & Cie	241	-3,38
Bongran	2645	-3,36
Créd. Fon. France	100,60	-2,55
Synergie Cosycom	1251	-2,39
ELI 14	880	-2,37
Bertrand Faure	151	-1,84

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	2011 Titres	Capitalisation
SEANES	14485	5241681,40
Carrefour	13967	3611320
Société Générale	56235	34493318
Euro (Cie des)	64387	3105164,80
Saint-Gobain	49976	31044003
Axa	88236	2758596,10
Alcatel	6259	2254205,40
Air Liquide	39745	2262610
LMVH Mont Vison	24837	25792272
Total	72069	22444657,50

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2011	2011
Clevert LVI	89	+2,22
Pier Import	79,90	+1,63
Finegold	75,35	+1,48
Dauphin OIA	195	+6,49
LDL	401,50	+5,65

BAISSES, 12h30

Cours au	Var. %	Var. %
Troway Gaudin 34	77	-1,10
Royd Indus LI	1159	-7,28
Crédit CAC	140	-5,60
Mail et Cie 8	110	-5,53
IMST/Metalliser	648	-4,98

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. SBF 120	2011	Var. %
Ind. SBF 120	124,64	+1,24
Ind. SBF 250	124,53	+1,16
Ind. Second Marché	345,82	+0,10
Ind. MidCAC	1040,06	+1,37

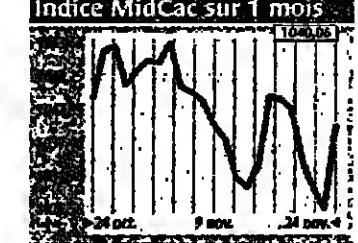
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



Nette hausse à Tokyo

LA FERMETÉ du marché à terme et une vague d'achats liée à des opérations d'arbitrage ont permis à la Bourse de Tokyo de terminer la séance en nette hausse lundi 27 novembre. Au terme des transactions, l'indice Nikkei s'est adjugé 327,91 points à 18 543,14 points, soit un gain de 1,8 %. Les boursiers ont néanmoins observé que les échanges ont été largement techniques et que le sentiment du marché ne s'est pas amélioré, comme le relève Kenzo Doi, de Kokusai Securities : « Les gains ont été gonflés par des facteurs techniques, et je crains que les indices ne reflètent pas tout à fait le sentiment du marché. »

Des opérations de couverture ont permis aux valeurs bancaires de terminer la séance en hausse malgré les lourdes provisions pour créances douteuses (Le Monde da-

té 26-27 novembre). Ainsi, Mitsubishi Bank a gagné 60 yens à 2 220 yens, Bank of Tokyo 30 yens à 1 630, Sanwa Bank 60 yens à 1 950. Cette fermeté des titres bancaires a contribué à la hausse générale de la cote. Selon un courtier de Kankaku Securities, les créances douteuses étaient déjà prises en compte avant d'avoir été annoncées.

INDICES MONDIAUX

Cours au	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	1888,63	+0,13
New York DJ	5048,84	+0,14
London FT 100	3130,10	+0,10
Frankfurt Dax 30	2411,10	+0,11
Paris CAC 40	1888,63	+0,13
New York DJ	5048,84	+0,14
London FT 100	3130,10	+0,10
Frankfurt Dax 30	2411,10	+0,11

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

Cours au	Var. %	Var. %
Alcoa	58	+7,75
American Express	45,25	+2,27
Allied Signal	45,62	+5
AT & T	44,87	+4,75
Bethlehem	14,62	+14,25
Boeing Co	73,50	+7,12
Chrysler Corp.	39,75	+3,75
Chevron Corp.	49,25	+9,50
Coca-Cola Co	75,25	+75
Dynasty Corp.	62,50	+62
Du Pont Nemours & Co	67	+67,25
Eastman Kodak Co	69,87	+69,87
Exxon Corp.	78,62	+78,62
Gen. Motors Corp.	49,12	+49,12
Gen. Electric Co	64	+64,25
Goodyear T & Rubber	42,37	+42,37
IBM	95,87	+95,87
Intl Paper	36,75	+36,75
J.P. Morgan Co	77	+77,12
McCormick & Co	89,87	+89,87
Merck & Co Inc.	58,62	+58,62
Minnesota Mng & Mfg	64,25	+64,12
Philips Morris	89,12	+89,12
Procter & Gamble C	36,50	+36,50
Sears Roebuck & Co	39,50	+39,50
Tenneco	71,37	+71,12
Union Carb.	40	+40
Unit Technol	92,87	+92
Westingh. Electric	16,12	+16,12
Woodworth	15,12	+15,37

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Sélection de valeurs du FT 100	
	2411
Allied Lyons	4,52
Ardent Bank	6,02
B.A.T. Industries	5,68
British Aerospace	7,87
British Airways	4,69
British Gas	2,37
British Petroleum	5,05
British Telecom	3,40
B.T.R.	3,28
Caesary Schweppes	5,56
Eurotunnel	0,98
Glaxo	8,80
Grand Metropolitan	4,30
Guinness	4,38
Hanson Plc	1,90
Great Plc	6
H.B.C.	9,32
Imperial Chemical	7,39
Lloyds Bank	5,57
Marlboro & Spencer	4,38
National Westminster	6,74
Peninsular Orienta	4,96
Reuters	1,15
Satchi and Satchi	0,87
Shell Transport	7,95
SmithLine Beamish	6,89
Unilever and Lyle	5,89
Unilever Ltd	12,23
Wellcome	10,88
Zeneca	12,92

RÈGLEMENT
MENSUEL

LUNDI 27 NOVEMBRE

Liquidation : 21 décembre

Taux de report : 5,25

Cours relevés à 12 h 30

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% variation
EDF-GDF 9%	750	750	-0,39
S.A.P. (T.P.)	95	95	+0,55
Crédit Lyonnais (T.P.)	115	115	-0,51
Renault (T.P.)	1940	1940	-0,51
Rhône-Poulenc (T.P.)	2029	2029	-1,02
Saint-Gobain (T.P.)	1140	1140	-
Thomson S.A. (T.P.)	1085	1085	-
Accor	628	628	-1,11
Air Liquide	825	822	-0,36
Alcatel Alsthom	437,50	437,50	-0,48
Alcatel Cable	346,70	346,70	-1,21
Asa	254	259	+1,91
AGF-Asa-Gen-France	165,80	165	-0,48
Asa	310,40	311	+0,19
Bail Invest	84	84	-1,54
Banque Paribas	59	59	+0,16
Banque Paribas	388	385	-1,80
Banque Paribas	154	151	-1,94
Banque Paribas	457	452	-1,09
Banque Paribas	468	462	-1,28
Banque Paribas	233,80	230,30	-1,53
Banque Paribas	950	950	-
Banque Paribas	2750	2685	-2,36
Banque Paribas	547	550	+0,54
Banque Paribas	870	865	-0,57
Banque Paribas	152	152,50	+0,39
Banque Paribas	218,40	218,40	-
Banque Paribas	2723	2727	+0,15
Banque Paribas	138	136	-1,44
Banque Paribas	102,80	101,10	-1,65
Banque Paribas	805	799	-0,74
Banque Paribas	245	245	-
Banque Paribas	47	47,30	+0,63
Banque Paribas	365,20	365,10	-0,02
Banque Paribas	441	440,20	-0,18
Banque Paribas	56,30	56,30	-
Banque Paribas	870	869	-0,11
Banque Paribas	995	990	-0,50
Banque Paribas	1040	1040	-
Banque Paribas	483,40	481	-0,41
Banque Paribas	297	297	-
Banque Paribas	440	439	-0,22
Banque Paribas	420	415	-1,19
Banque Paribas	155	151	-2,58
Banque Paribas	623	623	-
Banque Paribas	14,65	14,45	-1,36
Banque Paribas	1480	1483	+0,20
Banque Paribas	399	398	-0,25

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 27 NOVEMBRE

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	112	0,639
CEPAME 5,5% 88-97 CA	104,02	3,530
CEPAME 5,5% 89-97 CA	109,51	3,530
CEPAME 5,5% 90-97 CA	110,01	3,530
CFD 6,5% 90-05 CB	115,51	7,919
CFD 6,5% 90-05 CB	110,40	6,504
CFD 6,5% 90-05 CB	109,56	1,665
CFD 6,5% 90-05 CB	105,30	1,458
CFD 10,25% 90-01 CB	115	7,261
CLF 6,5% 88-90 CA	110,20	4,529
CLF 6,5% 88-90 CA	106,60	7,407
CLF 6,5% 88-90 CA	113,12	5,194
CLF 6,5% 88-90 CA	108,80	5,619
CLF 6,5% 88-90 CA	107,54	6,220
CLF 6,5% 88-90 CA	108,80	6,755
CLF 6,5% 88-90 CA	110,54	5,522
CLF 6,5% 88-90 CA	101,30	7,723
CLF 6,5% 88-90 CA	100,90	2,246
CLF 6,5% 88-90 CA	113,65	0,998
CLF 6,5% 88-90 CA	110,41	7,239

SECOND
MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 27 NOVEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acia (Nig)	62,25	62,25
APE	370	370
Alcatel	210	210
Alcatel S.A. (Nig)	145	145
Alcatel S.A. (Nig)	700	700
Alcatel S.A. (Nig)	475	475
Alcatel S.A. (Nig)	367,90	367,90
Alcatel S.A. (Nig)	23,70	23,70
Alcatel S.A. (Nig)	54	54
Alcatel S.A. (Nig)	370	370
Alcatel S.A. (Nig)	301,10	301,10
Alcatel S.A. (Nig)	640	640
Alcatel S.A. (Nig)	333	333
Alcatel S.A. (Nig)	67	67
Alcatel S.A. (Nig)	475	475
Alcatel S.A. (Nig)	228,80	228,80
Alcatel S.A. (Nig)	115	115
Alcatel S.A. (Nig)	59	59

SICAV

Une sélection Cours de clôture le 24 novembre

VALEURS	Émission	Rachat
Actimonteur C	361 60,95	361 60,95
Actimonteur C	3077,27	3077,27
Actimonteur C	112,37	112,37
Actimonteur C	1134,63	1134,63
Actimonteur C	877,23	877,23
Actimonteur C	833,03	833,03
Actimonteur C	822,83	822,83
Actimonteur C	808,75	808,75
Actimonteur C	1684,67	1684,67
Actimonteur C	597,76	597,76
Actimonteur C	3703,19	3703,19
Actimonteur C	115,25	115,25
Actimonteur C	114,80	114,80
Actimonteur C	526,80	526,80
Actimonteur C	314,23	314,23
Actimonteur C	1338,44	1338,44
Actimonteur C	152,66	152,66
Actimonteur C	142,05	142,05
Actimonteur C	1060,91	1060,91
Actimonteur C	1057,55	1057,55
Actimonteur C	1053,72	1053,72
Actimonteur C	784,78	784,78
Actimonteur C	161,56	161,56
Actimonteur C	167,56	167,56
Actimonteur C	1182,58	1182,58

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% variation
Crédit Foncier	103	103,40	+0,39
Crédit Foncier	399	399,50	+0,12
Crédit Foncier	295,50	295,50	-
Crédit Foncier	345	345,40	+0,12
Crédit Foncier	205	205,40	+0,19
Crédit Foncier	4023	4100	+1,91
Crédit Foncier	812	812	-
Crédit Foncier	345	345,20	-0,58
Crédit Foncier	180	180	-
Crédit Foncier	246,60	246,40	-0,08
Crédit Foncier	413	408	-1,21
Crédit Foncier	35,50	35	-1,41
Crédit Foncier	215	215,80	+0,37
Crédit Foncier	707	707	-
Crédit Foncier	97,50	97,50	-
Crédit Foncier	494,50	494	-0,10
Crédit Foncier	815	814	-0,12
Crédit Foncier	713	713	-
Crédit Foncier	364,40	364,40	-
Crédit Foncier	330	330,20	+0,06
Crédit Foncier	899	899	-
Crédit Foncier	914	913	-0,10
Crédit Foncier	617	617	-
Crédit Foncier	489	489	-
Crédit Foncier	1645	1645	-
Crédit Foncier	13,40	13,40	-
Crédit Foncier	402	402	-
Crédit Foncier	1079	1079	-
Crédit Foncier	7,80	7,80	-
Crédit Foncier	63,80	63,80	-
Crédit Foncier	4950	4950	-
Crédit Foncier	1340	1336	-0,30
Crédit Foncier	167	167,50	+0,30
Crédit Foncier	49,50	49,50	-
Crédit Foncier	1782	1780	-0,11
Crédit Foncier	164	164	-
Crédit Foncier	364,20	362	-0,55
Crédit Foncier	334	334	-
Crédit Foncier	1338	1338	-
Crédit Foncier	970	969	-0,10
Crédit Foncier	145	144,40	-0,41
Crédit Foncier	579	579	-
Crédit Foncier	22	22	-
Crédit Foncier	42	42,30	+0,71
Crédit Foncier	333	333	-
Crédit Foncier	297	297	-
Crédit Foncier	565	565	-
Crédit Foncier	520	520	-
Crédit Foncier	345,50	345	-0,29
Crédit Foncier	104,40	104,40	-
Crédit Foncier	246	246	-
Crédit Foncier	191	192	+0,52
Crédit Foncier	813	813	-
Crédit Foncier	525	525	-
Crédit Foncier	168	168	-
Crédit Foncier	843	850	+0,83
Crédit Foncier	1256	1263	+0,55
Crédit Foncier	968	967	-0,10

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% variation
Crédit Foncier	103	103,40	+0,39
Crédit Foncier	399	399,50	+0,12
Crédit Foncier	295,50	295,50	-
Crédit Foncier	345	345,40	+0,12
Crédit Foncier	205	205,40	+0,19
Crédit Foncier	4023	4100	+1,91
Crédit Foncier	812	812	-
Crédit Foncier	345	345,20	-0,58
Crédit Foncier	180	180	-
Crédit Foncier	246,60	246,40	-0,08
Crédit Foncier	413	408	-1,21
Crédit Foncier	35,50	35	-1,41
Crédit Foncier	215	215,80	+0,37
Crédit Foncier	707	707	-
Crédit Foncier	97,50	97,50	-
Crédit Foncier	494,50	494	-0,10
Crédit Foncier	815	814	-0,12
Crédit Foncier	713	713	-
Crédit Foncier	364,40	364,40	-
Crédit Foncier	330	330,20	+0,06
Crédit Foncier	899	899	-
Crédit Foncier	914	913	-0,10
Crédit Foncier	617	617	-
Crédit Foncier	489	489	-
Crédit Foncier	1645	1645	-
Crédit Foncier	13,40	13,40	-
Crédit Foncier	402	402	-
Crédit Foncier	1079	1079	-
Crédit Foncier	7,80	7,80	-
Crédit Foncier	63,80	63,80	-
Crédit Foncier	4950	4950	-
Crédit Foncier	1340	1336	-0,30
Crédit Foncier	167	167,50	+0,30
Crédit Foncier	49,50	49,50	-
Crédit Foncier	1782	1780	-0,11
Crédit Foncier	164	164	-
Crédit Foncier	364,20	362	-0,55
Crédit Foncier	334	334	-
Crédit Foncier	1338	1338	-
Crédit Foncier	970	969	-0,10
Crédit Foncier	145	144,40	-0,41
Crédit Foncier	579	579	-
Crédit Foncier	22	22	-
Crédit Foncier	42	42,30	+0,71
Crédit Foncier	333	333	-
Crédit Foncier	297	297	-
Crédit Foncier	565	565	-
Crédit Foncier	520	520	-
Crédit Foncier	345,50	345	-0,29
Crédit Foncier	104,40	104,40	-
Crédit Foncier	246	246	-
Crédit Foncier	191	192	+0,52
Crédit Foncier	813	813	-
Crédit Foncier	525	525	-
Crédit Foncier	168	168	-
Crédit Foncier	843	850	+0,83
Crédit Foncier	1256	1263	+0,55
Crédit Foncier	968	967	-0,10

145	Delta Profit Ly	305	305	0	Idemote	
146	Dea	2	2	0	Intex Home 2	2
147	Deceval Ly	365	365	0	Instalux Ly	1
148	Deceval Ly	46	46	0	Int. Computer 4	1
149	Deceval Ly	581	581	0	Intex Part 1	1
150	Deceval Ly	336,90	336,90	0	Intex	1
151	Deceval Ly	22	22	0	Micro-Profile TV	1
152	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
153	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
154	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
155	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
156	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
157	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
158	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
159	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
160	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
161	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
162	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
163	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
164	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
165	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
166	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
167	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
168	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
169	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
170	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
171	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
172	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
173	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
174	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
175	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
176	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
177	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
178	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
179	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
180	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
181	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
182	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
183	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
184	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
185	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
186	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
187	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
188	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
189	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
190	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
191	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
192	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
193	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
194	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
195	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
196	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
197	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
198	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
199	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1
200	Deceval Ly	22	22	0	Winkler 29	1

AUJOURD'HUI

MODES DE VIE

ENFANCE Passé huit ans, les enfants se détournent des jouets pour s'intéresser aux vêtements, aux articles de sport, aux cassettes vidéo ou préfèrent de l'argent de poche.

● **JEUX ET JOUETS** ne représentent plus alors que la moitié des cadeaux. A eux seuls, les moins de huit ans se répartissent 80 % des jeux et jouets, ce qui permet aux ventes (16 mil-

liards de francs par an en France) de se maintenir. ● **LA DIFFUSION** croissante des logiciels informatiques, comme l'attrait grandissant qu'exercent les activités sportives, a

également contribué, avec le boom de certains loisirs, à faire perdre au jouet son caractère indispensable. ● **CES CHANGEMENTS** sont liés à l'apparition d'un nouvel âge inter-

médiaire entre enfance et adolescence. En outre, les parents cherchent à améliorer l'éducation mais aussi la sociabilité de leurs enfants.

Les plus de huit ans se détournent des jouets

Après les premières années d'école primaire, les enfants préfèrent des cadeaux - vêtements, articles de sport, produits vidéo ou informatiques - mieux adaptés à la place qui est désormais la leur dans la société

ON LES AIME « des 6 mois » ou « à partir de 4 ans » mais de moins en moins « de 7 à 77 ans », inextinguiblement, jeux et jouets voient leur public réajuster. « Au milieu des années 80, on les trouvait vers l'âge de 10 ans. Aujourd'hui, une fois qu'il a eu sa console vidéo, un enfant de 7 ans se fait offrir pour Noël un sac à dos, des cassettes ou un baladeur plutôt que jeux et jouets », reconnaît Jean-Louis Berchet, le président de la Fédération des industries du jouet (FIJ). Il dresse ce constat serrement parce que, dans le même temps, le formidable développement des jouets « premier âge » (jusqu'à 3 ans) a compensé cette perte. Le chiffre d'affaires de la branche se maintient ainsi aux alentours de 16 milliards de francs.

« Il y a une quinzaine d'années, on « jouait » de 4 à 13-14 ans, tandis que, maintenant, le cœur du marché, ce sont les 0-8 ans », confirme Guy Pottier, directeur marketing du distributeur Toys'R'Us. Chez Concept, Product Junior, société d'études qui analyse chaque année les cadeaux de Noël, on constate également que, dès 8 ans, jeux et jouets ne représentent plus que la moitié des présents, et que le chiffre tombe même à 24 % chez les 12-14 ans. Les moins de 8 ans se partagent 80 % des jeux et jouets offerts. Les grands-parents, désormais convaincus de l'intérêt des jouets pour l'enfant et détenteurs d'un pouvoir d'achat suffisant pour leur en offrir en quantité, ont contribué à accélérer ce mouvement. « Les enfants ont tout, tout de suite. Ils ont presque fait le tour des jouets à 5 ans ! », regrette M. Berchet.

Autre évolution en défaveur du jouet : selon une enquête réalisée par Toys'R'Us en 1994, 44 % des enfants reçoivent désormais de l'argent à Noël, qu'ils n'investissent pas nécessairement dans des jeux éducatifs. Surtout, le jouet cède un peu de place à l'ultime dans la boîte du Père Noël. Car si les parents dé-



une journée à Eurodisney ? ». Interroge Joël-Vivès Le Bigot, qui dirige l'Institut de l'enfant.

A l'en croire, pourtant, la compétition entre produits n'explique pas tout : le jouet trouve ses propres limites dans les modes de vie actuels « et les nouvelles contraintes de place, l'espace privatif par enfant en appartement ne dépassant pas 5 ou 6 mètres carrés ; de mobilité, avec des voyages plus fréquents durant lesquels il n'est pas aisé de jouer au Monopoly ou aux Lego ; de temps, surtout. Un jeu de société qui dépasse la demi-heure n'a plus aucune chance ».

NE PLUS FAIRE SEMBLANT

Finie l'époque où le jouet avait pour mission d'« occuper » l'enfant à la maison. « Les parents ont la phobie que leurs enfants s'ennuient : ils doivent s'occuper intelligemment, exploiter toutes leurs possibilités parce qu'elles pourraient être utiles dans l'avenir », souligne la psychologue Anne de Barrière. L'autre obsession des parents est que l'enfant se socialise. Du coup, le jeu social a remplacé le jeu solitaire. Seul, l'enfant ne sait qu'allumer la télé.

Gilles Brougère, directeur du département des sciences de l'éducation à l'université Paris-XIII, considère d'ailleurs le rejet précoce du jouet comme une conséquence de l'urgence, depuis 5 ou 6 ans surtout, d'une préadolescence démarant vers 9 ans, de l'âge qu'il existe quelque chose entre l'enfance et l'adolescence avec des intérêts, une culture propre très liée au sport, aux vêtements, à la musique, et qui se construit contre le jouet comme marque d'un âge préadolescent. « Par ailleurs, poursuit-il, comme dans notre société les enfants sont de moins en moins chargés de tâches réelles, ils cherchent des activités de l'ordre du faire et non du faire-semblant. »

Dernier lien des plus de 8 ou

9 ans avec le monde du jouet, le jeu vidéo se porte mal depuis 1993, sous les effets conjugués de la saturation du marché, de la cherté des produits et de la poussée des logiciels de jeux informatiques. L'offre de substitution à destination de cette tranche d'âge est maigre. Jeux de société, jeux créatifs, voitures radiocommandées ou maquettes... « Pour les jeunes adolescents, c'est le désert », reconnaît Guy Pottier. En fait, le jeu sportif a remplacé le jouet : football, basket, street-hockey, roller, tous ces sports phénomènes de mode se sont substitués à lui. « Une image « bébé » s'est trouvée associée au jouet depuis le boom du marché du premier âge, assure M. Brougère. Aujourd'hui, pour un enfant,

grandir, c'est d'abord en finir avec le jouet. »

« Pour autant, les industriels ne se sentent pas condamnés », insiste Daniel Aboaf, le délégué général de la FIJ. D'autant que les Français demeurent les plus gros consommateurs en Europe derrière les Allemands, continuant de dépenser environ 1 800 francs l'an par enfant.

La Fédération a néanmoins décidé de lancer en mars une campagne de communication pour rappeler que le jouet est un « passage obligé dans l'épanouissement de l'enfant ». Et les adultes continueront d'en offrir pour se faire plaisir.

Pascale Krémer

Dépôts-ventes

SURÉQUIPÉS en moyens de s'occuper seuls, les enfants ne savent plus quoi faire de leurs jouets. Les mamans remplissent les placards jusqu'à saturation, par esprit de conservation, mais aussi par respect pour la tante qui s'est toujours charitablement souvenue de ses neveux et nièces au moment de Noël. On espère pouvoir les donner à un cousin, avant que sa mère ne stoppe la manœuvre : lui aussi croule sous les Lego et autres Playmobil. Alors on donne. A la Fondation Emmaüs, à l'Armée du Salut, à la Croix-Rouge. On peut revendre, aussi. Sur le même principe que pour les vêtements.

A Antony (Hauts-de-Seine), des puces enfantines volent depuis quatre ans accourir des préadolescents, les bras chargés de leurs livres et jeux d'hier. Marie Tran, organisatrice de cette rencontre dominicale pour l'Association générale des familles, y voit un objet exclusivement « pé-

dagogue ». « Les jeunes se rendent compte que les relations ne sont pas faciles entre les personnes. Ils se rendent compte aussi que l'argent ne rentre pas facilement, qu'il faut des efforts pour en gagner. » Marie Tran refuse d'entendre que les plus aisés, dont les coffres débordent, s'enrichissent auprès de ceux qui ne devront se contenter que de jouets d'occasion : les prix tournent autour de 5 ou 10 francs. Par ailleurs, vendeurs et acheteurs se confondent bien souvent.

« PÉRENNITÉ »

Aline, gérante d'un dépôt-vente de vêtements et jouets dans le quinzième arrondissement de Paris, remarque : « Mes clients savent acheter au meilleur prix. C'est peut-être ça qu'ils sont riches ! » Les personnes moins aisées ne figurent pas au nombre des habitués. Les clients ordinaires souhaitent « que rien ne se perde, que les choses servent, qu'elles circulent. Ils n'ont pas honte de revendre, pas de complexes, puisque c'est pour acheter de nouveau ». C'est même ainsi que Véronique, trente et un ans, justifie son assiduité pour le dépôt-vente de jouets de son quartier : « Dépenser les jouets délaissés par mes enfants, c'est garantir la pérennité du système. »

Revendre des objets que l'on a commencés d'utiliser, quand on n'a guère besoin de compléments de revenus, ne froisse nullement les dépositaires. Elles se donnent bonne conscience par rapport à leur bouillie d'achats, et « donnent aux associations d'une autre façon », estime Julie Constant, responsable du magasin Cbercheminippes, à Paris. « Les dames n'ont pas envie de se faire rabrouer sur un article qu'elles ont choisi de donner et qu'on leur refuse. Et puis, les haraïres des associations ne leur conviennent pas forcément. »

Les associations caritatives ne semblent pas souffrir de ce type de concurrence. Les jouets qu'elles reçoivent ont depuis belle lurette perdu l'éclat du neuf. Un atelier à la Fondation Emmaüs se charge de sélectionner ceux qui repartiront dans les boutiques vers une seconde vie. Pour Patrick, salarié à mi-temps à la fondation, les boutiques de jouets d'occasion ne font pas d'ombre aux associations : « Il y a de la place pour tout le monde », assure-t-il.

Reste que, si le dépôt-vente se banalise, ses « adeptes » ne sont peut-être pas toujours aussi décontractés qu'ils veulent bien le dire. Ainsi cette maman venue en voisine revendre pulls et jeux de société dans un dépôt-vente du quinzième arrondissement de Paris. Une paire de ciseaux en main, sous le sourire compréhensif de la « reprenseuse », elle découpe soigneusement la bande de tissu brodée de son patronyme cousue au dos d'un sweat : « Je voudrais pas qu'un sache. »

Aude Dassonville

Répugnant Santa Claus

LES PETITS Américains ont de fortes chances de trouver au pied du traditionnel sapin des cadeaux répugnants. C'est du moins la tendance des nouveautés présentées à la dernière foire du jouet qui s'est tenue à New York : poupées à disséquer, jeu de foie tendance nécrophile ou concours de sécrétions nasales sont des tendances importantes de l'année.

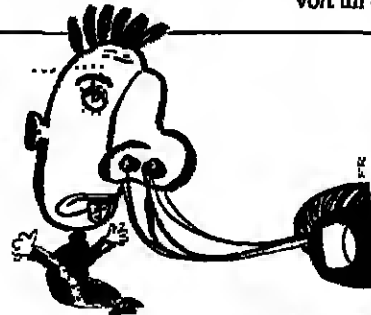
Ces « jouets dégoûtants » sont sans aucun doute un succès : après les figurines guerrières dérivées de séries télévisées japonaises, commente Theresa Klein, éditeur de la revue spécialisée The Toy Book. Ainsi,

« Louie le morveux », nouvelle création « hilarante » et « plus que dégoûtante », selon Shane Smith, chargé des relations publiques pour la manufacture de jouets new-yorkaise Pressman Toy Corporation. Cette tête en plastique d'une trentaine de centimètres de haut, aux couleurs criardes, est affublée d'un nez énorme. Les joueurs tirent de son appendice de longs serpents verdâtres et visqueux, et s'ils jouent de malchance, ils peuvent faire « exploser » la cervelle de Louie. La boîte crânienne s'ouvre et en jaillit un cerveau rougeâtre : on est alors éliminé. Le vainqueur est le dernier en piste.

Près de 1 640 fabricants ont ainsi rivalisé de « créativité » pour vendre leurs jouets aux quelque 20 000 acheteurs professionnels qui ont défilé à cette 92^e édition de la

foire. Amuser est pris ici très au sérieux car l'industrie du jouet a pesé 18,7 milliards de dollars (environ 100 milliards de francs) en 1994.

Les grands de l'industrie du jouet se sont lancés dans le répugnant, même s'ils conservent une discrétion de bon ton. Pressman propose encore un jeu de l'ole se déroulant dans un cimetière. Une tombe s'ouvre sous vos pas : vous retournez à la case départ. Votre sépulture est violée : vous passez des tours, le temps qu'on lui redonne un meilleur aspect. Et fantômes ou squelettes ne pensent qu'à vous jouer de



mauvais tours. A côté de ses nouvelles « Barbie », Mattel présente « Gakster », créature mi-homme, mi-machine dont les organes sont démontables. « Gakster » produit des sécrétions pour le moins équivoques, qui lui servent de munitions. Enfin, dans la série répugnant mais comestible, on notera une nouvelle version de la gelée synthétique qui glisse entre les doigts. Une hôtesse blond platine de Catco assurait que la substance était désormais « parfaitement mangeable ». Sans vouloir en faire la démonstration.

Martin Guère

Philip Morris cherche à rallumer la guerre du tabac

LES FABRICANTS de tabac contre-attaquent. Sous prétexte de plaider la cause du dialogue entre fumeurs et non-fumeurs, la dernière campagne publicitaire de la société Philip Morris Europe, diffusée dans sept pays européens, replace la question du tabagisme dans une logique guerrière. Une première publicitaire montre des adeptes de la cigarette abîmés sous le porche d'entrée d'un immeuble et pose une question : « Quelle est donc cette politique qui met les gens dehors ? » Au motif de défendre « la liberté individuelle », le fabricant affirme qu'« avec courtoisie et respect fumeurs et non-fumeurs peuvent trouver un terrain d'entente par eux-mêmes ». Le deuxième message interpelle directement le client : « Si vous souhaitez fumer, à qui devez-vous le demander ? A quelqu'un qui est dans la même pièce que vous ? Ou à quelqu'un qui ne l'est pas ? » Deux photos illustrent l'alternative : un homme, chemise ouverte, assis derrière son bureau à l'heure du déjeuner - on suppose qu'il s'agit du simple collègue de travail - et un homme cravaté, l'air sévère - on imagine un supérieur hiérarchique. A en croire l'argumentaire du fa-

briquant, ces campagnes ont « pour but de stimuler le débat sur les restrictions excessives imposées aux fumeurs et d'encourager un type de dialogue qui conduira à des stratégies pratiques et raisonnables (...) ». Le conflit autour du tabagisme, latent depuis des décennies et inhérent à toute vie en collectivité, avait été cristallisé par la loi du 10 janvier 1991, dite loi Evin, et son décret d'application du 29 mai 1992, relatif à la réglementation de la consommation de tabac dans les lieux à usage collectif. Ses détracteurs prévoyaient le pire.

Or la guerre tant attendue n'a pas eu lieu. Les proches de voisinage ou de bureau qui font rage aux États-Unis n'ont pas traversé l'Atlantique. Les plaintes émanant de simples citoyens ont porté sur le non-respect de l'interdiction de fumer, sur les conséquences du tabagisme passif, mais jamais sur les infractions à l'interdiction de la publicité, domaine d'action privilégié du Comité national contre le tabagisme (CNCT). La preuve : à ce jour, seules deux affaires impliquant des particuliers sont à l'instruction. Selon Pascal Méhann-Chemin, chargé de mission au CNCT, « les plaintes des parti-

culiers sont presque toujours classées sans suite, sauf quand il s'agit de particuliers d'un genre particulier, tel ce géomètre qui était expert près du tribunal qui traitait son dossier... ». L'alarmisme promotionnel de Philip Morris Europe tombe donc, en France, à plat. En réalité, la bataille se limite pour l'essentiel à des procès qu'on pourrait qualifier d'« inter-lobbies ». Une centaine de plaintes déposées par le CNCT contre les fabricants suivent actuellement leur cours.

« HOMMAGE À LA CRÉATIVITÉ »

Quelques jours après la parution dans la presse nationale de la première campagne, le CNCT a assigné Philip Morris Europe pour infraction à la loi Evin. L'affaire sera plaidée par M^{re} Luc Bihl, le 29 novembre, devant le tribunal de grande instance de Paris. Celui-ci assure, non sans ironie, rendre « hommage à la créativité des publicitaires des fabricants de tabac », en l'occurrence l'agence londonienne BST.

Sean Murray, porte-parole de la société Philip Morris Europe, réfute l'accusation. « Ce ne sont pas des publicités en faveur du tabac, explique-

ti-il. En tant que numéro un mondial, nous avons voulu glisser notre voix à celle des fumeurs, pour éviter que se développe, en Europe, la situation de discrimination à l'américaine. »

Sous couvert d'un appel au civisme, la campagne du fabricant mondial de cigarettes est un parfait exemple de détournement de la loi Evin : en interpellant le public sur la nécessaire « entente » entre fumeurs et non-fumeurs, la société Philip Morris Europe fait, évidemment, la promotion du tabagisme ! Le slogan « 17 000 employés en Europe au service de 97 millions de fu-

meurs d'Europe », décliné dans les deux messages, est on ne peut plus révélateur de cette communication détournée.

Au mois d'avril, deux fringants publicitaires avaient lancé dans la presse un appel à l'imagination de leurs confrères afin de promouvoir une nouvelle marque de cigarettes américaines « dans le cadre strict de la loi ». Ils offraient 15 000 dollars à la clé. Philip Morris Europe pourrait presque prétendre les avoir gagnés.

Laurence Folléa

Pour vous aider à réussir

Préparations annuelles et stages intensifs

- GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE - HEC & ESC. (Sésame/Visa et admissions parallèles (bac+2, +3).
- SCIENCES PO. - entrée en 1^{re} et 2^e années.
- DROIT/SC.ÉCO. - soutien méthodologique universitaire.
- Expertise comptable et entrée en MSTCE.
- Grands concours juridiques - CCPA, ENM.

ISTH La confiance - La performance
Enseignement Supérieur Privé
DEPUIS 1954 Tél. 42 24 10 72+ Minitel 3615 ISTHES

les toutes pour les de cent à acité d'in- : Les em- es et plus x des so- est dans llemagne, emmes en- s impres- rent pour it destiné , pas aux créateurs

ain sur la 1 loi de- s sur les :me mais ligne an : vouloir mploy et être exl- des proas aussi "accuell, re et so- ée.

hfeld

37

icaïns et res de la s ont dé- itendant gue offi- est pro- ara l'un re prés- : Robert s au Sé- me de ment de semble nent qui est une i liberté, acun de x.

INE

uverne- hirc de s les six n prési- ut faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- er qu'il mes. Il n plus -ci ne apwe- lchis fi- la mo- que, la 'aide à rité et

En passant en Amérique, la Coupe du monde de ski échange folklore contre dollars et technologie

Aux Etats-Unis, le slalomeur Français Sébastien Amiez prend la tête de la discipline

Le Slovène Andrej Miklavc, qui n'avait jamais obtenu mieux que la huitième place, a remporté, dimanche 26 novembre, le slalom de Park City (Utah). Meilleur temps de la première

manche, le Français Sébastien Amiez n'a pu se classer que quatrième, mais prend la tête de la

Coupe du monde de slalom. A Lake Louise (Canada) les épreuves féminines ont toutes été annulées.

PARK CITY

A une nuance près, le décor aurait été parfait. Mais cette nuance se remarque par des températures bien peu hivernales, a boudé le géant de Park City, samedi 25 novembre. Ce détail climatique aurait plongé dans le désespoir le plus placide des organisateurs européens de la Coupe du monde de ski alpin. Mais nous sommes aux Etats-Unis, dans les Montagnes Rocheuses, à une demi-heure d'auto-route de Salt Lake City. « Et chez nous, résume Tom Welch, le président du Comité d'organisation des Jeux d'hiver de 2002, la neige n'a pas d'importance. » Le soleil chauffe les sommets, le thermomètre grimpe quatre à quatre et les visiteurs des magasins de sport ont remplacé bonnets et polaires par une collection de tee-shirts aux couleurs de la station. « Mais la neige, réplique Tom Welch, n'a pas d'importance. Nous avons la technologie. Tout est donc possible. »

Tom Welch dit vrai. A Park City, l'absence de flocons n'a jamais empêché les skieurs de dormir. La sta-

tion aime se vanter de posséder dans ses hangars une batterie de canons à neige capable de repousser au loin redoux et beau temps. « Ce matériel nous a coûté 10 millions de dollars, explique Karen Fortana, la responsable des courses. Mais il est à l'épreuve de tout. S'il le fallait, nous pourrions couvrir de neige artificielle plus de 40 hectares de piste. » Peu importe si slalomeurs et géantistes jettent sur ce revêtement chimique durs par quelques poignées de nitrate d'ammoniaque un regard souvent méfiant. Pas question de laisser l'imprévu mettre en désordre le programme du week-end. La course aura lieu. Avec ou sans neige.

Aux Etats-Unis, la Coupe du monde peine à justifier son surnom de Cirque blanc. Inutile de chercher la moindre trace de folklore. La station possède bien un passé, un vrai, inscrit fièrement sur les façades des boutiques. Mais son histoire ne croque depuis peu celle du ski alpin. Construite au siècle dernier autour des mines d'argent, Park City aime se vanter d'avoir longtemps possédé pas moins de cent saloons

pour guère plus de 10 000 habitants. Aujourd'hui, les gueules noires des mineurs se destinent sur les affiches touristiques. Le ski fait vivre la station, l'argent a cédé la place au dollar. Mais l'esprit des pionniers n'a pas vraiment quitté les lieux. Présentée comme un premier sommet de la saison sportive, la Coupe du monde se résume finalement à une vaste opération commerciale.

PRIMES EN DOLLARS

Samedi matin, près de 10 000 touristes se pressent joyeusement le long de la piste de géant. A l'entrée de l'aire d'arrivée, une marque automobile, premier partenaire de l'épreuve, a distribué au public clochettes et tasses de café. La colonie balnéaire se fait entendre à chaque épreuve, du nom d'Alberto Tomba. Un groupe d'étudiants norvégiens guette l'apparition des siens pour lever ses drapeaux. Quant aux spectateurs américains, ils apprennent à la hâte le nom de leurs meilleurs skieurs. « Je ne connaissais pas ces gens, assure l'un d'eux. Mais je suis sûr qu'ils sauront nous surprendre. Ils sont beaux, jeunes et ambileux. »

Organisée sans fantaisie, l'épreuve se moque bien de manquer cruellement de folklore. Elle a bien mieux à offrir aux skieurs : une fortune en dollars que se partageront les meilleurs coureurs du jour. Dans le passé, Park City a souvent remisé les habitudes du ski alpin et imposé son goût du modernisme à un milieu volontiers attaché. La station a été la première à distribuer des primes en dollars, à la fin des années 80, lorsque les courses européennes se contentaient mollement de récompenser les vainqueurs par une poignée de main et un globe en cristal.

Aujourd'hui, la Fédération internationale de ski a accepté le principe du *prize-money* et obligé les organisateurs à distribuer au moins 30 000 francs de primes. Mais l'Amérique n'est pas encore largement ce train du progrès. A Park City, le montant des prix s'élevait à 650 000 francs, dont 125 000 francs pour le vainqueur. Un pactole que les coureurs observent avec des aires d'envie. « Les Américains ont vraiment fait bouger les choses, explique Alberto Tomba. Et il était temps. Le ski alpin doit devenir plus professionnel s'il veut lutter avec les grands sports professionnels. Les Américains l'ont compris les premiers. On leur doit au moins cela. »

Lancés à vive allure, les organisateurs de Park City se perdent parfois en chemin. Le speaker de la course oublie souvent de mentionner le palmarès des skieurs, mais il n'omet jamais de renseigner le public sur le nom des marques qui équipent les coureurs. Sébastien Amiez résume dans un sourire : « C'est l'Amérique... »

Alain Mercier

M Le parquet de Munich a annoncé, vendredi 24 novembre, sa décision de poursuivre les deux directeurs de course de la Fédération internationale de ski alpin pour homicide par imprudence, après l'accident mortel de la skieuse suisse Ulrike Maier lors d'une descente de Coupe du monde à Garmisch-Partenkirchen, eo janvier 1994.

A. M.

Edgar Grospiron bâtit ses rêves sur son image

Instigateur du show de Bercy, le champion du monde de ski acrobatique espère lancer un circuit européen en salle

SON RIRE, l'un des éléments essentiels du personnage, n'a pas changé. Il dégringole après chacune de ses nombreuses facéties. Edgar Grospiron s'amuse toujours autant, sans doute plus. Et toujours cet air de ne faire cas de rien. Ce faux je-m'en-foutiste est si sympathique. Il le sait. A vingt-six ans, l'ancien champion du monde en titre de ski acrobatique a la retraite hyper-actrice. Exemple : le show de ski « acro » organisé à Bercy samedi 25 et dimanche 26 novembre.

Edgar est resté candide. Son visage jovial, surmonté de sa houpette blonde, en fait toujours ce Fantasio sorti d'une vignette de bande dessinée. Il est parti à la fin de la saison auréolée de son titre de champion du monde à La Chusaz, chez lui, devant son public. Sa médaille olympique à Albertville, celle qui l'a lancé, et sa médaille de bronze à Lillehammer, celle qui l'a conforté, n'étaient donc que des étapes vers ce triomphe-là : « J'étais acculé. Il fallait que je gagne. Je suis sorti par la grande porte. » Il a changé : « En 1988, quand j'ai commencé, j'étais un morveux insouciant. 1992 a apporté cette médaille. De ma blessure au genou en 1993, j'ai tiré des leçons importantes et j'ai remis de l'ordre dans le bordel de ma vie. »

UN TEST

Retraité, son monde à lui reste le fun, et côté fun Edgar soigne son image. Grande gueule, adulé par les sponsors, il s'en est allé développer les bienfaits du ski acrobatique. Une épreuve en salle, c'est son idée : « Les étapes de la Coupe du monde passent trop souvent inaperçues. Il ne s'agit pas de concurrence puisque les seize meilleurs mondiaux sont à Paris : nous voulons juste amener le ski de bosses où il ne pouvait pas venir. »

Pour Edgar Grospiron, Bercy est un test. Il espère créer un circuit en salle. Madrid est passionné par le projet, comme Helsinki, ou Mexico. Les partenaires ont suivi volontiers. Il y a Edgar, et Edgar fait vendre. Car Edgar est conscient d'avoir drainé tout l'argent des marques. Avec 500

agent, l'un des conseillers du puissant groupe I. M. G. de Mark McCormack, il a dû faire des choix et trier dans ses préférences. Il est lucide : « Je veux avoir un peu de temps pour moi et ne pas user mon image. » Il vient d'accepter une publicité pour une marque gazeuse et il s'agit pour une boisson gazeuse et à Bercy se fait l'apôtre d'un mode de communication dernier cri. Il y a aussi des lunettes et bien d'autres. Gagne-t-il beaucoup d'argent ? « Enormément. Les impôts et l'avenir me rendent raisonnable. »

Et le sport. Qui l'a fait ? « Je suis arrivé au bon moment et j'ai eu la chance d'avoir les Jeux en France. » S'il est parti de la Coupe du monde, c'est parce qu'il commençait à s'ennuyer. « Si les mecs ne trouvent pas de leader, ça va capoter dans les deux ans. » Pour ce retour du ski à bosses en parallèle : « C'est le plus spectaculaire et le plus impressionnant. Tu peux avoir n'importe quel lampin à côté de toi, tu as une de ces truelles ! » Pour ce manque, il va s'en donner à cœur joie à Bercy. Il regrette l'entraînement : « C'est la première fois depuis douze ans que je ne travaille pas régulièrement. Ça me fait bizarre. J'ai l'impression d'être à la bourre. Je voudrais parfois m'arracher la gueule. »

En se laouissant aussi de grandes courses dans la poule, Edgar Grospiron termine sa tournée des boîtes en décembre. En janvier-février, il sera aux Etats-Unis sur le circuit professionnel des « bouseurs », avant de revenir en France pendant les vacances de février. Un retour aux Etats-Unis fin mars et une virée au Japon en avril. « Là-bas, c'est la fête pour les bosses et pour moi-même. »

Edgar supporte la célébrité et les sollicitations dans un rire : « Je me donne trois ans, je vais continuer à skier et à faire ma promotion. Ce n'est pas toujours facile de gérer son image. Mais, après tout, j'ai fait le plus dur en faisant des résultats. »

Bénédict Mathieu

Les slalomeurs français forcent la porte

PARK CITY

Les chiffres sont formels : le meilleur slalomeur du moment n'est ni le Slovène Andrej Miklavc, vainqueur dimanche 26 novembre à Park City, ni l'Autrichien Michael Tritscher, gagnant une semaine plus tôt sur les neiges américaines de Beaver Creek. Et ce n'est pas non plus l'Italien Alberto Tomba, renvoyé vers la sortie dès la première manche du slalom de Park City, un incident de parcours que la télévision locale a repassé sous tous les angles jusqu'à l'écoeurement.

A ce croire le classement actuel de la Coupe du monde de la spécialité, le numéro mondial porte les couleurs de l'équipe de France. Sébastien Amiez, vingt-cinq ans, deux grands yeux bleus qui éclairent un visage massif comme les chalets de Pralognan, sa station natale, a boudé en tête la longue tournée nord-américaine. Deuxième à Beaver Creek, quatrième à Park City, il court encore derrière la victoire que lui promettent depuis longtemps les spécialistes. Mais sa forme est visible derrière chaque piquet. « Je m'éclaire désormais pour l'importer, assure-t-il d'une voix réfléchie. Je commets encore des erreurs, j'ai par-

fois du mal à maîtriser la tactique de course, mais j'apprends à chaque épreuve. »

Signe des temps : Sébastien Amiez n'est plus seul, en équipe de France de slalom, à observer la pente avec l'assurance d'un propriétaire des lieux. Fort de neuf skieurs, le groupe France n'a jamais paru aussi riche. En début de saison, les plus anciens ont ouvert leurs portes à une joyeuse bande de jeunes pousses. « Les nouveaux prennent confiance en voyant les anciens réussir de bonnes performances. Et les vieux sont obligés de se remuer », explique Yves Dimier.

Formé en 1991 autour de Stefano Dalmas, un entraîneur italien rompu à toutes les ficelles du métier par dix-huit années passées sur le circuit, le groupe des slalomeurs a grandi avec patience. A ses débuts, ils étaient à peine trois à se jeter sur les pentes de la Coupe du monde. Un quatrième, puis un cinquième, ont rejoint leur troupe. Aujourd'hui, l'émulation est telle que les entraîneurs se refusent encore à avancer le nom des quatre élus qui disputent les championnats du monde. Et il ne se trouve aucun pour exiger le moindre privilège.

A. M.

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

CROSS DE SUD-OUEST

Messieurs
1. Le Stum (Fra.), les 9,900 km en 35 min 25 s ; 2. Esalid (Fra.) à 4 s ; 3. Dely (Eth.) à 9 s ; 4. Strijakov (Rus.) à 11 s ; 5. Dubus (Fra.) à 16 s.

Dames
1. Nemacheva (Rus.), les 5,150 km en 16 min 52 s ; 2. Marousova (Rus.) à 4 s ; 3. Fates (Fra.) à 6 s ; 4. Murao (Fra.) à 18 s ; 5. Baranova (Rus.) à 23 s.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Pro A)

11^e Journée
Le Mans-Levallois 85-96

PSG Racing-Ereux 112-104 a p.

Gravelines-Dijon 96-79

Reims-Chaumont 93-99

Nancy Pau-Orthez 77-79

Montpellier-Strasbourg 84-81

Lyon-Limoges 70-82

Amboise-Villeurbanne 106-109 a p.

Classement : 1. Limoges, Pau-Orthez et Villeurbanne, 21 pts ; 2. Montpellier, 18 s ; 3. PSG-Racing, Amboise, Nancy et Dijon, 17 s ; 4. Evreux, 16 s ; 5. Levallois et Strasbourg, 15 s ; 6. Cholet, Le Mans, Reims et Gravelines, 14 s ; 7. Lyon, 13 s.

BOXE

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES POIDS WELTERS

Patrick Charpentier (France) bat Javier Martinez (Espagne) par arrêt de l'arbitre à la 1^{re} reprise.

ESCRIME

COUPE DU MONDE DE FLEURET

Messieurs
Classement : 1. D. Chevtchenko (Rus.) ; 2. R. Tuckers (AUS.) ; 3. S. Centoni (Ita.) et S. Galustian (Arm.) ; 4. S. L. Purnell (Fra.)

COUPE DU MONDE D'ÉPÉE

Messieurs
Classement : 1. D. Chevtchenko (Rus.) ; 2. R. Tuckers (AUS.) ; 3. S. Centoni (Ita.) et S. Galustian (Arm.) ; 4. S. L. Purnell (Fra.)

SPORTS

Athlétisme, Cyclisme, Football, Rugby, Tennis...

RÉSULTATS, RECORDS et PALMARÈS

3615 LE MONDE

Messieurs
Classement : 1. R. Vanky (Suk.) ; 2. A. Mazzoni (Ita.) ; 3. E. Phipps (Fra.) et C. Poucher (Fra.) ; 4. J.-M. Chouard (Can.)

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D2

11^e Journée
Châteauneuf-Marseille 1-0

Le Mans-Paris 2-0

Vannes-Metz 1-3

Charleville-Red Star 0-2

Epinal-Nancy 2-2

Angers-Lorient 1-1

Laval-Metz 2-1

Amiens-Laval 0-3

Perpignan-Mulhouse 2-1

Dunkerque-Toulouse 1-0

Châteauneuf-Chen 0-1

Classement : 1. Caen, 43 pts ; 2. Laval, 38 s ; 3. Red Star, 37 s ; 4. Sochaux, 36 s ; 5. Nancy, 35 s ; 6. Le Mans, 34 s ; 7. Metz, 33 s ; 8. Perpignan, 32 s ; 9. Châteauneuf, 31 s ; 10. Toulouse, 31 s ; 11. Lorient, 30 s ; 12. Lorient, 29 s ; 13. Epinal, 27 s ; 14. Poitiers, 27 s ; 15. Vannes, 26 s ; 16. Metz, 23 s ; 17. Châteauneuf, 22 s ; 18. Mulhouse, 21 s ; 19. Amiens, 21 s ; 20. Charleville, 20 s ; 21. Angers, 19 s ; 22. Als, 9 s.

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE

11^e Journée
Hambourg SV-FC St-Paul 1-0

Fortuna Düsseldorf-VFB Stuttgart 1-2

Werder Bremen-Hansa Rostock 0-2

Münch 1860-Bayer Leverkusen 0-1

FC Uerdingen-Borussia Dortmund 0-2

SC Karlsruhe-Borussia Mönchengladbach 4-0

Schalke 04-Eintracht Frankfurt 2-0

FC Kaiserslautern-SC Freiburg 1-2

FC Cologne-Bayern Munich 0-0

Classement : 1. Borussia Dortmund, 34 pts ; 2. Bayern Munich, 32 s ; 3. Bayer Leverkusen, 25 s ; 4. Mönchengladbach, 25 s ; 5. Hambourg SV, 23 s ; 6. Hansa Rostock, 22 s ; 7. VFB Stuttgart, 22 s ; 8. Schalke 04, 22 s ; 9. Eintracht Frankfurt, 17 s ; 10. Werder Bremen, 17 s ; 11. SC Karlsruhe, 17 s ; 12. FC St-Pauli, 16 s ; 13. Münch 1860, 15 s ; 14. FC Uerdingen, 14 s ; 15. FC Kaiserslautern, 14 s ; 16. Fortuna Düsseldorf, 13 s ; 17. SC Freiburg, 13 s ; 18. FC Cologne, 11 s.

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE

11^e Journée
Chelsea-Tottenham 0-0

Everton-Sheffield Wednesday 2-2

Manchester City-Aston Villa 1-0

Middlesbrough-Liverpool 2-1

Newcastle-Leeds 2-1

Southampton-Bolton 1-0

West Ham-QPR 1-0

Arsenal-Blackburn 0-0

Norwich Forest-Manchester United lundi 27 novembre

Classement : 1. Newcastle, 38 pts ; 2. Manchester United, 32 s ; 3. Arsenal, 28 s ; 4. Aston Villa, 27 s ; 5. Tottenham, 26 s ; 6. Middlesbrough, 25 s ; 7. Liverpool, 24 s ; 8. Leeds, 24 s ; 9. Nottingham Forest, 24 s ; 10. West Ham, 20 s ; 11. Chelsea, 20 s ; 12. Everton, 19 s ; 13. Blackburn, 18 s ; 14. Southampton, 15 s ; 15. Sheffield Wednesday, 14 s ; 16. Wimbledon, 12 s ; 17. Manchester City, 12 s ; 18. QPR,

11 ; 19. Coventry, 9 s ; 20. Bolton, 8 s.

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

11^e Journée
Real Sociedad-FC Barcelone 1-1

Atletico Madrid-Oviedo 3-0

Sagunto-Sagunto 1-1

Sarriena-Astoria 1-0

Albacete-Valencia 1-3

Sevilla-R. Valencia 1-0

Celta Vigo-Málaga 2-0

O. La Corogne-Valencia 3-1

Levante-S. Jacques-de-Compostelle 1-1

S. Giron-Real Madrid 0-0

Classement : 1. Atletico Madrid, 33 pts ; 2. FC Barcelone, 31 s ; 3. Espanol Barcelone, 24 s ; 4. Valencia, 24 s ; 5. S. Jacques-de-Compostelle, 24 s ; 6. Real Madrid, 22 s ; 7. Betis Séville, 22 s ; 8. Sporting Giron, 20 s ; 9. Athletic Bilbao, 19 s ; 10. Deportivo La Corogne, 18 s ; 11. Tenerife, 17 s ; 12. Séville, 17 s ; 13. Sarriena, 16 s ; 14. Oviedo, 16 s ; 15. Racing Santander, 16 s ; 16. Real Sociedad, 15 s ; 17. Real Sagunto, 15 s ; 18. Celta Vigo, 14 s ; 19. Merida, 14 s ; 20. Albacete, 12 s ; 21. Valladolid, 11 s ; 22. Rayo Vallecano, 11 s.

CHAMPIONNAT D'ITALIE

11^e Journée
Cagliari-Astoria 2-0

Crotone-Padoue 1-1

Florentia-Inter Milan 1-1

Milan AC-Parma 3-1

AS Rome-Torino 2-1

Sampdoria-Livorno 1-0

Vicenza-Lazio 1-0

Parma-Livorno 1-1

Classement : 1. Milan AC, 24 pts ; 2. Parma, 22 s ; 3. Lazio, Fiorentina et Atalanta, 19 s ; 4. Juventus, 18 s ; 5. Naples, 17 s ; 6. AS Rome et Vicenza, 16 s ; 7. Udinese et Inter Milan, 15 s ; 8. Sampdoria, 14 s ; 9. Cagliari, 13 s ; 10. Fiorentina, 11 s ; 11. Torino, 10 s ; 12. Bari, 8 s ; 13. Crotone, 6 s ; 14. Padoue, 5 s.

HANDBALL

SUPERS COUPE

Messieurs
Finale
Russie-Allemagne 18-16

Match pour la 3^e place
Suisse-France 25-20

Classement final : 1. Russie ; 2. Allemagne ; 3. Suisse ; 4. France ; 5. Espagne ; 6. Roumanie.

COUPE DU MONDE

Slalom géant de Park City
Messieurs
1. M. von Grunigen (Sui.) 2 min 27 s 48 ; 2. L. Kjus (Nor.) 2 min 27 s 50 ; 3. H. Knau (Aut.) 2 min 28 s 53 ; 4. F. Nyberg (Sue.) 2 min 29 s 80 ; 5. C. Meyer (Aut.) 2 min 29 s 14.

Classement de la Coupe du monde de slalom géant : 1. M. von Grunigen (Sui.), 300 pts ; 2. L. Kjus (Nor.), 285 s ; 3. U. Kustin (Sui.), 196 s ; 4. J. Koz (Slo.), 130 s ; 5. H. Knau (Aut.), 128 s.

Slalom de Park City
1. A. Miklavc (Slo.) 1 min 38 s 72 ; 2. C. Meyer (Aut.) 1 min 38 s 73 ; 3. F. De Grigna (Ita.) 1 min 38 s 84 ; 4. S. Amier (Fra.) 1 min 38 s 99 ; 5. J. Koz (Slo.) 1 min 39 s 06.

Classement de la Coupe du monde de slalom : 1. S. Amier (Fra.), 130 pts ; 2. M. Tritscher (Aut.) et A. Miklavc (Slo.), 100 s ; 4. J. Koz (Slo.), 95 s ; 5. F. De Grigna (Ita.), 82 s.

TENNIS

FED CUP

Espagne-Etats-Unis 3-2

Finale
Martinez (Esp.) b. C. Rubin (E-U) 7-5, 7-6 ; A. Sanchez (Esp.) b. M. J. Fernandez (E-U) 6-3, 6-2 ; C. Martinez (Esp.) b. M. J. Fernandez (E-U)

6-3, 6-4 ; C. Rubin (E-U) b. A. Sanchez Viano (Esp.) 1-6, 6-4, 6-4 ; G. Fernandez-L. Daventort (E-U) b. V. Ruano-M. Aronca Sanchez (Esp.) 6-3, 7-6.

TENNIS DE TABLE

CHAMPIONNAT DE FRANCE

11^e Journée
PSG Racing-Montpellier 2-3

Strasbourg 3-0

Poitiers-Paris UC 0-3

Avignon-Cannes 1-3

Tourcoing-Rennes 3-1

Nice-Bour 3-0

Classement : 1. Cannes, 16 pts ; 2. Paris UC, 15 s ; 3. Poitiers, 13 s ; 4. Avignon, 13 s ; 5. Montpellier, 13 s ; 6. Strasbourg, 12 s ; 7. Tourcoing, 12 s ; 8. Rennes, 11 s ; 9. Tours, 10 s ; 10. Strasbourg, 10 s ; 11. Nice, 9 s ; 12. PSG-Racing, 9 s.

VOLLEY-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

8^e Journée
PSG Racing-Montpellier 2-3

Strasbourg 3-0

Poitiers-Paris UC 0-3

150

FRANCE

INTERNATIONAL

AUJOURD'HUI-SPORTS

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 3

LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995 / 23

RE 1995 / 15

L'équipe de France de fleuret perd ses habitudes olympiques

Les tireurs peuvent encore participer au tournoi individuel d'Atlanta

Pour la première fois dans l'histoire des Jeux olympiques, les fleuretistes français ne participeront pas à l'épreuve par équipe à Atlanta. Ils

ont été éliminés, vendredi 24 novembre, à Vienne (Autriche), par la Hongrie en demi-finale du tournoi de qualification pour la dernière

place européenne. Les tireurs doivent se classer parmi les seize meilleurs fleuretistes mondiaux pour participer au tournoi olympique individuel.

ILS POURRAIENT mettre leur défaite sur le compte de cette grève des contrôleurs aériens qui leur a coûté un invraisemblable voyage en bus de plus de quinze heures et une arrivée matinale à Vienne, peu de temps avant le début de la compétition. Mais à quoi bon ? L'équipe de France de fleuret masculine, basée à Barcelone, ne participera pas aux Jeux olympiques d'Atlanta. Une première pour l'arme qui a apporté le plus grand nombre de médailles (39) à l'équipe française depuis la création des Jeux modernes en 1896.

Vendredi 24 novembre, à Vienne, Franck Boidin, Philippe Omnès et Lionel Plumenail n'ont échoué dans leur ultime tentative de qualification pour le tournoi olympique. Parce qu'ils n'avaient pas su se classer dans les sept premières nations des derniers championnats du monde, en juillet à La Haye, les fleuretistes français s'étaient vus infliger une sanction à cette session de rattrapage dans la capitale autrichienne. Pour gagner l'Amérique, il leur fallait remporter la finale de Vienne. Ils se sont inclinés d'un rien devant la Hongrie en

demi-finale (Le Monde daté 26-27 novembre). Jusqu'à cette année, les épreuves par équipes n'étaient rien d'autre qu'une succession de résultats individuels. En remportant tous ses assauts, un très bon tireur pouvait, seul, permettre à son pays de l'emporter. Pour satisfaire le CIO, soucieux de resserrer ses compétitions et de les rendre plus attractives, le tournoi par équipes a été réformé en un seul match dans lequel trois tireurs se relaient pour atteindre 45 touches. L'escrimeur prend le score là où son coéquipier l'a laissé, avec un retard à combler ou une avance à conserver.

L'ARME DE RÉFÉRENCE

En montant sur la piste, vendredi, à 40-32 pour les siens, Lionel Plumenail pouvait être confiant. A 44-38 encore plus. Il suffisait d'une touche victorieuse. Elle n'est jamais sortie de son fleuret. L'expérience d'Ersek a fait jouer son escrime physique pour revenir dans la partie. Plumenail, pourtant le meilleur fleuretiste français cette année, a perdu ses moyens. Et les Hongrois ont gagné (45-44).

Après la médaille de bronze au sabre par équipes des championnats du monde, c'est la qualification pour Atlanta de l'arme de référence qui s'en va d'une touche. Pierre Abrieu, le président de la Fédération française d'escrime, ne se remet pas de ce faux pas. « Je ne comprends pas que les entraîneurs ne soient pas parvenus à aider Lionel, à le réveiller. Il y a là un véritable problème d'encadrement sur lequel il faudra se pencher. Mais cette défaite est surtout un avertissement pour notre fleuret qui doit s'adapter à l'évolution vers une discipline plus physique. »

Depuis une dizaine d'années, le fleuret fait sa mue sous la conduite de compétiteurs de plus en plus athlétiques qui prennent des libertés avec les conventions qui régissent l'arme mouchetée. Une attaque doit être parée avant que la riposte ne sorte, les coups doivent être conduits plutôt que lancés. Les instances internationales ont tenté de freiner l'évolution vers plus de mollesse et d'esbroufe, sans succès. Le fleuret français, par tradition celui de la « belle escrime » académique, a peut-être du

mal à suivre le mouvement. Pierre Abrieu réclame plus d'entraînement physique, plus de musculation spécifique pour les bretteurs français.

Il attend surtout de leur part « une réaction d'orgueil ». Privés de la compétition par équipes, ceux-ci peuvent encore espérer prendre part à l'épreuve individuelle d'Atlanta, à condition de figurer parmi les seize premiers tireurs du classement mondial de la Fédération internationale d'escrime au 31 mars 1996. D'ici là, les « mousquetaires » français vont devoir multiplier les tournois de Coupe du monde pour accumuler un maximum de points. Dimanche 26 novembre, Lionel Plumenail et Philippe Omnès se sont respectivement classés cinquième et septième du tournoi individuel de Vienne remporté par le champion du monde russe Dimitri Chechenko. Des résultats de bon augure. Mais il était dit que le séisme autrichien tonnerait au long cauchemar pour les Français : face à l'italien Cerioni, Lionel Plumenail a perdu 15-14. D'une petite touche.

Stéphane Joby

Le tennis de table vit à l'heure

de la « génération Gatien »

Les pongistes français affichent leur solidarité

VILLEURBANNE

de notre envoyé spécial

La « génération Gatien » n'en finit pas d'imposer sa loi dans le tennis de table français. Elle a encore montré sa force aux Internationaux de France, qui ont eu lieu, du jeudi 23 au dimanche 26 décembre, à Villeurbanne. Si les Chinois ont dominé les matches individuels, Jean-Philippe Gatien et Damien Elui ont remporté l'épreuve de double.

La médaille d'argent de Jean-Philippe Gatien aux Jeux olympiques de Barcelone, son titre mondial en 1993, avaient posé les premiers jalons d'une aventure collective commencée il y a plus de dix ans. Aux Jeux d'Atlanta, les pongistes français tenteront d'ajouter un nouveau chapitre à cette histoire. La 8^e place de Jean-Philippe Gatien au classement mondial l'a qualifié d'office. Il ira aux États-Unis avec Patrick Chila, lui aussi directement sélectionné grâce à sa 30^e place.

La France pourrait envoyer un troisième joueur aux JO, si son représentant se classe dans les dix premiers des qualifications européennes à Manchester, du 10 au 14 janvier 1996. « Un coup de génie », prévoit déjà Damien Elui, qui a débordé avec acharnement son rang de 3^e Français à Villeurbanne. Avant les Internationaux de Suède et de Finlande, il devait marquer le maximum de points pour renforcer ses chances d'aller en Angleterre. L'équipe de France est riche d'autres bons joueurs comme Christophe Legoff, qui a effectué jusqu'aux quarts de finale le meilleur parcours des Français à Villeurbanne, et Nicolas Chatelain. Ils menacent Damien Elui au classement national. Tous les membres de l'équipe de France se reconnaissent dans le slogan « génération Gatien ». Depuis plus de dix ans, le groupe a pris corps, autour de ce chef de file au charisme incontesté. Son plus beau résultat collectif date de 1994 : l'équipe de France avait emporté à Birmingham le titre européen pour la deuxième fois de son histoire. Dix ans exactement après que la Fédération française de tennis de table (FFTT) eût pris sous sa coupe Jean-Philippe Gatien, encore cadet. Les autres membres de l'actuelle équipe de France avaient rejoint, quelques mois plus tard, celui qu'on n'appelait pas encore « Philou ».

Pour battre les irrédutibles Chinois, grands maîtres du tennis de table, la FFTT venait de mettre une machine de guerre appelée « 15 à 15 ans ». Tous les cadets qui approchaient ainsi de la première série étaient sélectionnés pour aller en équipe de France. Ces jeunes inconnus sont regroupés à l'Insep, où ils connaissent depuis des années ce qu'on a pu appeler à l'époque des méthodes « à la chinoise ».

« SPORT DE COMBAT »

Du découragement alors que le tennis de table n'est pas seulement un jeu d'adresse. La technique ne suffit plus pour gagner. Le pongiste doit apprendre à dominer l'adversaire. « Le tennis de table est un sport de combat », martèle Pierre Albertini, le directeur technique national, devenu depuis président de la FFTT. Judoka dans l'équipe de France des JO de Munich, en 1972, Pierre Albertini sait de quoi il parle. « La préparation psychologique est devenue essentielle », se souvient Michel Gadat, alors entraîneur national. On s'est rendu compte qu'un joueur gagne des matches par sa concentration entre les échanges. »

Les résultats ont fait taire les critiques sur l'« esprit commando » de la FFTT. Celles-ci venaient surtout des clubs qui perdaient le contrôle de leurs meilleurs éléments. Nouvelle ombre au bilan de ces nouvelles méthodes : la génération qui a suivi celle de Jean-Philippe Gatien n'a jamais pu trouver sa place dans les compétitions nationales et internationales. La FFTT envisage donc de révéler un nouveau groupe de jeunes joueurs à l'Insep, en septembre 1996, pour préparer Sydney et surtout les Jeux de 2004. Parmi ces espoirs figurent la génération montante des cadets et des juniors, qui ont montré leurs qualités à l'occasion des championnats d'Europe, à La Haye, en juillet.

Christophe de Chenay

Les incertitudes de Didier Auriol

LES ANNÉES se suivent et ne se ressemblent pas. Didier Auriol avait terminé 1994 auréolé d'un titre de champion du monde des rallyes. Il était le premier Français à décrocher une couronne dans cette catégorie. Et les fleurs pleuvaient à l'envi sur le pilote Toyota. Les observateurs rivalisaient de qualificatifs élogieux. L'année 1995 et l'automne finissaient le retour sans voiture et plein de l'amertume « d'avoir été lésé », de n'avoir pu défendre ses chances sur les routes ou les chemins du championnat du monde qui s'est achevé, mercredi 22 novembre, en Grande-Bretagne.

Didier Auriol n'est responsable de rien. Et pourtant, il a été puni. Son équipe, le team Toyota-Europe, a été prise en flagrant délit de tricherie, et, plaide-t-il, « je n'étais pas au volant ». C'était le 25 octobre, à l'issue du Rallye de Catalogne. Après un contrôle inopiné, une modification illégale du système

d'admission d'air du turbo avait été décelée sur la voiture du champion du monde. Le 3 novembre, la Fédération internationale de l'automobile (FIA) décidait de suspendre Toyota pour toute la durée de la saison 1996.

Depuis cette date, Didier Auriol se cherche un avenir. Il a engagé des contacts, restés pour l'instant sans réponse. Toyota n'a pas encore définitivement arrêté une stratégie. La firme a seulement décidé de ne pas faire appel de la décision de la FIA. La rumeur a un moment circulé que la maison mère, basée au Japon, pourrait se substituer au team Europe disqualifié. Selon Auriol, il n'en est plus question. Il fait simplement état du possible engagement d'une équipe privée qui bénéficierait en sous-main de l'assistance directe de la marque japonaise.

Ce n'est cependant plus vers le pays du Soleil-Levant que le pilote

tourne ses regards. Il admet avoir engagé des conversations avec Ford dès avant le Rallye de Grande-Bretagne, la dernière épreuve du championnat. Le constructeur américain a l'intention d'effectuer un retour au premier plan du championnat du monde des rallyes, abandonné à la domination des japonais Toyota, Subaru et Mitsubishi. Dans cette perspective, Didier Auriol a le profil d'un candidat convoité. D'autant que Ford n'exige pas de sa part un budget, une condition posée par beaucoup d'écuries à laquelle le champion du monde français refuse de se plier. Le palmarès n'est en effet plus un atout suffisant pour séduire. Les volants deviennent payants de plus en plus souvent, à l'instar de la formule 1, et le pilote français ne dispose pas de moyens financiers susceptibles de lui assurer une place dans l'imminente compétition.

Auriol refuse pour l'instant de céder au découragement. « La date limite, dit-il, sera quand il n'y aura plus de volant disponible. » Car le pilote français n'est pas la seule victime des incartades de Toyota. Deux autres champions du monde sont dans la même situation : le Finlandais Juha Kankkunen, son coéquipier, et l'Espagnol Carlos Sainz, qui avait signé en octobre un contrat de trois ans avec le Toyota Team Europe. Didier Auriol s'est préparé au pire. Il a déjà imaginé une année 1996 sans championnat du monde des rallyes, et un détournement vers d'autres compétitions, comme le triathlon sur glace ou les rallyes-raids.

P. Ce.

Patrick Bernardini pilote de la Ford Escort a conservé son titre en remportant, dimanche 26 novembre, le Rallye du Var.



AUTOMOBILE..... AUTOMOBILE..... AUTOMOBILE.....

SADEVA PARIS OUEST
UNE SÉLECTION INCOMPARABLE DE VÉHICULES RÉCENTS

- FORD MONDEO 2L Ghia auto. cuir clim. noir mét. 94 119.000 F
- FORD MONDEO 1800 GLX 5Ptes bleu mét. 95 74.000 F
- FORD MONDEO 1800 Turbo O. vert mét. 95 92.000 F
- FORD SCORPIO TDI ttes optims vert mét. 95 121.000 F
- FORD ESCORT 1400i Pack élec. bordeaux mét. 95 69.000 F
- FORD TRANSIT 100 Surelvis Diesel blanc 95 84.000 F
- NISSAN 100 NX Coupé Oir. ass. T.O. état neuf 72.000 F

GARANTIE TOTALE - REPRISE - FINANCEMENT
129 Bd Jean-Jaurès - 92 CLICHY - 47 39 71 13
- à deux pas du périphérique -

VENDS SUPERBE
CABRIO. COCCINELLE 1302 L
Noir, capote et sellerie cuir beige
TBEG - Moteur 90.000 Km

NEUFS : Freins complets
+ Circuit électrique entier
+ Pneus avant + Rotules
REPAITS : Peinture + Capote
+ Echappement + Embreyage
Equip. radio. Expertise 90.000 F

Vendue 62.000 F
CAUSE DÉPART (1) 45.51.55.59

VÉHICULES OCCASIONS
EXCEPTIONNELS
ET VÉHICULES NEUFS

UN ENGAGEMENT - UNE GARANTIE
UN APRES VENTE

(1) 48.32.10.10

Clio 1.2 RN Garantie 12 mois 94
Espace Cycade 2.2 Garantie 95
405 Signature Garantie 94
Rover 216 GTI Garantie 95
Fax : (1) 48.32.36.45

D.E.A.
3, rue Jules Moilliet - 93 DRANCY

CITROËN FELIX FAURE
CITROËN ZX AVANTAGE 1.4i - 5P
au prix
exceptionnel
de
68500 F*

MERCEDES 220 TE Break - 93
Clim., 33.000 Km, 143.500 F
BMW 318 la Coupé - 94
Cuir, 22.500 Km, 119.500 F
RENAULT 21 Turbo D - 93
Manager, 65.000 Km, 66.500 F

Tél : 46.54.40.00

POLO 1.3 CL
Vert anglais - 16.000 Km - 95
DPEL ASTRA 1.4 GL
Bleu nuit métal - 13.500 Km - 95
SAFRANE BACCARA
Vert - 7.100 Km - 95
AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 44.18.10.65
Parr. 07.84.10.33

VOITURES NEUVES
de 3 à 20 % moins chères
Toutes marques
tous modèles, nous consulter

Mandat. CEE 123/95
CARS CHEAP IMPORT
85 rue Desnouettes - 75015 PARIS
Tél : 45.31.96.00

ESPACE RXE V6
Année 91 - (modèle 92)
Bordeaux métallisé verni
Intérieur gris bleu - Climatisation
ABS - Alarme - Tsbuage
2 toits ouvrants - Radio K7 - Cache
bagage - prééquipement téléphonique
70.000 Km - Prix : 110.000 F
Tél : 42.50.56.91 (Dom. après 20 h)

Géant
300 OCCASIONS
TOUTES MARQUES, GARANTIES
Notre sélection, cette semaine :

- 805 SR Autom. Clim. AM 85 50 Km
- R 19 RLD SP. AM 94 13.270 Km
- SAINTA SX 1.8 Tdv AM 85 10 Km
- DEBRA 1.6 T.O. AM 95 8.240 Km
- 106 KID AM 95 4.015 Km
- TEMPO 1.6 16v AM 94 13.900 Km
- CRIMA TDI Clim. AM 95 23.300 Km
- 405 SIGNATURE 1.8 AM 95 11.540 Km
- CLIO RND SP. AM 95 12.700 Km
- 805 SR Clim. T.O. AM 85 28.300 Km

229, Bd. Anatole-France
93200 SAINT-DENIS
49.33.60.60
à 300 m du métro Mairie de St-Denis

Vente de Véhicules récents
Faibles kilométrages
Millésime 95
Garantie 1 an ou 12.000 Km
Possibilité d'essai ou
financement intéressant

AVIS CENTRE OCCASION
5, rue Bixio - 75007 PARIS
(1) 44.18.10.65
Pascal Bonnet
07.84.10.33

S.A. OCCAUTO
RENAULT 46.54.40.00

- SAFRANE Alizé 2.1 T.O. 95
Clim, chaîne, alarme, 123.500 F
- R 19 TD Latitude 95
Chaîne, 6500 km, 76.500 F
- CLIO 1.9 D Be Bop 5P 95
Blanche, 4500 km, 66.500 F
- CLIO 1.2 Be Bop 5P 95
Noir métal, 4500 km, 58.500 F
- LAGUNA 2.2 RTO 95
Clim., 15.000 km, 109.500 F

La bonne affaire
et le service en plus.

Année modèle 95 : sièges velours, vitres teintées,
banquette arrière coulissante, assise glisse arrière,
radio, peinture métallisée, faible kilométrage,
garantie 1 an, crédit à la carte, reprise.

CITROËN
FELIX FAURE
moi j'aime...

Paris 15^e
10, place Etienne Pomet
Tél. : 53 88 15 15

Thiais (94)
273, av. de Fontainebleau
Tél. : 48 86 41 23

Paris 14^e
50, boulevard Jourdan.
Tél. : 45 89 47 47

Bezons (95)
30, rue Emile Zola
Tél. : 39 61 05 42

L'AUTOMOBILE dans "LE MONDE"
c'est chaque Lundi daté Mardi
Pour vos annonces publicitaires contactez le
44.43.76.23 - (Fax : 44.43.77.31)

les toutes
t pour les
de cent à
acité d'in-
: Les em-
et plus
ix des so-
est dans
lemagne,
ennes en-
s impres-
rent pour
r destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
l lui des
sur les
me mais
lique au
vulnir
emploi et
être exi-
des pro-
accueil,
se et so-
ée.

nfeld

37

icaïns et
res de la
s ont dé-
lendant
gue offi-
est pro-
sera l'un
ne prési-
Robert
5 au 56-
me que
ment de
semble.
nent qui
est une
s. Mais
même
a qu'à
X.

ENE

uverne-
hirc de
s les six
n prési-
nt faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maïne,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
apure-
lits fi-
la mo-
que, la
alcie à
tités et

AGENDA

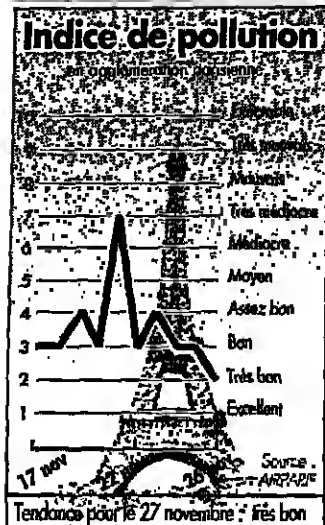
Nuages et averse

MARDI MATIN, de Champagne-Ardenne à la Franche-Comté, jusqu'aux Alpes du Nord, le temps sera couvert, avec quelques pluies faibles et un peu de neige au-dessus de 1 000 mètres. En Alsace, les brouillards seront tenaces par endroits. Du Nord-Pas-de-Calais au Massif Central, jusqu'aux régions onest, le ciel sera le plus souvent très nuageux avec des averse. Quel-



Prévisions pour le 28 novembre vers 12h00

La qualité de l'air



Tendance pour le 27 novembre : très bon

ques orages sont possibles sur les côtes atlantiques. Du sud de l'Aquitaine au pourtour méditerranéen, les orages et les éclaircies alternent avec du brouillard sur la vallée de la Garonne. En Corse, quelques averse orageuses se produiront dès le matin.

De la Bourgogne à la vallée du Rhône, le soleil fera de belles apparitions avec quelques brouillards locaux. L'après-midi, à l'ouest d'une ligne Bordeaux-Paris, les nuages resteront abondants avec quelques averse.

Du Nord-Est à la Franche-Comté, jusqu'aux Alpes, le ciel restera couvert avec quelques pluies faibles éparse et quelques flocons de neige près des frontières italiennes. Le vent de sud soufflera à 60 km/h en rafales sur la pointe de Bretagne.

Les températures minimales iront de 3 à 7 degrés au Nord, 0 à 3 degrés sur le Sud-Ouest et 6 à 10 degrés sur le Sud-Est. L'après-midi, le thermomètre marquera 9 à 12 degrés au Nord et 13 à 17 degrés au Sud.

Mercredi, sur la Bretagne, le ciel sera couvert avec de la pluie. De la Normandie au Nord-Pas-de-Calais les nuages resteront nombreux avec une amélioration l'après-midi. Sur les régions au nord de la Loire, le ciel nuageux du matin laissera place à de belles éclaircies l'après-midi.

Sur les régions plus au sud, après dissipation de brouillards matinaux, le soleil se montrera généreux. Quelques ondées orageuses sont possibles sur le golfe du Lion. Les températures seront de saison l'après-midi avec 11 à 17 degrés du nord au sud du pays.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 28 novembre vers 12h00



TEMPÉRATURES du 26 nov. 1995	max/min	max/min
FRANCE	19/6	12/4
ALGER	19/10	12/5
AMSTERDAM	12/5	10/3
ATHÈNES	13/1	9/6
BANGKOK	30/22	28/18
BARCELONE	17/6	14/7
BERLIN	4/2	1/1
BOMBAY	31/24	28/18
BRAZILIA	26/18	24/16
BRUXELLES	13/7	10/4
BUCAREST	3/7	0/1
BUDAPEST	1/3	3/2
BUENOS-AIRES	51/21	28/13
CARACAS	28/23	25/17
CHICAGO	9/3	6/4
COPENHAGUE	28/23	25/17
DAKAR	33/24	30/19
DUBLIN	9/6	6/4
FRANCFORT	6/3	3/0
GÈNEVE	5/5	2/1
HANOI	29/15	26/12
HELSINKI	4/3	1/1
HONGKONG	22/14	19/11
ISTANBUL	9/2	6/4
JERUSALEM	20/6	17/3
KIEV	6/4	3/0
KINSHASA	33/22	30/17
LE CAIRE	18/11	15/8
LIMA	22/17	19/14
LISBONNE	15/9	12/7
LONDRES	11/7	8/4
LOS ANGELES	17/12	14/9
LUXEMBOURG	16/2	13/0
MADRID	10/3	7/0
MARSAKECH	16/8	13/0
MEXICO	17/9	14/6
MILAN	7/5	4/2
MONTREAL	1/4	1/1
MURICH	25/16	22/13
NEW DELHI	25/10	22/7
NEW YORK	8/3	5/0
OSAKA	10/3	7/0
PARIS	10/3	7/0
PRAGUE	10/3	7/0
PRETORIA	28/13	25/17
RABAT	18/10	15/7
SEOUL	16/2	13/0
SAN FRANCISCO	15/9	12/7
SANTO DOMINGO	26/12	23/9
SEVILLE	17/6	14/7
ST-PETERSBURG	1/4	1/1
STOCKHOLM	5/2	2/1
SYDNEY	22/16	19/11
TENERIFE	23/16	20/13
TOKYO	14/6	11/3
TUNIS	20/11	17/8
VARSOVIE	1/4	1/1
VIENNE	10/3	7/0

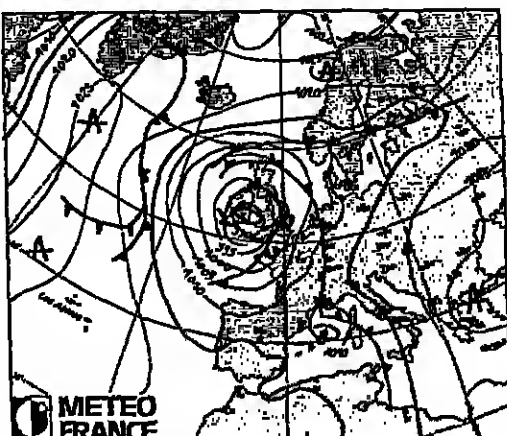
IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

Au procès de Dachau

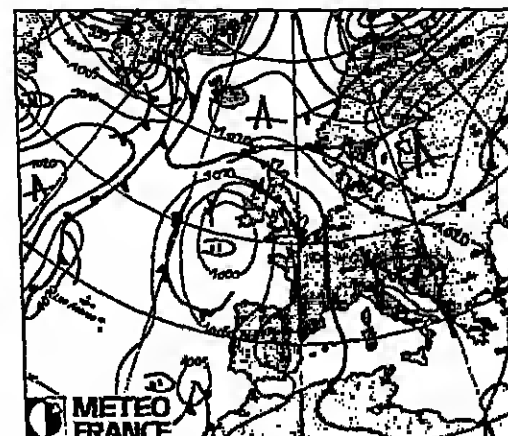
AU PROCÈS des bourreaux de Dachau, la lecture des dépositions de différents accusés se poursuit. « Sur 2 400 juifs évacués de Dachau le 20 avril 1945, 60 seulement ont survécu », a déclaré un témoin interrogé sur les circonstances dans lesquelles le camp a été évacué par les SS à l'approche des armées alliées. « Les détenus, a-t-il précisé, ont été rassemblés sur la place centrale du camp dans l'après-midi du 20 avril. Ils y restèrent toute la nuit, vêtus pour la plupart de guenilles, exposés à la pluie et au froid. Ce n'est que le lendemain qu'une partie d'entre eux furent dirigés sur la gare de Dachau et enfermés dans des wagons qui ne sont jamais partis. Il fut interdit de leur faire parvenir la moindre nourriture et, lorsque les wagons furent de nouveau ouverts, par les Alliés, le 29 avril, ceux-ci ne retrouvèrent plus que 60 détenus vivants. »

Les SS décidèrent que les autres prisonniers gagneraient à pied les montagnes du Tyrol. Au nombre de 11 000, ils quittèrent le camp de Dachau, le 26 avril, par groupes de 1 500. Le premier jour, les prisonniers, qui étaient tous dans un état de faiblesse extrême, se rendirent de Dachau à proximité du village de Storb, ayant parcouru environ 30 kilomètres. Le deuxième jour, à nouveau 30 kilomètres. Enfin, le troisième jour, c'est-à-dire le 29 avril, ils arrivèrent à proximité de Badt, ayant laissé des centaines de morts en cours de route, soit d'épuisement, soit sous les coups des SS, qui devenaient d'autant plus féroces qu'ils sentaient la peur les gagner. Le dernier jour, ils avaient disparu, emportant avec eux les derniers ravitaillements. »

Les dépositions des témoins sont confirmées par les déclarations lues à l'audience. Cette lecture fait sensation. On reste stupéfait de la complaisance avec laquelle ces criminels avouent leurs forfaits. (28 novembre 1945.)



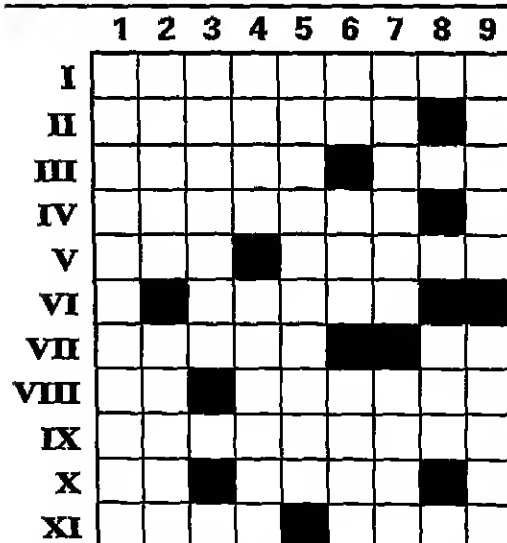
Situation le 27 novembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 29 novembre, à 0 heure, temps universel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6701



HORIZONTALEMENT

I. Emportent parfois des gens complètement piqués. - II. Peut être petite pour le préteur. - III. As en main. Attendu par ceux qui veulent faire ce qui leur plaît. -

IV. Bien coiffé. - V. Qui n'a pas bavé. Traverser un lac. - VI. Peut se dire qu'il est gagnant quand il finit dernier. - VII. Permet un assemblage. Participe. - VIII. Possessif. Pas bien emballés. - IX. Pas du tout convenables. - X. Un vague sujet. Ne semble jamais pressé. - XI. Bâtiments anciens. Qui fait partie de l'effort.

VERTICALEMENT

I. Un grand étalage. - 2. Peut être un bon filon. Envoyé au diable. - 3. Faire circuler comme des livres. - 4. Dans le grand monde, aux Indes. Quelqu'un qui n'est pas à sa place. - 5. Tendance à tout garder pour soi. - 6. Pronom. Une réponse ébauchoyée. Pour fermer la porte. - 7. Un homme qui espère récolter. Touffue. - 8. Pas du tout fermée. - 9. Cessent d'être provocants quand ils deviennent lâches. Ancienne capitale.

SOLUTION DU N° 6700

HORIZONTALEMENT
I. Houspilleuses. - II. Ascensionnistes. - III. Clé. Tic. Ers. - IV. Ebloui. Obier. - V. Ensembles. Nez. - VI. Eu. Nielle. - VII. Assonance. Ratio. - VIII. Unan. Carl. Sati. - IX. Escar. Nattes. - X. Hertz. Urochrome. - XI. Ogne. AL. - XII. Régné. Onagres. - XIII. Eminence. Adré. - XIV. Nice. Ra. Clé. Os. - XV. Gré. Seps. Bès.

VERTICALEMENT

I. Haveneau. Harting. - 2. Os. Usée. Emix. - 3. Uode. Sacri. face. - 4. Sélecteur. Une. - 5. Patus. Azote. - 6. Is. Éna. Genre. - 7. Li. Mécure. Cui. - 8. Loh. Bécaire. - 9. Encoller. - 10. Un. Bel. Incoerde. - 11. Sûreté. Ah. El. - 12. Es. Astragale. - 13. Stomatite. - 14. Et. hem. Eros. - 15. Assez. Oiseuses.

Guy Brouty

PARIS EN VISITE

Mercredi 29 novembre

MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : Le Monument du cœur d'Henri II, de Germain Pilon, 12 h 30 ; exposition sur les émaux de Limoges, 19 heures ; La Vierge, l'Enfant et sainte Anne, de Léonard de Vinci, 19 h 30 ; la peinture italienne de la Renaissance, 19 h 30 (Musées nationaux).

AUTOUR DE SAINT-SÉVERIN (30 F), 14 h 30, parvis de Saint-Séverin (Paris pittoresque et insolite).

LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE : la symbolique et l'art funéraire (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris).

MUSÉE MARMOTTAN : exposition « De Le Brun à Vuillard » (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, 2, rue Louis-Bouilly (Monuments historiques).

PASSAGES COUVERTS DU SENTIER (50 F), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

SERRES D'AUTEUIL : la collection de palmiers (35 F), 14 h 30, 1 bis, avenue de la Porte-d'Auteuil (Parcs et jardins de la Ville de Paris).

LA CONCIERGERIE (40 F + prix d'entrée), 15 heures, devant la caisse (Approche de l'art).

L'ÉGLISE SAINT-NICOLAS-DU-CHARDONNET (37 F), 15 heures, parvis de l'église (Monuments historiques).

LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE, faubourg du meuble (50 F), 15 heures, sortie du métro Bastille, côté rue de la Roquette (Psalmidi).

MARAIS : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Ré-surrection du passé).

MUSÉE CARNAVALET : exposition Robert Doisneau (25 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE DES PLANS ET RELIEFS (35 F + prix d'entrée), 15 heures, voûte d'entrée des invalides, côté esplanade (Paris et son histoire).

LE QUARTIER DU SENTIER (50 F), 15 heures, sortie du métro Sentier (Émilie de Langlade).

LE CARNET DU VOYAGEUR

ITALIE. La compagnie italienne Alitalia, qui prévoit d'ouvrir, le 20 décembre, une ligne Turin-Paris, assurera à partir de 1996 de nouvelles liaisons vers la France : Nantes-Lyon-Rome et Toulouse-Lyon-Milan. L'aéroport de Lyon, où arriveront des appareils en provenance de Nantes et Toulouse et d'où repartiront les vols à destination de Rome et Milan, servira de plaque tournante. Ces nouvelles liaisons permettront aux passagers de quitter la France vers 6 heures le matin, d'être en Italie en milieu de matinée et de repartir le soir même.

ALLEMAGNE. Depuis le 29 octobre, Lufthansa assure, du lundi au vendredi, un vol direct au départ de Roissy-Charles-de-Gaulle à destination de Dresde et effectue une troisième liaison quotidienne vers Berlin.

MANCHE. Eurostar mettra en service, le 8 janvier, un douzième aller-retour Paris-Londres. (AFB)

PHILIPPINES. En visite à Manille pour signer un accord adhésif avec les Philippines, le secrétaire d'État aux transports américain s'est félicité des progrès accomplis en matière de sécurité par l'aéroport international Benigno-Aquino. (AR)

TAIWAN. EVA Air, compagnie internationale privée de Taïwan, qui assure six vols quotidiens entre Taï-péi et Kohlsing, effectuera, avant la fin de l'année, deux vols par jour

entre Taïpéi et Tainan et trois vols par jour entre Tainan et Kingmen. **SUISSE**. Le TGV des neiges Paris-Lausanne-Brigue entrera en service le 23 décembre. Il partira de Paris tous les samedis. Au départ des villes qu'il desservira - Montreux, Aigle, Martigny, Sion, Sierre, Viège et Brigue -, des correspondances immédiates, en train ou en bus, sont prévues pour conduire les passagers dans les stations de Villars, Leysin, Gstaad, Verbier, Crans-Montana et Zermatt.

SEMAINE DE LA BONTÉ

Cas n° 896. Orphelins de père et de mère. Olivier et Nicolas sont dans une situation difficile. Orphelins de père, leur mère vient de décéder. Elle n'avait aucune ressource, en attente du RMI. Olivier est en classe terminale de lycée. Nicolas au service militaire, mais prépare un Capes. Pour aider ces deux jeunes à terminer leurs études et permettre leur insertion dans la vie professionnelle, 4 000 F sont demandés.

* Prière d'adresser les dons à La Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Près, 8P 42, 75261 Paris Cedex 06. CCP Paris 4-52X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81. Fax : (1) 42-22-47-74.

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 14 (1) 49-48-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

• LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France, printed on recycled paper. For advertising rates, contact the advertising department. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. For subscription rates, contact the subscription department. For advertising rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

For the advertisement rates, contact the advertising department. For circulation data, contact the circulation department.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE 3617 L'IMPUS

Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 43-37-66-11

Index et microfilms : (1) 40-65-29-33

Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 films)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil d'administration.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ESN : 0395-7037

Imprimé au Monde 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-sur-Seine.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani

Directeur général : Gérard Morax

Membres du comité de direction : Dominique Alday, Gildas Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

هكاهم النصل

Arnold Schoenberg orchestre les dialogues de la femme et du monde

Trois drames lyriques mis en scène subtilement par Klaus Michael Grüber au Châtelet

C'est un spectacle « total », réunissant musique, pantomime, danse et cinéma qui présente, au Châtelet, trois pièces de Schoenberg, dans les

quelles la femme joue un rôle majeur. *Erwartung*, *Musique d'accompagnement pour une scène de film* et *La Nuit transfigurée* sont propo-

sées dans une mise en scène subtile de Klaus Michael Grüber, une chorégraphie d'Ana Teresa de Keersmaeker et des décors de Gilles Aillaud.

ERWARTUNG, MUSIQUE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE SCÈNE DE FILM ET LA NUIT TRANSFIGURÉE, d'Arnold Schoenberg. Anja Silja (soprano), Compagnie Rosas, Ana Teresa de Keersmaeker (chorégraphie), Klaus Michael Grüber (mise en scène), Gilles Aillaud (décors), Rudy Saboungi (costumes), Vinicio Cheli (lumière), Orchestre symphonique de la Monnaie, Antonio Pappano (direction). **THÉÂTRE MUNICIPAL DE PARIS-CHÂTELET**, dans le cadre du Festival d'automne, le 25 novembre. Prochain spectacle, le 27 novembre à 19 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 50 à 350 F.

Il en va d'*Erwartung* d'Arnold Schoenberg comme de *La Valse humaine* de Francis Poulenc : ces monodrames lyriques sont trop courts pour occuper à eux seuls une soirée et trop forts pour tolérer d'autres ouvrages à leur côté. Mais on doit avouer qu'on a rarement vu solution plus séduisante que celle de Klaus Michael Grüber, Ana Teresa de Keersmaeker et Gilles Aillaud pour cette pro-

daction venue du Théâtre de la Monnaie de Bruxelles : entre *Erwartung* (1909) et la version pour orchestre à cordes (1917) de *La Nuit transfigurée* op. 4 (1899), deux partitions où la femme se confronte à l'amour ou à la mort, Antonio Pappano dirige la *Musique d'accompagnement pour une scène de film* op. 34 (1929-1930).

La particularité de cette pièce de Schoenberg - qui entretenait des rapports conflictuels avec le cinéma - est qu'elle est écrite sans destination précise. Il s'agit d'un canevas pouvant s'adapter à trois moments dramatiques : « Danger menaçant, peur, catastrophe. » Huit à neuf minutes de musique en trois phases concourent à un grand crescendo global. Grüber aurait pu faire appel à une scène de Murnan ou de Fritz Lang, mais ce sont les Marx Brothers qui occupent l'écran. La scène de la loge, dans *Une nuit d'opéra* de Sam Wood (1935), est une situation où l'accumulation d'événements (le remplissage de la loge par des visiteurs successifs) se résout sur une « catastrophe » (une femme frappe à la porte, on ouvre, et le contenu humain de la pièce se déverse dans

le couloir). Dans *Erwartung*, Klaus Michael Grüber ne suit pas vraiment les indications de Schoenberg, mais qu'importe : la forêt, stylisée par un lien de tulle percé d'une lune, est omniprésente, quoique frontale, tel un écran de cinéma. La femme avance par translation, elle projette un regard hargné : on la devine aveugle, ou aveuglée par la violence inouïe de ce qui se produit. Anja Silja parvient à tout exprimer sans bécotisme : la moulture délicate de la nuit d'été, l'angoisse d'un taillis épais, la découverte du cadavre de l'aimé. Sa précision vocale, la tenue de son chant font le reste. Et Antonio Pappano dirige cette difficile partition avec clarté, obtenant des vents, en particulier, un remarquable résultat.

Il faut une excellente phalange pour jouer *La Nuit transfigurée*, d'après un poème de Richard Dehmel, une partition profuse, placée dans la double descendance du Wagner de *Tristan* et du Brahms des *Sextuors à cordes*. Mis à nu, le pupitre de cordes de l'Orchestre symphonique de la Monnaie déçoit. Les octaves des basses au début, le solo de violon

et le pupitre de premiers violons tout entier, vers la fin, accusent des faiblesses, en dépit de la direction lyrique et claire de Pappano. Ana Teresa de Keersmaeker a, en revanche, conçu une chorégraphie d'une grande beauté, où l'énergie et la sensualité du mouvement sont manifestes. Les garçons, en complets gris, sont tournés vers la coulisse, éclairés violemment. Plus loin, un couple (la femme en culotte et chemise, l'homme torse nu, pantalon et bretelles) semble avoir connu l'amour et se mêle à un autre couple demeuré vêtu : réconciliation de la femme avec celui qu'elle aime, fusion du couple adultère et du couple légitime. Mais c'est l'homme seul, dos tourné au public, qui demeure, énigmatique, dans ce bel espace de forêts de boulaux, tel un faune dont on ne sait s'il représente un corps souffrant ou apaisé. La compagnie Rosas ne méritait pas les huées d'une partie de la salle, en revanche clémentes envers les autres protagonistes de ce spectacle glaçant et magnifique.

Renaud Machart

DANS LES SALLES DE CONCERT

DICK RIVERS

Bobino, le 21 novembre. Tournée en province prévue à partir de mi-janvier. Hormis une escapade, en 1990, en duo avec Francis Cabrel pour un *Rock'n'roll Show* sympathique et inconnu, Dick Rivers n'était pas remonté sur scène depuis dix-neuf ans. A la faveur d'un nouvel album, *Plein soleil*, qui renouvelle assez joliment son répertoire, le rocker nigérisé a investi Bobino du 14 au 24 novembre. Trop longue coupure ou dilution chronique ? Dick Rivers n'a pas, en public, le rayonnement d'autres pionniers du rock'n'roll d'ici. Eddy Mitchell et Johnny Hallyday attaquent les planches avec plus de mordant. Le costume noir est pourtant élégant. Les déhanchements, le jeu de jambes et les mains qui plaquent systématiquement ses cheveux de jais offrent une caricature au charme désuet. Les ballades nostalgiques, plus country que rock, sont d'ailleurs celles qui conviennent le mieux à son timbre de crooner. Un pot-pourri des années twist a du mal à secouer un public qui, lui aussi, fait bien son âge. Le groupe qui accompagne l'ancien Chat sauvage est pourtant un sérieux atout. Menés par le guitariste Chris Spedding, petite légende du rock anglais (entre autres références : Bryan Ferry, John Cale, Elton John, Brian Eno), ces musiciens rivalisent de sobriété et d'élégance.

Stéphane Davet

ORPHEON CÉLESTA

Anditorium des Halles, Forum des Halles, porte Saint-Eustache M° Les Halles. 20 h 30, jusqu'au 2 décembre. Tél. : 42-36-13-90. 80 F et 120 F. Prochaines dates en province : Limoges, le 12 décembre ; Ploemeur, le 15 ; Anzère, le 19. Moulés dans de noires combinaisons, ils se composent d'abord un look « Frères Jacques », tendre clin d'œil à leurs parrains spirituels. Ils endossent ensuite des vestes à motifs géométriques noir et blanc, se griment en mille-pattes, avec antennes sur le sommet du crâne. Bouffons, ils le revendiquent. Les textes de leurs chansons n'ont pas vraiment fière allure, mais ces quatre huruberlus montrent, en revanche, de réelles qualités de chanteurs et de musiciens. Avec saxophones, clarinette et banjo, mais aussi kazoo, trompette, peigne musical, planche à laver et soubassophone, ils revisitent l'histoire du jazz et s'offrent une échappée belle dans le répertoire de la musique dite classique. L'humour musical nécessite un certain doigté et un sens aigu de la conclusion. En quinze ans de carrière, Orpheon Célesta a eu largement le temps de mûrir l'exercice. Sans prétention et avec une indiscutable fraîcheur, ce quatuor tonique fait passer un bien agréable moment.

Patrick Labessy

A CHORUS LINE

Comédie musicale de Michael Bennett, livret de James Kirkwood et Nicolas Dante, musique de Marvin Hamlisch, direction artistique Try Garza. Théâtre Mogador, 25, rue de Mogador, Paris 9°. M° Trinité, Chaussée-d'Antin, Havre-Caumartin. 20 h 30, jusqu'au 3 décembre ; le samedi à 16 heures, le dimanche à 14 h 30 et 18 h 30, relâche le lundi. Tél. : 53-32-32-00. De 130 F à 340 F. Née à Broadway au printemps 1975, *A Chorus Line* est une comédie musicale dédiée aux tourments de jeunes artistes confrontés à un directeur de casting qui les force à raconter leur vie avant de les engager - ou pas - dans sa troupe. Ils sont grands ou petits, chics ou tourmentés : elles sont boulottes ou femmes fatales, et ils ont tous en commun l'amour de la danse. C'est beau, c'est gentil. Malheureusement, le spectacle a été inventé avant Woody Allen, et personne n'a pris la peine de le réinventer. *A Chorus Line* est un vestige de l'Amérique d'avant le « politiquement correct ». On y plaint le petit Paul contraint au travestissement par une société qui veut qu'un homme soit un homme, un vrai : on y admire encore l'harmonieux melting-pot de la nation américaine - Italiens, latinos, blacks, juifs, Texans, tous ensemble, unis par l'amour de l'art. Le plus souvent en tenue de répétition, en dorures et paillettes, vers la fin, c'est bien en ligne, levant la jambe à l'unisson, que Richie Connie, Maggie, Val, Al, Zach et les autres sont le plus acceptables.

Véronique Mortaigne

LULENDO

A la finale des Découvertes du Printemps de Bourges, an Café de la danse, le 21 novembre. Jeune chanteur angolais, Lulendo a été finaliste du concours des Découvertes du Printemps de Bourges (avec La Griffe, Jean-Jacques Nysen et le vainqueur, Faudel, chanteur de raï de seize ans, originaire de la cité du Val-Fourré de Mantes-la-Jolie). Installé à Paris depuis 1983, ancien choriste de Papa Wemba, il tisse de pimpantes mélodies, surfinées par le jeu très aéré d'un percussionniste. De lumineuses polyphonies qu'il accompagne parfois d'un *likembé*, le lamellophone utilisé dans la musique traditionnelle d'Angola. Naviguant du portugais au kikongo et du français au lingala, Lulendo rend hommage à la femme africaine ou chante les espoirs de la sérénité retrouvée dans un pays qui fête cette année ses vingt ans d'indépendance. Lulendo est aujourd'hui un habitué des circuits parallèles, notamment du portugais au kikongo et du français au lingala, Lulendo rend hommage à la femme africaine ou chante les espoirs de la sérénité retrouvée dans un pays qui fête cette année ses vingt ans d'indépendance. Lulendo est aujourd'hui un habitué des circuits parallèles, notamment du portugais au kikongo et du français au lingala, Lulendo rend hommage à la femme africaine ou chante les espoirs de la sérénité retrouvée dans un pays qui fête cette année ses vingt ans d'indépendance.

P. La.

CORMAN & TUSCADU

Espace Hérald, 8, rue de la Harpe, Paris 5°. M° Saint-Michel. Tous les soirs à 21 heures, sauf le dimanche. Jusqu'au 9 décembre. 60 et 80 F. Avec constance, ces Niçois arpentent des chemins de traverse. Trois albums inclassables ont façonné un univers peuplé de lutins bruiteurs, de fées cristallines et d'ogres toutous. Une résidence trois semaines dans une petite salle au pied du boulevard Saint-Michel, sans le soutien promotionnel d'une actualité discographique. Sans doute parce que c'est en concert que ces multi-instrumentistes polyglottes jouissent le mieux de rythmes ludiques, de mélodies espiègles, prompts à se théâtraliser. En français, allemand, anglais ou italien, Corman (c'est lui) et Tuscadu (c'est elle) miment les amours étranges d'une chaise et d'un poisson, ou l'histoire véridique de l'incendie de l'Opéra de Nîmes. Guitares, basse, vibrapone, clarinette, grosse caisse et, depuis peu, synthétiseur s'échangent en un ballet sautillant. Les chansons croisent le blues cubiste du Capitain Beehler, le cabaret briguebalant de Tom Waits, l'univers enfantin des Compin et les lignes brisées de l'art contemporain. Mais jamais la petite bande n'oublie de s'amuser sur les chemins de sa musique buissonnière. S. D.

Emmanuel de Roux

Le sauvetage de la piscine Molitor semble de plus en plus difficile

Les projets de rénovation nient l'œuvre originale

rière un ultime projet destiné à sauver ce « paquebot » art déco. Ce projet signé par Jean-Jacques Fernier, autre candidat blackboulé du concours, prévoit d'en sauvegarder « les structures de base ». D'ont le grand bassin destiné à rester ouvert à l'air libre toute l'année, grâce à l'utilisation de la nappe d'eau chaude qui alimente déjà le chauffage de la Maison de la radio.

LES LIMITES DE L'EXERCICE

Pourtant celui-ci, pas plus que les autres, ne respecte le profil, sinon l'esprit, de la vieille piscine. Une rénovation lourde, entreprise dans ces conditions, conduit à nier l'œuvre que l'on prétend défendre, ou plutôt à la faire disparaître, au mieux derrière un habile pastiche. Les mésaventures du marché Saint-Germain (6^e arrondissement de Paris), rétrogradé par Olivier-Clement Cacoub, nous indiquent les limites de cet exercice. Dans ces conditions, il appartient au ministère de la culture de prendre ses responsabilités. C'est à lui de dire s'il entend encore protéger un bâtiment inscrit à l'inventaire.

Emmanuel de Roux

Néanmoins un projet piloté par le groupe immobilier Meunier Promotion et signé par les architectes Philippe Robert et Bernard Richon, qui avaient participé au concours, est aujourd'hui en piste. Il a les faveurs de la Ville de Paris. Pour respecter les exigences du groupe immobilier, qui veut installer sur ces 5 000 mètres carrés un hôtel de cent vingt chambres et une résidence de soixante à quatre-vingts appartements, les architectes sont bien obligés de nier l'esprit de la piscine, notamment en couvrant son grand bassin. L'ensemble, aussi habile soit-il, n'a plus qu'un lointain souvenir avec la construction originale.

Le député et maire du 16^e arrondissement de Paris, Georges Meunier (UDF), vient de s'engager der-

rière un ultime projet destiné à sauver ce « paquebot » art déco. Ce projet signé par Jean-Jacques Fernier, autre candidat blackboulé du concours, prévoit d'en sauvegarder « les structures de base ». D'ont le grand bassin destiné à rester ouvert à l'air libre toute l'année, grâce à l'utilisation de la nappe d'eau chaude qui alimente déjà le chauffage de la Maison de la radio.

DANSE
THÉÂTRE DE LA VILLE PARIS
DU 28 NOV. AU 2 DEC. 20H30
MATHILDE MONNIER
Nuit création pour 9 danseurs
5, 6, 8 ET 9 DEC. 20H30
RUI HORTA
SOAP DANCE THEATRE FRANKFURT
OBJECT CONSTANT
pour 8 danseurs
2 PL. DU CHÂTELET 42 74 22 77

CONCERTS

MERCREDI 29 NOVEMBRE - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET
MIDIS MUSICAUX
International Festival Institute
Quatuor Ravel
JAMES DICK, piano
WEBERN, FAURÉ

SALLE PLEYEL

me 29 novembre - 20 h 30

ORCHESTRE DE PARIS
direction : Günther
HERBIG
piano : Evgeni KISSIN
TCHAIKOVSKY
DVOŘAK
80 à 240 F - Tél. : 45.63.07.96

MERCREDI 29 NOVEMBRE - 20 h

AUDITORIUM DU LOUVRE
Quatuor Vogler
SCHUBERT, MENDELSSOHN

VENDREDI 1^{er} DÉCEMBRE - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET
MIDIS MUSICAUX
Quintette Morales
JAMES DICK, piano
Mendelssohn-Bartholdy, Poulenc

SAM. 2 DEC. 20 h 30 DIM. 3 DEC. 16 h

MERCREDI 6 DÉCEMBRE - 20 h 30

COMÈRE des CHAMPS-ÉLYSÉES petite salle
Réital chant-clavier
Jean-Paul FOUCHECOURT, ténor
Yvon REPERANT, clavier

DIMANCHE 3 DÉCEMBRE - 17 h 30

SALLE GAVEAU
Marianne BEHRENDT
violin
Marilène DOSSE
piano
Beethoven
Tél. rés. : 49-53-05-07

LUNDI 4 DÉCEMBRE - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET
MIDIS MUSICAUX
Les Jeunes Solistes du Conservatoire de Paris
Musique de Chambre et Lieder
BERIO, SCHOENBERG

LUNDI 4 DÉCEMBRE - 20 h 30

SALLE GAVEAU
Anne Sophie SCHMIDT, soprano
Jean-Pierre ARMENGAUD, piano
Michael LONSDALE, récitant
Concert SATIE
Tél. rés. : 49-53-05-07

MARDI 5 DÉCEMBRE - 20 h 30

SALLE GAVEAU
Garrick OHLSSON
piano
Félicien Chopin
Tél. rés. : 49-53-05-07

mer 6 dec - 20h30

Salle des Fêtes
de Gennevilliers
ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
Patrice FONTANAROSA, violon
Verdi - Gounod - Massenet...
Les 40.85.84.55 - 80 et 100 F

VENDREDI 8 DÉCEMBRE - 18 h 30 et 21 h

SALLE GAVEAU
Hommage à FAURÉ
Jean-Pierre WALLEZ, violon
Henri DEMARQUETTE
violoncelle
Mariko HORIE
piano
Concert/Ballet
Tél. rés. : 49-53-05-07

LUNDI 11 DÉCEMBRE - 20 h 30

SALLE GAVEAU
Edita GRUBEROVA
soprano
Friedrich Haider piano
Mozart-Schubert-Dvorak
Tél. rés. : 49-53-05-07

هنا من الفصل

150 000 000

DANS LES SALLES DE CONCERTS

FRANCE

INTERNATIONAL

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 5

LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995 / 27

RE 1995 / 15

Sylvie Guillem trop seule sur scène

Danseuse d'exception, elle n'a pas encore trouvé répertoire à sa hauteur

Sylvie Guillem présente au Théâtre des Champs-Élysées un pas de deux de Forsythe et une série de chorégraphies écrites par Maurice Béjart, dont une spécialement

pour elle : *Sissi, l'impératrice anarchiste*. Mais cette danseuse sans équivalent cherche encore un répertoire qui lui permettrait d'exprimer ses qualités physiques.

SYLVIE GUILLEM, récital comprenant *Sissi*, *La Luna*, *Boléro* (Béjart). Pas de deux de *Herman Scherman* (Forsythe). Strauss, Bach, Ravel, Thom Willems (musiques). Film *Kenos* (Françoise Ha Van).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, les 28 et 29 novembre, les 2 et 3 décembre, à 20 h 30. De 90 F à 550 F. Tél. : 49-52-50-50. Prochains spectacles : le 5 décembre à Lyon, tél. : 72-27-06-49 ; le 7 décembre à Marseille, tél. : 90-82-71-70.

Vendredi 24 novembre : malgré la grève générale des transports, la salle du Théâtre des Champs-Élysées est remplie jusqu'au poulailler. On a attendu les retardataires, qui, autrement, auraient ressenti comme un punition d'être privés du premier ballet de leur idole : *Sissi, l'impératrice anarchiste*, du cousin main. A l'exception d'un pas de deux, extrait du ballet *Herman Scherman* de William Forsythe, Guillem a choisi

de danser celui qu'elle a le plus inspiré : Béjart. Un hommage offert par le chorégraphe à la danseuse, comprenant non seulement *Sissi*, mais aussi *La Luna*, un bel exercice stylistique sur Bach, et l'inévitable *Boléro*, sur la musique de Ravel, créé en 1961. Béjart, fatigué qu'on lui réclamât toujours son *Boléro*, l'avait retiré de son répertoire. Mais Guillem le voulait.

Elle le danse sans une goutte de transpiration, là où les autres terminaient ruisselants, échevelés, épuisés. Elle se rit de la rythmique époussante que les jambes sans relâche impulsent, tandis que les bras, les mains, le bassin mènent une danse d'une complication extrême. Trente danseurs, tous choisis par Guillem, peu à peu entourent le ring sur lequel, lointaine, elle évolue implacable, tendant les mains vers elle, adulateurs empressés de la toucher, de la saisir.

Guillem triomphe avec un ballet chorégraphié alors qu'elle n'était même pas née. Et c'est un peu tristement. Hors Béjart, l'étoile n'a rien

à son répertoire. Le pas de deux de *Herman Scherman*, éblouissant de technique et de drôlerie, forsythien à son meilleur, perd de son sens quand il est extrait du ballet dans lequel il s'insère. Une étoile prouve son éclat quand elle brille aux côtés des meilleurs. Au cours de cette soirée bancale, c'est Marc Spradling, excellent interprète de Forsythe, qui fait le mieux ressortir les capacités du corps de Guillem.

Dans ce récital, elle avance seule, trop seule. Étoile filante dont on ne garde qu'une trace éblouie. Ce n'est pas assez, cela ressemble à une démonstration. Peut-être Guillem n'aura-t-elle jamais les chorégraphies qu'elle mérite. Elle a trente ans. Peut-être devra-t-elle oser chorégrapheur elle-même. Prendre le risque, comme le fit avant elle Nijinski, affrontant l'incompréhension goguenarde de Diaghilev et de Stravinsky, d'écrire son *Sacre du printemps*. C'est pourquoi elle nous touche tant dans ce *Sissi*, dans cette scène de folie où elle demande d'une voix blanche : « Mais qu'est-ce que j'ai ? » Trop de talent. Sûrement.

Kenos, le film de Françoise Ha Van, projeté en milieu de spectacle, rassure : on y voit Sylvie Guillem improviser, gale, drôle, en pyjama bordeaux ; on s'amuse de l'entendre parler anglais avec son accent si français à côté de l'excellent David Kern. Le film est sifflé. Dommage. Sa programmation montre surtout à quel point Sylvie Guillem sait qu'elle manque de matière chorégraphique pour monter un programme contemporain. Avec ce film de dix minutes, elle se ménage aussi un moment pour reprendre ses forces. « Souffler n'est pas jouer », estime le public venu pour la voir, elle, en chair et en os. Jusqu'à l'épuisement. Telle l'idole du *Boléro* qui, à la fin, s'écroule.

Dominique Frétyard

Jean-Claude Gallotta célèbre les noces de la danse et du libertinage

LA TÊTE CONTRE LES FLEURS, chorégraphie de Jean-Claude Gallotta. Avec Annabelle Bonnéry, Caroline Bonneau, Vincent Curdy, Darrell Davis, Makram Hamdan, Fanny Longa, Lysiane Magnat, William Patinot, Thierry Verger, Béatrice Warrand, Yarmo. Musiques d'Alfred Schnittke et Michael Jarrell. Décor et costumes de Jean-Yves Langlais. Maison de la danse, à Lyon.

REPRÉSENTATIONS ULTIMES : les 1^{er} et 2 décembre à Martignes, Théâtre des Salins, 20 h 45. Le 12, Nantes, Maison de la culture, 21 heures. Le 16 janvier, Espace Malraux, à Chambéry ; le 19, Maison de la culture de Bourges. Théâtre de la Ville, à Paris, du 6 au 10 février ; Le Volcan, au Havre, le 13 février ; L'Agora, à Evry, le 16 février.

Jean-Claude Gallotta utilise la danse comme d'autres le journal intime. La feuille de route, l'herbier, l'album de croquis. Il y fixe une réverie, esquisse un paysage, consigne une réflexion critique, griffonne un souvenir. Il y médite s'il est d'humeur philosophe, ou se contente de glisser entre deux pages une fleur des champs.

Tandis qu'il répétait *La Tête contre les fleurs*, ses onze danseurs étaient invités à semblable collecte : ils devaient enlever dans une boîte de verre des objets ou des textes qui complèteraient leurs portraits photographiques. Le soir de la création grenobloise, au Carquo, le public défilait devant ces reliquaires contenant billets doux et feuilles mortes, photos d'amis, tickets de bus, tissus froissés. Une sorte d'hommage à l'histoire intime des sensibilités.

Le spectacle n'a ni plus ni moins d'unité que les trésors de ces boîtes. Pour l'apprécier, il faut consentir à feuilleter, inventer, renouer aux repères pour ac-

compagner les danseurs dans un voyage sentimental et musical qui est aussi une traversée des siècles et des styles. La musique a toujours été importante dans les spectacles de Gallotta, mais plus que jamais – un peu trop peut-être –, c'est elle qui mène le bal. Le chorégraphe s'est passionné, dernièrement, pour les recherches de deux compositeurs contemporains, Alfred Schnittke et Michael Jarrell. L'écriture en quatre actes de *La Tête contre les fleurs*, dit-il, décline ses « réveries » à leur écoute.

DESTINS

Un quatuor à cordes de Schnittke lui a suggéré une femme errante parmi les ombres des hommes de sa vie. Enfant, adolescents, adultes l'entraînaient dans leur cercle pour des étreintes sur les modes *ogitato* ou *pesante*. Jarrell, lui, a fait surgir un groupe d'hommes et de femmes partageant labeurs, engagements, combats : une communauté d'obé se détachent des individus sollicités par un destin plus exigeant. Une chanson espagnole qu'il aimait fredonner jadis le père du chorégraphe distille des émois d'amoureux en pas de deux évoquant les cartes postales 1900.

Mais à cette mièvrerie fleurie, mélange d'attachement et d'ironie, se substituent bientôt les jeux érotiques autrement piquants du XVIII^e siècle libertin. Un danseur somnambule a laissé s'échapper la couronne de lauriers du Prince de Hombourg. Il se retrouve, remontant le temps, dans un boudoir à la Crébillon. Trois messieurs et deux dames exécutent à la plus jolie ballet de tout le spectacle. On ne saurait exposer avec plus de grâce des muscasses fessiers. Schnittke, en cet instant, revisite Mozart ; Jean-Yves Langlais fait descendre des citernes une collection d'abat-jour, et Gallotta célèbre avec tendresse, nostalgie, la préhistoire du romantisme.

Bernadette Bost

**LE RÊVE
D'UN HOMME RIDICULE**
de Fedor Dostoïevski
un spectacle de Christian Colin
14 novembre - 3 décembre 1995
Théâtre de Gennevilliers
Centre Dramatique National
41 32 26 26
ÉCOUTEZ VOIR

Un nouveau hussard, Loïc Connanski, déboule dans l'univers de l'art vidéo

Le Festival de Manosque a, cette année encore, proposé un programme inattendu, éclectique et savoureux : de Marcel L'Herbier à Peter Kubelka... et une surprise

de Peter Kubelka (1956-1966) composent des plats de résistance légers, puis le dernier opus d'Irit Batsry (*Sole*, 1995, 12 min) sert de dessert tonique. Autres douceurs (on est au pays des treize desserts) : l'hommage très électronique de Gianni Toti à la fameuse joueuse de tennis, Suzanne Langlen (*Tenez Tennis*, 1990, 15 min) à tout d'un gâteau (d'effets spéciaux), tandis que les réanimations des chronophotographies de Georges Dumeo par André Drevon arrivent comme une cerise (sur le gâteau).

PARFAIT AMATEUR

Et chaque année il y a une surprise du chef. Elle se nomme, cette fois, Loïc Connanski. Voilà un jeune homme qu'on n'avait encore remarqué dans aucun festival et qui débarque ici avec une cinquantaine de titres. Certes, ses films durent en moyenne deux minutes. Mais quelle énergie, quelle rage de l'expression ! Il se filme, il filme ses copains, ses copines, son appartement, son quartier (Ménilmontant), ses voisins, ses vacances. C'est l'amateur parfait. Trop parfait pour être vrai. Il est preneur de vues pour la télévision et s'amuse comme un petit fou entre deux tournages pro à mettre sa vie en scène façon « pas pro », pas propre.

Homme d'images comme on dit homme de lettre, Loïc Connanski filme comme il respire, comme d'autres écrivent. On dirait que l'expression caméra-stylo a été inventée pour lui. Il a toujours quelque chose à dire, à montrer, à démontrer, à remonter. Vite fait, bien fait. Il passe souvent la télévision à la moulinette, Sarajevo, Timisoara, les *beat people* tels qu'on les « méfime ». Il se souvient de Bérégovoy (*Mouvois exemple*). Il se moque de Mitterrand parlant des pays baltes (70n-

ton Pirel). Il brocarde l'armée (*Les Quatre Légionnaires*). Il rend hommage à Péter, le pirate Rimbaud. Il caviarde la pornographie (*Febou la Tech*).

Loïc Connanski rit de tout. D'un chagrin d'amour (Support) comme de l'insignifiance d'une vie (*Banc*), de sa vacuité en temps de crise (*Tartore*) et même de sa façon de filmer (*Bi-comé*). Il a deux caméras et le sens des raccourcis. « C'est la crise. J'ai pas de chat. J'ai deux caméras. Je suis un chômeur créatif. Je tourne avec des cassettes recyclées. Je me défonce aux images. » Il paye souvent de sa personne. Il sait comment se placer face à une caméra pour faire drôle. Et comment déplacer sa caméra et être encore plus drôle.

Il navigue entre poèmes et caricatures, journal intime et faux cinéma vérité. Il est bien de l'époque des Deschiens et de Karl Zéro. D'ailleurs Canal Plus a diffusé plusieurs de ses clips. Manosque 95 restera comme l'année Connanski. Le public provençal, réjouit, l'a vite surnommé « le hussard de la vidéo ». Parlons qu'on va maintenant le retrouver un peu partout (à Gentilly, à Hérouville, etc.) et c'est tant mieux.

Manosque, capitale de la vidéo en Provence ? Sans doute et plus encore. Depuis deux ans, le rayonnement des *Instant Vidéo* s'étend même outre-Méditerranée, jusqu'au Maroc. Le festival vidéo de Casablanca a été créé sur le modèle de celui de Manosque. En mars, il en sera à sa troisième édition. La faculté des lettres Ben M'Sik, qui vient d'instituer une licence d'audio-visuel avec option art vidéo en est le principal support. Y participent aussi diverses écoles privées d'art et de design, ainsi qu'une chaîne de télévision.

Jean-Paul Fargier

DU 20 AU 30 NOVEMBRE 95

**10000 F^{TTC} D'ECONOMIE
SUR TOUS LES C15**

Et même 17000 F TTC avec la Prime Qualité Automobile si vous en bénéficiez.

Offre non cumulable valable pour l'achat d'un véhicule neuf disponible.



CITROËN

CITROËN prête TOTAL

les toutes
t pour les
de cent à
acité d'in-
Les em-
es et plus
x des so-
est dans
lemagne,
emes em-
s impres-
ent pour
n destiné
pas aux
créateurs

ais sur la
lui des
sur les
rue mais
lique au
vulnir
emploi et
être exi-
des pro-
ais aussi
accueilli,
se et so-
ée.

hfeld

37

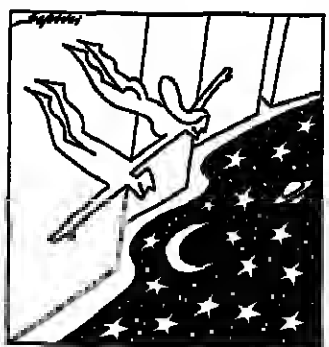
icains et
res de la
s ont dé-
tendant
gue offi-
est pro-
séra l'un
le prési-
Robert
é an Sé-
rme que
ment de
semble-
nent qui
est uoe
liberté,
acun de
X.

SINE

uverme-
hirc de
s les six
n prési-
ut faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

ses so-
maïne,
s mé-
er qu'il
mes. Il
m plus
ci ne
apure-
lits fi-
la mo-
que, la
aide à
ités et

Caldara chante Noël



Le Parlement de musique ressuscite l'Annonciation

A CAEN, à Pâques dernier (*Le Monde* du 14 avril), Martin Gester avait présenté un oratorio inédit d'Antonio Caldara (1670-1736), une Passion aux contours doloristes et à la densité sonore d'une rare qualité chez les Italiens, à l'habitude davantage portée vers l'effet immédiat et la virtuosité. Cette année, le Festival d'art sacré de la Ville de Paris ouvre sa programmation de Noël (une autre série de concerts aura lieu à Pâques) avec un oratorio étonnant l'annonce de la venue du Sauveur. Martin Gester a su, au cours de ses enregistrements pour Opus III et de ses concerts, témoigner d'une vraie maturité et d'un bon personnel. Aussi peut-on

attendre qu'il soit digne de ce concert inaugural, malgré l'idée saugrenue de programmer cette musique dans la salle Gabriel du Carrousel du Louvre, où même les claquements de talons des défilés ne sonnent pas...

★ Caldara: *Oratorio per la Santissima Annunziata*, Delphine Collot, Noemi Rime (soprano), Ryland Angel (haute-contre), Claudio Calvina (alto), Ian Caley (ténor); Chœurs Accents, direction Martin Gester. Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, Paris-4^e. M^e Louvre. 20 h 30, les 28 et 30. Tél.: 45-61-54-99. De 90 F à 130 F

UNE SOIRÉE À PARIS

L'Égypte de Lehnert et Landrock (1923-1930)
Rudolf Lehnert et Ernst Landrock naissent tous deux en 1878, l'un en Bohême et l'autre en Saxe. Ils se rencontrent en Suisse en 1904, parlent d'Orient et partent s'installer à Tunis. Lehnert est le photographe, Landrock le gestionnaire. Dans les années 20, Lehnert photographie l'Égypte, la Palestine et le Liban. La femme, le jardin (l'« oasis »), le désert, leurs thèmes permanents, sont aussi les trois constantes de la poésie arabe. Institut du monde arabe, salle d'actualité (niveau 0), 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5^e. M^e Jussieu. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 janvier. Tél.: 40-51-38-37. Entrée libre. Compagnie Christian Trouillas la musique - Topelitz, Collet, Segal - est superbe, inventive, parfaite pour suivre les propositions de ce Grand Jeu, inspiré par la revue créée par Roger Gilbert-Lecomte et René Daumale. Christian Trouillas signe là une belle pièce, dont on n'a pas assez parlé à la

création: une occasion à ne pas manquer. (Dans le cadre des lies de danses.)
Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jaurès, Paris-14^e. M^e Cité-Universitaire. 20 h 30, du 27 au 30 et les 1^{er} et 2 décembre. Tél.: 45-69-38-69. De 55 F à 110 F.
Earlthling
Dans la lignée de Portishead, Massive Attack et Tricky, porteur d'un son de « son de Bristol », ce duo joue avec les tonalités et façonne des chansons aux ambiances cinématographiques et aux textes gentiment surréalistes.
Coff de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris-11^e. M^e Bastille. 20 heures, le 27. Tél.: 47-00-02-71. 110 F.
Marianne Faithfull
L'ex-égérie des Rolling Stones, princesse blonde de la décadence des années 60, chantera pendant trois soirs un répertoire constitué de chansons de Kurt Weill.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M^e Châtelet-d'Eau. 20 h 30, les 27, 28 et 29. Tél.: 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BABYFEVER
Film américain de Henry Jaglom, avec Victoria Fort, Matt Salinger, Frances Fisher, Dinah Lenney, Eric Roberts, Zack Norman (1 h 50).
VO: Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G de Beaugrenelle, Dolby, 6 (42-22-87-23).
CLOCKERS (*)
Film américain de Spike Lee, avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mekhi Phifer (2 h 09).
VO: Gaumont Les Halles, Dolby, 1^{er} (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Radine Odéon, 6 (43-26-19-83; réservation: 40-30-20-10); Elysées Lincoln, Dolby, 8 (43-59-36-14; réservation: 40-30-20-10); Le Balzac, Dolby, 8 (45-61-10-60); Gaumont Opéra Français, Dolby, 8 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); La Bastille, Dolby, 11 (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, Dolby, 13 (36-68-75-13; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, Dolby, 18 (36-68-20-22).
DOUCE FRANCE
Film français de Malik Chibane, avec Hakim Sahraoui, Frédéric Dieffenhal, Fadila Bekkoucha, Fetouma Bouamari (1 h 40).
14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23); Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49); Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Gobellins Fauvette, Dolby, 13 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10).
JOHNNY MNEMONIC (*)
Film américain de Robert Longo, avec Keanu Reeves, Ralph Lundgren, Takeshi, Ice-T, Barbara Sukowa (1 h 38).
VO: UGC Ciné-Cité Les Halles, Dolby, 1^{er} (36-68-68-58); UGC Danton, 6 (36-68-34-21); George-V, THX, Dolby, 8 (36-68-43-47).
KIDS (*)
Film américain de Larry Clark, avec Leo Fitzpatrick, Justin Pierce, Sajjan Bhagat, Billy Valdas, Billy Waldman, Javier Nunez (1 h 31).
VO: UGC Ciné-Cité Les Halles, Dolby, 1^{er} (36-68-68-58); 14-Juillet Beaubourg, Dolby, 3 (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, Dolby, 6 (43-25-59-83; 36-68-68-12); UGC Rotonde,

6 (36-65-70-73; 36-68-41-45); George-V, Dolby, 8 (36-68-43-47); 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81; 36-68-69-27); Mistral, Dolby, 14 (36-65-70-41); réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-24); Pathé Wepler, Dolby, 18 (36-68-20-22).
MADAME BUTTERFLY
Film français de Frédéric Mitterrand, avec Ying Huang, Richard Troxell, Ning Liang, Richard Cowan, Jing Ma Fan, l'Orchestre de Paris (2 h 15).
VO: Gaumont Les Halles, Dolby, 1^{er} (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, Dolby, 2 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); L'Arlequin, Dolby, 6 (36-68-48-24; réservation: 40-30-20-10); La Pagode, Dolby, 7 (36-68-75-07; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Champs-Élysées, Dolby, 8 (43-59-04-67; réservation: 40-30-20-10); Max-Linder Panorama, THX, Dolby, 9 (48-24-88-88; réservation: 40-30-20-10); Escorial, Dolby, 13 (36-68-48-24; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-24); UGC Maillet, 17 (36-68-31-34).
NEUF MOIS AUSSI
Film américain de Chris Columbus, avec Hugh Grant, Julianne Moore, Tom Arnold, Joan Cusack, Jeff Goldblum, Robin Williams (1 h 48).
VO: UGC Ciné-Cité Les Halles, Dolby, 1^{er} (36-68-68-58); Gaumont Odéon, Dolby, 6 (36-68-37-62); Gaumont Ambassade, Dolby, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, Dolby, 8 (36-68-49-56); Blenval de Montparnasse, Dolby, 15 (36-65-70-38; réservation: 40-30-20-10).
POCAHONTAS, UNE LÉGENDE INDIENNE
Dessin animé américain de Mike Gabriel, Eric Goldberg, (1 h 22).
VO: UGC Ciné-Cité Les Halles, Dolby, 1^{er} (36-68-68-58); UGC Odéon, 6 (36-68-37-62); Gaumont Marignan, Dolby, 8 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, Dolby, 8 (36-68-49-56); Gaumont Kinopanorama, Dolby, 15 (43-06-50-50; 36-68-75-15; réservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, Dolby, 18 (36-68-48-58; réservation: 40-30-20-10).
QUARTIER MOZART
Film franco-allemand de Jean-Pierre Bekolo, avec Serge Amougo, Sandrine Oia, Jimmy Blyng, Essind Mindja, Atebas (1 h 28).
Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10).

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 27 NOVEMBRE

James Dick (piano), Roger Wilkie (violon), Peter Reisz (violoncelle).
Beethoven: *Trio pour piano, violon et violoncelle* op. 70 n° 1 « des Esprits ». Fauré: *Trio pour piano, violon et violoncelle*.
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 12 h 45, le 27. Tél.: 40-28-28-40. 50 F.

MARDI 28 NOVEMBRE

L'Ecole des amants d'après Molière et Lully. Troupe et musiciens du Théâtre baroque de France, Ferruccio Solari, Philippe Le-nail (mise en scène), Marie-Geneviève Massé (chorégraphie).
Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2^e. M^e Richelieu-Drouot. 20 heures, le 28. Tél.: 42-44-45-46. De 50 F à 280 F.
Ensemble Organum
Chants franciscains corse. Marcel Pérès (direction).
Eglise Saint-Séverin, 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris 5^e. M^e Saint-Michel. 20 h 30, le 28. Tél.: 45-53-05-07. Location FNAC, Virgin. De 110 F à 200 F.
Léonid Kuzmin (piano).
Liszt: *Polonaise, Sonnets de Pétrarque* n° 104 et 123, *Rapsodie espagnole*, Sonate.
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30, le 28. Tél.: 45-53-05-07. Location FNAC, De 90 F à 200 F.

MERCREDI 29 NOVEMBRE

James Dick (piano), Quatuor Ravel. Webern: *Langsamere Satz*. Fauré: *Quintette pour piano et quatuor à cordes* op. 89.
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 12 h 45, le 29. Tél.: 40-28-28-40. 50 F.
Quatuor Vogt.
Schubert: *Quatuor à cordes* n° 14, « La Jeune Fille et la Mort », Mendelssohn: *Quatuor à cordes* op. 44 n° 1.
Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris 1^{er}. M^e Louvre, Palais Royal, 20 heures, le 29. Tél.: 40-20-52-29. Location FNAC, De 100 F à 120 F.
Et le 30 novembre à 12 h 30, « Quatuor à cordes op. 44 n° 1 » de Mendelssohn et « Quatuor à cordes op. 74 n° 2 » de Haydn (60 F).
Orchestre de Paris
Tchaïkovski: *Concerto pour piano et orchestre* op. 23, Dvorak: *Symphonie* n° 8, Eugène Kissin (piano), Günther Herbig (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 20 h 30, le 29. Tél.: 45-63-07-96. De 60 F à 240 F.

JEUDI 30 NOVEMBRE

Orchestre national de France.
Dukas: *Concerto pour piano et orchestre* op. 22, Dvorak: *Symphonie* n° 8, Eugène Kissin (piano), Günther Herbig (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 20 h 30, le 29. Tél.: 45-63-07-96. De 60 F à 240 F.
Orchestre national de France.
Dukas: *Concerto pour piano et orchestre*, Création. Franck: *Symphonie*, Partice Fontanarosa (violon), Emmanuel Krivine (direction).
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30, le 30. Tél.: 49-52-50-50. De 50 F à 190 F.
Ludmila Angelov (piano).
R. Strauss: *Stimmungsbilder*, Sonate pour piano op. 5. Granados: *Danses espagnoles*. Albeniz: *Navarra*.
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30, le 30. Tél.: 49-52-50-50. De 50 F à 190 F.
Ludmila Angelov (piano).
R. Strauss: *Stimmungsbilder*, Sonate pour piano op. 5. Granados: *Danses espagnoles*. Albeniz: *Navarra*.
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30, le 30. Tél.: 49-52-50-50. De 50 F à 190 F.

VENREDI 1^{er} DÉCEMBRE

Quintette Moragues.
Mendelssohn: *Quatuor à cordes* op. 22, Dvorak: *Symphonie*, Sextuor. Ravel: *Ma mère l'Oye*, transcription.
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 12 h 45, le 1^{er} décembre. Tél.: 40-28-28-40. 50 F.
Solistes de l'Ensemble InterContemporain.
Jarell: *Assurance III*. Ives: *Trio pour violon, violoncelle et piano*. Donatoni: *Alamari*. Lindberg: *URL*.
Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris 4^e. M^e Rambuteau. 18 h 30, le 1^{er} décembre. Tél.: 44-79-13-15. 90 F.
Orchestre philharmonique de Radio-France.
Haydn: *Symphonie* n° 98. Ostrovski: *Concerto pour piano et cordes*. Chostakovitch-Barchaï: *Symphonie de chambre* op. 83. Alexei Lioubimov (piano), Lev Markiz (direction).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 18^e. M^e Passy. 20 heures, le 1^{er} décembre. Tél.: 42-30-15-16. 100 F.
Orchestre national de Lille.
Moussorgski: *Une Nuit sur le mont Chauve*, Les Tableaux d'une exposition. Dvorak: *Concerto pour violoncelle et orchestre*. Mielislaw Rostropovitch (violoncelle), Jean-Claude Casadesu (direction).
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30, le 1^{er} décembre. Tél.: 49-52-50-50. De 50 F à 390 F.

SAMEDI 2 DÉCEMBRE

Orchestre de Paris.
Beethoven: *Egmont, ouverture*. Dvorak: *Symphonie* n° 8. Günther Herbig (direction).
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 11 heures, le 2 décembre. Tél.: 40-28-28-40. 30 F.
Hespéron X.
Œuvres de Sainte-Colombe. Marais. Forqueray. Joril Savall (basse de viole, direction).
Ché de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 16 h 30, le 2 décembre; 15 heures, le 3 décembre. Tél.: 44-84-44-84. 75 F.

DIDON ET ENÉE

Purcell: *Didon et Enée*, A Hymn to God the Father, *Welcom to All the Pleasures*. Nancy Weissbach, Tinuke Olafimihan (Didon), Roland Slaars, Guennadi Goldstein (Enée), Sophie Dagnan, Emmanuelle Hallini (Belinda), Emma Haines (la Magicienne), Stephen Mullan, Christophe Hecquet (le Marin), Angel Ryland (l'Esprit), Christophe Colin (direction), Pierre-Alexandre Jaffret (mise en scène), André Meyer (chorégraphie).
Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2^e. M^e Richelieu-Drouot. 19 h 30, le 2 décembre; 16 heures et 21 heures, le 3 décembre. Tél.: 42-44-45-46. Location FNAC, De 50 F à 350 F.
Orchestre philharmonique de Radio-France.
Mahler: *Symphonie* n° 9. Gianluigi Gelmetti (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 21 heures, le 2 décembre. Tél.: 45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

DIMANCHE 3 DÉCEMBRE

Sigiswald Kuijken (violon), Gustav Leonhardt (clavecin).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 11 heures, le 3 décembre. Tél.: 42-44-45-46. Location FNAC, Virgin. De 90 F à 200 F.
Joseph Suk (violon), Quatuor Talich.
Dvorak: *Quintette à cordes* op. 97 « Américain ». Brahms: *Quintette à cordes* op. 111.
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marceau. 11 heures, le 3 décembre. Tél.: 49-52-50-50. Location FNAC, De 100 F à 200 F.
Gidon Kremer (violon), Oleg Maisenberg (piano).
Mendelssohn: *Sonate pour violon et piano* op. 4. Enesco: *Injections d'enfance*, Ives: *Children's Day at the Camp Meeting*. R. Strauss: *Sonate pour violon et piano* op. 18.
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 17 heures, le 3 décembre. Tél.: 40-28-28-40. Location FNAC, De 55 F à 170 F.
Orchestre des Concerts Lamoureux.
Smetana: *Vltava*. Grieg: *Concerto pour piano et orchestre*. Dvorak: *Symphonie* n° 8, Jean-Marc Luisada (piano), Yutaka Sado (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 17 h 45, le 3 décembre. Tél.: 45-61-53-00. Location FNAC, De 65 F à 170 F.

DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Compagnie Quivala, Compagnie Fiasco.
Pascal Gravat: *L'Amour de la fille et du garçon*, Anil Garçon, *The Knees Bowed*, Blue Telling.
Ménagerie de verre, 12, rue Lécrovin, Paris 11^e. M^e Parmentier. 20 h 30, le 28. Tél.: 43-28-33-44. 60 F.
Centre chorégraphique national de Montpellier.
Mélodie Monnier: *Nuit*.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet. 20 h 30, les 28, 29 et 30 novembre et les 1^{er} et 2 décembre. Tél.: 42-74-22-77. Location FNAC, De 90 F à 140 F.
Sylvie Guillem.
Maurice Béjart: *Sissi, l'impératrice*, *Marche*, *Bois*, William Forsythe: *Herman Schmerman*.
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30, le 28 novembre et le 2 décembre. Tél.: 49-52-50-50. De 90 F à 140 F.
Et à 20 h 30, le 29 novembre et le 3 décembre. (Maurice Béjart: *Episodes*, Boléro).
Compagnie Kalematis.
Michel Kalematis: *Mouvements*.
Eury (91). Théâtre de l'Agora, place de l'Agora, 20 h 30, le 28. Tél.: 64-97-30-31. De 85 F à 120 F.
Compagnie Sazier.
Marceline Lartigue: *Gilles de Rais*.
Suresnes (92). Théâtre Jean-Vilar. 16, place Stalingrad. 21 heures, le 28. Tél.: 48-97-98-10. Location FNAC, 100 F.
Compagnie Kalematis.
Michel Kalematis: *Clins de lune*.
Colombes (92). Salle des fêtes et des spectacles, 88, rue Saint-Onen. 20 h 30, le 28. Tél.: 47-61-69-02. Location FNAC, 75 F.
Compagnie Yvann Alexandre.
Yvann Alexandre: *Orchidées*.
Les Lilas (93). Théâtre du Garde-Chasse, 181, rue de Paris. M^e Mairie-des-Lilas. 21 heures, le 1^{er} décembre. Tél.: 43-60-41-89.
Compagnie Fattoum-Lamoureux.
Hélia Fattoum. Eric Lamoureux: *Résonance*, *Prélude*.
Sceaux (92). Les Gémeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau, M^e Bourg-la-Reine. 20 h 45, le 1^{er} décembre. Tél.: 46-61-36-67. Location FNAC, 140 F.
Cie Tanz Plantation, Cie Iriris.
Marco Berrettini: *Je m'appelle Emile*, *Je m'appelle A table*.
Laura Scuzzi: *Zapping Moles*.
Ménagerie de verre, 12, rue Lécrovin, Paris 11^e. M^e Parmentier. 20 h 30, les 2, 9 et 16 décembre. Tél.: 43-38-33-44.
Compagnie Pierre Doussaint.
Pierre Doussaint: *L'Atelier*.
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 11 heures, le 2 décembre. Tél.: 40-28-28-40. 30 F.

JAZZ

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Fernando Jazz Gang.
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3^e. M^e Saint-Michel. 21 h 30, le 27. Tél.: 43-26-65-05. De 60 F à 70 F.
Davell Crawford.
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17^e. M^e Porte-Maillet. 22 h 30, les 27, 28, 29 et 30 novembre et les 1^{er}, 2, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 décembre. Tél.: 40-68-30-42. 130 F.
Ludovic de Preissac Quintet.
Le Bilboquet, 13, rue Saint-Benoît, Paris 8^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. 22 h 45, les 27, 28, 29 et 30 novembre et les 1^{er} et 2 décembre. Tél.: 45-48-81-84. 120 F.
Christian James Quartet.
Petit Journal Saint-Michel, 71, boulevard Saint-Michel, Paris 5^e. M^e Luxembourg. 21 h 30, le 28. Tél.: 43-26-28-53.
Mister Jester X.
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 22 heures, le 28. Tél.: 40-26-46-60. Location FNAC, 75 F.
Giovanni Mirabassi, Alain Raman, Xavier Rathely.
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 22 h 45, les 28 et 29. Tél.: 42-36-01-36. De 100 F à 120 F.
Latitudes Saint-Germain, 7, rue Saint-Benoît, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 29. Tél.: 42-61-53-53. De 110 F à 140 F.
Teddy Edwards Quartet.
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 29 et 30 novembre et les 1^{er}, 2, 4 et 5 décembre. Tél.: 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.
Bousquet Trio.
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 21 heures, le 30. Tél.: 42-00-14-14. 100 F.
Orchestre national de jazz.
Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris 13^e. M^e Chevaleret. 20 h 30, les 1^{er}, 2 et 3 décembre. Tél.: 45-84-72-00. Location FNAC, De 70 F à 100 F.
Swing Feeling.
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^e Galté, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 1^{er} décembre. Tél.: 43-21-55-70.
Aldo Romano Quintet.
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 22 heures, les 1^{er} et 2 décembre. Tél.: 40-26-46-60. Location FNAC, 75 F.
Sandy Wilson & Philippe Milanta Trio.
Latitudes Saint-Germain, 7, rue Saint-Benoît, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 1^{er} et 2 décembre. Tél.: 42-61-53-53. De 110 F à 140 F.
Lenny White & Present Tense.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 2 décembre. Tél.: 45-23-51-41. Location FNAC, De 110 F à 130 F.
Didier Lockwood Quintet.
Athis-Mons (91). Salle Ventura, rue Samuel-Desbordes, 21 heures, le 2 décembre. Tél.: 60-48-46-18. Location FNAC, 90 F.
Kenny Neal.
Bagneux (92). Salle des fêtes, rue Charles-Michels. 20 heures, le 2 décembre. Tél.: 42-31-60-50. Location FNAC, Virgin. 130 F.
Klimandjaro.
Bagneux (92). Salle des fêtes, rue Charles-Michels. 20 heures, le 2 décembre. Tél.: 42-31-60-50. Location FNAC, Virgin. 130 F.
Shirley Johnson, Roosevelt Booba Barnes.
Bagneux (92). Salle des fêtes, rue Charles-Michels. 22 heures, le 2 décembre. Tél.: 42-31-60-50. Location FNAC, Virgin. 130 F.
Monsieur Claude.
Montreuil (93). Instant chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, les 29 et 30. Tél.: 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.
David Murray Quintet.
Nanterre (92). Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies. 20 h 45, le 28. Tél.: 41-37-94-20. De 70 F à 120 F.
Aldo Romano Quintet.
Trappes (78). La Merise, place des Mérisiers. 20 heures, le 30. Tél.: 30-13-59-51. De 70 F à 85 F.

ROCK

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Lefora.
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Anvers. 18 h 30, le 27. Tél.: 44-92-45-45. Location FNAC, 146 F.
Volvo.
Araspho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13^e. M^e Place-d'Italie. 19 heures, le 27. Tél.: 53-79-00-11. Location FNAC, De 80 F à 100 F.
The Lovelliers.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^e Voltaire. 20 h 30, le 27. Tél.: 47-00-55-22. Location FNAC, 99 F.
Christine Santelli Blues Band.
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Saint-Augustin. 23 h 30, les 28, 29 et 30 novembre et les 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8 et 9 décembre. Tél.: 42-25-19-06.
Incognito.
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Anvers. 19 heures, le 28. Tél.: 44-92-45-45. Location FNAC, 132 F.
Biff Naked.
Araspho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13^e. M^e Place-d'Italie. 19 heures, le 1^{er} décembre. Tél.: 53-79-00-11. De 80 F à 100 F.
Double Nelson.
Pigalle, 77, rue Pigalle, Paris 9^e. M^e Pigalle. 20 heures, le 1^{er} décembre. Tél.: 42-80-52-52. Location FNAC, 50 F.
Neal Black & the Healers.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Châtelet-d'Eau. 20 h 30, le 1^{er} décembre. Tél.: 45-23-51-41. Location FNAC, De 110 F à 130 F.
Audio Active.
Araspho, 30, avenue d'Italie (Centre

Italie II), Paris 13^e. M^e Place-d'Italie. 19 heures, le 2 décembre. Tél.: 53-79-00-11. De 80 F à 100 F.
Fear Factory.
Araspho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13^e. M^e Place-d'Italie. 20 heures, le 3 décembre. Tél.: 53-79-00-11. 99 F.
Kat Onoma.
Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory Gallagher. 20 h 30, le 1^{er} décembre. Tél.: 69-43-03-03. Location FNAC. 100 F.
Alouca ethn

150

FRANCE

INTERNATIONAL

COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 2

LE MONDE / MARDI 28 NOVEMBRE 1995 / 29

RE 1995 / 15

Léon Zitronne, l'un des pionniers de l'ORTF, est mort

Décédé à 81 ans, ce journaliste d'origine russe avait tout « couvert » de la vie du Gotha à « Intervilles », en passant par le Tour de France et les courses hippiques

CHANSO

CES DERNIÈRES années, à ceux qui venaient encore interviewer le « dinosaure », Léon Zitronne assurait qu'il « n'aimait pas la télévision ». D'ailleurs, précisait-il, exception faite des feuilletons policiers, il avait cessé de la regarder. Et pourtant, celui qui fut, aux côtés de Pierre Sabbagh, Jacques Salles, Georges de Caunes ou Pierre Tchernia, l'un des « pionniers » de l'ORTF n'a jamais, malgré des adieux répétés au public, réellement quitté l'antenne.

Il était récemment l'invité de Jean-Luc Delarue (« Ça se discute ») pour l'enregistrement d'une émission consacrée à « La Passion des courses de chevaux », qui sera diffusée mardi 28 novembre, à Paris, des suites d'une hémorragie cérébrale — le jour de ses quatre-vingt-un ans —, met fin à une carrière qui se confond avec l'histoire du petit écran en France. Il sera enterré mercredi 29 novembre au cimetière de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), dans l'intimité.

À la télévision et à la radio, Léon Zitronne a tout fait, ouvrant la voie aux journalistes-animateurs et contribuant peut-être ainsi à la confusion des genres entre information et divertissement entretenue aujourd'hui dans le public. Bardé d'une collection de fiches de brio, grâce auxquelles il pouvait « meubler » l'antenne en multipliant les détails jusqu'à dépasser les limites du ridicule, le journaliste que l'on retrouvait le dimanche à Auteuil pour les courses de che-

vaux enchaînait le lendemain sur une compétition de patin à glace avant de prendre l'avion pour décrire en direct les obsèques d'un « grand » de ce monde.

On l'a aussi entendu jouer les Méné Grégoire au micro de RTL, où il a un temps présenté le journal, et le public de la télévision n'a pas oublié les péripéties de « Monsieur Léon », chahuté par Guy Lux et Simone Garnier qui l'avaient accueilli comme coanimateur d'« Intervilles » alors qu'il était en disgrâce du journal télévisé.

Cet éclectisme s'est imposé dès le début de sa carrière à la télévision. Entré à la Radiodiffusion-télévision française (RTF) en 1948 (il avait alors trente-quatre ans), après des études de lettres et de droit, repéré pour sa diction soignée et son parfait maniement de l'imparfait du subjonctif, le journaliste se voit confier en décembre 1960 la responsabilité de commenter le mariage du roi de Belgique Baudouin et de la princesse Fabiola.

Recruté en 1959 par le responsable des informations télévisées, Pierre Sabbagh, qui était en quête d'un commentateur des courses hippiques, celui qu'on n'appelait pas encore « le gros Léon » rejoint au début des années 60 l'équipe des « actualités », qu'il présentera jusqu'en 1975.

Son « mariage » du roi Baudouin jugé concluant, Léon Zitronne devient le commentateur attitré des cérémonies royales pour la télévision française. Clin d'œil de l'histoire : c'est pour commenter

les obsèques du roi Baudouin, en août 1993, que Léon Zitronne, alors en retrait de la télévision, revient à l'écran, à la demande du président d'Antenne 2, Hervé Bourges. Ces retrouvailles avec les téléspectateurs furent l'occasion pour lui d'un retour en arrière nostalgique sur plus de quarante années d'une relation passionnée avec la télévision : « On me pardonnera, je l'espère, l'émotion qui pourrait me submerger, on ne peut pas toujours brider ses sentiments, confiait-il, devant des millions de téléspectateurs. La télévision, c'est la vie, mon Dieu, que le temps passe ! »

UN CARACTÈRE IMPOSSIBLE. Personnage excessif, Léon Zitronne ne pouvait pas laisser indifférent ni le public ni ceux qui, dans le travail, ont été amenés à côtoyer cet homme à la carrure imposante (il avait un physique « d'empereur romain »), bien que perpétuellement à l'opposé du « caractère impossible ». « Nous perdons aussi un grand journaliste, nous perdons aussi un proche, un ami », a déclaré le président de la République Jacques Chirac, tandis que l'ancien ministre de la Culture Jack Lang évoque la perte d'un « monstre sacré ».

Le monde de l'audiovisuel, qui a débilité sur les ondes dimanche 26 novembre pour rendre hommage au défunt, ne s'est pas privé de rappeler que ce « monstre de travail » à la « mémoire époustouflante » était aussi « excessivement flatteur ». Michel Péricard, député RPR et maître de Saint-Germain-en-Laye, qui fut son rédacteur en

chef au début des années 70, a évoqué le ton « très institutionnel, très respectueux des pouvoirs établis » de Léon Zitronne, présentateur du journal de la chaîne unique considérée par le pouvoir comme « la voix de la France ».

Cette composition à l'égard des « puissants » était l'un des motifs de la querelle larvée qui opposait Léon Zitronne à son collègue Claude Dargat, qui, dit-on, se faisait un plaisir d'offrir chaque année à son « ami Léon » un gilet rayé et une boîte de cigare. La légende veut aussi que le même Claude Dargat eût dressé son chien à « faire le Léon », c'est-à-dire à ramper sur le sol en se tortillant.

D'autres, tel Michel Drucker, qui considérait Léon Zitronne comme « un maître », préfèrent évoquer son « extrême courtoisie » et son « don exceptionnel » pour les langues étrangères, qui n'a pas été sans influence sur sa carrière. Parlant couramment plusieurs langues, notamment le russe (il est né à Pétersbourg le 25 novembre 1914 et est arrivé en France en 1920), il put interviewer les personnalités étrangères, notamment les chefs d'État de l'URSS, avec lesquels il s'entretenait directement.

Fréquenter le « Gotha » le comblait visiblement d'aise. De nombreux téléspectateurs l'ont vu, tel un petit garçon, quémander timidement un autographe au roi d'Espagne, ou l'ont entendu s'interroger, avec l'impatience d'une minette, sur l'étoffe choisie pour confectionner la robe de madame de Lady Diana. Famille de ses empor-

tements, supposant le personnage satisfait de ses prestations sinon imbu de lui-même, le public ne lui a jamais tenu rigueur de ses caprices de star. Il était aimé des téléspectateurs, lui le solitaire qui ne supportait pas les interpellations pourtant souvent amicales de l'homme de la rue, ou des touristes sur les champs de course.

Il connaissait ses défauts (« désordonné », « colérique ») et savait se livrer à l'autocritique. Dans son autobiographie (*Big Léon*, éditions Hachette-Carette, 1989), il porte un regard lucide, à la sincérité désarmante, sur l'homme Léon Zitronne et sur le personnage de la télévision. Il y reconnaissait avoir « le dos trop souple devant les gens importants » et regrettait de ne « jamais avoir été un héros pendant la guerre ». Prisonnier, il travailla, après s'être évadé, au ministère des anciens combattants en 1944-1945.

Critique à l'égard de la télévision d'aujourd'hui, « trop rapide, trop superficielle », Léon Zitronne, qui avait consenti à réduire son activité, rédigeait régulièrement une chronique hipnique pour *France-Soir*, intervenait dans « Les grosses têtes » (RTL) et faisait entendre sa voix sur Radio communauté et Judalques FM (RC), où il s'était réfugié en 1993, à soixante-dix-neuf ans, pour une chronique égotiste quotidienne (« Léon raconte Zitronne »), son contrat avec la télévision publique étant arrivé à expiration.

Sylvie Kerviel

■ NUMÉRIQUE : Canal Plus et son allié allemand Bertelsmann lanceront leur décodeur numérique au début de 1996. Baptisé MédiaBox, ce boîtier décodera les bouquets de chaînes numériques des deux partenaires et permettra d'accéder à des services de paiement à la séance et de téléachat. Selon Marc-André Feffer, vice-président délégué général de Canal Plus, MédiaBox sera ensuite commercialisé en Allemagne où Leo Kirch, promoteur d'un boîtier concurrent développé avec Nokia, lancera son décodeur au printemps.

■ PRESSE : la direction de *France-Soir* a affirmé que les mesures touchant quatre chefs de service ne sont pas une « sanction » mais des « mesures individuelles liées à la situation de l'entreprise ». Un comité d'entreprise, réuni mercredi 22 novembre, avait annoncé que Jean-Michel Brigueux (Informations générales), Jacques Malmassari (politique), Edmond Bakaloglou (spectacles) et Gérard Baudouin (sports) « étaient mis à disposition du directeur de la rédaction ». La direction du quotidien a souligné que, tout en restant éditeur à *France-Soir*, Jacques Malmassari « rejoint Le Figaro avec les mêmes fonctions ».

■ TÉLÉVISION : dans son numéro du lundi 27 novembre, *Télé 7 jours* lance une campagne contre les déprogrammations à la télévision. Dans une lettre ouverte à Hervé Bourges, président du CSA, l'hebdomadaire, qui demande à ses 11 millions de lecteurs de signer une « pétition contre les déprogrammations sauvages », note que ces changements sont illégaux, les cahiers des charges contraignant TF1, France 2, France 3, Canal Plus et Arte à « communiquer leurs programmes deux semaines ou moins avant leur diffusion ».

les tonnes pour les de cent à aché d'in- : Les em- es et plus x des so- 'est dans itagne, ennes en- s impres- pour it deshé- , pas aux créateurs

ain sur la l'ui de- s sur les rme mais tique an- vnuiloir 'mpin et- être ext- des pros- ausssi 'accueilli, ie et so- ée.

hfeld

LUNDI 27 NOVEMBRE

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Magazine : Femmes.
13.40 Feuilleton : Les Faux de l'amour.
14.25 Feuilleton : Dallas.
15.25 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée.
17.00 Salut les Musées ; Clip ; Jeux.
17.20 Série : La Philo selon Philippe.
17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.25 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Série : Alerte à Malibu.
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.50 Magazine : L'Odyssée de l'étrange. Présenté par Jacques Pradel. A la recherche de l'homme sauvage : Sommes-nous seuls dans l'univers ? la deuxième vie de Gurdjine ; Le Rêve de Steven Lisout.
22.55 Magazine : Comme un lundi. Présenté par Christophe Decharne.
0.35 Série : Paire d'as.
1.30 Journal, Météo.
1.40 Magazine : 7 sur 7.
Invités : Alain Madelin, Patrick Dupond (redif).
2.30 Programmes de nuit.
Intrigues : 2.55, Histoires naturelles (et 3.55) ; 3.25, L'Aventure des plantes ; 4.45, Musique ; 5.05, Les Aventures du jeune Patrick Picard (36).

FRANCE 2

12.57 Météo (et 13.35), Journal, INC.
13.50 Série : Derrick.
14.55 Série : Placé en garde à vue.
15.50 Variétés : La Chanson aux chansons (et 5.05).

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE
Pierre DOUGLAS
Pierre PECHIN
Eric BLANC
Trop pollués pour être nets
Edmond MEUNIER
Serge LLADO
Martial CARRE
Albert MESLAY
Loc. 42.78-44.45 et agences

16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Qui de neuf, docteur ?
17.45 Série : Génération musicale.
18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.
18.40 Que le meilleur gagne (et 3.40).
19.15 Bonne nuit les petits.
19.20 Studio Gabriel (et 2.25).
19.59 Journal, Météo.

20.50 ► Téléfilm : L'Homme aux semelles de vent, Arthur Rimbaud. [1/2 et 2/2] De Marc Rivère.

23.40 Documentaire : Du côté de chez nous.
0.50 Les Films Lumière.
0.55 Journal, Météo.

FRANCE 3

12.00 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.40 Magazine : Si vous parliez.
14.50 Série : Simon et Simon.
15.40 Série : Magnum.
16.30 Dessin animé : Popeye.
16.40 Les Minikéums.
17.50 Série : Les deux font la loi.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Maurice, des amphitryons, d'Alexandre Bathazar et Laurent Grinot de la Reynière.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la charité.
20.35 Tout le sport.

20.50 La Dernière Séance.
20.53 1^{re} Film : Les Contrebandiers de Moonfleet. ■ ■ ■ Film américain de Fritz Lang (1955).
22.30 Météo, Journal.
23.00 Dessins animés. Droopy, Out Foxed ; What Price Freedom, de Tex Avery.

23.20 2^e Film : Le Prisonnier de Zenda. ■ ■ ■ Film américain de Richard Thorpe (1952, vo.). Avec Stewart Granger.
1.00 Court métrage : Libre court. Les Fleurs de Maria Papadopolou, de Odine Hery avec André Dussollier et Mathieu Kassovitz.
1.10 Feuilleton : Dyanite.
2.00 Musique Graffiti.
Jazz : Ça va chouer, par Manu Dibango (15 min).

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Le Bal de l'école. De Paul Schneider.
15.15 Boulevard des dîpes (et 5.30).
17.00 Variétés : Histoires.
17.30 Dessin animé : Tintin. [2/2] Objectif Lune.
18.00 Série : Highlander.
19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Jeu : Le Grand Zap.
20.35 Magazine : Ciné 6.

20.45 Cinéma : Kramer contre Kramer. ■ Film américain de Robert Benton (1979). Avec Dustin Hoffman.

22.45 Téléfilm : Le Vertige des sens. D'Elie Cabot. Un homme d'affaires engage un étudiant « au pair » pour s'occuper de la maison mais aussi pour tenir compagnie à sa femme. Le mari infidèle espère pouvoir divorcer à moindre coût en prouvant son infidélité.
0.15 Magazine : Culture pub. David Murray.
1.40 Saga de la chanson française. Yves Montand.
2.30 Rediffusions. La Bête de l'emploi : 2.55, Culture rock (la saga James Brown) ; 3.50, l'Inde du Cachemire ; 4.40, Starnews ; 5.05, Fanzone.

CANAL +

En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.40 Magazine : le Journal de l'Emploi.
13.45 Documentaire : Je vous salue, rue. De Marine Mauleon et Alain Barrière.
14.15 Téléfilm : Retour au pays natal. De Jack Gold.
15.50 Cinéma : La Fille de d'Artagnan. ■ Film français de Bertrand Tavernier (1994).
17.55 Dessin animé : Les Multioches.
18.00 Le Dessin animé. Rebout.
18.30 Cyberflash.

En clair jusqu'à 20.35
18.40 Magazine : Nulle part ailleurs.
19.30 Flash d'informations (et 22.05).
19.40 Zéorama, le contre-journal.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Téléfilm : Pour une vie ou deux. De Marc Angelo.

22.10 5^e en sortant.
22.15 Documentaire : Michelangelo Merisi dit « le Caravage », peintre et meurtrier. De Michel Queniere.
23.05 ► Cinéma : Bab el-Oued City. ■ Film franco-algérien de Merzak Allouache (1994).
0.45 Cinéma : Le Fugitif. ■

LA CINQUIÈME

12.30 Atout savoir.
13.00 Les Merveilles de l'univers. La Planète bleue.
13.27 Le Journal du temps (et 18.57).
13.30 Cinéma : Ludwig ou le corps sans âme. ■ ■ ■ Film italo-franco-allemand de Luchino Visconti (1972).
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Cogito. Diderot.
18.15 Les Grandes Inventions. L'Automobile.
18.30 La Monde des animaux. Le Maître du serpent.

ARTE

19.00 Série : L'Homme invisible (11/25) Pseudo-surprise, de Pennington Richards, avec Tim Tui-Newton.
19.30 Documentaire : La Légende du sport. La Volonté de vaincre [9/12]. Out of Africa [1/2]. De Tony Laryea. La carrière de grands champions nous et leur chemin vers la gloire et le succès.
20.00 Magazine : Reportage. Au-dessous du volcan : Superphénix, d'Olivier Warin. En dix ans, Superphénix, le surgénérateur nucléaire de Creys-Malville, n'aura fonctionné que six mois. Les « pour » et les « contre » continuent de s'affronter sur son devenir.
20.30 B 12 Journal.

20.40 ► Cinéma : Le Privé. ■ ■ ■ Film américain de Robert Altman (1973, vo.). Avec Elliott Gould, Nina Van Pallandt, Sterling Hayden.

22.30 Cinéma : Le Dernier Tango à Paris. ■ ■ ■ Film franco-italien de Bernardo Bertolucci (1972, vo.). Avec Maria Schneider, Marlon Brando, Jean-Pierre L  aud.

0.35 Court métrage : Court-circuit.

1.05 Cinéma : Les Innocents. ■ ■ ■ Film français d'André T  chin   (1987). Avec Sandrine Bonnaire, Simon de La Brosse, Abdel Kechiche (90 min, redif.).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signal   dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film   viter ; ■ On peut voir ; ■ ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre du classique. ◻ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

icains et res de la s ont dû l  tendant que offi- est pro- sera l'un le prési- . Robert    au sûr- me que ment de s  mble. nent qui   st une i liberté, acun de x.

EINE

uverne- h  rac de s les six n pr  s  nt- uil faire chemi-    voir rité so- ndicats avec la s. Mais même    qu'  

les so- malme, us mûr- qu   il mes. Il n plus ci ne s  p  r  -   ch  s fi- la mo- que, la aide    r  ts et

Malraux ou la révolution comme une œuvre d'art

Sur Arte, l'écrivain Daniel Rondeau retrace la vie de l'auteur de « La Condition humaine », avant la diffusion de son film sur la guerre d'Espagne

PARCE QU'IL SE TROUVA plus que d'autres, au lendemain de la guerre, en résonance avec son époque, Jean-Paul Sartre a fixé le modèle qui a donné forme, pendant les décennies qui ont suivi, à l'engagement des intellectuels en France : un intellectuel digne de ce nom devait être de gauche, honorer le général de Gaulle, donner la priorité aux démarches collectives sur les ambitions personnelles.

André Malraux fut, de ce point de vue, un anti-modèle. Canilliste, il poussa l'esprit de sacrifice jusqu'à devenir ministre et l'esprit de parti jusqu'à prendre une part active, sous la V^e République, à plusieurs campagnes électorales. Même ceux qui n'avaient pas oublié son engagement d'avant-guerre dans les rangs des antifascistes ne l'estimaient pas conforme à l'intellectuel type : trop individualiste, trop épris d'aventure, trop soucieux de son indépendance ! Or voici qu'aujourd'hui l'auteur de « La Condition humaine » est devenu pour beaucoup d'intellectuels une référence.

Face à l'image palissante de Sartre, l'homme de l'utopie, et d'abord surgi la figure de Raymond Aron, l'homme de la raison. Avec André Malraux, mort en 1976, c'est l'homme de l'épopée qui revient sur le devant de la scène, le visionnaire entraîné, comme l'écrivit Daniel Rondeau, « par les puissances conjuguées de l'action et de la méditation ».

Écrivain, Daniel Rondeau est de ceux qui ont choisi la voie de la révolte en revendiquant hautement l'héritage de Malraux, considéré



comme l'un des derniers romantiques. Ainsi a-t-il pris fait et cause pour le Liban sous tutelle syrienne et pour la Bosnie victime de l'agression serbe. Il a dénoncé avec violence François Mitterrand en rappelant ce mot de Malraux : « On ne fait pas de la politique avec de la morale, mais on ne fait pas de la politique sans morale. » Celui qui s'engagea dans la guerre d'Espagne puis dans la Résistance avait d'accompagner le gaullisme sous les IV^e et V^e Républiques lui semble digne d'admiration « parce qu'il était une conscience dans le cercle étroit des hommes et qu'il a tout jeté dans le chaudron du

monde ». Le documentaire que lui consacrent Daniel Rondeau et Alain Ferrari évoque les bouleversements de ce « chaudron » au cours du XX^e siècle et la trace qu'y a laissée l'auteur de « La Condition humaine ».

L'APPEL DE L'ORIENT

Il y eut d'abord l'aventure individuelle et le voyage en Asie alors que l'Europe, selon Rondeau, semble en fin de course : c'est l'épisode des statues volées dans un temple cambodgien, qui vaut au coupable, en 1924, trois ans de prison, ramenés en appel à un an avec sursis après de multiples interventions et une pétition

signée, entre autres, dans « Les Nouvelles littéraires », par Gide, Mauriac, Paulhan, Aragon, Breton.

Ce fut ensuite l'appel de l'Orient, auquel avait répondu Lawrence d'Arabie, quelques années auparavant, Lawrence, cet « aventurier au service d'une image romanesque de lui-même ».

Bientôt viendra le temps de la

guerre d'Espagne et de l'engagement

aux côtés des républicains,

consommant notamment la rupture

avec les communistes. L'Espoir, son

unique film, diffusé aussitôt après le

documentaire de Rondeau et Ferrari,

en porte témoignage. Puis ce sera

l'Occupation, la Résistance, la brigade

Alsace-Lorraine, la rencontre

avec de Gaulle.

Après la guerre, il y aura les res-

ponsabilités ministérielles et mai

1968, cette « crise de civilisation ». Il

y aura d'autres périples, en Afrique,

en Inde, en Chine. Il y aura surtout

une ample réflexion sur l'art, qui tra-

de pair avec la méditation sur l'His-

toire, tant il est vrai que Malraux

« observe et vit les révolutions comme

des œuvres d'art ». Ce n'est pas un

hasard si le film s'ouvre par des

images de Sarajevo. Face aux nou-

velles convulsions du monde, Mal-

raux invite l'homme, comme il l'écri-

ra dans ses « Antimémoires », à « réduire

au minimum sa part de comédie » et

à relever le défi de la liberté.

Thomas Ferenzi

★ « André Malraux ou la grande vie », Arte, mardi 28 novembre, 21 h 45.

Léon de nulle part

par Luc Rosenzweig

QUAND ON AIME, on ne compte pas. Le monde de la télévision aime Léon Zitrone, et n'a pas mesuré le temps d'attente pour évoquer sa mémoire. Son engagement cathodique fut digne d'un chef d'État : pas moins de trente-quatre minutes au journal de Claire Chazal sur TF1, un « Télé-dimanche » sur Canal plus, des « spéciales » sur toutes les chaînes.

N'y aurait-il pas là quelque exagération, une manifestation supplémentaire de ce narcissisme de ces gens de télé pour qui le petit écran est avant tout le miroir d'eux-mêmes ? N'y a-t-il pas là une certaine disproportion avec le traitement réservé à une autre disparition, celle de Louis Malle ? Non, en dépit des répétitions, des anecdotes évoquant toujours les mêmes éclats homériques du défunt (« Madame, je vous interdis de me reconnaître ! », a-t-il lancé un jour à une admiratrice trop pressante), cet hommage ne laissait pas. Il nous invitait à nous interroger sur les raisons de la place prise dans nos foyers et nos mémoires d'un homme qui, après tout, ne fut qu'un journaliste éclectique comme il en existe beaucoup.

Le secret de cette présence massive de Zitrone dans le paysage mental des Français tient peut-être à ce que cet homme venait d'ailleurs, et donc n'appartenait à personne. Il était né en 1914 à Saint-Petersbourg, c'est-à-dire

nulle part, ou plutôt comme il l'expliquait : « Dans un no man's land entre les Blancs et les Rouges ». C'était donc la personne idéale pour incarner cette télévision des débuts, celle qui allait prendre le relais de l'école dans cette fonction unificatrice de la France. Le seul bieu qu'il habitait de son corps imposant, c'était la langue française, qu'il s'était appropriée, qu'il avait conquise pour la cultiver comme un jardin des merveilles.

De nulle part, Léon Zitrone était aussi politiquement, à une époque où le journal télévisé était « la voix de la France », c'est-à-dire au service exclusif du gouvernement du moment. En étant outrageusement respectueux de tous les pouvoirs, gaulliste, soviétique ou patagon, il révélait, malgré lui, la nature du système. C'était un lèche-bottes magnifique, qui révélait par son obsequiosité boursouflée la petitesse de ceux qui la sollicitaient. Zitrone n'était ni à gauche, ni à droite, ni au centre, il était institutionnel, comme le remarquait, un peu gêné rétrospectivement, Michel Péricard, qui fut son très gaulliste rédacteur en chef. Une seule étiquette aurait pu convenir à cet homme qui ne connaissait que ce qui en vigueur chez les têtes couronnées : situationnisme. Léon Zitrone faisait du Debord comme Monsieur Jourdain faisait de la prose. Il était le Monsieur Loyal de la société du spectacle qui s'imposait peu à peu au cœur de l'intimité française.

MARDI 28 NOVEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.38 Magazine : Femmes. 13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour. 14.25 Feuilleton : Dallas. 15.25 Série : Cannon. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée. 17.20 Série : La Philo selon Philippe. 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Série : Le Miracle de l'amour. 19.00 Série : Mortel à Malibu. 20.00 Journal, Tierscé, La Minute hippique, Météo. 20.50 Cinéma : Le Mariage du siècle. □ Film français de Philippe Galland (1985). 22.30 LMI, le magazine info. Présenté par Guillaume Durand. 23.45 Magazine : Les Rendez-vous de l'été. Présenté par Jean-Luc Delarue. Kiebert Beauvillain (Hewlett Packard). 0.05 Série : Paris d'as. 0.55 Journal, Météo. 1.10 Programmes de nuit. Reportages (rediff.) : 1.35, Série : Passions ; 2.00, Histoire naturelle (et 3.45) ; 2.25, La Progue ; 3.20, L'Aventure des plantes ; 4.40, Métaux ; 5.05, Musique ; 5.15, Les Aventures du jeune Patrick Pacard (4/6).	12.15 Jeu : Les Z'amours (et 4.50). 12.57 Météo (et 13.35). 12.59 Journal. 13.45 Série : Derrick. 14.45 Série : Placé en garde à vue. 15.45 Tréfilé. En direct d'Envy. 16.00 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.05). La chance aux chansonniers. 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Quoi de neuf, docteur ? 17.45 Série : Génération musique. 18.10 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.40 Jeu : Le meilleur gagne (et 3.45). 19.15 Bonne nuit les petits. Les Indes. 19.20 Studio Gabriel (et 2.05). Invités : Ophélie Winter, Mylène Demongeot. 19.59 Journal, Météo. 20.50 Cinéma : L'Éveil. □ Film américain de Penny Marshall (1990). Avec Robert De Niro. 23.00 Magazine : Ça se discute. Présenté par Jean-Luc Delarue. Jusqu'où peut-on aller pour l'amour des courses ? 0.30 Les Films Lumière. 0.35 Journal, Météo. 0.50 Le Cercle de minuit. La Langue maternelle. Avec Vassilis Alexakis (La Langue maternelle) ; André Makine, (Le Testament français) ; Jacques Bonaffé, metteur en scène. 2.40 Programmes de nuit. Tarantula (rediff.) : 3.55, 24 heures d'infos ; 4.05, Jeu : Pyramide ; 4.35, Jeu : Les Z'amours ; 5.45, Dessin animé.	12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Magazine : Si vous parliez. 14.48 La Magazine de l'Assemblée. 15.00 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale. 16.05 Série : Brigade criminelle. 16.30 Dessin animé : Popeye. 16.40 Les Minikrems. 17.50 Série : Les Deux font la loi. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Poissons, coquillages et crustacés, de Jean-Claude Goumard et Hervé Anier. 18.55 La 19-20 de l'information. A 19.00, Journal régional. 20.05 Jeux-Fa-s-t le chanteur. 20.35 Tout le sport. 20.45 Keno. 20.50 Questions pour un champion. Jeu animé par Julien Lepers. Spécial juniors. 22.35 Météo, Journal. 23.00 Décochage régional : Couleur pays. Programme des treize télévisions régionales. 0.30 Sagacités (rediff.). 1.00 Sidamag (rediff.). 1.15 Feuilleton : Dymestia. 2.05 Musique Graffiti. Symphonie KV 551, Jupiter, 1 ^{er} mouvement, de Mozart, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Riccardo Muti (20 min). 22.30 NBA Action. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 La Nuit Magazine (240 min). MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Feuilleton : The Real World London. 0.00 The End ? (90 min). EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Motors. 22.00 Football. Résumé. Coupe intercontinentale : Ajax Amsterdam (P-B)-Gremio Porto Alegre (Bré). Au Stade national de Tokyo (Japon). 23.30 Boxxe. 0.30 Snooker (30 min). CINÉ CINÉFIL 18.55 La Duchesse de Langeais. □ Film français de Jacques de Baroncelli (1941, N.). Avec Edwige Fenech. 20.30 Le Petit Garçon de l'ascenseur. □ Film français de Pierre Granier-Deferre (1962, N.). 22.00 Marie Stuart. □ Film américain de John Ford (1936, N., v.o.). 0.00 Le Dernier Sou. □ Film français d'André Cayatte (1944, N., 90 min). CINÉ CINÉFIL 18.50 L'Amour l'après-midi. □ Film français d'Éric Rohmer (1972). 20.30 C'est arrivé près de chez vous. □ Film belge de R. Belvaux, B. Poelvoorde, A. Borzel (1992). 22.05 Red Rock West. □ Film américain de John Dahl (1992, v.o.). 23.40 Cinglée. □ Film américain de Martin Ritt (1987, 115 min).	12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Téléfilm : Docteur miracle. D'Ariane Sarfand. 15.05 Boulevard des clips (et 5.15). 17.00 Variétés : Hit Machine. 17.30 Dessin animé : Tintin. 17.30 On a marché sur la Lune. 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Jeu : Le Grand Zap. 20.35 Magazine : E-M 6 Junior. Présenté par Mac Lesguy et Caroline Avon. Comment ça marche : la télévision ; Le projet Jason. 20.50 Série : Docteur Quinn, femme médecin. La Chute d'Icare. La Préparation au mariage. Avec Jane Seymour, Joe Lando. 22.45 Téléfilm : Coeurs en feu. De Jeff Bleckner, avec Lesley Ann Warren, Tom Skerritt. Après vingt ans de mariage, un homme tombe amoureux de la dame de compagnie de sa femme qui souffre de sclérose en plaques. 0.25 Magazine : Les Dossiers de Capital. Présenté par Emmanuel Châin. Y a-t-il un scandale du logement en France ? (rediff.). 2.00 Rediffusions. Culture pub : 2.25, Starnews ; 2.50, La Croisière rouge ; 3.30, Jazz 6 ; 4.25, Culture rock (La saga James Brown).	En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. 13.40 Magazine : le Journal de l'emploi. 13.45 Cinéma : Bab el-Doud City. □ Film franco-algérien de Merzak Alouache (1994). 15.15 Cyberculture (rediff.). 15.45 Cinéma : Serial Mother. □ Film américain de John Waters (1993). Avec Kathleen Turner. 17.10 Documentaire : Les Gènes ou la Révélation du siècle. De Hugo Van Lawick. 17.55 Dessin animé : Les Multoches. 18.00 La Dessin animé. Rebout. 18.30 Cyberflash. En clair jusqu'à 20.35 18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. 19.30 Flash d'informations (et 21.55). 19.40 Zéronews, le contre-journal. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Cinéma : Grosse fatigue. □ Film français de Michel Blanc (1993). Avec Michel Blanc, Carole Bouquet. 22.00 Cinéma : A toute allure. □ Film de Hongkong de Michael Mak (1991, v.o.). Avec Lawrence Ng. 1.00 Cinéma : The Hidden 2. □ Film américain de Seth Pinker (1994). Avec Raphael Sbarge. 2.30 Documentaire : Les Grands Crimes du XX ^e siècle. L'Élimination du tsar Nicolas II, de Philip Nugus (25 min).	12.30 Atout savoir. 13.00 Détoirs de France. 13.27 Le Journal du temps (et 18.57). 13.30 La Sens de l'Histoire (rediff.). 14.30 D&F. Occurrence. 15.30 Qu'il vive ! Les Dents d'organes (1/3). 15.45 Aïoli la Terre. Voyage à l'intérieur du corps (1/4). 16.00 La Preuve par cinq. 16.35 Ve savoir. 17.00 Cellulo. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Eco et compagnie. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux.

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Envoies spéciaux. 21.30 Perfectio. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Bouillon de culture. Invités : Georges Blanc, Serge Renaud ; Guy Renvoisé ; Philippe Faure-Brac. 23.50 Viva. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min). PLANÈTE 19.10 Les Matonnes. De Jean-Michel Carré. 20.05 A bout de glace. De Roland Théron. 20.35 Hermann, le retour aux sources. De Christophe Heili. 21.20 De Gaulle, vu d'ailleurs. [3/3] Puissances et passions. De Christina von Braun. 22.20 Zoo : État des lieux. [2/4] Zoos trois étoiles. De Grant Mansfield. 23.10 Le Britains ou la croisière d'une vie. O'Oliver Gurtton. 0.05 Le Cours de philo. De Bernard Caivin et Jean-Marie Barbe. 0.55 Fous de collection. De Christian Mottier (45 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Eco, éco et qui ? 19.30 Stars en stock. Debbie Reynolds. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Jean-Edern's Club. 21.55 Premières loges. 22.25 Accatone. □ Film italien de Pier Paolo Pasolini (1961, N., v.o.).

0.15 Totalement cinéma. 0.40 Concert : Bob Geldof. Enregistré à Goodwill en Australie (60 min). CANAL J 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, Cinéma : c'est la vie ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Top top clip ; 19.00, Des sous et des Ron ; 19.15, C'est la vie ; 19.30, Série : Alana ou le futur imparfait ; 19.55, Bricolage et au revoir ; 20.00, Yarmac ; 20.30, Cajou l'invité. CANAL JIMMY 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. Des ados lassants ! 21.25 Série : Palaca. 22.25 3000 scénarios contre un virus. 22.30 Série : Angela, quinze ans. Vous dansez, monsieur ? 23.15 Automobiles : Chevrolet. 0.00 Série : Bottom. He's Out. 0.35 Top bab (40 min). SÉRIE CLUB 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.30). Qui suis-je ? 19.55 Série : Char oncle Bill. Le Mariage chinois. 20.45 Série : Mon amie Flicka. Malchance. 20.45 Série : Les Chevaliers de la nuit (et 0.20). Cops. 21.35 Le Club. 21.45 Série : Les Espions. La Liste. 22.35 200 dollars plus les frais. Une détective tenace (55 min). MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45). 19.15 Passion cinéma. 19.55 Mangazone (et 23.25). 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 MCM Classic. 21.30 MCM Rock Legends. 22.25 MCM Home Vidéo.

22.30 NBA Action. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 La Nuit Magazine (240 min). MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Feuilleton : The Real World London. 0.00 The End ? (90 min). EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Motors. 22.00 Football. Résumé. Coupe intercontinentale : Ajax Amsterdam (P-B)-Gremio Porto Alegre (Bré). Au Stade national de Tokyo (Japon). 23.30 Boxxe. 0.30 Snooker (30 min). CINÉ CINÉFIL 18.55 La Duchesse de Langeais. □ Film français de Jacques de Baroncelli (1941, N.). Avec Edwige Fenech. 20.30 Le Petit Garçon de l'ascenseur. □ Film français de Pierre Granier-Deferre (1962, N.). 22.00 Marie Stuart. □ Film américain de John Ford (1936, N., v.o.). 0.00 Le Dernier Sou. □ Film français d'André Cayatte (1944, N., 90 min). CINÉ CINÉFIL 18.50 L'Amour l'après-midi. □ Film français d'Éric Rohmer (1972). 20.30 C'est arrivé près de chez vous. □ Film belge de R. Belvaux, B. Poelvoorde, A. Borzel (1992). 22.05 Red Rock West. □ Film américain de John Dahl (1992, v.o.). 23.40 Cinglée. □ Film américain de Martin Ritt (1987, 115 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. La musique au temps de Napoléon. 2. Le compositeur Giovanni Paisiello. 20.30 Archipel méditerranéen. Les médicaments (5). Avec François Chast (L'Histoire contemporaine du médicament). 21.28 Fable sur parole. Boris Pasternak (21.30 Grand Angle (rediff.). Boule en Dicks, un village blessé. 22.40 Nuits magiques. Ma vie de banane. 0.05 Du jour au lendemain. Gérard Macé (L'Autre Hémisphère du temps). 0.50 Musique : Coda. Notations sur la Fontaine ou l'Abelie et le Musicien. 17. Le Loup, la Chèvre et le Chevreuil ; Le Chameau et les Bâtons flottants ; La Laitière et le Pot au lait ; Fantaisie musicale. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert : Festival de Berlin. Donné le 12 septembre à la Philharmonie de Berlin, par l'Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg, dir. Youri Temirkanov ; Petrouitcha, de Stravinsky ; Symphonie n° 10, de Chostakovitch. 22.00 Soliste Simon François, piano. 22.25 Dépêche-Notes. 22.30 Musique légère. Twelfth Symphony pour orchestre à cordes (3^e mouvement), de Dvořák, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Baden-Baden, dir. Peter Ebdels ; Chants mélanésiens : Stances écrites en plein désespoir, près de Naples (sur un texte de Percy Bysshe), de Goldschmidt, par l'Orchestre du

Gewandhaus de Leipzig, dir. Lothar Zagzeck ; O Notte Hommage à Dalcipiccola, pour baryton et petit orchestre (sur un texte de Michelangelo Buonarroti), de Rihm, par la Badische Staatskapelle, dir. Günther Heubach. 23.07 Ainsi la nuit. Quintette pour piano et cordes op. 30, de Taneiev ; Ole Nacht, élégie pour mezzo-soprano, alto et piano, de Dargomyski. 0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Finger (Allemagne) ; traditionnelle (Andalousie) ; Garde-Zarate (Pérou) ; Garde-Abri (Canada). 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de Beethoven : Symphonie n° 8, par l'Orchestre de la Radio-Télévision Suisse-Italienne, dir. Hermann Scherchen ; An die ferne Geliebte (arrangement Liszt), Leslie Howard, piano ; Quatuor n° 11 (orchestration Gustav Mahler), par The English Chamber Orchestra, dir. Jeffrey Tate ; Messe D 950 : Credo, Sanctus et Benedictus de Schubert, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Wolfgang Sawallisch. Helen Donath, soprano, Brigitte Fassbaender, alto, Francisco Araza, ténor, Dietrich Fischer-Dieskau, basse ; Sonate n° 29 Hammerklavier, de Beethoven, Sviatoslav Richter, piano. 22.30 Les Soirées. Suite, Tannhäuser, ouverture et Venusberg, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan ; Quatuor n° 14, de Beethoven, par le Quatuor Hongrois ; Symphonie op. 21, de von Weber, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Pierre Boulez. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Magazine : Transit. Le Suicide des jeunes. Apprendre à accepter sa vie ; États-Unis : Judas Priest : coupable ? ; Enquête à Munich sur le suicide de deux adolescents ; Suicides en Russie. Le mal de vivre des adolescents touche tous les pays... Après les accidents de la route, le suicide est la principale cause de mortalité chez les jeunes de 15-24 ans.
21.45 Soirée thématique : André Malraux. Proposée par Daniel Rondeau.
21.50 Documentaire : André Malraux ou la grande vie. De Daniel Rondeau.
23.20 Cinéma : Espoir. □ Film français d'André Malraux (1939, N.). Avec José Sempere.
0.35 Bibliographie.
0.40 Magazine : Velvet Jungle (rediff.).
2.25 Court-métrage : Court-circuit. Après 68, de Stephen Burke (1994, 26 min, rediff.).

سكس ان الشرح

1501-6111

Le Monde

MARDI 28 NOVEMBRE 1995

Un scandale au Brésil provoque le limogeage du directeur du service des écoutes téléphoniques

Après la démission d'un ministre et du chef du protocole, de hauts responsables policiers sont à leur tour inquiétés

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant
Le scandale du Sivam (système intégré de surveillance de l'Amazonie) tourne au jeu de massacre. Les accusations de trafic d'influence au profit de la firme américaine Raytheon, chargée d'installer prochainement ce vaste réseau de radars et de satellites, ont déjà coûté leur poste au chef du protocole du président Cardoso et à son ministre de l'aéronautique (Le Monde du 22 novembre). Le patron du service des écoutes téléphoniques vient à son tour d'être remercié. M. Cardoso a déclaré qu'il n'« épargnerait pas ses amis » pour en finir avec ce « cancer ». Le sort du directeur de la police fédérale apparaît particulièrement incertain.

Le plus curieux dans cette affaire est qu'on ne sait toujours pas qui a ordonné les écoutes téléphoniques qui sont à l'origine du scandale. L'enregistrement des conversations entre M. Gomes dos Santos, chef du protocole, et M. Assumpcao, représentant de Raytheon au Brésil, avait révélé les pressions exercées par ce dernier.

Il y avait question, sur un ton fort cru, de pots-de-vin qui devaient être versés à Gilberto Miranda, rapporteur du projet Sivam devant le Sénat (« Ce fils de pute est en train de tout foutre en l'air, il crée des problèmes, il ne veut pas que le Sivam passe. Mais tu n'as pas déjà payé ce type ? »), et de la complaisance supposée du ministre de l'aéronautique, le général Mauro Gandra, lequel venait d'être invité pendant trois jours dans la maison de M. Assumpcao.

Il apparaît maintenant que ces écoutes ont été utilisées pour assouvir des baines personnelles. Francisco Graziano, ancien secrétaire particulier du président Cardoso, gardait une vieille rancune, datant de la campagne électorale de 1994, contre M. Gomes dos Santos. Il affirme avoir eu connaissance, par des « amis » de la police fédérale, des enregistrements mettant en cause le chef du protocole. Il a alors mis au courant le président de la République. Peu de temps après, les transcriptions des conversations étaient publiées par l'hebdomadaire *Istoé*.

LA SOCIÉTÉ THOMSON ACCUSÉE
Paulo Chelotti, ancien garde du corps du président Cardoso, devenu l'un des collaborateurs de M. Graziano, avait lui aussi des comptes à régler avec le chef du protocole. Se servant de ses contacts dans la police fédérale, il a obtenu les transcriptions des bandes magnétiques et les a transmises à M. Graziano. Or il se trouve qu'il est le frère du directeur de la police fédérale, Vicente Chelotti, lequel est désormais sur la sellette. Le directeur de la police fédérale avait en effet omis d'informer son supérieur hiérarchique, le ministre de la Justice, de l'existence de ces écoutes.

Le président brésilien a été moins choqué par les conversations elles-mêmes que par le fait qu'elles aient filtré dans la presse. Une « supercommission » parlementaire a été désignée pour enquêter sur l'affaire. Elle est dirigée par le sénateur Antonio Carlos Magalhães, qui a aussitôt demandé la levée du secret bancaire pour le rapporteur du projet Sivam, le sénateur Gilberto Miranda. Ce dernier, qui était l'an dernier un partisan enthousiaste du contrat (de 7 milliards de francs) avec Raytheon, est devenu l'un de ses plus farouches adversaires.

Plusieurs journaux brésiliens ont accusé la société française Thomson, écartée en juillet 1994 au profit de Raytheon, d'avoir joué un rôle en coulisses dans le déclenchement du scandale. Thomson a énergiquement démenti dans un communiqué toute implication dans cette affaire.

Dominique Dhombres

Jacques Chirac à « Time » : « Nous ne sommes pas un pays moyen »

« LE MONDE BIPOLAIRE que nous avons connu n'existe plus », le temps est venu de plusieurs grands ensembles, parmi lesquels l'Europe doit tenir une place privilégiée, estime Jacques Chirac. Dans un long entretien accordé à l'hebdomadaire américain *Time* - à l'occasion d'un supplément que ce magazine consacre à la France - le président de la République explique : « Le monde de demain sera multipolaire. L'un des pôles essentiels sera l'Europe. Je crois que le premier objectif pour le septennat, c'est de réussir l'Union européenne. »

Le chef de l'Etat n'en sous-estime pas, pour autant, le lien transatlantique et juge que « le deuxième objectif, c'est la modernisation de l'OTAN » avec « la création d'un pilier européen de défense ». « Je suis très favorable à l'Alliance atlantique », poursuit M. Chirac, qui observe qu'elle doit connaître une double évolution.

D'une part, il faut qu'il y ait une véritable défense européenne, car il n'y a pas de civilisation qui puisse vivre très longtemps si elle n'est pas capable de se défendre, déclare-t-il. Je crois qu'au tour de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), la

seule des organisations européennes habilitées à traiter des questions de défense doit se créer une sorte de pilier européen de défense, naturellement lié avec le pilier américain dans le cadre de l'Alliance atlantique. »

La deuxième évolution a trait à l'engagement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale, élargissement que M. Chirac juge « évident ». Mais il avertit : « Attention de faire en sorte qu'un accord avec les Russes permette un élargissement qui n'ait pas pour résultat soit de faire peur aux Russes, soit de les humilier. » Au sein de l'Alliance, M. Chirac estime que les relations américano-françaises sont bonnes : « Je trouve que les rapports entre les Etats-Unis et la France en dehors de quelques crises qui sont superficielles - c'est comme lorsqu'on a un petit bouton, ce n'est pas parce qu'on a un petit bouton qu'on est malade, mais ça gâche - je trouve que ces relations ont toujours été et sont excellentes et qu'elles le resteront parce que c'est dans la nature des choses. On ne va pas changer deux siècles d'histoire. »

Cette toile de fond ne doit pas masquer quelques problèmes. « Je ne le cache pas, je suis très inquiet devant l'isolementisme de l'actuel Congrès américain », constate le président de la République, qui ajoute : « Il faut savoir qu'en ce qui

concerne l'aide au développement, pour un PIB à peu près équivalent, l'Union européenne dépense 60 ou 70 milliards de dollars (environ 152 milliards de francs) par an et les Etats-Unis 9 milliards de dollars (environ 44 milliards de francs). C'est tout à fait impossible d'imaginer que l'Amérique veuille toujours tout décider et payer de moins en moins. Celui qui paye le pouvoir politique, en fin de compte, l'espère que le président Clinton réagisse contre cette fâcheuse tendance à une espèce d'isolementisme très dangereux pour tout le monde. »

A propos des essais nucléaires, M. Chirac juge que l'ampleur des réactions antiaméricaines a été « beaucoup exagérée ». « Je prendrai un exemple : nous avons subi extrêmement ostensiblement tout ce qui concernait les ventes françaises à l'étranger, assure le chef de l'Etat, et nous n'avons observé aucune trace d'une réaction dans ce domaine. »

Le président, qui se qualifie lui-même d'« optimiste » et de « pragmatique », est confiant dans les atouts de la France face aux défis du siècle à venir et conclut : « La France est la quatrième puissance économique et commerciale du monde, elle est l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, c'est une puissance nucléaire et le premier contributeur de troupes à l'ONU. Nous ne sommes pas un pays moyen. »

Dominique Dhombres

Crimes archivés

par Pierre Georges

LE GÉNÉRAL PINOCHET a fêté ses quatre-vingt ans. Par un banquet. Deux mille invités ont participé samedi à cette fête étrange et, sans doute, souhaitée, en chœur, un bon anniversaire à l'ami Augusto.

Quatre fois vingt ans, c'est un bel âge pour se pardonner à soi-même sous les vivats des fidèles, entre gâteau et bougies. On n'est d'ailleurs jamais aussi bien abasourdi que par soi-même. Donc, le général Pinochet s'est fendu d'un petit discours pour dire combien il regrettait. « Je ressens, en ma qualité de militaire, la mort de mes adversaires. »

Un homme ordinaire aurait eu des regrets. Indécence sans limites. Voir ainsi un vieux caudillo philosophe sur le sort de ses victimes et sur le fait qu'on ne fait pas de guerre civile sans casser des hommes est proprement ahurissant. Tortures, exécutions, disparitions, que de fatalités regrettables ! Comme dirait, comme dira d'ailleurs le bon vieux général Pinochet : « Une fois les hostilités déclenchées, on ne peut pas contrôler tous les épisodes. »

Il n'a pas contrôlé tous les épisodes, lui qui contrôlait tout. Et il en éprouve comme de l'affliction. Un peu de patience, le banquet des quatre-vingt-dix ans peut-être, et il versera, l'âge aidant, une larme sur les crimes commis en son nom.

A moins qu'il n'ait tout oublié. Car aussi bien, entre deux séances de regrets et d'anniversaire, Augusto Pinochet, toujours commandant en chef de l'armée chilienne, affirme avec force que « l'unique solution au problème se trouve dans l'oubli ». En ce sens, il

a pesé de tout son poids pour que les cinq cent cinquante procès intentés aux militaires ayant participé à la répression sanglante sous la dictature soient « archivés » par le gouvernement.

Un autre qui aimerait bien que l'Histoire archive, et d'urgence, les crimes commis en son nom ou au nom des siens, c'est le président Radovan Karadzic. Le patron de la République serbe de Bosnie, inculpé de crime de génocide par le Tribunal international de La Haye, n'en est pas encore aux remords, pas même aux regrets. Tout juste aux soucis. Il se drape dans sa fonction, dans son mandat, dans sa légitimité présidentielle, dans les accords de Dayton, dans tout ce qui pourrait lui être un bouclier pour échapper à la justice.

Les mots de Pinochet pourraient être les siens. La faute à « la guerre civile », la faute à pas de chance, « les parties de vies humaines et de biens étaient inévitables ». Voilà ce que disait Pinochet à Sandoz, à la fin de son mandat, dans sa légitimité présidentielle, dans les accords de Dayton, dans tout ce qui pourrait lui être un bouclier pour échapper à la justice.

Contre vents et marées, contre massacres et charniers, Radovan Karadzic maintient et menace. Dans un entretien accordé à *Info-Matin*, il défie les forces de l'OTAN, s'il leur prenait la fantaisie de vouloir l'arrêter lui ou n'importe lequel de ses concitoyens. « Soyez bien convaincus qu'il faudrait ou moins 300 000 soldats déployés dans la Bosnie entière pour m'arrêter », affirme-t-il. Après avoir précisé que, dans ce cas-là, « il y aura un carnage ». C'est un expert qui parle !

Jean-Paul Chuzel succède à André Larquière à la tête de RFI

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES Jean-Paul Chuzel a été nommé pour trois ans au conseil d'administration de Radio-France internationale (RFI), par décret du ministre de la culture, M. Chuzel remplacera, à compter du 1^{er} décembre, André Larquière, PDG de la société nationale de programme RFI depuis 1989. Agé de quarante-huit ans, énarque, M. Chuzel a été de 1986 à 1988 directeur de cabinet de Bernard Bosson, ministre des affaires européennes. De 1992 à juillet 1995, il a dirigé l'Opéra de Paris.

IBM France incite ses salariés à arrêter leur activité dès 51 ans

APRÈS AVOIR RÉDUIT de près de moitié ses effectifs ces cinq dernières années, IBM France prépare de nouvelles restructurations. L'entreprise veut supprimer l'an prochain 420 emplois - équivalents temps plein - sur un total de 11 800 (Le Monde du 22 novembre). Les mesures d'accompagnement, présentées aux syndicats lors d'un comité social paritaire sans qu'un accord ait été trouvé, étaient, samedi 27 novembre, au comité central d'entreprise.

La principale mesure consiste à proposer aux salariés âgés de 51 à 54 ans de cesser leur activité, soit progressivement (trois ans à 70 % de temps travaillé rémunéré 70 % du salaire plein, puis dispense d'activité et rémunération à 65 % jusqu'à la retraite), soit immédiatement, tout en continuant à être payés (50 % pendant cinq ans, puis 65 % après) par IBM France, mais en ayant la possibilité de trouver un emploi hors du groupe. Cette offre vise les salariés des usines de Corbeil-Essonnes et Montpellier (Hérault), du laboratoire de recherche de La Gande (Alpes-Maritimes), ainsi que des services support (finances, juridique, personnel, communication, etc.). L'appel à candidatures sera clos le 15 décembre.

Selon la direction, qui se refuse à chiffrer le coût de ces propositions, 1 100 personnes répondent aux critères définis. En 1994, un plan de ce type (à compter de 52 ans) a concerné quelque 1 900 personnes. IBM France va aussi mettre en place des temps partiels aidés et des congés sans solde indemnisés. Elle a par ailleurs demandé, pour les salariés de plus de 55 ans, des préretraites FNE (mi-temps à 80 % du salaire, plus

une prime incitatrice dégressive avec l'âge), en s'engageant sur une embauche pour deux mi-temps.

Les syndicats contestent ces nouvelles réductions d'effectifs et réclament des embauches. « Dans les usines, il a fallu faire appel à des CDD [contrats à durée déterminée] pour faire face à la charge de travail », rappelle un élu CFDT. « Alors que toutes les entités géographiques d'IBM sont en croissance et le marché français en progression, le chiffre d'affaires interne d'IBM France est depuis début 1995 sur une pente négative de 7 % », relève un élu CGT.

Les syndicats contestent ces nouvelles réductions d'effectifs

qui voit là le contrecoup des compressions d'effectifs et dénonce « des licenciements déguisés, car on indique dans quels services on veut voir partir des salariés ».

Le comité central d'établissement de lundi s'annonçait d'autant plus tendu que la direction devait s'expliquer sur le rachat de la société CGI Informatique (Le Monde du 22 novembre). Pour financer cette opération en partie indexée sur les actions d'IBM Corp, le groupe a dû provisionner 1,3 milliard de francs, soit, selon les syndicats, l'équivalent de « 400 embauches par an pendant six ans ».

Philippe Le Cœur

Les partisans du président ivoirien sont assurés d'une majorité au Parlement

LES ÉLECTIONS législatives ont eu lieu dans le calme, dimanche 26 novembre, en Côte d'Ivoire. Dans la nuit, le ministre de l'Intérieur a annoncé que la participation se situait entre 45 et 47 % des inscrits, en progression sur les législatives de 1990, mais en recul sur la présidentielle du 22 octobre, qui avait mobilisé - selon les chiffres officiels - 56 % des inscrits, malgré le boycottage des deux principaux partis d'opposition.

D'ores et déjà, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), l'ancien parti unique fondé par Félix Houphouët-Boigny, aujourd'hui dirigé par le président Henri Konan Bédié, élu avec 96,5 % des voix, est assuré de conserver une confortable majorité à l'Assemblée nationale. Le PDCI partait avec 10 sièges d'avance, qui n'étaient pas contestés par l'opposition. Sur environ un quart des 172 sièges, l'opposition n'en a pour l'instant emporté que 13, nous signale notre correspondant à Abidjan, François Picard ; 4 sont allés au Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo, dont 2 à Gagnoa, capitale du pays bété. Dans les trois circonscriptions rurales entourant la ville, acquises au FPI - y compris celle de M. Gbagbo -, le scrutin a été reporté par le ministère de l'Intérieur, en raison des violences qui avaient entouré le scrutin présidentiel.

Le Rassemblement des républicains, une scission du PDCI formée pour soutenir la candidature présidentielle de l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, se soumettait pour la première fois à l'épreuve du scrutin. M. Ouattara n'avait pu se présenter le 22 octobre, faute de satisfaire aux conditions d'éligibilité imposées par le code électoral voté en décembre 1994 par l'Assemblée nationale dominée par le PDCI. La même mésaventure est d'ailleurs arrivée au secrétaire général du RDR, Djéni Kobina, qui a vu sa candidature rejetée par le Conseil constitutionnel pour cause d'ascendance ghanéenne.

DANS LE CALME
Le RDR aurait conquis 9 sièges dans le nord du pays, dont est originaire M. Ouattara. Toutefois, l'un de ses députés sortants, Hyacinthe Sarassoro, élu en 1990 sous l'étiquette PDCI, a été battu à Sinematani, une petite ville du Nord, par le secrétaire général du PDCI, Laurent Dona Fologo. Généralement, l'opposition semble avoir été victime de sa désunion. Le Front républicain qui avait uni le FPI et le RDR dans le boycottage de la présidentielle n'a pas résisté à la participation aux législatives. Pourtant, le scrutin de circonscription à un tour favorisait le PDCI. Celui-ci l'a d'ailleurs emporté dans plusieurs villes, où il était minoritaire, comme Bouaké et Daloa.

La campagne et le scrutin se sont déroulés dans le calme, loin des violences qui avaient précédé la présidentielle. Pourtant, l'opposition affirme que la révision des listes électorales s'est faite de manière très imparfaite et que le scrutin a été entaché d'irrégularités. De nombreuses contestations ont entouré, par exemple, les opérations de vote à Yopougon, un immense faubourg populaire d'Abidjan, où le FPI est bien implanté.

Thomas Sottinel

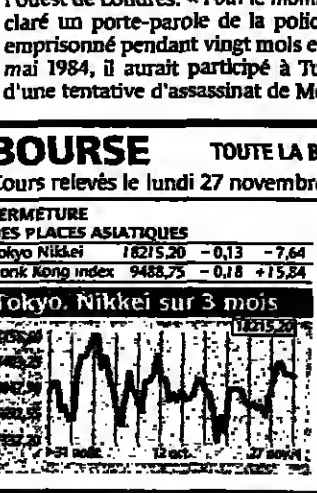
DÉPÊCHES
■ **FAIT DIVERS** : Fabien Ghiloni, vingt ans, a été tué le 21 novembre à Reims (Marne), par un jeune délinquant qui voulait lui dérober son baladeur. Vainqueur à six reprises du championnat de Champagne de vélo tout-terrain (VTT), Fabien Ghiloni a été victime de Karim Seddik, vingt et un ans, déjà condamné pour une attaque à main armée. Ce dernier a frappé puis menacé l'étudiant de son revolver et un coup de feu est parti. Karim Seddik a été mis en examen pour homicide volontaire et écoué.

■ **ALGÉRIE** : Liamine Zeroual a été investi, lundi 27 novembre, comme président de la République après avoir prêté serment, devant le sixième chef de l'Etat algérien, et le premier élu de manière démocratique. M. Zeroual a juré de « respecter et de glorifier la religion islamique, de défendre la Constitution, de respecter le libre choix du peuple ainsi que les institutions et les lois de la République ». - (AFP)

■ **LIBYE** : un opposant au régime du colonel Kadhafi a été assassiné, dimanche 26 novembre à Londres. Ali Mehmed Abouzeid, cinquante-cinq ans, a été retrouvé mort dans son épicerie-boucherie de l'ouest de Londres. « Pour le moment aucune piste n'est écartée », a déclaré un porte-parole de la police. Ali Mehmed Abouzeid avait été emprisonné pendant vingt mois en 1973 pour activités dissidentes. En mai 1984, il aurait participé à Tunis, selon la BBC, à l'organisation d'une tentative d'assassinat de Mouammar Kadhafi à Tripoli. - (AFP)

BOURSE **TOUTE LA BOURSE EN DIRECT** 3615 LE MONDE
Cours relevés le lundi 27 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 12 215,20 -0,13 -7,64	Paris CAC 40 1890,95 +1,38 +0,53
Hong Kong index 9485,75 -0,18 +15,84	Londres FT 100 3622,80 +0,56 +18,17
	Zurich 12 121,00 +1,31
	Milan MIB 30 12 121,00 +1,31
	Francfort Dax 30 2197,08 +0,22 +4,29
	Bruxelles 1468,94 +0,31 +5,70
	Suisse SSS 12 121,00 +1,31
	Madrid IBSX 35 12 121,00 +1,31
	Amsterdam CBS 12 121,00 +1,31



A nos abonnés

■ L'amélioration du service à nos abonnés passe par une modification très importante de notre système informatique. Du 28 novembre au 10 décembre, notre service relations clientèle sera momentanément interrompu. Toute modification de votre abonnement (suspension, changement d'adresse...) durant cette période ne pourra être enregistrée qu'à partir du 11 décembre. Nous comptons sur votre compréhension pour excuser cette gêne temporaire.

Tirage du Monde daté dimanche 26-lundi 27 novembre : 526 601 exemplaires

les toutes
r pour les
de cent à
acté d'in-
Les em-
es et plus
x des so-
est dans
lemagne,
emmes en-
s impres-
sant pour
destiné
pas aux
créateurs

ais sur la
i ni des
sur les
rue mais
lique au
voulait
emploi et
être exi-
des pro-
ais aussi
accueilli
se et so-
ce.

hfeld

27

icains et
res de la
s ont dé-
tendant
que offi-
est pro-
séra l'un
le prési-
Robert
au Sé-
rme que
ment de
semble.
nent qui
est une
liberté,
acun de
x.

EINE

uverme-
hirac de
s les six
n prési-
t fait
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maïne,
qu'ém-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
apure-
lits fi-
la mo-
que, la
aide à
ités et

L'Espace

DIMANCHE 26 NOVEMBRE 1995

Vision à long terme

DIAMANT, c'est un peu l'acte fondateur d'Ariane. Rien n'aurait été possible dans l'aventure spatiale sans cette volonté qui s'exprima dans Diamant. Cette histoire nous enseigne une « loi » : il faut regarder loin derrière soi pour comprendre les succès d'aujourd'hui et bien prendre en compte ce que sont les efforts d'aujourd'hui qui seuls justifieront ceux de demain.

Dans ce domaine de très haute technologie, l'excellence est requise parce que la concurrence internationale atteint le niveau d'hypercompétition qui caractérise les grandes sagas des industries « stratégiques » où se jouent la puissance commerciale, le niveau scientifique et la fierté des Nations. Aucun grand projet ne peut voir le jour sans les trois convictions autour desquelles Aerospatiale a construit son destin et qu'elle a su faire partager à ses grands partenaires européens.

L'anticipation d'abord. Seule une vision de long terme soutenue par une grande opiniâtreté permettent aux grands projets aéronautiques et spatiaux de voir le jour. Nés dans les années 60 et 70, les programmes Ariane et Airbus atteignent tout juste aujourd'hui leur phase de pleine maturité. Il aura fallu une certaine dose, c'est un euphémisme, de détermination et de continuité dans les investissements pour résister aux prédateurs et grignoter 30% du marché aéronautique et plus de 50% du marché des lanceurs commerciaux. Au cours de cette longue bataille, les décideurs, notamment français, n'ont pas fléchi, parce qu'au-delà des moyens, ils en avaient l'inflexible volonté.

La coopération ensuite. L'Europe est lucide et sait qu'elle doit rassembler ses meilleurs savoir-faire pour être compétitive. Depuis plus de 20 ans, l'Europe aéronautique et spatiale est une réalité. Treize pays sont impliqués dans Ariane avec plus de 60 entreprises associées. La coopération n'est pas un mot : elle impose de savoir gérer les intérêts de chacun, politiques et économiques, tout en optimisant les enjeux industriels. Tel est le rôle d'Aerospatiale, architecte industriel d'Ariane.

Enfin, les synergies techniques sont indispensables aux progrès de ces industries. Dans l'aérodynamique, la propulsion, les matériaux, l'électronique etc..., Aerospatiale exploite et transfère les techniques de toutes ses branches. Les progrès réalisés pour Airbus ou pour les missiles servent Ariane parce qu'entre l'air et l'espace tout se tient. C'est cela la force et l'intérêt d'un grand groupe multi-spécialiste.

Il y a 30 ans, la première pierre de l'aventure spatiale française était un Diamant

La fusée française est à l'origine des programmes européens qui lui ont succédé.

« LE 26 NOVEMBRE 1965, à 15 heures 47 (heure de Paris), la fusée Diamant a été lancée de la base saharienne d'Hammaguir et le satellite A-1 a été placé sur orbite conformément aux prévisions. Le « lance-satellite » a fonctionné normalement, la poursuite du satellite par le radar Aquitaine a permis de définir les éléments suivants pour la trajectoire : apogée 1768 kilomètres ; périégée 528 kilomètres ; période de révolution 1 heure 48 minutes ».

C'est par ce communiqué laconique que le ministère des Armées annonçait il y a aujourd'hui trente ans l'entrée de la France dans le très restreint - à l'époque - club des puissances spatiales. En effet l'U.R.S.S. en faisait partie depuis huit ans - le premier Spoutnik avait été lancé le 4 octobre 1957 - et les Etats-Unis avait suivi de peu avec la mise en orbite de leur premier engin spatial le 31 janvier 1958.

En apprenant la nouvelle le général de Gaulle, président de la République, avait été plus lyrique :

« La mise sur orbite spatiale du premier satellite français, lancé par une fusée française est une importante réussite dont notre pays tout entier ressent la joie et la fierté. En son nom je

félicite tous ceux dont les recherches, la science et la technique lui ont valu ce grand succès en attendant que se développe sa participation à la conquête de l'espace ».

Ainsi la France était parvenue seule à se hisser technologiquement au niveau des deux superpuissances mondiales. Dès les lendemains de la Seconde guerre mondiale les scientifiques français s'étaient intéressés aux travaux menés par les Allemands à Peenemünde et avaient réussi à mettre au point des missiles de petite taille. C'est en fait la décision de doter la France d'une Force nucléaire stratégique de dissuasion qui en 1959 permit la mise au point de gros étages de propulsion. Cette démarche fut rapide car le gouvernement avait la volonté de disposer d'un armement stratégique le plus rapidement possible et il y consacra les budgets nécessaires.

DES PIERRES TRÈS PRÉCIEUSES

Les vecteurs de la Force nucléaire stratégique furent donc mis à l'étude par une société créée dans ce but : la S.E.R.E.B. (Société pour l'étude et la réalisation d'engins balistiques), qui devait ensuite devenir partie inté-

grante d'Aerospatiale. Le programme « Pierres précieuses » fut lancé. Les projets portèrent les noms de « Topaze », « Émeraude » et « Saphir ». La dérivée civile, qui utilisait une combinaison des vecteurs militaires fut baptisée « Diamant ».

Après de nombreux lancements de « Saphir », de différentes configurations, la fusée « Diamant » fit son apparition. Avec trois étages, elle mesurait 19 mètres de long pour un poids de 18,4 tonnes et une poussée au décollage de 28 tonnes. Le premier étage de 10 mètres était en fait une « Émeraude » à propulsion unique orientable brûlant près de 13 tonnes de propergols liquides, mélange d'acide nitrique et d'essence de térbenthène. Le deuxième étage de 4,70 mètres de long était une « Topaze » propulsée par plus de 2.260 kilos de poudre alimentant quatre tuyères et le troisième étage qui n'avait pas de nom, mesurait 1,85 mètre et contenait 641 kilos de poudre. Construit en fibre de verre, il ne pesait que 68 kilos à vide et il était surmonté d'un satellite de 42 kilos, A-1, surnommé « Astérix » comme le Gaulois frondeur, contenant une balise, un répondeur radar et un émetteur de télémesure, outre la S.E.R.E.B.,

maître d'œuvre et responsable des essais en vol, deux autres sociétés qui devaient, en 1970, fusionner pour constituer l'Aerospatiale, participant au programme Nord-Aviation pour la construction du deuxième étage « Topaze » et Sud-Aviation, groupe technique de Cannes, pour les mesures.

DIX MINUTES DE PROPULSION

Le vol de ce premier lanceur spatial français devait durer 619 secondes, soit un peu plus de 10 minutes, la séparation du premier et du deuxième étage intervenant au bout de 95 secondes à 43 kilomètres d'altitude au-dessus de la frontière algéro-tunisienne. Le premier étage devait retomber dans le Sahara à 350 kilomètres du pas de tir. La séparation deuxième-troisième étage intervint à 547 kilomètres d'altitude. L'ensemble de l'opération a été suivi par l'escorteur Guépratte, ancré dans le golfe de Gabès, puis par la station Iris installée par le C.N.E.S. à Beyrouth.

Succès technique doublé d'une opération de prestige le lancement de Diamant marqua le début de l'aventure européenne dans l'espace. Les Allemands s'intéressèrent au programme, mais là encore ce fut les réti-

cences des Américains qui permirent de concrétiser le projet du grand lanceur Ariane. Les conditions posées pour lancer le satellite de communications franco-allemand « Symphonie » par les Etats-Unis, servirent de catalyseur à la volonté européenne et sur proposition de la France, en 1973, le Conseil des ministres européens, réuni à Bruxelles, décida de s'engager dans la réalisation d'Ariane. Cette réalisation a été menée dans le cadre d'une structure industrielle initiée par le programme « Diamant ». La coopération entre de multiples entreprises apportant chacune leurs compétences et leur savoir-faire. Cet « exploit collectif » national, autour d'une des sociétés qui généra ensuite Aerospatiale, subsiste aujourd'hui. Le « pivot » s'est enrichi et le montage industriel étendu à treize pays.

Après plus de vingt ans, le chemin parcouru est impressionnant. Plus de 90% des tirs du lanceur européen ont été réussis et plus de 50% du marché des lancements de satellites commerciaux a été remporté par Ariane.

■ Conférence européenne de Toulouse : des décisions capitales pour l'avenir

Toulouse, 27 octobre 1995. (de notre envoyé spécial). Les ministres européens de l'Espace viennent de prendre des décisions attendues avec espoir par la communauté spatiale. Le COF (Columbus Orbital Facility) et l'ATV (Automatic Transfer Vehicle), véhicule de transfert logistique en orbite seront réalisés et les études pour le CTV (Crew Transport Vehicle) engagées. Le programme spatial européen va ainsi pouvoir prendre une nouvelle dimension.

Cette conférence, considérée par les observateurs comme une réussite, relance les grands programmes internationaux qui permettront à l'Europe de demeurer la troisième grande puissance spatiale du monde.

■ ISO en orbite

Succès total pour le lancement du satellite ISO (Infrared Space Observatory) lancé par Ariane 4 le 17 novembre dernier et arrivé sur son orbite opérationnelle le 21 novembre. Destinée à l'exploration de l'univers invisible, ce satellite d'astronomie dans l'infrarouge dont Aerospatiale a assuré la maîtrise d'œuvre nous apportera des connaissances exceptionnelles sur l'univers inconnu. 2000 astronomes dans le monde travailleront sur les informations transmises par ISO.

Ariane 5. Un nouveau moteur pour l'Europe

La nouvelle fusée dont Aerospatiale est l'architecte industriel répond aux nouvelles demandes de transport spatial et participera notamment au programme de la future station spatiale Alpha.



Décidés en 1987 à la Haye, lors de la réunion des ministres européens de l'Espace, le programme Ariane 5 a pour objectif de prolonger et d'amplifier les succès d'Ariane 4 sur le marché mondial des lanceurs. Cette évolution est d'une grande logique : Ariane 4 détient aujourd'hui plus de 50% du marché de lancement

des satellites commerciaux. Dans la continuité des autres programmes, Ariane 5 est dirigée par l'ESA (Agence spatiale européenne), qui en a confié le développement au CNES (Centre National d'Etudes Spatiales) et la commercialisation à Arianespace. Fort de son expérience à travers Diamant, Ariane 1, 2, 3 et 4, Aero-

spatiale en est l'architecte industriel et développe les principaux étages du lanceur. Ariane 5 est la concrétisation du savoir-faire européen dans le domaine. 13 pays et quelques 60 entreprises participent au programme, cas unique de collaboration industrielle, couronnée par le succès. Tous en bénéficiant des acquis

technologiques de ses prédécesseurs, le lanceur Ariane 5 représente un nouveau défi en termes de fiabilité, de disponibilité, et de coût compétitif. Il est conçu pour permettre le lancement de 6,7 tonnes en orbite de transfert géostationnaire - contre 4,650 tonnes pour Ariane 4 - et s'adapter à des demandes diversifiées : mise en orbite de satellites à la masse croissante, vols en orbite basse et vols habités. Il participera aussi au ravitaillement de la future station spatiale internationale Alpha et lancera l'ARD (Atmospheric Reentry demonstrator), capsule automatique développée par Aerospatiale. Un épisode important car l'ARD prépare les études d'un futur CTV (Crew Transport Vehicle) pour l'Europe, capsule habitée qui pourra transporter 4 à 6 astronautes vers la station Alpha.

Ariane 5, dont les premiers lancements interviendront au printemps 96, constitue ainsi une nouvelle étape dans l'édification de l'Europe spatiale.

Le premier satellite gaulois s'appelait Astérix

Depuis, Aerospatiale a réalisé en coopération près de 90 satellites de télécommunication, d'observation ou scientifiques. Une trentaine sont en préparation.

RÉALISÉ PAR LA S.E.R.E.B., ancêtre d'Aerospatiale et lancé le 26 novembre 1965 par DIAMANT 1, le premier satellite français s'appelait Astérix. Un nom marqué par une farouche volonté d'affirmer la particularité de la France... et son ambition d'indépendance.

Depuis, Aerospatiale a participé à la réalisation d'une centaine de satellites. Son activité s'exerce notamment dans le domaine des télécommunications, de Symphonie à Eutelsat III et Hot Bird 1.

Elle est devenue le premier exportateur français de satellites, avec notamment Arabsat (Ligue Arabe), Türksat (Turquie), Agila (Philippines), Thalcom 3 (Thaïlande), Nahuel (Argentine), Sinosat (Chine), ou encore Sirius 2 (Suède).

Dans le domaine de la météorologie, les satellites Météosat ont été réalisés depuis 1977. Tous les téléspectateurs européens connaissent aujourd'hui leurs images. Pour l'observation Aerospatiale a développé un pôle d'excellence dans les

systèmes de prises de vues. Végétation sur Spot pour l'observation de la terre, Helios pour l'observation militaire. Le plus récent, le satellite d'astronomie européen, ISO, vient de commencer sa mission de découverte de l'univers invisible. Les données recueillies devraient permettre au monde scientifique de faire des progrès considérables. Et bientôt en 1997 la sonde Huygens partira pour un long voyage en direction de la banlieue de Saturne, où elle « atterrira » sur Titan en... 2004.

ISO من الامم